



## Rapport 2020

Les entreprises  
internationales en Afrique

**Libre-échange :**  
quand l'Afrique se dote  
d'une ambition continentale

# bluebiz

FAITES DES ÉCONOMIES,  
PRENEZ L'AVION.

## Bluebiz, le programme de fidélité des PME-PMI.

Quand vos collaborateurs voyagent, votre entreprise gagne des blue credits à convertir en billets d'avion, cartes d'abonnement ou options.

**1 BLUE CREDIT CUMULÉ = 1€**

**Adhères sur [airfrance.fr](http://airfrance.fr) ou dans votre agence de voyages.**

Renseignez-vous sur [afklm-biztravel.com](http://afklm-biztravel.com).

Les compagnies partenaires du programme bluebiz

## LE MOCI

**Directeur de la publication  
et Directeur général**  
Vincent Lалу

### RÉDACTION

#### Rédacteur en chef

Christine Gilguy

#### Conseiller de la rédaction

Frédéric Demarquette

#### Réalisation

Delphine Miot (maquette)

#### Ont collaboré à ce numéro :

Bénédicte Châtel et Anne Guillaume-Gentil  
(Commodafrica), Sandrine Sorieul (CIAN)

#### Cartes et graphiques : Chantrieux

**Illustration de couverture :** Rachel Sanchez

#### Impression

Corlet Imprimeur à Condé-sur-Noireau (14)

#### Directrice Conseil et Développement

Karine Rosset

#### Directrice du développement international

Nathalie Guillery

#### Fabrication

Robin Loison

Commission paritaire.

Publication n° 0916 T 81051

#### ÉDITEUR Sedec SA

29, rue de Clichy, 75009 Paris

www.lemoci.com

Encart broché Orange entre les pages 18 et 19.

Encart broché Haropa entre les pages 50 et 51.

#### CONSEIL FRANÇAIS DES INVESTISSEURS EN AFRIQUE



45, rue de la Chaussée d'Antin - 75009 Paris

Tél. : +33 (0)1 45 62 55 76

Email : contact@cian.asso.fr

Site : www.cian-afrique.org

#### Fondateur du rapport

Jean-Pierre Prouteau †

#### Comité de rédaction

Sandrine Sorieul

Stephen Decam

Etienne Girois

Isabelle Kotzuba

Morgane Labbé

## Afrique : des raisons d'espérer 5

Alexandre Vilgrain, Président du CIAN

## Faits marquants 2019 6

## Commerce France-Afrique 8

La France, un partenaire commercial très implanté sur le terrain

## Enquête

### Libre-échange :

## Quand l'Afrique se dote d'une ambition continentale 12

## Entretien 14

- Gilles Dufrénot, professeur de sciences économiques

## Intégration régionale 16

- Les enseignements des intégrations régionales actuelles 16
- La ZLECA mode d'emploi 20

## Perspectives 22

- ZLECA : ce qu'en pensent de grands patrons

## La monnaie 26

- Un marché unique, une monnaie unique ?

## La fiscalité 28

- La délicate harmonisation fiscale et tarifaire

## Les économies 30

- Les économies africaines sont-elles suffisamment diversifiée ?

## Le transport 35

- Le défi du transport à l'échelon continental

## L'agriculture 38

- Une opportunité de faire progresser l'auto-suffisance alimentaire

## Europe/Afrique 40

- Quelle cohérence entre les APE et la ZLECA ? 40
- Le point de vue de Patrick Sevaistre, président de la Commission Institutions Européennes du CIAN 41

## Analyse économique par zone et par pays 44

### Les résultats 2019 de l'enquête CIAN 45

Afrique du Nord 52

Afrique de l'Ouest 60

Afrique Centrale 78

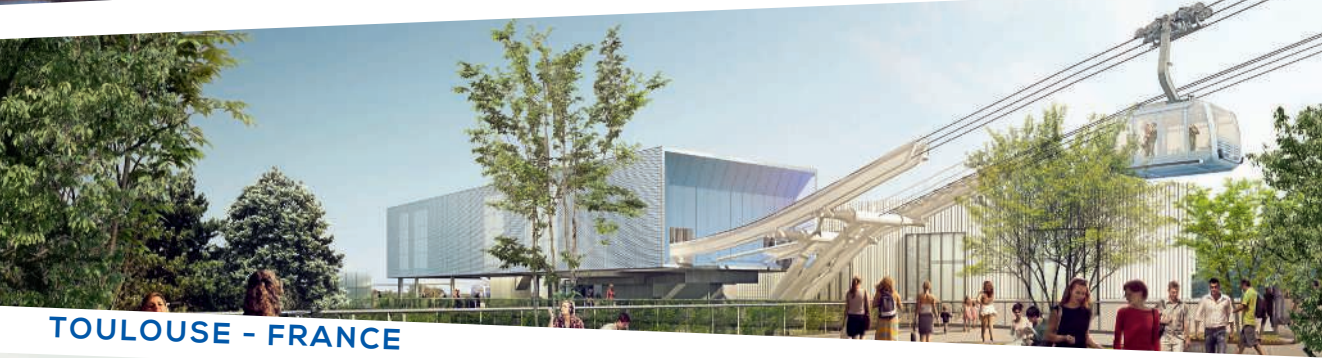
Afrique Australe, Orientale et Océan Indien 92

## RAPPORT D'ACTIVITÉ 2019 DU CIAN

### Les actions et les projets du CIAN



**NEW YORK CITY - U.S.A**



**TOULOUSE - FRANCE**



**MEDELLIN - COLOMBIE**



**SAINT DENIS DE LA RÉUNION - FRANCE**

Relier une île à une mégapole, se déplacer sur coussin d'air entre des terminaux d'aéroport, connecter des quartiers périphériques au centre des métropoles, survoler un fleuve, franchir et atteindre le sommet d'une colline, désengorger le trafic routier, remplacer une ligne de bus, un ferry...

De New York à Medellin, POMA installe le transport par câble comme le nouveau mode de déplacement collectif au coeur des espaces urbains et réduit l'impact du transport sur l'environnement.



**POMA**  
CRÉONS LE LIEN



# Afrique

## des raisons d'espérer

Certains événements d'actualité en Afrique mettent à rude épreuve la confiance et l'espoir que beaucoup d'entre nous placent en ce continent. Comme c'est souvent le cas, les mauvaises nouvelles font plus de bruit que les bonnes, l'exceptionnel l'emporte sur la normalité. Il est vrai que ces derniers temps, la presse titre sur la crise sécuritaire au Sahel et ses victimes de plus en plus nombreuses, sur l'incertitude de la situation sociale et politique en Algérie, sur les affrontements politico-ethniques en Éthiopie alors que le Premier ministre vient de recevoir le Prix Nobel de la paix. Elle souligne le faible niveau d'alternance au sommet des États, reprend les commentaires parfois nerveux sur la zone franc, sur la quasi-stagnation de la première économie du continent, l'Afrique du Sud, ou bien encore sur la concurrence déloyale de certains acteurs économiques.

Voilà un contexte qui n'aide pas les entreprises à sortir du dilemme « montant de l'investissement et de la rentabilité » au regard du « risque encouru ». Les investisseurs, surtout les nouveaux entrants, anticipent souvent le risque attendu à l'aune de l'atmosphère générale qui se dégage du continent ou d'un ressenti global, sans toujours regarder suffisamment la réalité objective des situations. Et pourtant la réalité des risques en Afrique est souvent moins grave que ce qu'il peut paraître. En face de chacun d'entre eux (sécuritaire, sanitaire, juridique, réputationnel...), il existe une réponse technique à même de les atténuer et de rendre l'investissement possible. Nous travaillons beaucoup au CIAN sur les solutions au cas par cas permettant de faciliter les investissements sur le continent.

Et puis il reste l'essentiel, qui est que les fondamentaux demeurent encourageants : la croissance du continent est une des plus élevée de la planète, les entreprises installées sur place annoncent presque toutes une rentabilité satisfaisante, et le cadre général des économies continue de progresser, grâce à la jeunesse, au progrès technique, au digital et à l'ouverture au monde.

Voilà pourquoi notre confiance en l'Afrique ne faiblit pas. Ce continent est à l'évidence déterminant pour notre avenir en Europe et en France. Alors oui, bien sûr, il y a des nuages qu'il faut traverser. Mais notre savoir-faire, notre relation ancienne et confiante, ainsi que notre adaptabilité doivent nous permettre de les surmonter. Il n'est plus temps d'hésiter, les aiguilles de la montre tournent.

*Alexandre Vilgrain, Président du CIAN*

## Janvier

- 1<sup>er</sup>. Entrée en vigueur d'un salaire minimum en Afrique du Sud.
- 10. Félix Tshisekedi remporte la présidentielle en RD Congo.
- 18. Andry Rajoelina, 44 ans, succède à Marc Ravalomanana à la présidence malgache.

## Février

- 6. En République centrafricaine, signature du 13<sup>e</sup> accord de paix, dit accord de Khartoum, entre le gouvernement et quatorze groupes armés. Le mandat de la Minusca est prorogé jusqu'au 15 novembre 2020.
- 16. Des milliers d'Algériens commencent à manifester pacifiquement chaque vendredi pour s'opposer à la candidature d'Abdelaziz Bouteflika pour un cinquième mandat présidentiel, un mouvement baptisé « hirak ». La démission du président le 2 avril n'y mettra pas fin. Le président du Conseil de la Nation, Abdelkader Bensalah, assure l'intérim du chef de l'État. Une vaste campagne anti-corruption est lancée.

• 23. Au Nigeria, le président Muhammadu Buhari est réélu pour un second mandat.

• 24. Au Sénégal, Macky Sall est réélu dès le 1<sup>er</sup> tour de la présidentielle.

## Mars

- 14. Le cyclone Idai dévaste le Mozambique, et impacte le Zimbabwe, le Malawi et Madagascar.
- 24. Le président Azali Assoumani est réélu aux Comores.

## Avril

• 11. Au Soudan, le président Omar el-Bechir est destitué par l'armée, mettant fin à 30 ans d'un pouvoir sans partage. Une coalition se met en place ouvrant la voie à une transition démocratique qui doit conduire à des élections générales en 2022.

• 12. La première société africaine de e-commerce Jumia, fondée en 2012 à Lagos s'introduit à la bourse de New York et lève 200 M USD.

- 14. Le cyclone Kenneth frappe les Comores et le Mozambique.
- 20. La Constitution égyptienne est révisée, permettant à Abdel Fattah al-Sissi de prolonger son mandat de président jusqu'en 2024 et de briguer un troisième mandat.

## Mai

• 8. À l'issue d'élections générales en Afrique du Sud, l'ANC conserve la majorité et le président Cyril Ramaphosa est reconduit.

## Juin

- 21. PSA inaugure à Kenitra, au Maroc, une usine (557 M EUR) affichant des capacités de 200 000 véhicules/an à destination de l'Afrique et l'Europe.
- 22. En Mauritanie, Mohamed Ould Ghazouani est élu président.

## Juillet

- 19. Au Kenya, le plus grand parc éolien de l'Afrique (365 turbines) voit le jour sur les bords du lac Turkana
- 25. Décès du président tunisien Béji Caïd Essebsi. Mohamed Ennaceur assure l'intérim jusqu'à l'élection, le 13 octobre, de Kais Saïed.

## Août

- 20. Le Nigeria ferme unilatéralement ses frontières terrestres pour lutter contre la contrebande de riz.
- 20. La Côte d'Ivoire et le Ghana s'unissent face aux multinationales du cacao et imposent une prime - appelée différentiel de revenu vital (DRV) - de 400 USD la tonne qui s'ajoute au cours mondial pour le cacao vendu en 2020/2021.

## Accord sur la Zone de libre-échange continentale africaine

Le 7 juillet 2019, les chefs d'État de l'Union africaine lancent la première phase opérationnelle de l'accord sur la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA, en anglais AfCFTA pour African Continental Free Trade Area), après sa signature par le Nigeria et le Bénin.



## Octobre

• 10. Le Prix Nobel de la paix est remis au Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed pour avoir fait la paix avec l'Érythrée.

• 14. L'Algérie adopte une nouvelle loi sur les hydrocarbures qui permet, notamment, aux investisseurs étrangers de s'associer à la Sonatrach.

• L'Ouganda révisé le calcul de son PIB, qui gagne 11,6 %, notamment grâce à l'incorporation de secteurs non comptabilisés jusqu'alors. La Tanzanie le fera aussi.

## Novembre

• Recrudescence des attaques djihadistes au Burkina Faso, au Mali et au Niger. La crise sécuritaire et humanitaire s'amplifie dans ces pays.

## Décembre

• 12. Élection présidentielle en Algérie, après deux reports. Abdelmajid Tebboune, ex-premier ministre est élu au premier tour avec 58,15 % des voix et une abstention de 60,17 %.

• 17. Référendum constitutionnel et élections municipales au Ghana.

## LE CALENDRIER DES ÉLECTIONS 2020

- Janvier : législatives aux Comores.
- Février : législatives et municipales au Cameroun ; législatives en Guinée ; législatives au Tchad ; présidentielle au Soudan.
- Février-mars : présidentielle au Togo.
- Avril-mai : législatives en Égypte.
- Mai : législatives au Mali ; législatives en Ethiopie ; présidentielle, législatives et municipales au Burundi.
- Mai-juin : présidentielle et législatives au Burundi.
- Octobre : présidentielle en Côte d'Ivoire ; présidentielle et législatives en Tanzanie et Zanzibar.
- Octobre-décembre : présidentielle aux Seychelles ; législatives en Somalie ; législatives et locales au Soudan.
- Novembre : présidentielle et législatives au Burkina Faso.
- Décembre : présidentielle et législatives au Ghana.
- Fin 2020 ou début 2021 : sénatoriales au Gabon
- Sans dates précises : locales en RD Congo ; municipales à Maurice.

Source : Electoral Institute for Sustainable Democracy in Africa

## V.I.E : AGIR EN TEMPS RÉEL SUR SON MARCHÉ

La société Lionel Osmin&Cie produit et commercialise sous une même signature les vins du Sud-Ouest de la France. Un avantage concurrentiel qui permet aux acheteurs de se fournir auprès d'un interlocuteur unique. Un succès qui s'est d'abord exprimé à l'international et tout spécifiquement au Canada où l'envoi d'un volontaire international a permis de défendre ces appellations peu connues...

**A**vec 60 % de ses exportations réalisées en Amérique du Nord, Lionel Osmin&Cie entend bien consolider cette position favorable. « Notre objectif est de continuer notre croissance, en développant davantage encore le Canada qui est notre premier pays d'exportation », précise Lionel Osmin, fondateur de cette PME née en 2010. « C'est le marché où nous avons atteint la plus grande maturité de distribution. Cela justifiait une présence sur place. »

Il est à noter que la vente d'alcool au Canada est régie par un monopole d'État. « L'organisme en charge de ce monopole change en permanence les règles du jeu, c'est pourquoi il était devenu nécessaire d'entretenir un contact direct pour agir en temps réel, et s'adapter aux évolutions sans les subir. Aujourd'hui, grâce à notre V.I.E, nous contrôlons et maîtrisons

le marché, son fonctionnement, ainsi que les débouchés. C'était un enjeu essentiel, avant même le développement du chiffre d'affaires. »

Lionel Osmin poursuit : « Le volontariat international s'est avéré une formule optimale du fait de sa simplicité de pilotage et de mise en œuvre. En effet, je n'aurais pas eu les ressources pour accueillir un expatrié en termes de gestion réglementaire et administrative. Cette première expérience est une réussite. Nous avons recruté une volontaire brillante. Immédiatement opérationnelle, Hélène a tout de suite compris les enjeux et su être d'une grande pertinence. Nous renouvelerons l'expérience, probablement aux États-Unis, notre deuxième marché d'export, lorsque nous atteindrons le stade critique. »



**Lionel Osmin**, fondateur, et ses 20 salariés œuvrent à la défense de l'identité des vins du Sud-Ouest dans le monde entier.

### « QUAND ON A ENVIE, ON ARRIVE À TOUT ! »



**Hélène Menvielle** a fait de l'écart culturel une opportunité pour garder un regard neuf et dépasser les préjugés.

« La Société des Alcools du Québec (SAQ) gère le monopole d'État sur la vente des alcools. Dans ce contexte, ma mission consiste à promouvoir nos vins et l'art de vivre du Sud-Ouest de la France auprès de leur personnel. L'enjeu ? Nous différencier pour atteindre nos acheteurs. Dégustations, création de vitrines, relations presse, communication, réponse à appels d'offres, animation de salons : en fait, je m'adapte chaque jour à une nouvelle mission ! Pour une première expérience professionnelle en sortie d'école d'ingénieur, j'assume de nombreuses responsabilités qui nécessitent

une implication maximale. Car seul sur le terrain – en dehors de notre zone de confort – nous n'avons pas d'autre choix que d'avancer. Cette grande autonomie m'a permis de me connaître véritablement et de dépasser les limites que je m'étais imaginées. Au travers de nombreuses rencontres, j'ai développé ma capacité d'écoute et mon ouverture d'esprit pour apprendre des réussites des autres. Outre une grande capacité d'adaptation, cette expérience m'a donné confiance en l'avenir. Quand on a envie, on arrive à tout ! »

## La France, un partenaire commercial très

**De longue date, les entreprises françaises ont une forte présence en Afrique via leurs investissements et l'implantation de filiales. Revers de la médaille, les exportations françaises bien que dynamiques vers certains marchés, ne se situent pas à la hauteur de celles de certains autres compétiteurs.**

### Hausse des échanges en faveur de l'Afrique

Les échanges commerciaux entre la France et l'Afrique se sont élevés à 51,4 milliards d'euros (Mds EUR) en 2018, en hausse 6,83 % par rapport à 2017, selon les statistiques des douanes françaises. Une hausse du commerce qui s'est faite au détriment de la France, les importations en provenance du continent progressant de 17,6 % à 26,6 Md EUR tandis que ses exportations ont reculé de 2,7 %, à 24,7 Md EUR.

Ainsi, la France enregistre un déficit commercial avec le continent de -1,8 Md EUR en 2018 contre un excédent de +2,8 Md EUR en 2017. Ce déficit s'explique en partie par la forte augmentation des importations en provenance des pays pétroliers et gaziers (+65 % de la Libye, +55 % de l'Angola, +51 % du Nigeria, +41 % du Ghana, etc.) car si les prix du pétrole ont globalement baissé sur l'année (-19 % pour le Brent), ils étaient haussiers avant de s'écrouler en fin d'année.

En parallèle, les exportations françaises, hors Maghreb, accusent de fortes chutes avec certains de ses principaux partenaires, dans une conjoncture encore marquée par la crise des matières premières de ces dernières années.

C'est le cas notamment du Nigeria, premier partenaire commercial en Afrique subsaharienne de la France, avec 4,5 Mds EUR d'échanges en 2018. Dans un contexte de faible croissance de ce géant africain depuis 2016 (année de sa première récession en 25 ans à la suite de la chute des cours du pétrole) les exportations françaises se sont contractées de 40 %.

La conjoncture économique en Afrique du Sud comme en Angola ou en République du Congo explique aussi en partie le recul des exportations françaises.

Toutefois, les exportations de la France reculent également vers des pays non-pétroliers. La tendance est mal orientée

avec des partenaires comme le Togo (-21,4 %), l'Ile Maurice (-27,6 %) et l'Éthiopie (-26 %). Il est vrai que pour ces deux derniers pays, les échanges commerciaux avaient connu une hausse significative en 2017 grâce à des livraisons d'avions.

### La France tient ses positions mais doit rester vigilante

En revanche, si les exportations françaises baissent de 7 % vers son troisième partenaire commercial en Afrique subsaharienne, la Côte d'Ivoire, mettant un terme à une période de forte

croissance ininterrompue depuis la fin de la crise en 2011 (en moyenne +9 % par an), cette baisse est imputable en grande partie aux ventes exceptionnelles d'avions intervenues en 2017. En 2018, la France a néanmoins dégagé un excédent de 281 M EUR.

Au Sénégal, la France conforte son excédent à 729 M EUR, avec une progression de 8,1 % de ses exportations. Elle confirme ainsi sa place de premier pays fournisseur (part de marché de 14,7 %) devant la Chine (12,8 %), le Nigeria (10 %), l'Inde (5,5 %) et la Turquie (4,9 %). Les pays du Maghreb, Algérie, Maroc et

**LES IMPORTATIONS FRANÇAISES EN PROVENANCE D'AFRIQUE  
LE TOP 20 DES PAYS FOURNISSEURS EN 2018 (EN MILLIONS D'EUROS)\***

PAYS	2017	2018	2018/2017 (%)
Maroc	4 998	5 308	6,20
Tunisie	4 199	4 447	5,91
Algérie	3 393	4 164	22,72
Nigeria	2 480	3 746	51,05
Libye	1 386	2 283	64,72
Afrique du Sud	1 095	1 376	25,66
Côte d'Ivoire	842	819	-2,73
Egypte	618	769	24,43
Madagascar	621	626	0,81
Angola	328	508	54,88
Ghana	319	450	41,07
Cameroun	479	363	-24,22
Maurice	309	264	-14,56
Gabon	112	148	32,14
Mozambique	122	117	-4,10
Seychelles	111	116	4,50
Kenya	101	107	5,94
Sénégal	88	91	3,41
Guinée	89	75	-15,73
Zimbabwe	47	52	10,64
<b>Total 20 pays</b>	<b>21 737</b>	<b>25 829</b>	<b>18,83</b>
<b>TOTAL AFRIQUE</b>	<b>22 652</b>	<b>26 634</b>	<b>17,58</b>

\*Hors matériel militaire

# implanté sur le terrain

## La France dans le peloton de tête des investisseurs en Afrique

La France demeure un investisseur majeur en Afrique. En 2018, elle y a investi 5,5 milliards de dollars (Md USD), soit près de cinq fois plus qu'en 2017 (1,2 Md USD) dans un contexte de stabilité de l'ensemble des investissements directs étrangers (IDE) sur le continent par rapport à 2017, observe le cabinet de conseil EY dans son baromètre 2019 de l'attractivité de l'Afrique, paru fin novembre. Sur une période de 4 ans - de 2014 à 2018 - la France est le deuxième investisseur en termes de projets avec la réalisation de 329 projets, derrière les États-Unis (463 projets) et devant le Royaume-Uni (286

projets). Les projets sont majoritairement implantés dans les pays francophones (51%), la France maintenant sa place de leader en représentant 67 % des IDE totaux dans ces pays.

En termes de capital investi, l'Hexagone se situe également en deuxième position avec 34,172 Md USD investis entre 2014 et 2018, derrière la Chine (72,235 Md USD) et devant les États-Unis (30,855 Md USD).

Les investissements des entreprises françaises sont majoritairement tournés vers les services (74,3 %), suivis de l'industrie (15,4%) et des industries extractives (10,3%).

## Algérie, Maroc et Tunisie demeurent dans le trio de tête, tant du point de vue des clients que des fournisseurs de la France

LES EXPORTATIONS FRANÇAISES EN DIRECTION DE L'AFRIQUE  
LE TOP 20 DES PAYS CLIENTS EN 2018 (EN MILLIONS D'EUROS)\*

PAYS	2017	2018	2018/2017 (%)
Algérie	4 987	5 271	5,70
Maroc	4 296	4 390	2,18
Tunisie	3 253	3 308	1,69
Egypte	1 850	1 706	-7,78
Afrique du Sud	1 780	1 587	-10,84
Côte d'Ivoire	1 181	1 100	-7,00
Sénégal	758	820	8,18
Nigeria	1 068	635	-40,54
Ethiopie	832	615	-26,08
Cameroun	537	504	-6,15
Gabon	431	458	6,26
Maurice	559	404	-27,73
Madagascar	353	370	4,82
Mali	331	341	3,02
République du Congo	330	303	-8,18
Angola	302	269	-10,93
Burkina Faso	250	270	8,00
Togo	304	239	-21,38
Bénin	182	222	21,98
Ghana	227	213	-6,17
<b>Total 20 clients</b>	<b>23 811</b>	<b>23 025</b>	<b>-3,30</b>
<b>TOTAL AFRIQUE</b>	<b>25 469</b>	<b>24 776</b>	<b>-2,72</b>

\*Hors matériel militaire

Sources : Douanes françaises

Tunisie, demeurent dans le trio de tête tant du point de vue des clients que des fournisseurs de la France. Ils représentent plus de 50 % des échanges de la France avec l'Afrique. Mais la France doit rester vigilante car elle perd du terrain, accentuant son déficit commercial avec la zone : il est passé de -55 M EUR en 2017 à -951 M EUR en 2018.

Son premier partenaire commercial, le Maroc - 9,7 Mds EURO d'échanges - a vu ses exportations vers la France grimper de 6,2 %, avec une montée en gamme des produits industriels en particulier le secteur automobile. Le déficit commercial bilatéral s'est creusé de -200 M EUR à -918 M EUR en 2018.

De même avec la Tunisie, dont la France est le premier partenaire, le déficit atteint -1,139 Md EUR (il se creuse de 193 M EUR par rapport à 2017). Les exportations françaises n'ont progressé que de 1,6 % tandis que les importations ont augmenté de 5,9 %.

C'est seulement avec l'Algérie que la France a dégagé un excédent commercial : il a atteint +1,106 Md EUR en 2018. Dans un contexte de restriction des importations par les autorités algériennes et de vive concurrence, cet excédent a reculé de près de 500 M EUR par rapport à 2017. ■

Un entretien avec Monsieur Henri-Claude OYIMA, Président Directeur Général du Groupe BGFIBank

## « Notre savoir-faire et notre ancrage local constituent une vraie valeur ajoutée pour les entreprises européennes qui souhaitent travailler en Afrique »



### POUVEZ-VOUS BRIÈVEMENT PRÉSENTER BGFIBank ?

BGFIBank est un groupe bancaire africain créé en 1971, dont l'objectif central est d'accompagner le développement de l'économie africaine. Le Groupe est présent sur quatre lignes de métiers : banque commerciale, banque d'investissement, services financiers spécialisés (crédit à la consommation, crédit-bail, affacturage, micro-finance, etc.) et assurances.

Nous avons une part de marché supérieure à 50 % au Gabon. Nous sommes le premier groupe financier en Afrique centrale et le deuxième en Afrique de l'Ouest. Au total, BGFIBank est présent dans 10 pays africains et en France, par le biais de sa filiale à vocation européenne, BGFIBank Europe.

Le bilan du Groupe dépasse les 5 milliards d'euros et les fonds propres sont supérieurs à 570 millions d'euros. L'exercice 2018 a permis de dégager un résultat net de 50 millions d'euros.

Le bilan du Groupe dépasse les 5 milliards d'euros et les fonds propres sont supérieurs à 570 millions d'euros. L'exercice 2018 a permis de dégager un résultat net de 50 millions d'euros.

### VOTRE STRATÉGIE S'INSCRIT DANS LE PROJET EXCELLENCE 2020. ÊTES-VOUS SATISFAIT DES RÉSULTATS OBTENUS À CE JOUR ?

Le but du projet d'entreprise Excellence 2020 ne consistait pas uniquement à réaliser d'excellents résultats financiers. Il s'agissait d'atteindre la performance dans les quatre axes qui en constituent les fondements de notre organisation : commercial, ressources humaines, organisation et prévention des risques. Les résultats obtenus sont à la hauteur de nos attentes.

Pour prendre un exemple qui me tient particulièrement à cœur, celui du capital humain, je citerais la création de la BGFIBank Business School (BBS) afin de contribuer au renforcement continu des capacités de nos salariés. La BBS offre

des programmes de formation sur mesure, adaptés aux besoins tant individuels que collectifs, dans les différents métiers du groupe, dans le partage d'une même culture d'entreprise. C'est une réalisation dont nous sommes très fiers.

### QUEL SERA LE PROCHAIN PROJET D'ENTREPRISE ?

Il couvrira la période 2021-2025. Son élaboration sera lancée dès début 2020 dans une approche innovante et inclusive. Les salariés des différentes filiales seront amenés à y participer puis nous ferons remonter les idées phares. Une version préliminaire sera présentée au conseil d'administration en juin 2020 et le texte final sera approuvé avant la fin de l'année.

L'objectif du futur projet d'entreprise sera d'accélérer la transformation du groupe, par le développement de nos métiers, la poursuite de la digitalisation de nos process internes et la continuation de l'internationalisation.

### OÙ EN ÊTES-VOUS DE L'EXTENSION DE VOTRE PRÉSENCE HORS DES FRONTIÈRES DU GABON, NOTAMMENT EN ZONE CEMAC ET EN AFRIQUE DE L'OUEST ? QUELS SONT LES OBJECTIFS DE CETTE INTERNATIONALISATION ?

Nous sommes un groupe bancaire africain et l'internationalisation demeure une priorité stratégique. Nous souhaitons être présents dans les environnements que nous pouvons maîtriser et où nous sommes en mesure de valoriser notre savoir-faire. Des implantations dans de nouveaux pays sont à l'étude, par le biais de la création de filiales ou d'acquisitions.

Notre conviction est que l'Afrique est entrée dans une nouvelle phase de son développement. Les projets d'investissements vont se poursuivre et la classe moyenne va inéluctablement se renforcer. L'accompagnement des banques, via

notamment les réseaux d'agences, sera indispensable et nous souhaitons continuer à être un acteur majeur dans le continent.

### QUELLE EST LA SIGNIFICATION DE VOTRE PRÉSENCE EN FRANCE ?

En 2009, il y a dix ans, nous avons créé, à Paris, BGFIBank Europe, qui dispose d'un agrément bancaire complet pour accompagner les entreprises. Ceci nous permet de proposer un accompagnement global aux entreprises qui souhaitent faire des affaires en Afrique. Notre offre couvre l'ensemble de leurs besoins : commerce international (crédit documentaire, cautions, garanties, etc.), projets d'investissements et besoin en fonds de roulement, opérations de haut de bilan (financements structurés, fusions-acquisitions, conseil financier, etc.) et marchés des capitaux (introduction en Bourse, gestion de capitaux, etc.)

Certes, il y a une forte concurrence entre les différentes banques. Cependant, nous travaillons depuis longtemps avec les entreprises européennes : beaucoup de nos clients sur place sont originaires de l'Europe. Nous savons quels sont leurs besoins et leurs attentes.

Par ailleurs, nous connaissons bien l'Afrique, forts de nos cinquante années d'expérience et de notre présence dans plusieurs pays du continent. Nos équipes spécialisées maîtrisent parfaitement l'environnement des affaires et les risques locaux. Elles ont une expérience concrète du financement des entreprises que nous mettons au service de nos clients européens. Nous pensons que nous avons une vraie valeur ajoutée et notre expertise est appréciée. Bien plus qu'une simple banque, c'est un véritable accompagnement dans le développement de leurs activités en Afrique que nous mettons à leur service.



**BGFIBank Europe**

**10 ans**

**au service du financement  
des économies africaines**



# Libre-échange

## Quand l'Afrique se dote d'une



**Tout projet commence par un rêve. En son temps, le Ghanéen Kwame Nkrumah avait fait celui d'une « Union des États africains » qui sera groupusculaire et éphémère. Plus de 50 ans après, à l'échelle de l'Afrique, le Rwandais Paul Kagamé en tant que président de l'Union africaine (UA) l'a mis sur rails en lançant la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA) : une liberté de circulation des biens, des services, des capitaux et des hommes. Un continent intégré représentant 1,2 milliard de personnes. Formidable projet, qui devrait rejaillir sur les économies de tout le continent.**

# ambition continentale

**E**n discussion depuis 2012, le principe de la création de la ZLECA a été adopté au Sommet extraordinaire de l'UA à Kigali, le 21 mars 2018. Dès avril 2019, la Gambie, le 22<sup>e</sup> État africain à le ratifier, permettait son entrée en vigueur effective. Mais toute sa force est venue de la presque unanimité – sauf un – des États africains autour de la ZLECA, grâce au ralliement du Nigeria et du Ghana, au sommet extraordinaire de l'UA à Niamey le 7 juillet 2019. À ce jour, l'Érythrée est le seul pays à rester en dehors.

## Les hésitations du Nigeria

Les Cassandre ne manqueront pas de souligner, avec ironie, qu'Abuja disait « oui » à Niamey et un mois plus tard, fermait ses frontières terrestres, mettant à mal les intégrations sous-régionales déjà existantes mais souvent fragiles. Aujourd'hui, il faut au moins 30 jours pour obtenir le dédouanement des marchandises en Afrique de l'Ouest et ce, en dépit de l'existence de l'UEMOA (Union économique et monétaire ouest-africaine) et de la CEDEAO (Communauté économique des États d'Afrique de l'ouest).

Mais ce serait balayer d'un revers de main la complexité de ce mastodonte africain qu'est le Nigeria, avec ses 186 millions d'habitants, qui tente de faire monter en puissance son économie et son industrialisation en recourant à un outil vieux comme le monde, le protectionnisme. Un protectionnisme passager, ont affirmé – tardivement – mi-octobre 2019 les autorités nigérianes, le temps de mettre en place une stratégie commerciale afin de concilier ouverture et développement national.

Pourquoi s'attarder sur ce cas du Nigeria ? Car sans lui, la ZLECA (mais aussi la nouvelle monnaie régionale en gestation l'Eco) restera un rêve, du fait de son poids démographique, économique et, ne l'oublions pas, géographique.

Une zone de libre-échange, c'est l'harmonisation des procédures, des tarifs, des normes mais avant tout le développement d'infrastructures de transport. Et le Nigeria est au cœur géographique de l'Afrique, le nœud de l'impressionnante toile routière continentale qui est, d'ores et déjà, en cours de construction (cf. Notre article sur les transports dans les pages qui suivent). Le Nigeria, c'est aussi tout un symbole, pays anglophone entouré de pays francophones ayant dit oui – là aussi, récemment – à la création d'une nouvelle monnaie régionale, l'Eco, signant la mort du franc CFA et exigeant la fin du droit de regard du Trésor français. Et pourquoi pas ?

---

« Aujourd'hui, il faut au moins 30 jours pour obtenir le dédouanement des marchandises en Afrique de l'Ouest »

---

## Une opportunité à saisir

On en est, certes, aux prémices et les différentes expériences à travers le monde – notamment l'Union européenne – ont montré que le processus peut être très long et, sans aucun doute, extrêmement compliqué. Mais la question n'est pas là. Cette voie choisie par l'Afrique suscite très naturellement de nombreuses interrogations.

On a souvent lu ou entendu dire que les marchés nationaux africains étaient, pour la plupart, trop exigus pour constituer de véritables marchés rentables à eux seuls, justifiant d'y investir industriellement. On a souvent lu ou entendu dire aussi que

les économies africaines sont trop semblables pour trouver un intérêt à échanger, que les pays miniers ont des intérêts très différents des pays agricoles. On a souvent lu ou entendu dire enfin que les pays arabophones, anglophones, lusophones et francophones sont trop disparates, que le problème de la langue est réel.

Surtout, l'Afrique étant déjà politiquement maillée sur le plan régional, certains pays faisant partie de plusieurs sous-groupes régionaux à la fois, mais avec des performances économiques et commerciales très diverses, d'aucuns s'interrogent sur la faisabilité réelle d'un marché continental, voire sur sa pertinence.

Il serait pertinent pour qui ? Les populations, les États, les entreprises ? Et comment l'Afrique, tournée sur elle-même, parviendra-t-elle aussi à dialoguer avec le monde ? D'où chaque État, aujourd'hui si tributaire de ses recettes douanières, tirera-t-il ses ressources financières ?

Les questionnements sont nombreux et les réponses hésitantes, voire inexistantes. Mais nombre d'acteurs interrogés ont une certitude : la ZLECA est, sans contester, une opportunité à saisir, une aventure à tenter. Les nouvelles technologies, les taux de croissance enviables, le dynamisme des jeunes entrepreneurs face à l'incapacité des États à endiguer des obstacles au développement tels que le commerce illégal, l'économie informelle, la corruption ou les tracasseries administratives, donnent un coup de projecteur nouveau sur ce vieux rêve africain.

Et si c'était possible ?

*Dans ce dossier réalisé par Bénédicte Châtel et Anne Guillaume-Gentil (Commodafrica) qui ouvre le rapport Afrique 2020, nous sondons l'opinion des milieux d'affaires français et explorons le champ des possibles.*

Gilles Dufrénot, professeur de sciences économiques

## « La ZLECA peut être le début de la croissance et des niveaux

**La vaste zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA) a été officiellement lancée en mai 2019. Le processus sera sans doute très long. Quels sont les enjeux politiques et économiques de ce grand projet, les obstacles et les moteurs de sa construction ?**

**Gilles Dufrénot, professeur de sciences économiques à Aix-Marseille Université et chercheur associé au CEPII (Centre d'études prospectives et d'informations internationales).**

**Le Moci.** Pourquoi cette décision aujourd'hui de création de la ZLECA alors même que le protectionnisme monte partout dans le monde ? N'est-ce pas paradoxal ?

**Gilles Dufrénot.** Ce n'est pas paradoxal. Jusqu'à présent l'Afrique était assez peu intégrée dans le commerce mondial. Sa part dans les échanges internationaux tourne autour de 5 %. Ainsi, le continent est moins affecté par les mesures protectionnistes adoptées par les autres nations. Un deuxième point est qu'il y a eu une prise de conscience beaucoup plus forte sur le fait que les marchés naturels pour les pays africains ne sont pas nécessairement les marchés des pays industrialisés. Ils se trouvent sur le continent africain lui-même, compte tenu de sa population. Certains pays vont devenir des pays émergents et donc il y aura la constitution de classes moyennes et une augmentation du niveau de vie.

Cette prise de conscience explique la décision de créer une zone de libre-échange à l'échelle du continent et pas seulement à l'échelle sous-régionale.

**Le Moci.** Quels sont les enjeux politiques et économiques de cette zone ?

**G. D.** L'enjeu économique est de générer un développement grâce au commerce, avec le déploiement de chaînes de valeur

sur tout le territoire. L'enjeu politique est que très souvent, les unions commerciales ont des répercussions, par exemple, sur les politiques migratoires. En Afrique, nous avons une grande mobilité inter-régionale de personnes, le fait de favoriser la libre circulation des biens, de libéraliser le secteur des services, c'est aussi une façon d'accentuer l'intégration par la circulation des personnes.

Pour les pays c'est politiquement important car un des maux dont l'Afrique souffre le plus aujourd'hui est la balkanisation politique. Nous avons une multitude d'États qui veulent avoir le leadership dans leur région, nous avons une multitude de conflits interethniques, intercommunautaires, etc.

Géopolitiquement, les pays restent reliés sur eux-mêmes. Un des avantages de faire une zone de libre-échange est qu'en axant la libre circulation des personnes sur l'économie, on contribue à une unité politique. Une identité politique, qui est subjectivement chez les gens une identité africaine, commence à émerger et cela permet de sortir d'une vision qui reste encore très communautaire, ethnique.

**Le Moci.** La migration est effectivement d'abord interafricaine pour des raisons économiques mais aussi pour des

raisons de conflits. Si la ZLECA permet de réduire la balkanisation, pourrait-elle aussi réduire les migrations ?

**G. D.** C'est l'autre aspect, celui d'un rééquilibrage territorial. Compte tenu des conflits, on a des migrations qui déséquilibrent les espaces. Cela pourrait donc effectivement contribuer à rééquilibrer les territoires.

---

« Le premier obstacle est la question cruciale des règles d'origine »

---

**Le Moci.** Quels sont les principaux obstacles qu'il faudra surmonter dans un avenir immédiat pour la construction de la ZLECA ?

**G. D.** Le premier obstacle est la question cruciale des règles d'origine. Pour bénéficier d'une exemption tarifaire il faudra que le produit ou le service dispose d'un pourcentage à déterminer de contenu africain. La réflexion est en cours.

Le gros risque est que l'on ait des pays tiers, l'Europe, les États-Unis, l'Australie..., qui se servent de la ZLECA pour exporter davantage, ce qui veut dire que la proportion de biens *made in Africa* ne serait pas si importante que cela.

La question du détournement du commerce est une question fondamentale car la concurrence va s'exacerber avec les pays asiatiques et européens qui vont vouloir entrer sur ce nouveau marché.

---

« C'est aussi une façon d'accentuer l'intégration par la circulation des personnes »

---

# d'un vrai essor de vie en Afrique »

Cela ne veut pas dire que ces pays seront interdits d'entrer sur ce marché mais cela va les obliger à nouer des alliances avec les entreprises africaines et cela peut-être un bon point pour un partage d'expériences.

Le deuxième obstacle pourrait être les leaders régionaux, le Nigeria en Afrique de l'Ouest qui pèse les deux-tiers du PIB de la zone, l'Afrique du Sud, l'Éthiopie... Il va falloir que ces pays acceptent l'ouverture des marchés qui se profile. Nous avons vu que le Nigeria a mis beaucoup de temps pour accepter de signer la ZLECA. Derrière, il y a l'idée que ces pays veulent garder un leadership régional et ce n'est pas forcément bon pour les autres. Cela veut dire aussi que les grands pays ne seront plus en mesure de protéger leurs propres industries. Il faut qu'ils acceptent d'ouvrir très largement leur marché, et donc la concurrence.

Le troisième obstacle est la question des normes. Nous avons des pays de traditions différentes, en matière linguistique, culturelle, etc. et donc les normes sont aussi différentes. Il va falloir trouver, comme l'Europe l'a fait, des normes communes minimales, en sachant qu'il y a une diversité de consommateurs, d'entreprises... Cela peut être compliqué compte tenu du fait que certains pays sont en retard dans ce domaine. Par exemple, tirer les normes sociales vers le haut représenterait un désavantage pour un certain nombre de pays.

Il faudra des pays leaders qui tirent les autres. Par exemple, le Rwanda qui doit aujourd'hui sa réussite à sa forte progression au niveau de la gouvernance. Le Ghana aussi, ou le Kenya. Tous les pays dans lesquels la liberté politique peut s'exprimer. Cela ne passe pas forcément par une plus grande démocratie, cela peut-être la prise de conscience assez forte pour transformer la gouvernance politique en s'appuyant sur une plus grande liberté, comme par exemple une

plus grande participation de la société civile à la prise de décision.

**Le Moci.** L'Afrique du Nord est très souvent séparée de l'Afrique, dans certains cas elle est reliée au Moyen-Orient, comment ces pays vont-ils s'intégrer ? Le Maroc a une politique très ambitieuse en Afrique, la Tunisie et l'Algérie s'y intéressent-elles aussi ?

**G. D.** C'est un des challenges. Le Maroc a l'idée d'intégrer les chaînes de valeur dans l'espace africain où les entreprises marocaines, qui ont une certaine expérience, notamment grâce à des joint-ventures avec l'Europe, vont servir de tête de pont pour monter en gamme. Le Maroc est très offensif sur ce point, car il a même demandé à intégrer la CEDEAO et ne serait pas insensible à faire partie du projet de la monnaie commune l'Éco. Mais, plusieurs points restent à résoudre. Au niveau des populations, il n'y a pas de confiance. Pour des raisons historiques, la situation des personnes d'origine subsaharienne dans les pays du Maghreb n'est pas stabilisée. De plus, traditionnellement, les pays d'Afrique du Nord sont rangés avec les pays MENA et là c'est un ancrage extrêmement fort. Ce que nous voyons c'est que le Maghreb essaye de renforcer ses liens avec l'Europe bien entendu, avec la Turquie, tandis que les liens avec le Moyen-Orient restent forts. Sachant aussi que l'intégration reste faible au sein de l'Union du Maghreb Arabe (UMA).

**Le Moci.** Quels sont les atouts de la ZLECA ?

**G. D.** Nous savons qu'historiquement le développement s'est très souvent appuyé sur le commerce intra-zone. La ZLECA peut être le début d'un vrai essor de la croissance et des niveaux de vie en Afrique, en particulier si cela conduit à une forte industrialisation, c'est-à-dire à une transformation en profondeur des



© D.R.

Gilles Dufrénot, professeur de sciences économiques à Aix-Marseille Université et chercheur associé au CEPII (Centre d'Etudes Prospectives et d'Informations Internationales).

processus productifs. Le premier atout c'est qu'enfin l'Afrique commence à amorcer son développement et avoir un modèle de croissance digne de ce nom. Le deuxième atout se situe au niveau politique car créer les États-Unis d'Afrique est un vieux rêve des panafricains au lendemain des Indépendances. Avant d'en arriver là, passer par l'économie et le commerce est une très bonne chose. C'est un énorme enjeu au niveau de l'unification politique car je pense que cela va redonner du poids à l'Union africaine. Le troisième atout c'est aussi qu'en unifiant les marchés, on fluidifie les flux de personnes entre les pays.

---

« Les grands gagnants seront les petits pays »

---

**Le Moci.** Quels seront les perdants et les gagnants dans ce futur grand marché ?

**G. D.** Je pense que les grands gagnants seront les petits pays, ceux qui ne pèsent pas beaucoup du point de vue économique. En particulier, les pays enclavés car la ZLECA va induire la construction d'infrastructures de transport.

*Propos recueillis par Bénédicte Châtel et Anne Guillaume-Gentil*

## Les enseignements des intégrations régionales actuelles

**La mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA) s'appuiera sur les Communautés économiques régionales (CER) existantes. Elles sont au nombre de quatorze mais huit seulement sont reconnues en tant que telles par l'Union africaine. État des lieux.**

On reproche souvent à l'Afrique de ne pas avoir un commerce intra et infra régional élevé, surtout en comparaison avec certaines autres zones économiques régionales, notamment des pays développés. Certes, il est faible, aux environs de 16 % des échanges, mais c'est sans compter les flux informels.

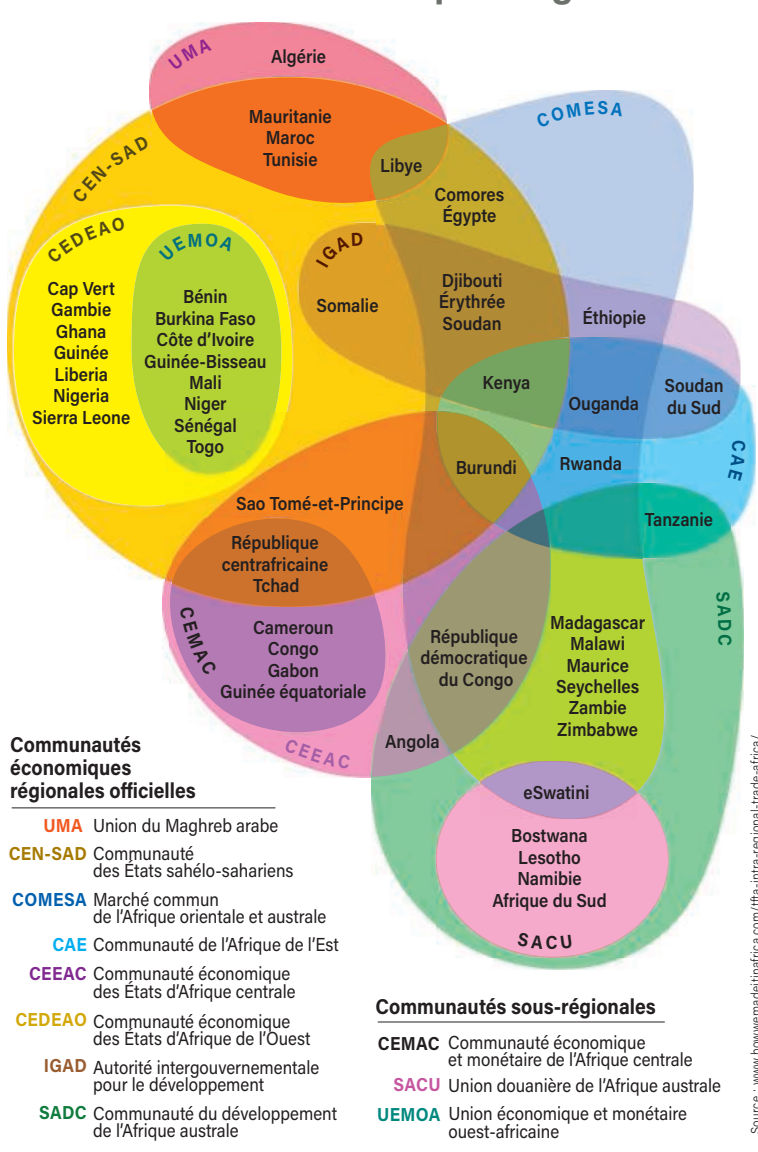
En outre, le commerce formel a progressé ces dernières années. Ainsi selon le FMI, la part des importations intra régionales dans les importations des pays d'Afrique aurait presque triplé au cours des deux dernières décennies pour atteindre entre 12 et 14 %, soit environ 100 milliards de dollars (Md USD).

Cette dynamique est tirée par les Communautés économiques régionales (CER) existantes, avec la constitution de grands pôles régionaux. Mais, ce constat général mérite d'être nuancé en fonction des CER.

### Des rapprochements entre CER

L'Union africaine (UA) reconnaît officiellement huit CER sur quatorze existantes. Il s'agit de l'Union du Maghreb arabe (UMA), de la Communauté des États sahélo-sahariens (CEN-SAD), du Marché commun pour l'Afrique orientale et australe (COMESA), de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE), de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) et de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC). À noter aussi qu'en 2015, le COMESA, la CAE et la SADC ont signé le traité portant création de la Zone tripartite de libre-échange (TFTA), dont la négociation a débuté en 2009. Ces trois zones pèsent près de la moitié des États membre de l'UA (26) et plus de la moitié du PIB africain.

### Communautés économiques régionales



La TFTA est le chemin tracé pour contribuer à une intégration continentale. Le traité n'est pas, à ce jour, entré en vigueur,

tous les pays ne l'ayant pas ratifié, mais devrait l'être en 2020. Dans les autres zones, on observe aussi des rapproche-

## CHIFFRES CLÉS DES COMMUNAUTÉS ÉCONOMIQUES RÉGIONALES

	CAE	CEDEAO	CEEAC	CEN-SAD	COMESA	IGAD	SADC	UMA
Pays membres	5	15	10	29	21	8	16	5
Création	2001	1975	1983	1988	1994	1996	1992	1989
ZLE	Oui	Oui	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non
Union douanière	Oui	Oui*	Non	Non	En cours	Non	Oui	Non
Taux de droits de douane (moyenne en %)	0	5,6	1,86	7,4	1,89	1,8	3,8	2,6
Échanges régionaux (Montant en Md USD)	3,1	11,4	0,8	18,7	10,7	2,5	34,7	4,2
Part dans le commerce total avec l'Afrique (en %)	48,3	56,7	17,7	58,4	59,1	49	84,9	51,8

Sources : CER, CNUCED (2014-2016). \*Reste théorique

ments, moins importants mais réels, comme entre la CEEAC et la CEMAC ou la CEDEAO et l'UEMOA.

### Des résultats différenciés selon les CER

Ces huit CER seront en quelque sorte la charpente de la ZLECA.

Toutefois, si elles ont toutes renforcé leur cadre institutionnel, elles ont des résultats plus différenciés selon les domaines : coordination et harmonisation des activités, élimination des barrières tarifaires et non tarifaires, création d'une zone de libre-échange et d'une union douanière, libre circulation des personnes.

La SADC, la CEDEAO, la CAE fonctionnent avec une union douanière mais dans le cas de la CEDEAO, celle-ci reste théorique. Ainsi les frontières Nigeria-Bénin et Nigeria-Niger sont fermées depuis l'été 2019. Le COMESA a quant à lui lancé son union douanière en 2009 mais elle n'est pas encore aboutie.

La quasi-totalité des pays africains sont membres d'une ou plusieurs Communautés Économiques Régionales. Ainsi, 27 pays sont membres de 2 CER, 18 appartiennent à 3 CER et 8 pays ne sont membres que d'une seule CER. Ajoutons que le seul pays membre de 4 CER est le Kenya.

Cette multi-appartenance à des zones différentes poursuit toutes l'objectif d'une meilleure intégration économique entre leurs membres. Mais elles concourent souvent à entraver le com-

merce et freiner l'intégration en générant une multiplication des règles commerciales et un empilement d'environnements juridiques différents. La création de la ZLECA devrait pallier cet inconvénient.

### La Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE), championne de l'intégration

La CAE est la CER qui obtient le score le plus élevé en matière d'intégration régionale globale, selon l'indice de l'intégration régionale en Afrique.

Cet indice, produit par l'Union Africaine, la Banque africaine de développement (BAD) et la Commission économique pour l'Afrique des Nations unies (UNECA), mesure l'intégration sous cinq dimensions (intégration commerciale, infrastructures régionales, intégration productive, libre circulation des personnes, intégration financière et macroéconomique) calculées à partir de 16 indicateurs.

La CAE obtient des scores plus élevés que la moyenne des CER (sur une échelle

de 0 à 1) sur chacune des dimensions de l'intégration régionale, excepté pour ce qui est de l'intégration financière et macroéconomique. Son score global est de 0,540.

La CAE se distingue par la mise en place d'un marché commun, d'une union douanière avec un commerce intrarégional en franchise de droits, et un tarif extérieur commun (TEC) pour les importations en dehors de la CAE.

Est aussi en cours la mise en place d'une union monétaire avec une monnaie unique, le shilling est-africain. Il est par ailleurs envisagé une fédération politique dotée d'une politique étrangère et de sécurité commune.

### SADC et CEAO au-dessus de la moyenne

Arrive ensuite la SADC (0,531) avec des scores plus élevés que la moyenne sur les dimensions des infrastructures régionales, de la libre circulation des personnes et de l'intégration financière et macroéconomique. La SADC s'appuie sur la puissance de l'Afrique du Sud.

Cette multi-appartenance à des zones différentes poursuit l'objectif d'une meilleure intégration économique entre leurs membres.

## LE NIVEAU D'INTÉGRATION DES HUIT COMMUNAUTÉS ÉCONOMIQUES RÉGIONALES

CER	Intégration commerciale	Infrastructures régionales	Intégration productive	Libre circulation des personnes	Intégration financière et macroéconomique
CAE	0,780	0,496	0,553	0,715	0,156
CEDEAO	0,442	0,426	0,265	0,800	0,611
CEEAC	0,526	0,451	0,293	0,400	0,599
CEN-SAD	0,353	0,251	0,247	0,479	0,524
COMESA	0,572	0,439	0,442	0,268	0,343
IGAD	0,505	0,630	0,434	0,454	0,221
SADC	0,508	0,502	0,350	0,530	0,397
UMA	0,631	0,491	0,481	0,493	0,199
Moyenne des 8 CER	0,540	0,461	0,384	0,517	0,381

Source : Rapport conjoint Commission de l'Union africaine (CUA)/ BAD/ Commission économique pour l'Afrique (CEA), 2016

Puis, en troisième position la CEDEAO (0,509) avec des scores plus élevés que la moyenne sur les dimensions de la libre circulation des personnes et de l'intégration financière et macroéconomique.

Les autres CER se situent en dessous de la moyenne des huit CER (0,470) avec en queue la CEN-SAD (0,395). Les échanges sont quasi inexistantes entre les membres et la mort de Mouammar Kadhafi puis la crise libyenne en ont ébranlé l'organisation.

La CEEAC et l'UMA se situent respectivement au quatrième et sixième rang.

Concernant la CEEAC, l'intégration se heurte notamment à la coexistence de 2 CER (CEAC et CEMAC) à un contexte sécuritaire fragile, avec des conflits internes et les attaques de groupes terroristes de Boko Haram dans le bassin du Tchad. Un autre obstacle est la similarité des économies, basées surtout sur les matières premières extractives, à un déficit d'infrastructures, à un tissu industriel peu développé et à une multiplication des lignes tarifaires.

Quant à l'UMA, elle est à l'arrêt, paralysée par le contentieux entre l'Algérie et le Maroc sur le Sahara Occidental, auquel s'est ajoutée ces dernières années la crise libyenne. Le conseil des chefs d'État ne s'est pas réuni depuis 1994... Pourtant la complémentarité des économies est patente et les pays sont culturellement proches.

### Des pays membres plus ou moins bien « intégrés »

Lorsque que l'on affine l'analyse au niveau des pays, ceux qui obtiennent les meilleures performances en matière d'intégration régionale ne sont pas nécessairement les mieux intégrés au sein de leur CER, à l'exception de l'Afrique du Sud pour la SADC et du Kenya pour la CAE.

En outre, la puissance économique du pays (en pourcentage du PIB régional) ne correspond pas nécessairement à son score d'intégration régionale. Ainsi, au sein de la CEDEAO, ce n'est pas le Nigeria qui est en tête, mais la Côte d'Ivoire suivie du Togo et du Sénégal.

Au sein du COMESA, l'Égypte n'arrive qu'en quatrième position, les premiers sont le Kenya, la Zambie et l'Ouganda. Au sein de la CEN-SAD, la Côte d'Ivoire ar-

rive en tête puis le Bénin et le Togo alors que les puissances économiques sont le Nigeria et l'Égypte.

Ainsi, l'Algérie, l'Égypte et le Nigeria, qui représentent à eux trois près de 50 % du PIB africain, ne contribuent qu'à hauteur d'environ 11 % au commerce régional, souligne le FMI.

### La diversification une des clés de l'intégration

Les pays qui commercent le plus au sein de l'Afrique sont très fréquemment ceux qui ont une économie plus diversifiée mais aussi plus industrialisée. C'est particulièrement vrai de l'Afrique du Sud. Ainsi, selon le FMI, environ 35 % des importations intrarégionales et environ 40 % des importations manufacturières intrarégionales proviennent de la seule Afrique du

### LE TOP 10 ET LE BOTTOM 10 DES PAYS EXPORTATEURS INTRA-AFRICAINS

Sur la période 2015-2017, les 10 premiers exportateurs intra-africains étaient le eSwatini (70,6 %), la Namibie (52,9 %), le Zimbabwe (51,6 %), l'Ouganda (51,4 %), le Togo (51,1 %), le Sénégal (45,6 %), Djibouti (41,9 %), le Lesotho (39,9 %), le Kenya (39,3 %) et le Malawi (38,3 %).

Les 10 pays ayant la part la plus faible des exportations intra-africaines étaient le Tchad (0,2 %), la Guinée (1,6 %), l'Érythrée (2,3 %), la Guinée équatoriale (3,5 %), le Cabo Verde (3,6 %), l'Angola (3,9 %), la Libye (4,5 %), la Guinée Bissau (4,7 %), le Liberia (5,1 %) et l'Algérie (5,5 %).

Source : Cnucead



# Orange, opérateur multi-services engagé pour l'Afrique et sa transformation digitale

[orange.com](https://www.orange.com)

 [@orangeafrica](https://twitter.com/orangeafrica)





**Trouver le point de vente  
le plus proche**

**Avec l'application**



**Vous rapprocher  
de l'essentiel**





Environ 35 % des importations intrarégionales et environ 40 % des importations manufacturières intrarégionales proviennent de la seule Afrique du Sud.

Sud. Le commerce intra-africain de la nation arc-en-ciel s'est élevé en 2018 à 36,5 Md USD, selon l'African Trade Report 2019 d'Afreximbank. Le continent africain est son deuxième partenaire après l'Asie, et elle y exporte du carburant, des produits dérivés, des pierres précieuses, des véhicules, des machines... Le commerce Afrique-Afrique du Sud est en expansion mais il est encore largement dominé par le commerce au sein de la SADC, pour environ 78 %. Ce qui est vrai pour la majorité des CER, qui ont donc un rôle moteur dans le développement du commerce interafricain.

### La seule libéralisation des droits de douane ne suffit pas

L'abaissement des droits de douane n'est pas une condition sine qua non pour développer les échanges commerciaux au

sein des CER et entre les régions. Ainsi, la baisse des droits de douane qui a été bénéfique pour la SADC pour ses échanges commerciaux n'a quasi pas eu d'impact pour la CEEAC.

L'impact dépend des capacités d'exportation des pays pour les biens qui jouissent d'une baisse des droits mais aussi, d'une façon générale, de l'importance des barrières non tarifaires. Ces dernières sont nombreuses, de la logistique aux infrastructures de transport mais aussi les pratiques douanières, les règles d'origine, les contingents, les normes sanitaires et phytosanitaires, etc. Ainsi, l'intégration du COMESA (7<sup>e</sup> rang de l'indice de l'intégration) reste fortement entravée par les obstacles non tarifaires au commerce, notamment les lourdes procédures aux frontières, en particulier en l'absence de postes frontières uniques, ainsi que le

goulet d'étranglement des infrastructures. Toutefois, la situation n'est pas figée et de nombreux projets structurants se réalisent, comme la mise en place de corridors de transports. La BAD souligne la mise en œuvre des postes frontières à guichet unique, du système de douane unique et du système de suivi électronique du fret régional sur le corridor Nord en Afrique de l'Est, qui a permis de faire passer les temps de transit de Mombasa à Kigali, via Malaba (1 682 km), de 17 jours en 2012 à 7 jours en 2017. Ce gain représente une économie de coûts de 2 500 USD par conteneur, souligne la BAD. Autrement dit, si la suppression des barrières douanières est un facteur de succès, il est bien loin d'être le seul. Créer les conditions pour une meilleure fluidité des échanges apparaît comme une condition essentielle de réussite. ■

### LES ÉCHANGES INTRA-AFRICAINS EN %

	CEEAC	UMA	COMESA	CEDEAO	EAC	SADC
CEEAC	2,8					
UMA		3,3				
COMESA			7			
CEDEAO				10,7		
EAC					11,5	
SADC						21

Source : CNUCED 2017

## La ZLECA mode d'emploi

Le 21 mars 2018, 44 chefs d'État de l'Union africaine (UA) réunis à Kigali, au Rwanda, signent l'accord portant création de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA). Elle entre en vigueur un peu plus d'une année après, le 30 mai 2019, après la ratification de l'accord par 24 pays.

Le 7 juillet 2019, lors du Sommet extraordinaire de l'UA à Niamey, au Niger, est officiellement lancée la phase opérationnelle de l'accord de la ZLECA avec les 27 pays, qui ont déposé les instruments de ratification. Cet accord ouvre la voie à l'accélération de la création de l'union douanière continentale et de la communauté économique africaine, comme le prévoit le Traité d'Abuja (1991).

Aujourd'hui, seul l'Érythrée n'a pas signé l'accord de la ZLECA. Pour renforcer son caractère opérationnel, est lancé en parallèle le Plan d'action pour stimuler le commerce intra-africain (Action for Boosting Intra-African Trade, BIAT).

### Les objectifs de la ZLECA

La ZLECA est l'une des composantes phares de l'Agenda 2063 de l'UA et donc de la transformation structurelle du continent. Ces principaux objectifs sont :

- la création d'un marché continental unique des biens et des services, avec la libre circulation des hommes et femmes et des investissements ;
- le développement du commerce intra-africain entre les communautés économiques régionales et le continent en général
- le renforcement de la compétitivité et la transformation économique du continent.

### Un calendrier en deux phases

Dans un premier temps, le traité vise à éliminer les droits de douane sur environ 90 % des biens échangés, à réduire les barrières non tarifaires et à libéraliser les services. Dans un deuxième temps, les négociations porteront sur la question des investissements et la politique de concurrence. Les échanges au titre de l'accord devraient commencer en juillet 2020.

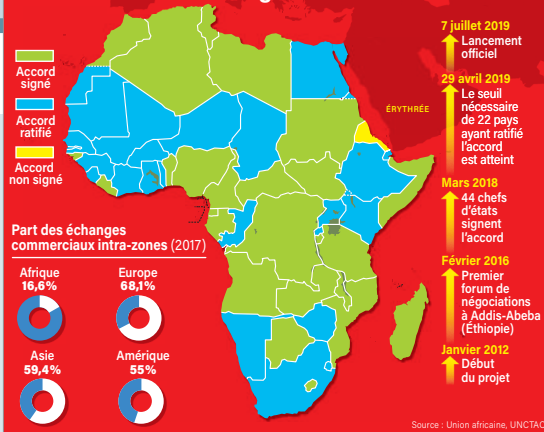
- **La phase 1**, dont les négociations ont démarré et sont en cours de finalisation, concerne :

- le protocole sur le commerce des marchandises avec notamment les concessions tarifaires, les règles d'origine, la coopération douanière, la facilitation du commerce, le transit, les obstacles non tarifaires, les obstacles techniques au commerce, les mesures sanitaires et phytosanitaires ;
- le protocole sur le commerce des services,
- le protocole sur les règles et procédures de règlement des différends.

La libéralisation des barrières tarifaires touchera 90 % des produits et se fera sur une période de 5 ans à compter du début de la période de libéralisation.

Les pays les moins avancés (PMA) pourront bénéficier d'une période plus longue de transition portée à 10 ans. Pour les produits dits sensibles, les PMA auront 13 ans pour réduire les tarifs contre 10 ans pour les autres pays.

## La Zone de libre-échange continentale



Les produits dits sensibles, qui pèsent 10 %, comprennent 7 % de produits pour lesquels chaque pays dispose d'un délai avant la libéralisation complète et 3 % de produits que chaque pays choisira d'exclure de l'accord.

Pour la libéralisation des services, les négociations portent sur cinq secteurs prioritaires : le transport, les communications, la finance, le tourisme et les services aux entreprises.

- **La phase 2**, concernera le protocole sur l'investissement, la politique de concurrence les droits de propriété intellectuelle. Les négociations devraient démarrer début 2020.

### Le cadre institutionnel

Il s'articule autour de quatre organes :

- L'Assemblée des Chefs d'État et de Gouvernement : l'organe suprême de prise de décision ;
- Le Conseil des ministres africains chargés du Commerce : l'autorité chargée de prendre des décisions sur toutes les questions relatives à la ZLECA ;
- Le Comité des hauts fonctionnaires chargés du commerce : un groupe de travail de haut niveau composé des directeurs de cabinet et d'autres responsables ;
- Le Secrétariat de la ZLECA : l'organe administratif chargé de la coordination de la mise en œuvre de la ZLECA basé à Accra au Ghana.

### Les attentes

La ZLECA doit contribuer au développement du commerce interafricain, à l'industrialisation du continent notamment par la création de chaînes de valeur régionale et continentale, à attirer les investisseurs. Les promesses sont à cet égard stimulantes, les attentes tout aussi importantes.

Il s'agira d'un grand marché commun – le plus important au niveau mondial – de 1,2 milliard de personnes représentant un PIB cumulé de 2 500 milliards de dollars (Md USD).

La suppression des droits de douane sur 90 % des produits devrait provoquer un accroissement de 16 % du commerce régional (16 Md USD), selon le FMI. L'UA estime que le commerce interafricain augmentera de près de 60 % d'ici à 2022.

Pour la CNUCED, la phase de transition vers la ZLECA pourrait à elle seule générer 16,1 Md USD de gains en bien-être et induire un accroissement de 33 % du commerce intra-africain. La Banque africaine de développement (BAD) estime pour sa part qu'elle devrait se traduire par un gain net de 2,8 Md USD de revenus réels pour les Africains.



## *Ascoma, solutions d'assurances en Afrique*

### **1<sup>ER</sup> COURTIER INDÉPENDANT EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE**

Direction Groupe

**ASCOMA ASSUREURS CONSEILS**

24 boulevard Princesse Charlotte  
98000 Monaco  
info@ascoma.com

Direction Internationale

**ASCOMA INTERNATIONAL**

34 rue Godot de Mauroy  
75009 Paris - France  
ascoma-international@ascoma.com

Direction Santé Afrique

**ASCOMA SANTÉ / PACTILIS**

57, tour CFC - Quartier Casa-Anfa - Hay Hassani  
20 200 Casablanca - Maroc  
ascoma\_sante@ascoma.com

#### **Nos implantations**

France - Monaco - Bénin - Burkina Faso - Burundi - Cameroun - Congo - Côte d'Ivoire - Gabon - Ghana  
Guinée Conakry - Guinée Équatoriale - Madagascar - Mali - Maroc - Mauritanie - Niger - République  
Démocratique du Congo - République Centrafricaine - Rwanda - Sénégal - Sierra Leone - Tchad - Togo

[www.ascoma.com](http://www.ascoma.com)



**ASCOMA**

Conseil & Courtier en Assurances

## ZLECA

### Ce qu'en pensent de grands patrons

**Les patrons d'Axa Afrique, Bolloré Ports, Limagrain Afrique, Orange Moyen-Orient Afrique sont unanimes : la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA) est une bonne chose. L'Afrique s'affirme, un coup devant ainsi être porté à l'économie informelle et aux trasseries administratives ; les investissements dans les infrastructures seraient massifs. Mais encore faut-il que chacun – États, politiciens et populations – y adhère concrètement. Pas seulement sur le papier, lors d'une grand-messe.**



Hassan El-Shabrawishi,  
CEO d'Axa Africa Holding



Frédéric Savin,  
CEO de Limagrain Afrique



Bruno Mettling,  
Président d'Orange Moyen-Orient et Afrique

Ils sont enthousiastes mais mesurés. Que ce soit Hassan El-Shabrawishi CEO d'Axa Africa Holding, Frédéric Savin CEO de Limagrain Afrique, ou Bruno Mettling Président d'Orange Moyen-Orient et Afrique, ils affichent une conviction partagée : il faut que le continent bouge tant pour lui-même que pour son positionnement mondial.

C'est « extrêmement positif car une des problématiques qu'on rencontre en Afrique, dans notre métier et certainement au-delà, c'est le problème des frontières entre pays africains », souligne Frédéric Savin.

#### **Dans le monde, « l'approche régionale est en train de l'emporter »**

En outre, dans « un contexte mondial qui bouge », estime pour sa part Bruno Mettling, « c'est l'approche régionale qui est en train de l'emporter. Donc il est clair que l'Afrique risquait, si elle n'avait pas bougé, d'être marginalisée. Elle aurait été

la seule grande zone continentale à ne pas pouvoir se projeter dans ses intérêts et dans la négociation internationale de manière cohérente et collective, prenant le risque de rapports déséquilibrés dans la négociation avec l'Asie, l'Europe et l'Amérique. » Ce qui explique que ce vieux projet de zone continentale – dont l'idée, faut-il le rappeler, remonte au Traité d'Abuja en 1991 – trouve aujourd'hui « une pertinence qu'il n'avait pas avant », poursuit Bruno Mettling. Et ce d'autant plus « qu'il existe aujourd'hui en Afrique un leadership de la part d'un certain nombre de dirigeants qui rend possible une projection collective et qui n'existait pas il y a quelques années. »

#### **Tenir un « calendrier très tendu »**

Cela dit, « le rêve doit être un grand rêve mais la façon de l'exécuter doit être en phase », préconise Hassan El-Shabrawishi. Si trois ans seulement ont séparé le premier forum de négociation de la ZLECA à

#### **ZOOM SUR LES POINTS FORTS**

- L'émergence d'un leadership africain.
- La dynamisation du commerce intracontinental et donc des économies nationales, mais à des rythmes différenciés qu'il faudra respecter.
- Des investissements lourds incontournables dans les infrastructures, notamment les transports.
- L'interconnexion des économies nationales donneront naissance à des chaînes de valeur.
- La fin du casse-tête des frontières africaines (lenteur des démarches administratives, corruption, imprévisibilité...).
- La reconnaissance de l'Union africaine (UA) comme acteur légitime.

Addis-Abeba de la signature de l'accord en juillet 2019 à Niamey, il ne faut pas sous-estimer le calendrier à venir. C'est le premier risque. « L'Afrique a choisi un calendrier très tendu qui met à risque le projet », confirme Bruno Mettling.

Car il faut une forte adhésion de chacun et ne laisser personne de côté. Le Brexit, interminable feuilleton du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne qui a plongé l'UE dans l'incertitude depuis 2016, est là pour le rappeler. Une mise en garde soulignée par le patron d'Orange Afrique, comme par d'autres, alors que, certainement, la téléphonie et le numérique sont les secteurs qui seront les plus porteurs et dynamiques dans la mise en place de la zone de libre-échange continentale.

« Réfléchir à l'architecture numérique des réseaux de l'Afrique à partir de 7 ou 8 zones quand on voit que les autoroutes de l'information sont mondiales, cela n'a pas beaucoup de sens », poursuit-il. « À l'inverse, y compris sur le numérique, dans la déclinaison, dans la gestion concrète de la transition, c'est important d'avoir une approche pragmatique par zone, par région, pour ne pas écraser la capacité des pays à développer leurs propres réseaux. » C'est vrai aussi de l'industrie, du transport, et de quasiment tous les secteurs.

### Réticences face à la baisse des recettes douanières

Il faut donc y aller avec doigté...

Et ce d'autant plus que le risque de fragilisation des économies nationales africaines est bien réel – comme ne manquent pas de le souligner les réticents ou détracteurs de la ZLECA – étant donné que l'essentiel des ressources financières des États provient... des recettes douanières. Or, qui dit zone de libre-échange, dit suppression des droits de douane sur au moins 90 % du commerce interafricain. Si l'on ajoute à cela la mise en place des 14 accords de partenariat économique (APE) avec l'UE qui, là aussi, réduisent à terme les droits de douane, les États risquent de voir leurs maigres ressources financières fondre comme neige au soleil. Or, ces revenus fiscaux sont essentiels pour financer leurs budgets, car peu d'activités en Afrique sont imposées.

« La source de revenus que les États, individuellement, voient ou perçoivent grâce aux barrières douanières va être un

## De l'importance de normes régionales

L'avantage d'une zone d'intégration économique et de libre-échange, c'est aussi d'inciter à la convergence des normes réglementaires qui simplifie les développements des produits. « Dans notre métier de semenciers, des accords sous-régionaux notamment en Afrique de l'Ouest doivent non seulement contribuer à faciliter le transport des semences d'un pays à l'autre, mais doivent aussi faciliter le commerce des semences d'un pays à l'autre », explique Frédéric Savin, patron de Limagrain Afrique. « Ainsi, quand on crée une nouvelle variété de semence, on doit l'inscrire à un catalogue et chaque pays a son propre catalogue. Les sous-régions ont compris qu'il fallait mettre en place des catalogues régionaux ou sous-régionaux qui permettent la libre circulation de semences d'un pays à l'autre. Clairement, aujourd'hui, le Sénégal applique le catalogue régional : si on veut importer au Sénégal une variété de semence inscrite au Mali, il n'y a pas de problème. Mais le Ghana, par exemple, est réticent à accepter ce catalogue sous-régional. Il a pourtant signé l'accord mais il préfère imposer aux semenciers d'inscrire leurs nouvelles variétés au catalogue national et préserver ainsi la source de devises pour l'État ghanéen. »

### «Le rêve doit être un grand rêve mais la façon de l'exécuter doit être en phase»

frein important à la mise en place de la ZLECA et c'est pour ça que beaucoup d'États risquent de retarder sa mise en place. Le problème de l'ouverture des frontières, ce n'est pas tant la concurrence que le fait que les États ont besoin d'argent, ont peu de moyens et n'ont aucune prise sur l'économie informelle. Donc pour les États, les barrières douanières représentent une entrée d'argent qui, pour eux, aujourd'hui, est stratégique », s'inquiète Frédéric Savin. À cet égard, précise encore le patron de Limagrain Afrique, si les zones de libre-échange régionales « fonctionnent si mal ou si peu actuellement, c'est parce que les États veulent pouvoir garder le privilège de taxer les marchandises qui entrent dans leur pays ».

### Mettre fin à la taxation excessive du secteur formel

Cette « entrée d'argent » n'intéresse pas que les États... « L'autre frein, qui est toujours un peu plus délicat à évoquer, c'est la corruption des élites politiques : elles s'enrichissent personnellement avec les barrières douanières, les procédures administratives, etc. Ces décideurs politiques, au sein des gouvernements, vont sans doute essayer de retarder au maxi-

um la mise en application de la ZLECA », poursuit Frédéric Savin.

D'où l'intérêt bénéfique que pourrait avoir la ZLECA. « Le grand enjeu de ce marché, c'est qu'en baissant massivement les droits de douane, en facilitant les échanges, vous luttez contre quelque chose qui nourrit l'économie informelle. C'est l'œuf et la poule. Une zone de libre-échange bien construite facilitant les échanges, évitant que les passages en douane se transforment en cauchemar avec des prélèvements divers et variés, contribue à l'intégration de l'économie informelle dans l'économie formelle », souligne Bruno Mettling.

Ce dernier enfonce le clou : « un des grands enjeux de la libéralisation est de mettre fin à la taxation de plus en plus excessive de l'économie formelle qui bride durablement le développement de l'Afrique ».

En parallèle, à terme, le développement massif des échanges transfrontaliers s'accompagnera, sans aucun doute, du développement du paiement numérique, sans monnaie physique. Ce qui pourrait, là aussi, contribuer à signer la mort des transactions informelles, ou du moins les réduire considérablement...

Autre point positif dans la signature de la ZLECA et surtout dans sa mise en application à venir : l'opposabilité d'un accord. Le patron de Limagrain Afrique en a fait le constat dans la Cedeao. « Si les États ont signé un accord entre eux, on peut aller vers eux en leur disant qu'ils ne le mettent pas en œuvre. Cela permet de faire un peu pression sur les États ».

## Les États gagnants à long terme

La mise en œuvre de ce grand projet continental ne sera donc pas simple, conviennent les chefs d'entreprise. Mais si « à court terme les États sont peut-être perdants, à long terme, ils seront gagnants », assure Frédéric Savin.

La libéralisation signifie que les échanges interafricains vont progresser. Et pour tous les libéraux, ceci est vecteur de croissance et de développement. « Avec un commerce interafricain à moins de 10 % en moyenne de leur commerce global, les États africains se privent de toute une dynamique de croissance » liée à ce marché potentiel continental de 1,2 milliard de personnes, rappelle Bruno Mettling.

Ensuite, « vous faites le pari implicite que la création de richesses rendue possible par la libération des échanges profitera à l'ensemble des acteurs » et sera génératrice de développement, poursuit le patron d'Orange Afrique.

Car, « ce qui est important, c'est non seulement l'accord mais les investissements qui vont l'accompagner », entrevoit, pour sa part, le patron Afrique d'Axa. Des in-

## « Un des grands enjeux de la libéralisation est de mettre fin à la taxation de plus en plus excessive de l'économie formelle »

vestissements dans les infrastructures de façon générale et les transports en particulier, ce dont l'Afrique manque cruellement. « On va créer des unités de transport maritime en commun alors qu'aujourd'hui chaque pays essaie de contrôler ses frontières maritimes parce que c'est dans son intérêt », note Hassan El-Shabrawishi.

L'intégration continentale profitera, sans nul doute, à toutes les activités facilitant les échanges entre pays : la communication, le numérique, la téléphonie, etc.

Les patrons Afrique de Limagrain et d'Axa sont tous deux confiants que cela profitera aussi à l'agriculture, ce qui est loin de faire l'unanimité des analyses sur la ZLECA.

« Si les pays étaient davantage liés, on verrait des filières se mettre en place, dans l'agriculture mais aussi dans les secteurs miniers et énergétiques favorisant la transformation au sein du continent africain », explique néanmoins Frédéric Savin.

## Des défis de taille

Mais décréter la naissance d'un marché commun ne signifie pas en assurer le succès. Il faut une capacité institutionnelle pour mettre en œuvre et une capacité populaire à adhérer au projet de société

qu'un marché commun implique. « Parmi les conditions indispensables pour réussir, il y a la capacité à adapter les rythmes en fonction du degré de maturité des États ; la capacité de l'UA et des commissions spécialisées à monter en puissance pour avoir l'autorité et la légitimité nécessaires pour superviser et assurer la « police » que nécessite la mise en place d'une zone commune ; la capacité à intégrer ces grands projets dans d'autres projets tels que la transformation numérique, des politiques économiques et budgétaires coordonnées, etc. », souligne le patron d'Orange Afrique. L'état d'esprit des populations compte aussi beaucoup. « Il ne faut pas que les Africains regardent les Nigériens comme les Européens ont regardé les Allemands, avec un peu de jalousie... », met en garde Hassan El-Shabrawishi. « Les dirigeants politiques doivent préparer les populations en leur expliquant que c'est du win-win. »

Mais ce doit être dans le cadre d'un « vrai débat », accessible de tous, déclare Bruno Mettling. Et un vrai débat ne peut se tenir que dans un contexte de sécurité et de démocratie. Un préalable de taille pour une partie du continent. ■

## Les prérequis selon Philippe Labonne, président de Bolloré Ports

Selon Philippe Labonne, président de Bolloré Ports, « la vitalité du commerce intra-africain nécessite un partenariat entre le public et le privé. Son succès reposera sur trois piliers qui sont (i) la levée des barrières tarifaires et non tarifaires, (ii) la mise en place d'infrastructures et d'un maillage logistique intercontinental – hubs, connections intermodales – performants et favorisant la compétitivité des produits locaux, (iii) un soutien sans faille à la jeunesse africaine et la mise en exergue de ses capacités d'innovation – voire de disruption – pour accroître la présence de l'Afrique dans les industries de transformation et dans toutes les étapes intermédiaires de la chaîne de valeur.

Pour le patron de Bolloré Ports, l'aspect institutionnel est loin

d'être négligeable : « Au niveau institutionnel, l'un des prérequis du succès réside dans la capacité des États à articuler les mesures destinées à soutenir l'intégration des pays africains dans le système commercial multilatéral et l'accélération du commerce intra-africain. La renégociation des accords de Cotonou qui pointe à l'horizon 2020 avec un rôle accru dévolu aux acteurs de la société civile et aux organisations régionales sera un premier test d'importance de la capacité de l'Afrique à prendre toute la place qui lui revient de droit sur l'échiquier commercial. »



# Participer à la transformation du continent donne du sens à chacun de nos projets

MOBILITY

HEALTHCARE

TECHNOLOGY  
& ENERGY

CONSUMER  
GOODS



[www.cfaogroup.com](http://www.cfaogroup.com)



 **cfao**  
WITH AFRICA FOR AFRICA

## Un marché unique, une monnaie unique ?

**Un marché unique continental requiert-il une monnaie unique ? Pas nécessairement, du moins, pas dans un premier temps. La priorité serait davantage à la création de monnaies régionales stables. Actuellement, seul le franc CFA répond à cette caractéristique et il connaît, en Afrique de l'Ouest, des tribulations avec le projet de monnaie commune, l'Éco.**

Si le Traité d'Abuja de 1991 appelait à la création d'ici 2028 d'une monnaie unique africaine - « l'Afro » - par une Banque centrale africaine, cela passait d'abord par la création de devises sous-régionales. Ce qui n'a pas été tout à fait le cas. Aujourd'hui, 40 États africains ont chacun leur monnaie, 15 ont adopté le franc CFA répartis en deux zones avec leur propre banque centrale (Uemoa et Cemac) et les Comores, deux partagent le dirham marocain et un pays, le Liberia, utilise le dollar américain pour ses transactions gouvernementales. Dans le cadre de la ZLECA, la création d'une monnaie continentale n'est guère à l'ordre du jour, d'aucuns considérant que ce ne serait que dans une phase ultime d'intégration.

### Les particularismes monétaires du continent

La Multilateral Monetary Area (MMA), créé en 1992 des cendres de la Common Monetary Area, elle-même descendante de la Rand Monetary Area, englobe dans une union monétaire l'Afrique du Sud, la Namibie, le Lesotho et l'eSwatini. Chacun de ses pays émet librement sa monnaie, dispose d'une banque centrale. Mais les quatre devises sont échangées à parité avec le rand sud-africain qui circule librement dans toute la zone.

Pour sa part, l'East African Community (Kenya, Tanzanie, Ouganda, Rwanda, Burundi et Sud Soudan) avait proposé de créer en 2012 le shilling d'Afrique de l'Est, échéance repoussée à 2015 puis encore à 2024.

Quant au franc CFA, établi en 1945, soit une quinzaine d'années avant l'indépendance des anciennes colonies françaises, sa valeur est aujourd'hui à parité fixe avec l'euro (1 EUR = 655,957F CFA). Les États africains doivent déposer 50 % de leurs réserves dans un compte d'opération rémunéré auprès de la Banque de France. En contrepartie, le Trésor français garantit une convertibilité illimitée.



### Un système à construire

En revanche, une monnaie commune implique un minimum de fédéralisme budgétaire avec, notamment la création d'un système commun de réserves géré par une banque centrale : ce dernier reste à créer.

Actuellement le Nigeria qui représente à lui seul les deux-tiers du PIB de la région et la moitié de sa population, a une monnaie, le neira, qui a

### L'Éco à l'ordre du jour

Fin juin 2019 à Niamey, les quinze pays membres de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (Cedeao) ont décidé de créer leur monnaie commune, l'Eco, et ce, dès 2020. Répondant à une volonté politico-symbolique montante dans les pays de la zone CFA et à une impérative conditionnalité du Nigeria, l'Eco devra être « dissocié » du Trésor français, considéré comme trop « intrusif ». Un responsable français siège en effet dans les instances des deux banques centrales respectives.

Ce serait un régime de change flottant, assorti d'un cadre de politique monétaire tendant à combattre l'inflation. L'alternative à la garantie du Trésor serait une règle pour convaincre que le taux de change ne va pas dériver.

Mais plusieurs questions préalables se posent. Tout d'abord, les pays de la Cedeao doivent répondre à des critères de convergence : un déficit inférieur à 3 % du PIB, une inflation inférieure à 10 % et une dette inférieure à 70 % du PIB. Actuellement, seuls des pays de la Zone Franc répondent à ces critères. Mais cela n'empêche pas la Cedeao de vouloir avancer, en optant pour une « approche graduée » dans l'intégration des pays au système monétaire de l'Éco.

subi des dévaluations. Le franc CFA, lui, jouit d'une stabilité exemplaire. Ce qui a conduit le président ivoirien Alassane Ouattara à déclarer en juillet 2019 : « Aujourd'hui, le taux de change de l'euro par rapport au franc CFA est de 655,9, et bien sûr, si les chefs d'État décidaient l'année prochaine de changer le franc CFA en Éco, parce que nous avons respecté tous les critères de convergences, ce taux ne changerait pas dans l'immédiat. »

Mais malgré ces interrogations, la fin du franc CFA semble bel et bien en marche. Elle pourrait même se faire, « très rapidement » a souligné le 7 novembre 2019 le président béninois Patrice Talon sur les ondes de France 24 et de RFI.

Évoquant les seules réserves de change se trouvant à la Banque de France (les plus polémiques), il a indiqué qu'elles seront retirées pour être gérées par la Banque centrale des pays d'Afrique de l'Union monétaire ouest-africaine qui « va les répartir auprès des diverses banques centrales partenaires dans le monde ». On estime entre 10 et 20 milliards d'euros ces sommes logées dans le compte d'opération de la Banque de France. Une révolution de velours menée « main dans la main » avec Paris, selon le ministre béninois des Finances, Romuald Wadagni. ■



# DANS LA COURSE À LA QUALITÉ, IL N'Y A PAS DE LIGNE D'ARRIVÉE.

David Todd Kearns.



**MCE est la première société certifiée ISO-9001 : 2015** en Côte d'Ivoire, gage de qualité, le label atteste que nous mettons tout en œuvre pour être votre référent de confiance. Depuis 17 ans maintenant, La Maison des Chefs d'Entreprise a fondé sa réputation en assistant les entreprises en quête de **solution** et de **flexibilité**, reposant sur une procédure de recrutement rigoureuse et adaptée aux nouvelles exigences du marché. De la délégation en intérim au recrutement en contrat à durée déterminée ou indéterminée, à une valorisation de vos ressources humaines par la formation ou le conseil, **la Maison des Chefs d'Entreprise vous accompagne avec des solutions adaptées à vos besoins.**

**NOTRE PRIORITÉ EST VOTRE SATISFACTION,  
DÉCOUVREZ NOTRE ENGAGEMENT QUALITÉ SUR : [www.mce-afrique.net](http://www.mce-afrique.net)**

Conseil & Gestion RH • Formation • Recrutement • Travail Temporaire

**MCEI**  
GÉNÉRATEUR D'AVENIR

## La délicate harmonisation fiscale et tarifaire

**L'objectif de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA) est de faciliter les échanges entre les pays africains, avec toute l'harmonisation réglementaire que cela implique. Les nouvelles technologies auront leur rôle à jouer. Mais les deux pierres d'achoppement seront le fiscal et surtout «l'impôt papier».**

L'objectif principal de la ZLECA est de stimuler les échanges commerciaux intra-africains afin d'être plus résilients face aux chocs extérieurs et permettre aux produits africains, notamment industriels, de gagner en compétitivité. « Stimuler les échanges » ne signifie pas – nécessairement – réduire, voire éliminer, les droits de douane ou la fiscalité, puisque l'objectif poursuivi par la ZLECA n'est pas de créer une zone sans droit de douane ni impôt à l'échelle continentale. Ainsi, deux des défis à relever seront, d'une part, les enjeux fiscaux et douaniers pour lesquels les États conservent une souveraineté nationale forte, d'autre part, les nouvelles technologies et la digitalisation qui auront leur rôle à jouer dans la mise en place de cet espace commun africain.

### Des règles fiscales à harmoniser

Les États ont besoin de leurs recettes fiscales et douanières pour financer des dépenses croissantes. « La fiscalité sera donc un enjeu majeur à anticiper dans le cadre de la mise en place de la ZLECA. Or aujourd'hui la fiscalité n'est pas au cœur des préoccupations car c'est par nature dans ce domaine que l'intégration est la moins bien aboutie au niveau continental du fait d'une souveraineté forte des États », souligne Jean Bernardini du cabinet Deloitte.

« Il existe des directives fiscales (notamment TVA) dans les zones CEMAC et UEMOA et des conventions fiscales régionales entre les États africains mais leur application peut souvent, en pratique, être plus compliquée compte tenu de la marge de manœuvre laissée à chaque État » ajoute-t-il.

Le défi qui serait d'harmoniser certaines règles fiscales pourrait donc s'avérer compliqué d'autant « qu'en Afrique, les taux d'impôts (impôt sur les sociétés et impôt sur le revenu) sont souvent élevés,

et il y a une pression fiscale forte », poursuit le spécialiste.

L'Afrique pourrait faire l'économie de longues et fastidieuses négociations en optant pour le cadre BEPS (Base d'imposition et de transfert de bénéfices) de l'OCDE. « De façon globale, l'OCDE met en place des règles fiscales pour combattre l'évasion fiscale et la plupart des États africains commencent à des rythmes différents à intégrer ces règles dans leur arsenal législatif. L'axe commun pourrait donc être la mise en place de règles de fiscalité internationale permettant la protection de ce futur espace commun et la préservation de l'économie des États africains dans cette nouvelle configuration continentale. »

### Blockchain, « Big Data », des solutions possibles

L'Afrique a intégré, avec un temps d'avance, l'usage du numérique pour les transactions. En matière d'harmonisation fiscale et tarifaire, cela peut permettre de faire des avancées rapides, notamment grâce au paiement en ligne, par la déclaration dématérialisée, mais aussi par la technologie *blockchain* (en français chaîne de blocs).

« La *blockchain* peut faciliter toute la chaîne transactionnelle en termes de documentations notamment pour le passage en douanes », estime Jean-Michel Huet de BearingPoint. « Cela peut accé-

lérer les procédures tout en sécurisant les États. Car les frontières, les douanes, ne sont pas nécessairement négatives ; elles permettent aussi de protéger certains États fragiles. »

Le « big data » peut aussi être d'une aide considérable pour fluidifier les échanges, en essayant de déterminer les profils à risque. « La *blockchain* sécurise les transactions et simplifie les tracasseries et paperasseries administratives au niveau des douanes, et le big data peut sécuriser et faciliter les contrôles en aidant les douanes à se focaliser sur les contrôles vraiment utiles », résume Jean-Michel Huet.

C'est peut-être là que se situe la vraie difficulté. « Faciliter le passage douanier au niveau du traitement des documents administratifs est aussi important que les aspects fiscaux et tarifaires. Si vous baissez les impôts, les frais, mais que les marchandises et même parfois les gens restent bloqués un temps infini en douanes car il y a un nombre considérable de documents à signer, vous ne faites pas d'économie. *A fortiori* lorsqu'il s'agit de denrées périssables », explique le spécialiste de BearingPoint.

Pour Jean-Michel Huet, le plus long dans la création de la ZLECA sera l'harmonisation politique. Car de là découleront les choix en termes tarifaires, fiscaux, mais aussi dans le blocage en douanes de telle ou telle marchandise. ■

### L'AFRIQUE FRANCOPHONE, PRÉCURSEUR...

Avec le droit OHADA (Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires), l'Afrique francophone a été un précurseur, estime Jean Bernardini. « Les États membres de l'OHADA ont mis en place un droit harmonisé sur les sociétés commerciales, sur le droit comptable, etc. Aujourd'hui, certains États africains sont donc en mesure d'avancer de façon harmonisée et commune. Avec la ZLECA, il s'agira d'avancer de la même manière sur des sujets emportant des conséquences financières importantes et incluant beaucoup plus de pays. »



OPTIMISER  
VOTRE TEMPS.  
C'EST CE QUE NOUS  
FAISONS DE MIEUX.



**La Maison des Chefs d'Entreprise**, depuis une dizaine d'années, s'appuie sur une réelle expertise du marché du travail pour vous apporter des réponses sur-mesure, des solutions adaptées et la flexibilité dont vous avez besoin. MCE développe continuellement son réseau national et international afin de vous accompagner plus efficacement. En tant que **première société de services en ressources humaines à être certifiée ISO-9001 : 2015** en Côte d'Ivoire, nous mettons tout en œuvre pour être votre référent de confiance.

Des contrats à durée indéterminée ou déterminée aux contrats en intérim, **nous nous engageons** à mettre en place des stratégies de recrutement adaptées à vos besoins et à vos exigences. De plus, nous vous apportons formations et conseils pour valoriser vos ressources humaines.

**Organisateur du Work'In Planet**, grand carrefour de l'emploi en Côte d'Ivoire, nous avons comme objectif de mieux accompagner les chercheurs d'emploi et les entreprises et de garantir un service de qualité homogène.

**NOTRE PRIORITÉ EST VOTRE SATISFACTION,**  
DÉCOUVREZ NOTRE ENGAGEMENT QUALITÉ SUR : [www.mce-afrique.net](http://www.mce-afrique.net)

Conseil & Gestion RH • Formation • Recrutement • Travail Temporaire

**MCEI**  
GÉNÉRATEUR D'AVENIR

## Les économies africaines sont-elles suffisamment diversifiées ?

**Les économies africaines sont souvent perçues comme des économies extraverties basées sur l'exportation de matières premières brutes. La réalité est plus nuancée.**

Au niveau continental, au premier coup d'œil, les économies africaines sont très peu intégrées et très peu complémentaires souligne Mouhamadou Moustapha Ly, économiste senior au Policy Center for the New South. Le modeste niveau du commerce interafricain, autour de 15 % des échanges africains, très loin des niveaux observables en Asie (61 %) ou en Europe (67 %), est révélateur de cette situation.

Mais cette première approche peut sembler réductrice. En effet, le commerce interafricain, même s'il est faible, progresse au fil des années. Les pays voisins, qui peuvent avoir des structures productives sensiblement identiques, échangent entre eux. Le commerce transfrontalier est important et est amplifié par le commerce informel qui peut représenter 30 à 40 % des échanges africains et qui par définition n'est pas comptabilisé.

Ajoutons qu'il existe aussi un fort dynamisme du commerce interrégional. C'est vrai au niveau de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe mais aussi de l'Afrique de l'Ouest, ce qui justifie, par exemple, que le Nigeria ait pris un certain temps pour signer la ZLECA (voir précédemment, l'article « Les enseignements des intégrations régionales actuelles »).

### Des exportations interafricaines plus diversifiées

Enfin, et contrairement aux exportations avec le reste du monde constitués essentiellement de produits primaires et de ressources naturelles, les exportations interafricaines sont plus diversifiées et à plus forte valeur ajoutée.

Ainsi, en 2015-2017, les exportations de produits manufacturés ont représenté 45 % des exportations intra-africaines mais seulement 20 % des exportations africaines vers le reste du monde, selon les données de la Cnuced.

« Pour des raisons somme toute assez rationnelles les produits manufacturés en Afrique trouvent un marché principale-



© J.F. Brousseau - Adobes stock

ment en Afrique car ils ne sont peut-être pas encore assez compétitifs pour que le continent détienne une place conséquente au niveau international, souligne Milasoa Chérel-Robson, économiste à la Cnuced. Schématiquement, les 54 pays représentent moins de 4 % de la valeur de commerce international mais ceci dit les opportunités pour la production de produits plus sophistiqués non seulement par des sociétés étrangères mais aussi par des sociétés africaines existent et sont réelles en dépit des difficultés comme les coûts de transaction encore trop élevés ».

### Optimiser les complémentarités

« Pour que le continent aille vers plus d'industrialisation, il faut saisir toutes les opportunités en termes de complémentarité et c'est en cela que la ZLECA fait la différence par rapport aux Communautés économiques régionales (CER) » ajoute Milasoa Chérel-Robson.

Si nous prenons, par exemple, la chaîne de valeur coton-vêtement, la ZLECA permettrait d'établir des ponts entre l'Afrique de l'Ouest, zone à forte production de coton, et l'Afrique australe et de l'est, où l'industrie textile est dynamique. Cela pourrait permettre de le faire à des tarifs préférentiels, donc avec des conditions de concurrence nettement plus intéressantes que cela ne l'est actuellement si on s'en tient juste aux questions tarifaires. C'est vrai aussi pour le cacao mais aussi le thé, le secteur minier, etc. Le potentiel

est conséquent dans la grande majorité des matières premières qui sont jusqu'à présent exportées vers d'autres parties du monde en priorité plutôt que d'être transformées sur le continent.

Le secteur automobile, pour lequel *a priori* l'Afrique n'a pas davantage comparatif, serait également un secteur voué à se développer, du moins dans l'assemblage, estime la Cnuced.

### Le nœud gordien des règles d'origine

Mais ces chaînes de valeur favorisant l'industrialisation ne pourront efficacement se mettre en place que si les règles d'origine les favorisent.

Ces règles, qui déterminent l'origine économique des biens, sont encore au stade des négociations dans le cadre de la ZLECA, mais pour la Cnuced, elles doivent être simples, communes à tous les pays, transparentes, favorables aux entreprises et prévisibles.

« L'effectivité de la ZLECA fera face au défi lié à la définition et à l'applicabilité des règles d'origine définies, estime Mouhamadou Moustapha Ly. Nous pensons qu'en cela l'Union africaine pourrait s'appuyer sur les communautés économiques régionales notamment les plus avancées en matière d'intégration économique et commerciale. En encourageant par exemple des projets sous régionaux structurants comme une raffinerie en Afrique de l'Ouest ou un barrage hydroélectrique en Afrique de l'Est ». ■

La ZLECA permettrait d'établir des ponts entre l'Afrique de l'Ouest, zone à forte production de coton, et l'Afrique australe et de l'est, où l'industrie textile est dynamique.



# Togo, le nouvel émergent de l'Afrique de l'Ouest

D'année en année, le Togo progresse dans le rapport Doing Business de la Banque mondiale, qui classe les pays en fonction de la qualité de leur environnement des affaires. Le Togo est même devenu le pays le plus réformateur en Afrique, une performance remarquable qui encourage les autorités à rendre le pays encore plus attractif pour les investisseurs privés, togolais et étrangers.



Après la nette progression du Togo dans le classement Doing Business de la Banque mondiale publié en 2018 (du 156<sup>e</sup> rang mondial au 137<sup>e</sup> en un an), soit un bond de 19 places, le Président de la République du Togo, Faure Essozimna Gnassingbé, avait fixé un nouvel objectif : passer sous la barre des 100 places.

## Une percée remarquable

Pari tenu. L'édition 2020 du rapport, rendue publique le 24 octobre 2019, place le Togo au 97<sup>e</sup> rang (sur 190 pays), soit un bond encore plus significatif de 40 places.

Sur la période 2018-2019, le Togo a amélioré son climat des affaires sur la création d'entreprises, l'obtention du permis de construire, le transfert de propriété, le raccordement à l'électricité et l'obtention de prêts. Mieux encore, pour la deuxième année consécutive, le Togo apparaît dans le top 10 des économies les plus réformatrices de la planète. Cette fois-ci, il est même, le pays le plus réformateur sur le continent africain, devant le Nigeria.

## Promouvoir le secteur privé

Sérgio Pimenta, Vice-président de la Société Financière Internationale (SFI) a salué, lors de la présentation du rapport Doing Business 2020, l'« ambitieux agenda des réformes mis en œuvre au Togo », ainsi que « le travail acharné de l'administration ». Il a, par ailleurs, invité le Togo à poursuivre son élan réformateur pour continuer de se rapprocher des économies les mieux classées dans le Doing Business. « Les réformes, nous le savons

bien, exigent un engagement constant et sur le long terme pour avoir des impacts durables » a-t-il ajouté.

Cette recommandation est parfaitement en phase avec la stratégie de l'administration togolaise. À Lomé, on estime qu'il reste encore beaucoup à faire : il n'est pas question de relâcher l'effort. « Nous allons maintenir le rythme des réformes et travailler davantage pour de meilleurs résultats » a affirmé Sani Yaya, ministre de l'Économie et des Finances à l'issue de la présentation du rapport. Rendez-vous donc en 2020 !

En somme, les progrès réalisés par le pays ne relèvent pas du miracle. La recette tient en une formule : du travail, beaucoup de travail, une démarche inclusive et participative, un suivi continu et une vigilance de tous les instants. « Le travail est une valeur que nous cultivons et qui demeure pour notre société un repère constant et un indicateur rassurant » déclarait le Président togolais dans son discours de lancement du PND en mars dernier.

## Son Excellence Monsieur Faure Essozimna Gnassingbé, Président de la République du Togo

### « LES RÉFORMES PERMETTENT DE CRÉER DAVANTAGE DE RICHESSE : C'EST LE PAYS TOUT ENTIER QUI GAGNE »

« Il y a deux ans, nous étions au 156<sup>e</sup> rang. Je n'étais pas du tout content mais cela a eu l'avantage de nous réveiller » a déclaré Faure Essozimna Gnassingbé, Président de la République du Togo, le 31 octobre 2019, lors de la présentation des résultats du rapport Doing Business 2020. Le Togo s'est rapproché de la Banque mondiale et en particulier de la SFI. La Cellule du Climat des affaires a été créée. Des contacts ont été établis avec le secteur privé afin de prendre connaissance de ses attentes. Des mesures concrètes ont été prises.

Surtout, le Togo a adopté le Plan National de Développement (PND 2018-2022), un schéma ambitieux de développement économique et social qu'il fallait financer.

« L'aide publique au développement devient de plus en plus rare, nous nous sommes rendu compte que pour financer le PND la seule possibilité que nous avons c'est d'aller vers le secteur privé national d'abord et à l'étranger. Mais on ne va pas vers le secteur privé les



mais vides » a expliqué le Président de la République. « Il y avait une impérieuse nécessité de réformer nos habitudes, nos institutions, pour rendre le pays beaucoup plus attractif. Nous n'avons plus de choix ».

« Ce que nous pouvons faire, c'est de créer un environnement pour que le secteur privé puisse venir investir dans notre pays. Nous avons déjà les fondamentaux pour que les investisseurs puissent venir dans notre pays : la paix, la sécurité, des finances publiques assainies et une situation macroéconomique

favorable » a-t-il poursuivi.

Le Président de la République a annoncé « une accélération du rythme des réformes » en 2020. « Quand on fait des réformes, in fine c'est le pays tout entier qui gagne. C'est la richesse qui est créée de façon beaucoup plus importante. Tous ensemble nous allons réussir. Comme je viens de le dire, nous n'avons pas le choix. Nous devons le faire et faisons-le bien ».



## Une stratégie tous azimuts de promotion de l'investissement privé

L'amélioration de l'environnement des affaires est au cœur de la stratégie des autorités togolaises. Elle se décline dans le Plan National de Développement (PND) 2018-2022 mais aussi dans une série de réformes concrètes destinées à renforcer l'attractivité du pays pour les investisseurs privés.

« En Afrique subsaharienne, le Togo représente un élément positif » peut-on lire dans le rapport Doing Business 2020 de la Banque mondiale. Le pays obtient 62,3 points pour la note globale de la facilité de faire des affaires en 2018/2019 et occupe ainsi la 97<sup>e</sup> place dans le monde et la 1<sup>re</sup> en Afrique de l'Ouest. Ce document montre également que le Togo est le pays le plus réformateur en Afrique.

Le rapport 2019 du Conseil français des investisseurs en Afrique (CFIA) accordait au Togo une note de 2,8 (sur 5), la meilleure également en Afrique de l'Ouest. Ces appréciations positives ne sont pas le fruit du hasard. C'est la conséquence d'une stratégie globale et cohérente visant à améliorer l'attractivité du pays, exécutée avec conviction et ténacité par les autorités togolaises. Une importante politique d'ajustement macro-économique a été mise en place : les finances publiques sont assainies et la croissance du PIB dépasse 5 % par an.

Le Plan National de Développement (PND) 2018-2022, lancé en mars 2019, décline une stratégie de développement économique et social qui a pour objectif de valoriser les atouts du pays (position géographique, ressources naturelles,



énergies renouvelables, infrastructures, etc.). Le PND 2018-2022 permet aux investisseurs d'avoir une vision claire du développement.

### Un guichet unique pour le commerce extérieur

Le Togo aspire à devenir un hub logistique d'excellence et un centre d'affaires de premier plan (axe 1 du PND). Le Port autonome de Lomé (PAL) est le point d'entrée des flux de transport maritime du Togo et de la plus grande partie de ses pays voisins. Il dispose d'un avantage comparatif certain, celui d'être un port en eau profonde (16,60 mètres), le seul ayant cette capacité naturelle dans la sous-région. Au cours de ces dernières années,

des efforts ont été faits dans la modernisation des infrastructures portuaires avec l'aménagement de deux nouveaux terminaux à conteneurs avec, notamment, la construction d'un troisième quai.

Le commerce transfrontalier, pour sa part, a connu une refonte totale avec la mise en place d'un Guichet unique du commerce extérieur (GUCE)

en 2015. Celui-ci permet aux partenaires commerciaux et logistiques de déposer des informations et des documents standardisés auprès d'un organisme unique, en vue de remplir l'ensemble de leurs obligations réglementaires pour leurs opérations de commerce extérieur. La réduction des coûts et des délais de livraison, la simplification des procédures et une plus grande transparence dans les relations entre les milieux d'affaires et les autorités publiques constituent les principaux avantages de la création du GUCE.

### Une stratégie volontariste en matière de réformes

Le premier facteur de succès de la politique de transformation structurelle de



**Sandra Ablamba Johnson, ministre déléguée, conseillère du Président de la République en charge du Climat des affaires à la Présidence de la République**

### « Les bons résultats nous encouragent à accentuer nos efforts en matière de réformes »

Les progrès réalisés constituent également « un défi de taille » selon Sandra Ablamba Johnson, ministre déléguée, conseillère du Président de la République en charge du Climat des affaires à la Présidence de la République, qui appelle à maintenir le cap et à faire mieux. La solution consiste d'une part, « à approfondir les réformes entamées », et d'autre part, à « s'attaquer aux indicateurs sur lesquels le Togo a de la marge de progression ».

La ministre encourage le secteur privé à investir davantage au Togo et à créer plus d'emplois. Elle lance à leur endroit cet appel : « au-delà des impacts qualitatifs, les réformes opérées, tout en constituant parfois des manques à gagner non négligeables pour l'État, devraient être converties en investissements, voire création d'emplois par le secteur privé, qui s'est d'ailleurs engagé à jouer sa partition ».

La ministre note également qu'« au-delà des indicateurs, c'est toute l'économie togolaise qui est impactée avec une tendance à la hausse du taux de croissance porté à 5,3 % en 2019 malgré un environnement économique international peu favorable. Toutes ces réformes ont généré et continueront de générer des retombées positives pour notre pays ».



Sérgio Pimenta, Vice-président de la Société Financière Internationale (SFI)

## « Nous voulons désormais faire plus encore au Togo, véritable porte d'entrée sur le marché ouest-africain »

La Société Financière Internationale (SFI) est présente au Togo avec un portefeuille de plus de 330 millions de dollars en investissements dans des secteurs comme l'énergie, les marchés financiers et la logistique a indiqué Sérgio Pimenta, Vice-président de la SFI lors de la présentation du rapport Doing Business 2020. Au total, cet organisme a investi plus de 600 millions de dollars au Togo depuis 2007 et vient d'ouvrir un bureau à Lomé.

« Nous voulons désormais faire plus encore dans ce pays, véritable porte d'entrée sur le marché ouest-africain, notamment dans les infrastructures, le soutien aux PME-PMI et dans la poursuite de l'amélioration de l'environnement des affaires. Nous sommes convaincus que notre bureau à Lomé nous permettra d'atteindre nos objectifs pour le Togo, afin de créer des emplois de qualité, de générer des revenus et de contribuer à une croissance partagée » a affirmé Sérgio Pimenta.

l'économie est la mise en place d'un cadre attractif à l'investissement.

À ce jour une série de réformes en vue de l'amélioration du cadre macroéconomique aux affaires ont été mises en œuvre. L'un des domaines où le Togo a réalisé les avancées les plus significatives, selon le dernier rapport de la Banque mondiale, concerne la création d'entreprise.

Plusieurs mesures importantes ont été mises en place au cours de la période récente : création d'un guichet unique ; réduction du coût de la création d'une entreprise à 28 250 F CFA (43 euros) en 2019 contre 262 250 F CFA (399,8 euros) en 2012 ; élimination de l'obligation de légalisation devant notaire des statuts d'une société ; et diminution du temps nécessaire pour enregistrer une entreprise de 85 jours en 2012 à 4 heures en moyenne en 2019.

Ces initiatives ont eu des effets positifs quasi immédiatement et ont permis une formalisation plus importante de l'économie. Au cours des cinq dernières années, 56 606 entreprises ont été créées, générant une économie sur les coûts de

conformité aux textes et procédures précédemment en vigueur de près de 14 milliards de F CFA (21,3 millions d'euros) pour ces entités. Il s'agit d'un montant appréciable pour une économie de la taille du Togo. Dans le classement de la Banque mondiale, le Togo obtient une note élevée (95,1) qui le place au 15<sup>e</sup> rang mondial.

### Transfert de propriété : quasi-triplement

D'autres réformes, apparemment moins « glamour », n'en sont pas moins importantes pour les investisseurs privés. Le Togo a facilité le transfert de propriété grâce à la réforme des modalités d'enregistrement. Les procédures administratives ont été simplifiées avec la mise en place du guichet unique. Leur nombre a été réduit et le délai a été raccourci (49 jours en moins). Les frais d'enregistrement ont été ramenés de 4 % de la valeur de la propriété à un montant fixe de 35 000 FCFA (53,3 euros). Ces réformes ont permis au Togo d'obtenir une note (72) qui place le pays au 56<sup>e</sup> rang mondial.

Conséquence logique, pendant les onze premiers mois de l'année 2019, 600 dossiers de transfert de propriété ont été comptabilisés, contre 252 en 2018 et 130 en 2017. Plus important encore, les mesures prises ont facilité l'accès au crédit via la facilité de fourniture des garanties et réduit le délai d'obtention d'un prêt.

### Le mix énergétique au cœur des innovations

Autre exemple : l'accès à l'énergie avec non seulement l'adoption d'une stratégie d'électrification axée sur le mix énergétique et une loi spécialement dédiée à l'énergie renouvelable avec des avantages non moins importants pour les investisseurs mais aussi la réduction de 50 % des frais de raccordement payable sur six mois.

Il est évident que la marche en avant du Togo va se poursuivre avec l'accélération des réformes visant à faciliter la conduite des affaires pour renforcer la complicité avec le secteur privé et lui offrir définitivement cette place de choix tel que visée.

## UNE SÉCURITÉ JURIDIQUE ET JUDICIAIRE RENFORCÉE AU PROFIT DES OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES

Une des préoccupations majeures des investisseurs étrangers concerne l'exécution des contrats commerciaux. Le Togo affiche de ce point de vue des avancées majeures de nature à faciliter la sécurité des opérations. Le point de départ est la loi n°2018-028 du 10 décembre 2018 instituant les juridictions commerciales en République Togolaise.

Une nette distinction est établie dans le règlement des différends commerciaux, selon que les montants en cause sont inférieurs ou égaux à 1 million FCFA ou selon qu'ils dépassent ce seuil. Une chambre de petites créances est mise en place pour les affaires dont les intérêts litigieux n'excèdent pas 1 million FCFA. La procédure au niveau de cette chambre est simplifiée et sans appel.

Au surplus, les frais d'enrôlement des dossiers, de 20 000 FCFA, sont réduits à 9 000 FCFA.

Selon la réforme impulsée, le justiciable n'est pas tenu, lorsque son affaire concerne des petites créances, de solliciter les services d'un avocat. Il est libre de saisir les tribunaux commerciaux et de défendre lui-même ses intérêts.

La loi comporte une autre innovation majeure : la possibilité de recourir à la médiation et à la conciliation volontaire avec, en prime, le remboursement des frais d'enrôlement pour les parties qui choisissent la médiation. Cette réforme devrait permettre aux parties à un différend commercial d'éviter les contraintes liées à un recours à la justice (délais, coûts, etc.).



## Promouvoir une croissance inclusive grâce au secteur privé

Faire du Togo une nation à revenu intermédiaire économiquement, socialement et démocratiquement solide et stable, solidaire et ouverte sur le monde. Telle est l'ambition du Plan national de développement (PND) du Togo pour la période 2018-2022, lancé le 4 mars 2019 par le Président, Faure Essozimna Gnassingbé.



© D.R.

Pour comprendre le miracle togolais, il faut de toute évidence se référer aux choix opérés par le Togo, à la volonté politique affirmée, au pragmatisme et au leadership des plus hautes autorités du pays dont la détermination de faire évoluer le Togo ne fait aucun doute.

Le Togo a compris que la voie du progrès consistait à promouvoir d'abord une infrastructure moderne et à construire des institutions plus robustes, associées à des investissements en capital humain. Ayant atteint en 2016 des réalisations records dans ces domaines, telles que de nouvelles infrastructures de transport exceptionnelles, de solides capacités de gestion de la dette et de recouvrement des impôts, le taux de chômage le plus bas de toute l'Afrique de l'Ouest, une longévité accrue de 5 ans ou 10 % supplémentaires de la population alphabétisée, le pays était prêt pour des actions plus rapides.

### Une transformation structurelle

C'est dans cet esprit qu'il faut comprendre et saluer l'adoption du Plan National de Développement (PND 2018-2022), qui vient donner un coup d'accélérateur au processus de mise en œuvre des réformes au Togo. Avec le PND, le Togo ambitionne de devenir la première destination des investisseurs. Cette vision, bien conçue et ciblée, s'est appuyée sur les piliers de la transformation structurelle de l'économie togolaise en vue d'une croissance forte, durable, inclusive, résiliente et créatrice d'emplois décents.

Le PND 2018-2022 a pour objectif global de transformer structurellement l'économie, pour une croissance forte, durable, résiliente inclusive, créatrice d'emplois décents et induisant l'amélioration du bien-être social. Cette orientation est déclinée en trois axes stratégiques.

### Axe 1

#### La mise en place d'un hub logistique d'excellence et d'un centre d'affaires de premier plan dans la sous-région.

Le gouvernement entend faire du Togo un hub logistique d'excellence et un centre d'affaires de premier ordre dans la sous-région, à travers la mise en place d'infrastructures modernes, de systèmes de transport multimodal efficaces, comprenant notamment les infrastructures de transport maritime, routier, aéroportuaire et ferroviaire.

### Axe 2

#### Le développement des pôles de transformation agricole, manufacturiers et d'industries extractives.

Le gouvernement marque sa volonté de poser les fondements durables de la transformation structurelle de l'écono-

mie pour permettre au Togo d'avancer progressivement vers l'émergence. Il est conscient que la transformation structurelle de l'économie reste un défi important si le pays veut améliorer la productivité et la compétitivité de l'économie.

### Axe 3

#### La consolidation du développement social et le renforcement des mécanismes d'inclusion.

Le gouvernement togolais marque sa volonté de développer des ressources humaines de qualité, tout en corrigeant les inégalités de genre et d'accès aux services sociaux de base.

### Deux tiers du financement d'origine privée

Les ressources requises pour la mise en œuvre du PND sur la période 2018-2022, sont de 4 622,2 milliards de F CFA. Les dépenses d'investissement public sont évaluées à 1 623,1 milliards de F CFA, représentant 35,1 % du coût global. Les investissements privés couvrent le reste du financement à raison de 2 999,1 milliards de F CFA soit environ 65 %. Ces ressources contribueront à financer les programmes et projets des trois axes.

Pour le Président de la République « la croissance ne vaut que par sa capacité à être inclusive et le développement n'a de vertu que lorsqu'il parvient à se frayer un chemin jusqu'aux hameaux lointains et à vivre dans tous les foyers. »

## LES 9 OBJECTIFS DU PND

- **+7,6 %** de taux de croissance.
- **500 000** créations d'emplois directs, permanents et décents sur la période.
- **+9,7 %** de croissance de revenu par tête.
- **44,6 %** de baisse de l'incidence de la pauvreté monétaire de la population.
- **0,357** dans l'indice de GINI.
- **+14,5 %** de progression de l'indice de développement humain.
- **+10** places chaque année dans le rapport Doing Business de la Banque Mondiale.
- **+10** places selon les indices Mo Ibrahim et Doing Business.
- **+28 %** de couverture du territoire par la forêt.

## Le défi du transport

à l'échelon continental

**Qui dit commerce, dit transport. Les acteurs publics et privés sur la scène africaine n'ont pas attendu la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA) pour entamer le chantier. Mais l'œuvre à accomplir demeure colossale. Et ce sera sans doute un des défis majeurs de ce projet et une des conditionnalités de son succès à terme.**



© Bolloré Transport & Logistics

Le continent est immense et encore aujourd'hui, les principales voies de communication mènent à la mer et nombre de projets se sont concentrés et se concentrent encore sur ce segment. Ce qui ne veut pas dire, pour autant, que l'Afrique soit très présente sur l'écran radar du commerce mondial. Un double échec auquel la ZLECA pourrait remédier en plaçant les infrastructures au cœur du projet, comme pivot de sa politique. La logique est simple : ces infrastructures sont la condition *sine qua non* du commerce interafricain, lui-même condition imparable à la croissance et, espère-t-on, au développement.

« Une forte volonté politique conjuguée aux efforts des entreprises, qui comme le

Groupe Bolloré ont cru très tôt au potentiel économique du continent, a permis d'amener les infrastructures portuaires aux meilleurs standards internationaux », déclare Philippe Labonne, président de Bolloré Ports. « Il est essentiel aujourd'hui de poursuivre cette mise à niveau des infrastructures logistiques en développant des solutions intermodales (rail, route, fluvial) qui permettront d'assurer la connectivité intra-africaine. »

### Seulement 10 % du commerce de l'Afrique

« Aujourd'hui encore, l'Afrique demeure le continent le plus fragmenté en termes d'échanges intracontinentaux. Les échanges entre pays africains représentent

L'un des prochains défis est le développement des infrastructures ferroviaires

environ 10 % du commerce total de l'Afrique. À l'inverse, les échanges intercontinentaux représentent 70 % des échanges en Europe, 52 % en Asie, 50 % en Amérique du Nord et 26 % en Amérique du Sud », précise le patron de Bolloré Ports.

Aussi, une très grande part du succès de la ZLECA repose-t-elle sur le développement physique des voies de communication entre pays africains et non plus entre l'Afrique et le reste du monde. Certes, on n'a pas attendu le lancement de ce projet de libre-échange pour retrousser ses manches.

Pour sa part, ces douze dernières années, la Banque africaine de développement (BAD) a injecté 8 milliards de dollars (Md USD) pour construire 13 000 km d'autoroutes régionales dans 17 corridors routiers, ainsi que 26 postes frontières à guichet unique. À noter que nombre de ces projets ont toujours pour objectif de faciliter l'exportation via les ports : le corridor Dakar-Bamako-Ouagadougou-Niamey donne accès au port sénégalais, le corridor de Nacala relie la Zambie et le Malawi au port mozambicain ou encore le corridor Addis Abeba-Nairobi-Mombassa au port kényan.

## Les axes Nord-sud se consolident

S'agissant du développement de ce corridor Addis Abeba-Nairobi-Mombassa, auquel la BAD a consacré plus d'un milliard de dollars, il a permis « au commerce bilatéral entre l'Éthiopie et le Kenya d'augmenter de 400 % », souligne Amadou Oumarou, directeur du Département Infrastructure et développement urbain à la BAD.

D'autres projets sont plus spécifiquement interafricains. Citons, notamment : l'axe central de l'autoroute transafricaine reliant Cape Town au Caire, les 2 300 km entre Nairobi et Lusaka via Arusha, la route entre les lacs de Tanganyika et du Kiwi entre la Tanzanie et le Rwanda, celle entre le Burundi et la RD Congo ou encore l'autoroute transafricaine reliant Lagos à Mombassa, complétée par une autre au nord de l'Ouganda, la Kampala Jinja Expressway.

L'impact devrait être massif. Par exemple, la BAD estime que l'amélioration de l'axe Brazzaville-Yaoundé devrait permettre aux camions d'effectuer ce trajet en une

## Les autoroutes transafricaines



« Il est essentiel aujourd'hui de poursuivre cette mise à niveau des infrastructures logistiques »

journée d'ici 2020, contre 4 jours en 2012, réduisant aussi de 48 à 3 heures le temps passé pour franchir la frontière ; le coût moyen au kilomètre passerait de 349 F CFA en 2015 à 285 F CFA en 2020.

Pour Philippe Labonne, l'un des prochains défis est le développement des infrastructures ferroviaires avec l'appui indispensable des bailleurs de fonds internationaux pour assurer une rentabilité financière à ces projets nécessaires à la croissance économique des États. Il faudra également favoriser l'essor de zones logistiques et de zones économiques spéciales bénéficiant d'un cadre administratif et douanier de nature à dynamiser les échanges économiques. ■



## **AFRICA OPEN FOR BUSINESS**

Aujourd'hui, plus que jamais, l'Afrique est une destination de choix pour les investissements et les opportunités commerciales. Chez Casablanca Finance City (CFC), nous accompagnons quotidiennement les investisseurs internationaux dans leur développement en Afrique. Les atouts stratégiques du Maroc, qui incluent une stabilité politique, des fondamentaux économiques solides, des infrastructures de qualité et une connectivité au monde, font de Casablanca un hub économique en plein essor pour les investissements sur le continent.

En tant que centre financier leader en Afrique (GFCI, 2019) et partenaire des plus grands centres financiers internationaux, CFC a réussi à constituer une forte communauté de membres composée de 200 entreprises. Nos membres bénéficient d'un environnement des affaires dédié, d'un accès à une communauté d'entreprises de premier plan, ainsi qu'à des informations stratégiques pour le développement de leurs affaires en Afrique. Pilotant leurs opérations africaines à partir de Casablanca, les entreprises CFC ont une forte empreinte en Afrique et couvrent 48 pays africains.

CFC s'est également engagé à promouvoir l'expertise africaine de ses membres, tout en stimulant les synergies et opportunités d'affaires grâce à ses plateformes de mise en réseau.



**200**

Entreprises ayant le statut CFC



**18**

Partenariats Sud-Sud



**48**

Pays africains couverts  
par les entreprises CFC



**13**

Partenariats avec les centres  
financiers internationaux



**1<sup>ère</sup>**

Place financière en Afrique  
(GFCI, 2019)



**1<sup>er</sup>**

Centre financier vert en Afrique  
et au Moyen-Orient (GGFI, 2019)



## Une opportunité de faire progresser l'auto-suffisance alimentaire

**L'agriculture et l'agro-industrie sont des secteurs à fort potentiel dans le cadre de la création de la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA) et dont les enjeux sont importants en termes de sécurité alimentaire, de développement industriel, de création de chaînes de valeur face à une population croissante qu'il faudra nourrir.**



© Mergoullat photo

La canne à sucre fait partie des dix premiers produits agricoles échangés au sein du continent.

La libéralisation des barrières douanières et tarifaires, mais aussi la facilité du commerce dans le cadre de la ZLECA, devraient potentiellement être bénéfiques à l'agriculture. Un secteur encore important pour le continent, et appelé à s'amplifier dans les années à venir, tant en termes d'emploi (53 % des emplois, selon la FAO), que de la contribution au PIB (16 %), d'industrialisation, de recettes d'exportation mais aussi de réduction de la pauvreté.

En outre, tant au niveau des pays que des communautés régionales ou de l'Union africaine, sont affirmés des objectifs de sécurité alimentaire. Plus de compétitivité et moins de frictions en matière de

commerce ne pourraient que contribuer à cet objectif. Or, faut-il le rappeler les importations de produits alimentaires en Afrique s'élèvent à environ 45 milliards de dollars (Md USD) par an et pourraient atteindre 110 Md USD en 2025.

Le potentiel de développement de ce secteur est d'autant plus réalisable que l'Afrique dispose de la plus grande superficie de terres arables non cultivées au monde, autour de 50 %. De plus, le climat permet de cultiver une large gamme de cultures, avec grosso modo quatre zones agro-écologiques allant des zones humides aux zones sèches souligne Fatima Ezzahra Mengoub, agroéconomiste au Policy Center for the New South.

« Ainsi, les conditions agro climatiques offrent à ces pays de larges possibilités de production et d'échange de produits et de savoir-faire, estime Fatima Ezzahra Mengoub. La diversité dans les groupes de cultures pratiquées révèle un potentiel de spécialisation et d'échange non négligeable, permettant au secteur agricole de contribuer à l'intégration des économies africaines ». En outre, on observe une certaine complémentarité entre les pays côtiers et les pays enclavés.

### Poissons, canne à sucre, thé...

En 2017, le commerce de produits agricoles a atteint 24,4 Md USD représentant 19 % du total des exportations et 18 % des importations interafricaines. Les dix premiers produits agricoles échangés au sein du continent sont le poisson congelé, la canne à sucre, le thé, les légumes, le maïs, l'huile de palme, les cigares et cigarettes, les bovins, le tabac brut, la farine de blé.

Le degré de protection du commerce des produits agricoles en Afrique est souvent plus élevé que pour des produits d'autres secteurs. Avec la baisse des droits de douane et le décroisement des marchés, les prix intérieurs devraient diminuer et ainsi renforcer la compétitivité des produits agricoles.

La facilitation du commerce et le développement des infrastructures soutiendront les échanges entre les zones à excédent vivrier et celles à déficit mais aussi entre zones rurales et zones urbaines et faciliteront l'accès aux marchés pour les producteurs agricoles.

Ainsi, les pertes post-récoltes pourraient être potentiellement réduites. Elles s'élèvent globalement à 14 % mais atteignent pour les fruits et légumes jusqu'à 50 % au niveau de la ferme après récolte, 28 % dans le transport, selon la FAO.

Enfin, un grand marché, et les économies d'échelles y afférant, devraient attirer des investissements nationaux et étrangers et favoriser les chaînes de valeurs.

### Favoriser des chaînes de valeur continentales

Pour Fatima Ezzahra Mengoub, pas question pour autant d'oublier les cultures de rente. « Nous ne pouvons pas ignorer les cultures de rente qu'elles soient alimentaires ou non, estime-t-elle. Ces cultures sont à haute valeur ajoutée et constituent

## Les importations alimentaires en Afrique s'élèvent à 45 Md USD par an

une vraie source de devise grâce à leur exportation. Ces cultures sont intégrées à des chaînes de valeur mondiales à l'image des fleurs coupées du Kenya et du cacao de Côte d'Ivoire et du Ghana. Il est vrai que dans la majeure partie des cas, ces produits agricoles sont exportés à l'état brut sans transformation, mais ces mêmes cultures peuvent être à la base d'une industrie agroalimentaire plus dynamique qui peut être pensée à des échelles sous régionales ou régionales ». La Cnuced, dans son rapport « Made in Africa » paru en juin 2019, souligne le potentiel d'industrialisation et de transformation structurelle du continent avec la ZLECA en utilisant ses complémentarités via la constitution de chaînes de valeur régionales. Parmi celles-ci, celles du thé, du cacao-chocolat, du coton-vêtement,

des boissons mais aussi du ciment et du secteur automobile.

La ZLECA pourrait donc soutenir le développement agricole à plus d'un titre. Toute fois, elle ne pourra pallier le manque d'investissement dans l'agriculture pour intensifier et développer la production. « À ce jour, 80 à 85 % du travail agricole est fait à la main et l'utilisation des engrais est la plus faible au monde avec 12 kg de nutriments/ha contre 108 kg/ha au niveau mondial » remarque Fatima Ezzahra Mengoub.

Une partie de ces investissements relève des États. Or, sur un objectif affiché dans la déclaration de Malabo d'affecter au moins 10 % des dépenses publiques par an à l'agriculture, seulement sept États membres de l'UA atteignent la cible ! ■



À ce jour, 80 à 85 % du travail agricole est fait à la main.

## Quelle cohérence entre les APE et la ZLECA ?

**L'adhésion massive de l'Afrique à la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA) a mis en exergue le caractère laborieux des négociations des Accords de partenariats économiques (APE) entre l'Afrique subsaharienne et l'Union européenne (UE), certains n'hésitant pas à en tirer la conclusion que les APE sont un échec. Mais qu'en est-il vraiment ?**



© paulinz - Adobe stock

Le contraste est saisissant : alors que les États africains ont pris des années pour signer des Accords de partenariats économiques (APE) proposés par l'Union européenne (UE), l'adhésion à la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA) s'est quasiment faite en un clin d'œil, seule une petite poignée de pays dont le Nigeria traînant des pieds avant de s'y résigner à leur tour. Aujourd'hui, seul l'Érythrée n'a toujours pas signé.

### Les APE ne laissent pas indifférents

Quelles qu'en soient les causes, la signature dans la douleur des quelques APE conclus ces dix dernières années face à l'enthousiasme que semble susciter sur le continent la perspective d'une ZLECA, fait dire au chercheur : « Je pense que, de fait, les APE sont en train de mourir

étant donné la difficulté qu'il y a eu à les mettre en œuvre, le fait qu'ils ne le sont quasiment pas à l'exception de quelques pays zélés et, qu'en définitive, c'est le calendrier d'intégration continentale qui va faire l'essentiel de l'actualité. »

Et ce serait tant mieux, soulignent certains opposants farouches aux APE comme l'ancien gouverneur de la Banque centrale du Nigeria, le professeur **Chukwuma Charles Soludo**, qui affirmait en 2012 que l'APE d'Afrique de l'Ouest serait un « second esclavage », ou encore Mamadou Cissokho, président honoraire du ROPPA (Réseau des organisations paysannes et des producteurs agricoles d'Afrique de l'Ouest) qui, en 2014, déclarait : « Tous les pays qui se sont développés ont commencé par créer les conditions pour le faire en se protégeant et ce n'est qu'après qu'ils se sont ouverts

aux autres. On ne peut demander aujourd'hui à l'Afrique d'être le premier exemple qui montrera que c'est en s'ouvrant d'abord au commerce qu'elle va se développer ». **Jacques Berthelot**, plus virulent, dénonce, s'agissant de la signature par la Côte d'Ivoire et du Ghana d'accords intérimaires avec l'UE, les « manipulations » et les « mensonges » de Bruxelles pour qu'ils signent, déclarant qu'il n'est pas « trop tard » pour que ces deux pays « dénoncent ces signatures et ratifications entachées de dol ».

### 14 pays africains ont signé

Cela dit, bons ou mauvais, les APE font partie du paysage économique et politique de plusieurs pays africains et devront s'articuler avec la ZLECA une fois celle-ci en place. Car sur les 48 pays d'Afrique subsaharienne, 29 ont signé un accord et 14 le mettent

déjà en œuvre.

L'accord le plus ancien, ratifié et mis en œuvre en 2012-2013, touche le Zimbabwe et les pays de l'Océan indien - Madagascar, Maurice, Seychelles - les Comores l'ayant rejoint en février 2019.

Un deuxième, en Afrique australe, inclut l'Afrique du Sud et cinq autres pays : le Botswana, l'eSwatini, le Lesotho, la Namibie, puis le Mozambique. Certes, ce n'est pas un accord négocié par la Southern African Development Community (SADC), mais chacun des cinq pays membres de l'union douanière SACU (Southern African Customs Union), l'a signé.

Les trois autres accords concernent le Cameroun, la Côte d'Ivoire et le Ghana. L'accord avec le Cameroun, mis en œuvre à partir de 2014, se veut régional mais jusqu'à présent, il n'a été signé que



## La ZLECA et les APE

Le point de vue de Patrick Sevaistre, président de la « Commission Institutions Européennes » du CIAN

La ZLECA est une solution à l'étroitesse de beaucoup de marchés africains, qui fait que beaucoup d'industries de transformation ne s'installent pas en Afrique. Elle constitue une formidable opportunité pour le continent de sortir de l'économie de rente en développant des chaînes de valeur régionales sur la base de règles d'origine souples, simples, prévisibles et aussi favorables que possible aux entreprises.

Aux yeux du CIAN, la ZLECA ouvre un champ nouveau de partenariat entre entreprises françaises et opérateurs privés africains pour accélérer le développement et la diversification de leurs entreprises afin de tirer parti ensemble du libre-échange. Elle offre à terme un nouveau marché unique devant encourager la venue d'investisseurs étrangers alors que l'Afrique capte aujourd'hui 10 fois moins d'investissements directs étrangers que l'Asie.

Mais, comme le montre l'expérience des Communautés Économiques existantes (CER), il ne suffit pas de réduire les droits de douane pour accélérer l'intégration régionale. **La ZLECA seule n'aura aucun effet si elle n'est pas accompagnée d'au moins quatre mesures prioritaires visant :** (1) la convergence des blocs régionaux existants, (2) une réduction importante des coûts commerciaux non tarifaires, (3) une définition commune des règles d'origine et (4) la prise en compte des accords commerciaux externes déjà en vigueur (APE, AGOA...). Concernant les APE, certains pays (Côte d'Ivoire, Ghana, Cameroun...) ont déjà conclu des APE intérimaires bilatéraux qui, en attendant des APE régionaux, sont maintenant entrés en vigueur, lesquels libéralisent leurs importations de produits

européens à hauteur de 75 % des lignes tarifaires, contre 90 % prévu par la ZLECA.

### Un nécessaire rapprochement entre l'Union africaine et l'Union européenne

La question se pose de savoir si les productions ainsi fabriquées dans ces pays à partir d'intrants importées d'Europe sans droits de douane dans le cadre avantageux des APE pourront ensuite être vendues dans les autres pays africains en étant exemptées de douanes.

Dans le cas de la Cedeao, qui est théoriquement en union douanière avec un tarif extérieur commun, le risque est réel de dislocation de ce bloc régional entre ceux qui ont conclu un APE (Ghana et Côte d'Ivoire) et ceux qui ont refusé de le faire (Nigeria) et qui vont mettre en place des tarifs contre les produits européens qui transitent par les premiers... Même scénario en Afrique Centrale avec le Cameroun qui est le seul à avoir signé un APE, ou en Afrique de l'Est avec la Tanzanie qui, à l'inverse, a refusé de ratifier l'APE régional.

Les réponses à ces questions sont à apporter par la Commission européenne, qui doit se prononcer sur l'avenir des APE qui restent aujourd'hui dans l'angle mort des négociations post-Cotonou. Ce qui est certain, en revanche, c'est que si les négociations APE sont gelées, ceux de ces accords déjà conclus ne disparaîtront pas, d'où l'urgence d'un rapprochement sur cette question entre l'Union africaine et l'Union européenne.

Patrick Sevaistre

par Yaoundé. Quant au Ghana et la Côte d'Ivoire, accords négociés fin 2007, ils ont été gelés le temps de la négociation, entre 2007 et 2014, de l'accord régional qui a finalement été bloqué par l'absence de signature du Nigeria. Ce n'est qu'en 2016 que des accords intérimaires (APEI) sont entrés en vigueur.

### L'application des APE diffère selon les cas

Où en sommes-nous dans l'application concrète de ces différents APE ? Elle diffère selon les cas.

L'accord avec les pays d'Afrique australe est allé plus loin que les autres en termes de couverture et de calendrier : la période de transition accordée aux pays d'Afrique australe est de 10 ans et non de 15 et la libéralisation porte sur 86 % des échanges et non 80 %, sauf pour le Mozambique qui libéralise moins. Ainsi,

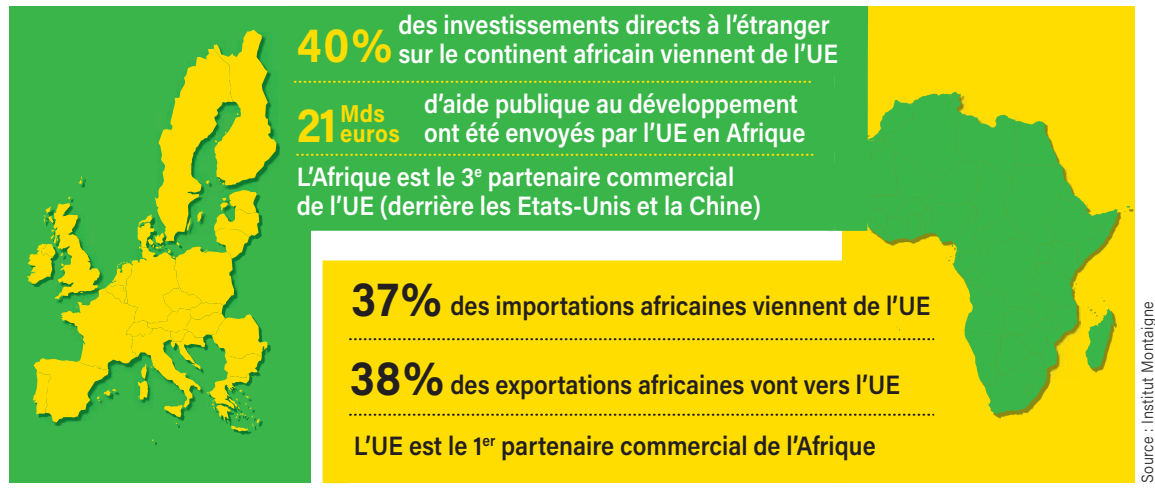
## Les pays africains ayant négocié des APE ont aujourd'hui une expérience

### Commerce entre l'Union Européenne et l'Afrique de l'Ouest

Total pour les marchandises : import, export et solde (données annuelles entre 2008 et 2018 en milliards d'euros)



## L'union européenne et l'Afrique des partenaires économique privilégiés



d'ici 2026, plus de 86 % des exportations européennes en Afrique australe seront, soit totalement libéralisées, soit libéralisées à l'intérieur d'un contingent. En revanche, les pays d'Afrique australe bénéficient déjà d'un accès sans tarifs ni contingents au marché européen, à l'exception de l'Afrique du sud.

Avec le Zimbabwe et l'Océan indien, l'APE est en œuvre depuis 2012-2013 ; il est question de le réviser pour l'approfondir, souligne-t-on à Bruxelles. Ainsi, outre le commerce de marchandises et la coopération, l'APE « nouvelle génération » inclurait les investissements, la propriété intellectuelle, le développement durable, donc les questions sociales et environnementales. À noter que si un APE existe entre ces différents pays, ce n'est pas pour autant que cela crée une zone de libre-échange entre ces pays africains.

S'agissant du Cameroun, en 2016, les premiers produits européens à avoir libre accès au marché camerounais ont porté sur les machines et les produits de première nécessité, dont les médicaments. Côté européen, l'APE a permis de maintenir la libre entrée, entre autres, des bananes camerounaises, produit phare du pays.

Les dossiers Côte d'Ivoire et Ghana seraient les plus complexes, mais on semble avancer progressivement vers une libéralisation effective des marchés. Dernier réel

point d'achoppement, les règles d'origine : les accords n'ayant pas les leurs, ce sont celles d'un règlement de l'UE qui sont appliquées en attendant. Ce n'est qu'en octobre 2019 que la Côte d'Ivoire a fixé, par décret, « les règles d'origines et les méthodes de coopération administrative applicables aux marchandises » échangées dans le cadre de l'APE.

### Quelle cohérence entre les APE et la ZLECA ?

Un tête-à-tête UE-Afrique qui ne doit pas faire de l'un ou de l'autre « l'idiot du village ». D'où la clause de la Nation la plus favorisée (clause NPF), vieille comme le monde... Mais, précise-t-on, cela n'aura aucune implication sur la ZLECA et aucune incidence sur les relations commerciales entre pays africains ou avec des pays ailleurs dans le monde mais ayant le statut de pays moins avancé (PMA).

Dans les APE, la clause NPF ne s'applique qu'aux concessions commerciales accordées à des économies « majeures ». « Un partenaire commercial majeur signifie tout pays développé ou tout pays ayant une part des échanges commerciaux mondiaux supérieurs à 1 % dans l'année précédant l'entrée en vigueur de l'accord », peut-on lire dans les APE. Ce qui inclut, bien sûr, les pays industrialisés mais aussi les BRICs (Brésil, Russie Inde, Chine, Afrique du Sud). Quelques

entorses peuvent être apportées afin de traiter des cas précis, comme l'Indonésie, qui a signé un accord commercial préférentiel avec le Mozambique en août 2019. Quant aux pays africains *per se* – dont l'Afrique du Sud –, ils sont exclus explicitement de cette clause. Ainsi, « dans le cadre des négociations de la ZLECA, ils peuvent s'accorder entre eux des concessions sans devoir les accorder à l'UE », affirme le porte-parole de la commissaire au Commerce européenne, **Daniel Rosario**.

Pour sa part, l'UE, qui négocie à tour de bras des accords de libre-échange avec d'autres régions du monde, s'est engagée dans le cadre de l'Accord de Cotonou à limiter l'érosion des préférences, une disposition *a priori* reprise dans les APE. Alors, les APE aident-ils ou entravent-ils la mise en œuvre de la ZLECA ?

Difficile encore de répondre, sans doute est-il beaucoup trop tôt pour se prononcer. Mais Bruxelles ne manque pas de souligner que les pays africains ayant négocié des APE ont aujourd'hui l'expérience, la maîtrise de sujets qui seront demain sur la table de négociations de la ZLECA, à savoir les exclusions de la libéralisation, les règles d'origine, les mesures de défense commerciale, l'accompagnement des pays moins forts, etc. L'analyse ne sera pas identique, mais la méthode sera la même. ■

# STATION TOTAL, VUE DU CIEL

Total s'engage dans l'énergie solaire avec un programme d'équipement en panneaux solaires de 5 000 stations-service à travers le monde.

Ce programme permettra de produire l'équivalent de l'électricité consommée par une ville de 125 000 habitants.



**TOTAL**

Committed to Better Energy



# Les Résultats 2019

## de l'enquête CIAN

**Le CIAN interroge depuis 30 ans les dirigeants des entreprises internationales implantées en Afrique. Leur chiffre d'affaires sera-t-il en croissance pour l'année qui se termine ? Et pour la suivante ? Comment va évoluer la rentabilité ? Cette enquête met en lumière les perspectives d'activités des entreprises pays par pays. Après les questions de conjoncture économique viennent les appréciations sur le climat des affaires. À mesure des 39 critères évalués, se dessinent les contours des environnements économiques, administratifs et socio-culturels africains, faisant de ce baromètre à la fois un témoignage direct des acteurs du terrain et un indicateur de référence pour les investisseurs internationaux.**

Réalisée en ligne grâce à un questionnaire en français et en anglais, l'enquête annuelle du CIAN est envoyée aux responsables de filiales et aux sociétés internationales implantées en Afrique par l'intermédiaire du réseau du CIAN et de ses adhérents. Les chambres de commerce internationales, les organismes patronaux locaux, les missions économiques et les ambassades de France participent également à sa diffusion. Tous les secteurs d'activité sont sollicités : de l'industrie aux services, de la petite entreprise à la grande filiale de groupes internationaux. Nous tenons à remercier toutes les personnes qui contribuent à relayer l'enquête auprès de ses cibles.

### **L'enquête comporte deux volets : une partie conjoncturelle et une partie structurelle**

La partie conjoncturelle apprécie les perspectives d'activités dans le pays, mais aussi l'évolution du chiffre d'affaires, des investissements, la rentabilité attendue ou encore le volume des créances sur l'État et le secteur privé local.

La partie structurelle évalue l'environnement des affaires du pays d'implantation. Ce sont près de 40 critères respectivement répartis en 7 thèmes : infrastructures, administration, économie et finance, social, environnement socio-culturel, coût des facteurs et développement durable.

Pour l'édition 2019, le CIAN a analysé 708 réponses venues de 37 pays - 100 réponses pour l'Afrique du Nord, 284 pour l'Afrique de l'Ouest, 166 pour l'Afrique Centrale et 158 pour l'Afrique Australe, Orientale et Océan Indien (AAOOI) -. Les résultats sont intégrés dans les fiches pays de ce rapport lorsque le nombre de réponses pour le pays est suffisant pour une analyse.

### **Vers une stabilité de l'activité des entreprises 2018-2020**

Au global, les prévisions d'activité des entreprises

de 2019 sont similaires à celles de 2018 : pour 70 % des dirigeants le chiffre d'affaires sera en hausse ou stable. Quant aux résultats, l'activité est bénéficiaire en 2019 pour 37 % des personnes interrogées et équilibrée pour 34 % d'entre eux. Les prévisions pour 2020 sont meilleures avec 85 % des entreprises qui seraient bénéficiaires ou à l'équilibre. Dans ce contexte, les investissements seront stables pour près de la moitié des compagnies et en augmentation pour 30 % d'entre elles.

### **Avec des résultats qui restent très disparates selon les régions**

Comme dans l'enquête 2018, ce sont l'Afrique du Nord et l'Afrique de l'Ouest qui se hissent en tête des régions dynamiques en 2019 avec près de la moitié des entreprises qui ont une activité en croissance. Cette hausse d'activité devrait continuer en 2020. Remarquons que plus de 80 % des décideurs anticipent alors une croissance du chiffre d'affaires en Afrique du Nord due à la reprise attendue de l'activité en Tunisie et en Algérie après une année 2019 de transition politique.

En Afrique de l'Ouest, les pays les plus dynamiques pour 2019 sont le Togo et la Côte d'Ivoire et pour 2020 le Nigeria. L'année 2019 a été plus difficile au Mali et le Niger.

L'Afrique australe, orientale et l'Océan Indien est aussi une zone prometteuse pour 2020 avec près de la moitié des entreprises qui comptent sur une hausse de leur chiffre d'affaires. Les pays où l'activité se développe sont l'Afrique du Sud, le Kenya, Maurice et le Mozambique. En revanche, elle est ralentie en Tanzanie et au Burundi. En Angola, elle marque le pas en 2019 mais devrait repartir en 2020. À Madagascar et Djibouti, l'heure est plutôt à la stabilité.

De nouveau cette année, c'est l'Afrique centrale qui est la région la moins favorable, avec près de la moitié des dirigeants qui envisagent une baisse de

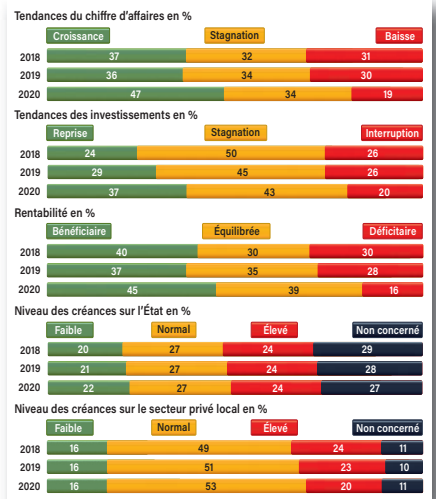
## Activité des entreprises 2018-2020

L'enquête CIAN porte sur l'évolution de cinq indicateurs sur les exercices 2018, 2019 et 2020 :

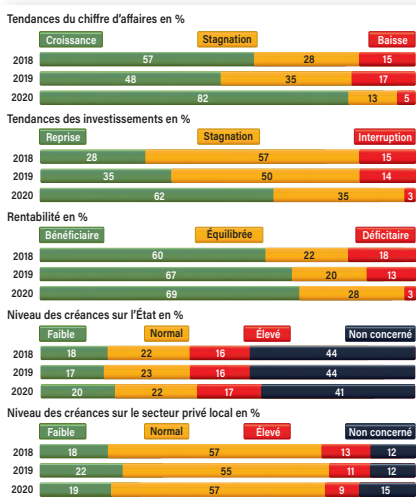
- chiffre d'affaires : croissance, stagnation, baisse ;
- investissements : hausse, interruption, baisse ;
- résultats : bénéficiaires, équilibrés, déficitaires ;
- niveau des créances sur l'Etat : élevé, normal, faible ;
- niveau des créances sur le secteur privé local : élevé, normal, faible.

Les graphiques suivants présentent, par grandes zones géographiques les tendances, celles-ci étant ensuite détaillées pour chacun des 34 pays évalués cette année.

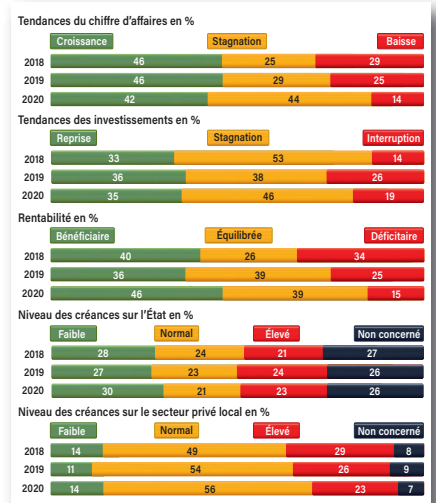
### Afrique (Continent)



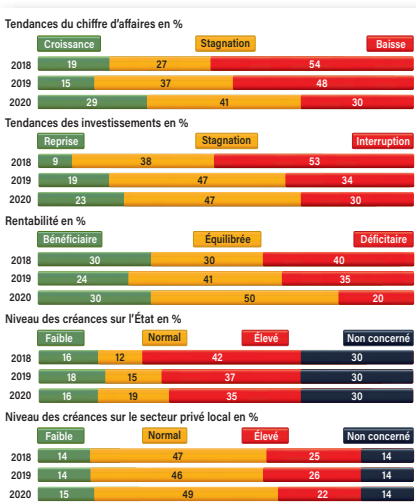
### Afrique du Nord



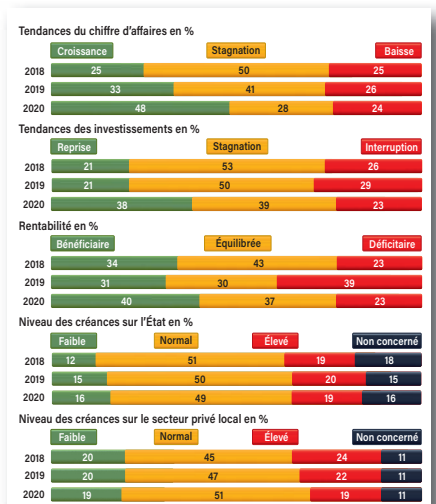
### Afrique de l'Ouest



### Afrique Centrale



### Afrique Australe, Orientale et Océan Indien



leur chiffre d'affaires, en particulier au Tchad et au Congo Brazzaville. Au Cameroun, l'année 2019 s'est terminée en baisse pour près de la moitié des entreprises mais 2020 se présente sous de meilleurs auspices. La RCA est le pays de la région où le plus de dirigeants prévoient une hausse d'activité (33 %) et la RDC est la plus prometteuse pour 2020 (60 % comptent sur un accroissement de leurs ventes).

### La dynamique des investissements

Très hétérogène, elle est quasi toujours liée à la conjoncture des différents pays et de leurs régions. Ainsi les investissements reprennent ou sont stables en Afrique du Nord et en Afrique de l'Ouest. La Côte d'Ivoire, le Nigeria et le Bénin, sont les trois pays de l'Ouest où les entreprises sont les plus nombreuses à développer leurs investissements alors qu'ils sont plutôt stables en Afrique Australe Orientale et Océan Indien et que près de la moitié des entreprises désinvestissent en Afrique centrale. À noter qu'à *contrario*, elles ont prévu de reprendre les investissements en RDC en 2020.

Après le chiffre d'affaires et les investissements, l'enquête examine la **rentabilité espérée**. Et la majeure partie des dirigeants sont confiants pour 2019 et comptent ensuite sur une année encore meilleure. En effet, sur l'ensemble du continent 45 %

des personnes interrogées prévoient des bénéfices quand seulement 16 % craignent un déficit en 2020. En tête, la région l'Afrique du Nord où plus de deux tiers des entreprises déclarent un exercice bénéficiaire, ce qui est très cohérent avec ce qu'elles avaient prévu lors de l'enquête 2019. En revanche, bien que les résultats soient satisfaisants, la région de l'Afrique de l'Ouest et la région AAOI sont un peu moins rentables qu'espéré. En particulier, on pourra noter que 39 % des entreprises clôtureront l'année 2019 en déficit en Afrique australe. Les pays les mieux classés en termes de rentabilité sont l'Égypte, le Maroc, la Tunisie et la Mauritanie pour le Nord du continent ; le Bénin, le Sénégal et la Côte d'Ivoire à l'Ouest ; Maurice et le Mozambique au Sud.

### L'environnement des affaires

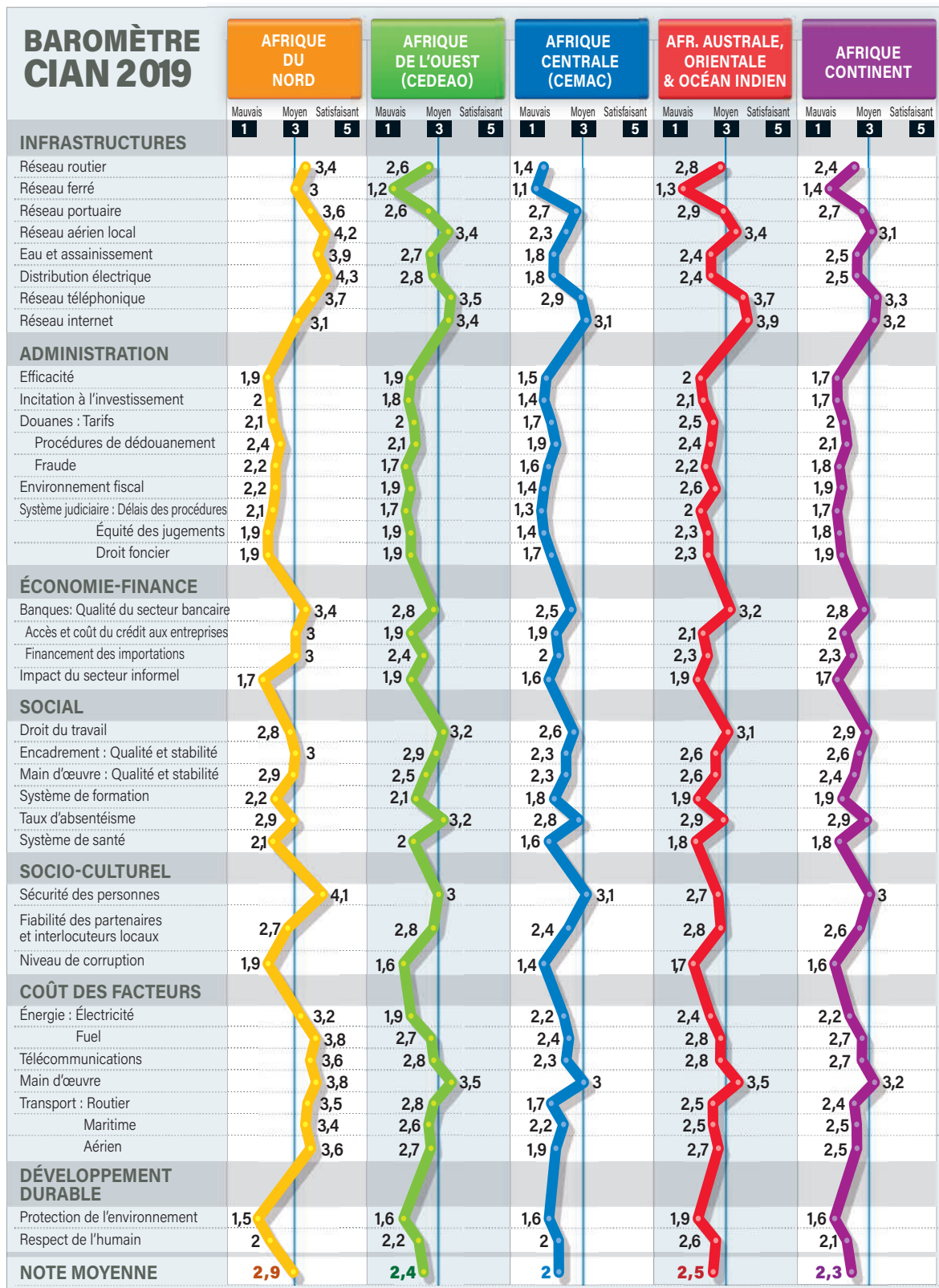
Lors de son lancement en 1989, l'enquête CIAN était précurseur. En effet, elle interrogeait déjà en détail les dirigeants sur l'environnement et le climat des affaires dans le pays où ils intervenaient, donnant ainsi des repères aux futurs investisseurs mais permettant également au CIAN d'entrer en dialogue avec les gouvernements et les agences de promotion qui souhaitaient inciter davantage les entreprises étrangères à s'implanter dans leur pays.

## Appréciation de l'environnement des affaires

### Note moyenne par pays

	Note > 2,5/5		Note < 2,5/5		
	2019	2018	2019	2018	
Maurice	3,8	3,4	Mauritanie	2,3	2,3
Tunisie	3,6	2,8	Nigeria	2,3	2,1
Maroc	3,1	3,4	Soudan	2,3	/
Ouganda	3,2	2,9	Angola	2,3	2,2
Afrique du Sud	3	3,2	Burundi	2,3	2,2
Algérie	2,8	3,2	Djibouti	2,3	2,7
Bénin	2,7	2,3	Ethiopie	2,3	2,9
Kenya	2,7	2,7	Niger	2,2	2
Ghana	2,6	2,5	Gabon	2,2	2,1
Egypte	2,6	2,5	Comores	2,2	/
Sénégal	2,6	2,7	Burkina-Faso	2,1	2,4
Togo	2,6	2,8	Guinée Equatoriale	2,1	2,3
Côte d'Ivoire	2,5	2,5	Tanzanie	2,1	1,9
Liberia	2,5	/	Guinée	2	1,8
Cameroun	2,5	2,5	Mali	2	2,2
Mozambique	2,5	2,2	Madagascar	2	2,3
			Congo - Brazzaville	1,9	2,3
			RCA	1,9	1,9
			Sierra Leone	1,6	/
			RDC - Kinshasa	1,6	1,7
			Tchad	1,6	1,4

# ANALYSE ÉCONOMIQUE PAR ZONE ET PAR PAYS



Depuis 2003, le classement Doing Business de la Banque mondiale vient compléter cette information en calculant un indice basé sur des critères objectifs (ex : les délais de création d'entreprise, les facilités d'obtention de prêt etc.). Grâce à cette méthodologie, certains pays se sont donnés pour objectif de progresser dans cette liste et ont ainsi amélioré leur climat des affaires. Mais tout n'est pas réglé.

Comme le montre le baromètre CIAN, la réalité africaine reste complexe et les chefs d'entreprise continuent d'attendre plus de l'environnement économique, fiscal et social des pays africains. Ainsi la note globale d'appréciation du climat des affaires pour le continent s'établit à 2,5 au même niveau que l'année précédente. Dans cet ensemble, l'Afrique du Nord obtient la meilleure note du continent (2,9) et l'Afrique centrale la moins bonne (2). Sur les 37 pays étudiés, 16 obtiennent une note supérieure ou égale à cette moyenne d'ensemble. Comme l'année dernière, c'est le cas de tous les pays d'Afrique du Nord sauf la Mauritanie (la Libye n'est pas étudiée), 6 pays sur 10 d'Afrique de l'Ouest et la moitié des pays de la zone AAOOI étudiés. Dans la région d'Afrique centrale, le Cameroun est l'unique pays à se situer au-dessus de la moyenne.

**Sur la totalité du panel**, Maurice et la Tunisie suivies du Maroc arrivent en tête, talonnés par l'Ouganda et l'Afrique du Sud. Les notes moyennes des pays traduisent une certaine stabilité dans l'évaluation des dirigeants ; ils ne perçoivent pas une amélioration spectaculaire. Néanmoins, la Tunisie, Maurice (toujours soucieuse de favoriser l'investissement étranger) et le Bénin (coûts de production favorables) progressent ainsi que l'Ouganda, bien noté sur les infrastructures d'équipement (eau, électricité, télécoms et routes). À l'inverse, l'Éthiopie, Djibouti (pénalisés par le niveau de ses infrastructures), le Burkina-Faso et le Congo perdent quelques points sur des critères tels que l'environnement fiscal, le niveau de corruption (Congo), l'environnement fiscal (Burkina Faso et Éthiopie) et le système de santé (Burkina-Faso). Les pays clôturant le classement restent, comme l'année dernière, des pays de l'Afrique centrale (RDC et Tchad). La Sierra Leone remplace la Guinée équatoriale et ferme le classement régional de l'Afrique de l'Ouest avec 1,6/5.

Les détails des évaluations continuent de faire ressortir le fait que les infrastructures se renforcent. Cette amélioration constante, s'explique surtout par les différents Plans de développement et d'émergence africains, qui se sont concentrés en grande partie sur ces questions. Les projets, souvent financés par l'Aide publique au développement avancent, améliorant routes et ports. Les télécoms et l'accès à internet donnent de plus en plus de satisfaction. En matière d'équipement, l'Afrique centrale reste néanmoins en retard sur le reste du continent, notamment en matière de distribution électrique.

**Les critères liés à l'administration** (efficacité des douanes, fiscalité, système judiciaire) sont généralement notés avec sévérité. Toutefois l'appréciation est notablement meilleure dans les pays de la zone AAOOI. Dans les commentaires, les dirigeants continuent de signaler que les périodes électorales sont défavorables aux affaires.

**Concernant la finance**, la qualité du système bancaire donne satisfaction, en particulier dans les pays du Nord et en Afrique australe et de l'Est, néanmoins l'accès au crédit et son coût pour les entreprises ainsi que le financement des exportations par les banques sont critiqués partout sauf en Afrique du Nord.

**En matière de sécurité**, la note baisse un peu car les pays du Sahel la tire vers le bas, mais cela ne paraît pas être une préoccupation majeure pour les entreprises dans la conduite de leurs affaires car elles ont intégré cette dimension dans leur fonctionnement quotidien. D'un point de vue social, le droit du travail et la qualité de la main-d'œuvre semblent corrects même si les systèmes de formation et de santé continuent d'être critiqués et on note un fort retard du Continent qui perdure.

**L'appréciation des coûts des facteurs** de production est mitigée. Le coût de la main-d'œuvre, reste l'un des plus gros atouts de l'Afrique, particulièrement dans les régions les plus pauvres de celui-ci. Mais le coût de l'électricité demeure, comme les années passées, important dans des pays d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique Australe Orientale et Océan Indien comme le Togo et le Sénégal ou encore les Comores, le Zimbabwe, Madagascar, Djibouti.

Comme le montre la revue de cette palette de critères, les sociétés internationales implantées en Afrique conduisent leurs affaires dans un environnement complexe qu'elles ne trouvent pas optimal pour la conduite de leurs affaires. Elles s'en accommodent néanmoins en faisant toujours rémunérer le risque comme le montre l'indice de rentabilité. Motivées par la croissance de ces pays qu'elles ne trouvent pas ailleurs, par l'ampleur des besoins (infrastructures et consommation), elles s'appuient sur les réseaux d'affaire tissés dans la durée, l'expérience du terrain et une certaine résilience pour ancrer leur offre, convaincues que les positions de demain se construisent dès aujourd'hui et que l'Afrique est le relais de croissance de la planète.

*Enquête et analyse réalisée par le CIAN  
Sandrine Sorieul, directrice générale*

## REMERCIEMENTS

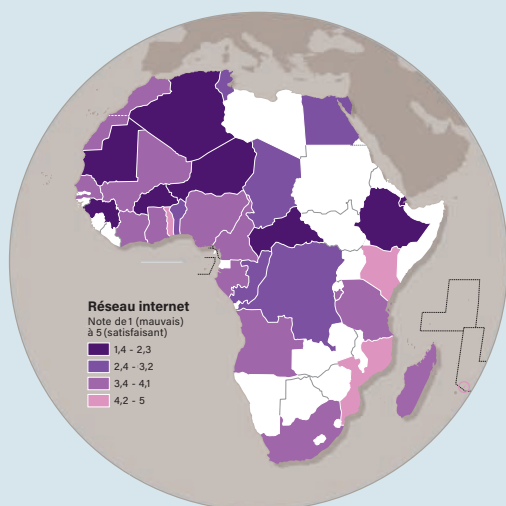
Le CIAN remercie chaleureusement les responsables d'entreprises qui ont pris le temps de répondre à l'enquête ainsi que toutes les structures qui ont apporté leur concours en assurant une large diffusion : adhérents du CIAN, conseillers du commerce extérieur, chambres de commerce et d'industries, organismes patronaux, missions économiques et ambassades de France.

## Environnement des affaires en 2019

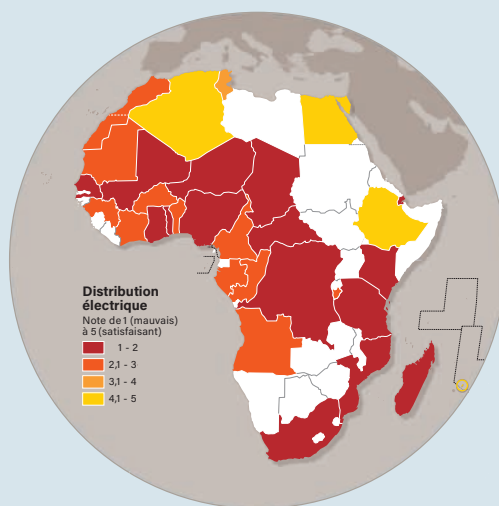
En répondant à l'enquête CIAN, le chef d'entreprise est appelé à apprécier l'environnement des affaires de son pays d'implantation, en qualifiant 7 postes, répartis en 39 critères, de mauvais (1), moyen (3) à satisfaisant (5) :

- infrastructures : 8 critères
- administration : 9 critères
- économie et finance : 4 critères
- social : 6 critères
- socio-culturel : 3 critères
- coût des facteurs : 7 critères
- développement durable : 2 critères

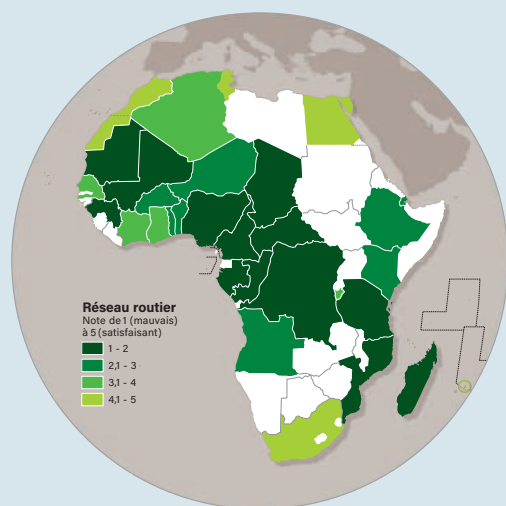
Le graphique général du Baromètre CIAN donne les résultats par grandes zones géographiques. Les cartes présentent les appréciations données sur quelques critères clés. Dans les fiches pays qui suivent, sont exposés les points forts et points faibles de l'environnement des affaires des 37 pays évalués cette année.



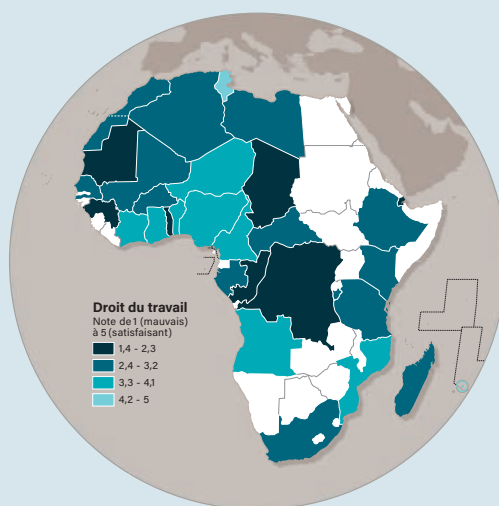
RÉSEAU INTERNET



DISTRIBUTION ÉLECTRIQUE



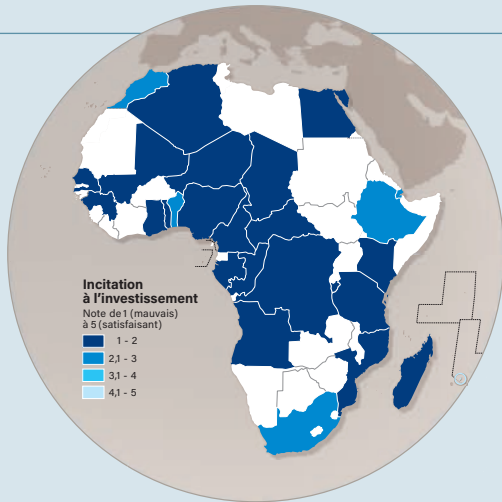
RÉSEAU ROUTIER



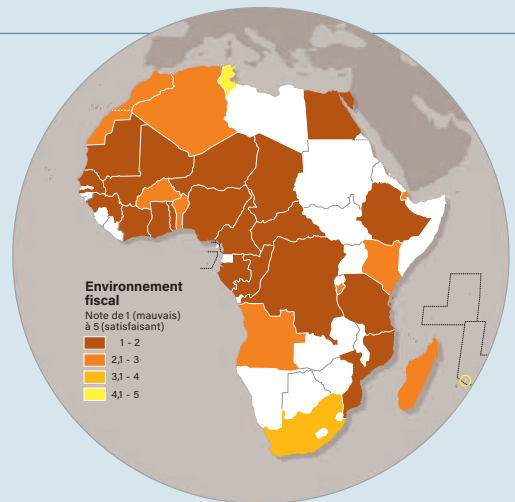
DROIT DU TRAVAIL



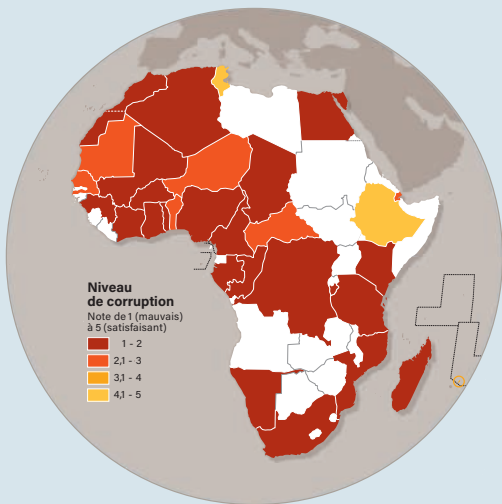




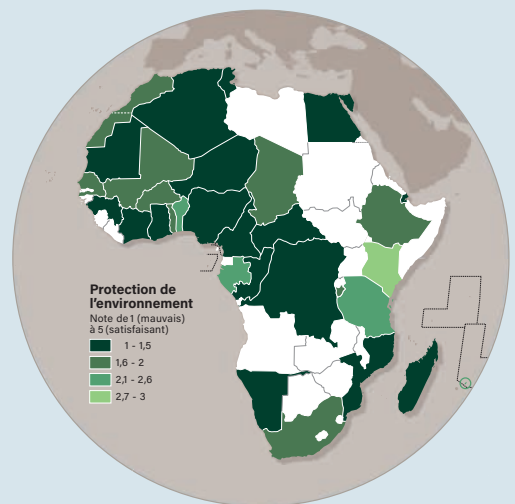
INCITATION À L'INVESTISSEMENT



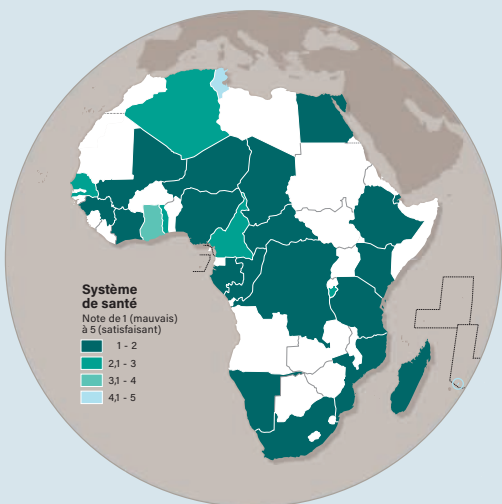
ENVIRONNEMENT FISCAL



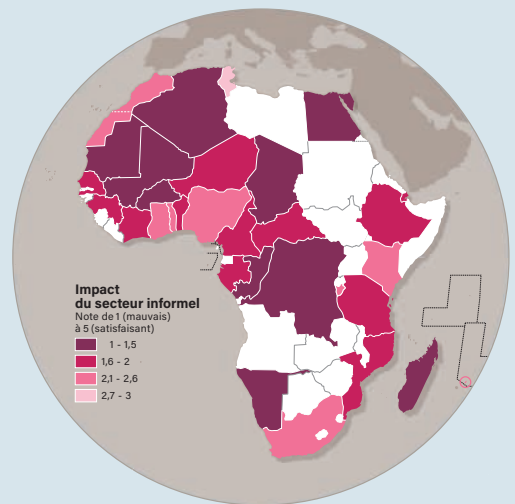
NIVEAU DE CORRUPTION



PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT



SYSTÈME DE SANTÉ



IMPACT DU SECTEUR INFORMEL



## Algérie

**Président :** Abdelmajid Tebboune. **Population (millions)<sup>1</sup> :** 41,5. **Superficie (km<sup>2</sup>)<sup>1</sup> :** 2 381 740. **PIB /hab. 2018 (USD)<sup>1</sup> :** 4 278. **Croissance réelle du PIB 2018 (%)<sup>2</sup> :** 1,5. **Inflation 2018 (%)<sup>2</sup> :** 4,3. **Classement IDH 2018 (sur 189)<sup>3</sup> :** 85. **Classement Doing Business 2020 (sur 190)<sup>1</sup> :** 157

Depuis mi-février 2019, plusieurs milliers d'Algériens manifestent pacifiquement chaque vendredi. L'annonce de la candidature d'Abdelaziz Bouteflika pour un cinquième mandat présidentiel a été le facteur déclenchant de ce « hirak » (mouvement en arabe) populaire.

La démission du président sortant le 2 avril, après 20 ans au pouvoir, n'y a pas mis fin, les Algériens dénonçant le système en place et le pouvoir de l'armée. Le président du nouveau Conseil de la Nation, Abdelkader Bensalah, assure l'intérim du chef de l'État.

Une campagne anti-corruption a été lancée. De nombreuses personnalités – anciens ministres, walis, généraux, – ont été arrêtées ainsi que plusieurs chefs d'entreprise, dont l'ancien président du patronat algérien, Ali Haddad. Reportées deux fois, les élections présidentielles devaient se dérouler le 12 décembre avec cinq candidats, dont deux anciens Premiers ministres Abdelmadjid Tebboune et Ali Benflis.

Cette situation transitoire pèse sur une économie déjà chancelante après cinq années de crise provoquée par la baisse des prix des hydrocarbures. La croissance est faible, de l'ordre de 1,5 % pour 2019. Les finances publiques accumulent les déficits tandis que les réserves de change ont fondu, s'établissant à 70 milliards de dollars (Md USD) actuellement (vs 200 Md USD en 2014)\*. Le déficit commercial s'est creusé au 1er semestre 2019 (-12 % du PIB), grevé par la baisse des exportations de pétrole et de gaz.

Hors hydrocarbures, l'activité est aussi malmenée. Le secteur du BTP est en crise en raison de l'absence de commandes publiques. Près de 60 % des entreprises du secteur ont arrêté leurs activités, ou seraient sur le point de le faire. Le ministre de l'énergie a quant à lui annoncé que les projets continuaient avec le résultat d'un appel d'offres de 150 MW et un projet de 5600 MW. Total et Engie sont positionnés dans le domaine de la solarisation des actifs pétroliers.

La loi de Finances 2020 est marquée par une certaine rigueur budgétaire avec une baisse des dépenses publiques de plus de 9 % mais qui épargne les secteurs dits « prioritaires », dont l'éducation et la santé, ainsi que les transferts sociaux. De nouveaux prélèvements ont été introduits, comme l'augmentation d'un point de la TVA, ainsi que la possibilité de recourir à l'endettement extérieur. Mesure attendue depuis longtemps par les milieux d'affaires, la levée de la règle des 49/51 % pour les investisseurs étran-

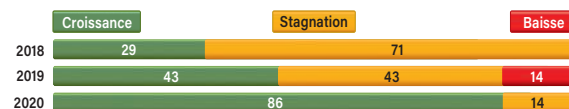
### Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,8 sur 5 ▼

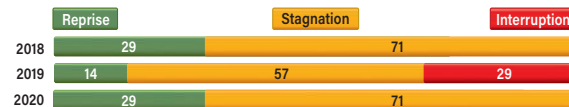
Points forts	Var/2018	Points faibles	Var/2018
Coût de l'énergie (élec + fuel)	▶	Développement durable	▶
Eau et assainissement	▶	Incitation à l'investissement	▶
Sécurité des personnes	▼	Impact du secteur informel	▼
Réseau aérien local	▶	Douanes procédures	▶

### Bilan des entreprises

Tendances du chiffre d'affaires en %



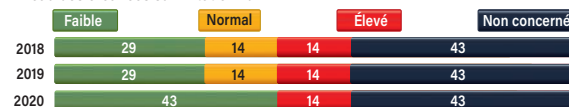
Tendances des investissements en %



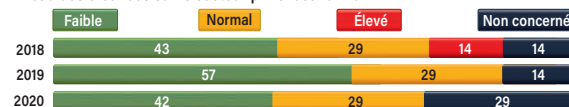
Rentabilité en %



Niveau des créances sur l'État en %



Niveau des créances sur le secteur privé local en %



gers dans les secteurs « non stratégiques ». Autre signe d'ouverture : une nouvelle loi sur les hydrocarbures, vivement contestée par la rue, a été adoptée en octobre par le conseil des ministres. Destinée à rendre attractif le secteur et attirer de nouveaux investissements, elle permet notamment aux investisseurs étrangers de s'associer à la Sonatrach.

\*Au 08/11/2019 : 1 USD = 120,2 DZD ; 1 EUR = 132,6 DZD.

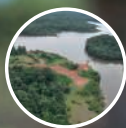
## EXPLORER DÉVELOPPER - OPÉRER



**Opérateur pétrolier doté  
d'un portefeuille d'actifs  
centré sur l'Afrique et  
l'Amérique Latine**



**Plateforme de  
développement  
international de  
Pertamina**



**Opérateur  
responsable et  
engagé**





## Égypte

**Président :** Abdel Fattah al-Sissi. **Premier Ministre :** Mostafa Madbouli. **Population (millions) :** 98. **Superficie (km<sup>2</sup>) :** 1 002 000. **PIB/hab. 2018 (USD) :** 2 549. **Croissance du PIB réel 2018 (%) :** 5,3. **Inflation 2018 (%) :** 21,6. **Classement IDH 2018 (sur 189) :** 115. **Classement Doing Business 2020 (sur 190) :** 114

Depuis trois ans, l'Égypte, dans le cadre d'un programme avec le FMI assorti d'un prêt de 12 milliards de dollars (Md USD) entièrement libéré aujourd'hui, a mené tambour battant une batterie de réformes pour assurer une stabilité macroéconomique : adoption d'un taux de change flexible\*, suppression de la quasi-totalité des subventions sur le carburant, instauration d'une TVA, etc.

Ces réformes ont porté leurs fruits. Les déficits des comptes courants ont baissé (-2,6 % du PIB), le déficit budgétaire a été réduit (-8,3 % du PIB), les réserves de change ont été reconstituées (8 mois d'importation), l'inflation a été réduite mais reste élevée (13,9 %). Le service de la dette, certes ramenée en dessous de 100 % du PIB pèse encore fortement sur les dépenses publiques. Le retour à une certaine stabilité économique permet à l'Égypte d'atteindre une croissance économique de 5,9 % en 2019, portée par la montée en puissance de la production de gaz, l'amélioration du tourisme, la construction, l'immobilier et le commerce.

Toutefois, la croissance n'est pas encore inclusive et les mesures prises ont durement frappé les Égyptiens, dont environ un tiers vivrait sous le seuil de pauvreté. Si le taux de chômage a baissé (7,5 %), soit son plus bas niveau depuis 10 ans, le secteur privé a eu du mal à créer suffisamment d'emplois. Selon le FMI, le pays a besoin de créer au moins 700 000 emplois nouveaux par an. En outre, l'Égypte peine à attirer les investissements directs étrangers (IDE).

En effet, le dernier IDE significatif est celui d'ENI dans le champ gazier de Zohr, dont l'exploitation a débuté fin 2017. Avec des réserves prouvées de gaz naturel de 2 100 milliards de m<sup>3</sup>, l'Égypte se situe en troisième position en Afrique, derrière le Nigeria et l'Algérie, et ambitionne d'être un hub gazier régional à moyen terme. Si la production progresse significativement (+20 % en 2018), la consommation intérieure aussi. Toutefois avec plus 70 Md de m<sup>3</sup> attendus en 2019, la balance énergétique devait être positive. En outre, cinq concessions gazières ont été attribuées en 2019.

En parallèle, l'Égypte développe les énergies renouvelables. Le parc éolien de Ras Ghareb 260 MW, est opérationnel fin 2019 et fournit de l'électricité à près de 500 000 foyers. Dans le domaine solaire, les investissements se multiplient. La première phase du parc scolaire de Nubian Suns (64 MW) et les deux centrales photovoltaïques de 65 MW chacune à Benban, dans la province d'Assouan ont été mises en service cette année.

Le tourisme reprend des couleurs grâce à l'amélioration de la sécurité, les recettes retrouvant leur niveau d'avant la révolution de 2011. Elles ont progressé de 28,5 % en 2018/2019 à 12,6

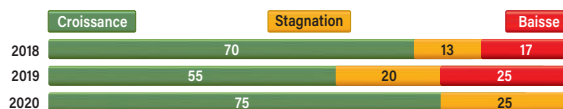
## Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,6 sur 5 ▲

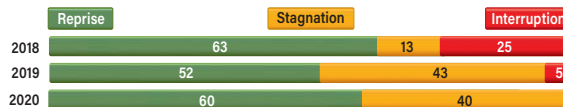
Points forts	Var/2018	Points faibles	Var/2018
Coût de la main-d'œuvre	▶	Système de santé	▶
Coût du fuel	▶	Réseau ferré	▼
Sécurité des personnes	▲	Système de formation	▶
Coût du transport maritime	▶		

## Bilan des entreprises

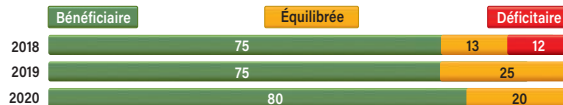
Tendances du chiffre d'affaires en %



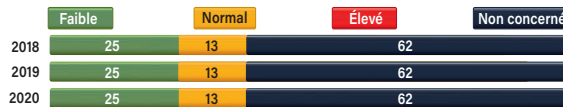
Tendances des investissements en %



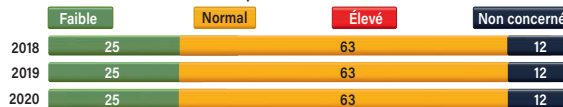
Rentabilité en %



Niveau des créances sur l'État en %



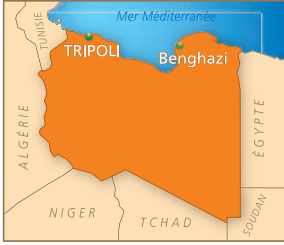
Niveau des créances sur le secteur privé local en %



Md USD. Le nombre de touristes attendus en 2019 est de 11,7 millions. L'exploitation du Canal de Suez, dont les recettes se sont stabilisées à 5,7 Md USD en 2018/2019, est également en hausse. Quant aux transferts de la diaspora, ils ont progressé de près de 5 % à 26,4 Md USD, soit plus de 10 % du PIB.

Sur le plan politique, la Constitution égyptienne a été révisée. Elle prolonge le mandat actuel du président jusqu'en 2024 et lui permet de briguer un troisième mandat.

\*Au 08/11/2019 : 1 USD = 16,1 EGP; 1 EUR = 17,7 EGP.



# Libye

**Président :** Fayez al-Sarraj. **Population (millions) :** 6,3. **Superficie (km<sup>2</sup>) :** 1 759 540. **PIB/hab. 2018 (USD) :** 7 235. **Croissance du PIB réel 2018 (%) :** 17,9. **Inflation 2018 (%) :** 9,3. **Classement IDH 2018 (sur 189) :** 108. **Classement Doing Business 2020 (sur 190) :** 186

**Retour à la case départ !** L'éclatement de guerre autour de Tripoli en avril entre les deux principaux rivaux politiques a contrecarré la reprise économique impulsée en 2017 et 2018. Grâce au doublement de la production pétrolière à 1,17 million b/j, la croissance avait bondi de 17,9 % en 2018 mais elle devrait reculer de 19,1 % en 2019 selon le FMI.

**Le budget devrait afficher un déficit** pour la sixième année consécutive, représentant -6,9 % du PIB. La pression sur les réserves de change est atténuée par la restriction des importations. Après quatre ans de progression, l'inflation devrait diminuer pour se situer à 4,2 % en 2019, les taux du marché parallèle convergeant davantage vers le taux officiel. La baisse des prix devrait soulager les ménages qui

ont perdu près de la moitié de leur pouvoir d'achat au cours des quatre dernières années.

**En avril 2019, le commandant Khalifa Haftar**, qui dirige l'Armée nationale libyenne (LNA) et contrôlait jusqu'à présent l'Est du pays, a lancé une offensive contre Tripoli, siège du gouvernement d'union nationale (GNA) de Faiez al-Serraj, reconnu par l'ONU. Aucune solution politique ne semble percer tandis que les combats ont provoqué le déplacement d'environ 120 000 habitants et tué plus 1 000 personnes, dont des centaines de civils. En l'absence de solution politique, l'instabilité et l'insécurité perdurent.

*\* Au 08/11/2019 : 1 USD = 1,3 LYD; 1 EUR = 1,5 LYD.*



## CommodAfrica

Une plate-forme d'information agri-agro

Sur l'ensemble des filières, du champs à l'assiette, dans chacun des pays d'Afrique de l'Ouest et à l'export, CommodAfrica livre au lecteur :

- ▶ News
- ▶ Offres d'emploi
- ▶ Fil d'infos
- ▶ Profils de métiers
- ▶ Vidéos
- ▶ Analyses & études
- ▶ Statistiques
- ▶ Prix matières premières
- ▶ Interviews
- ▶ Chronique marchés mondiaux
- ▶ Appels d'offres
- ▶ Cotations boursières des agro-industries
- ▶ Parole d'experts

[www.commodafrica.com](http://www.commodafrica.com)



## Maroc

**Roi :** Mohammed VI. **Premier Ministre :** Saad-Eddine El Othmani. **Population (millions):** 33. **Superficie (km<sup>2</sup>):** 446 550. **PIB/hab. 2018 (USD) :** 3 238. **Croissance du PIB réel 2018 (%) :** 3. **Inflation 2018 (%) :** 1,9. **Classement IDH 2018 (sur 189) :** 123. **Classement Doing Business 2020 (sur 190) :** 53

Mohammed VI fêtait cette année ses vingt ans de règne, années durant lesquelles le Maroc s'est profondément transformé et modernisé sur le plan institutionnel et économique, toutefois, les inégalités sociales et territoriales restent importantes. La pauvreté et le chômage sont persistants, et l'accès aux services sociaux de base défaille. Le discours du roi était d'ailleurs centré sur les questions sociales, avec la volonté affichée d'avoir un nouveau modèle de développement plus inclusif.

Pour la mise en œuvre, un nouveau gouvernement a été nommé, plus ramassé avec le maintien de certains piliers mais aussi du « sang neuf ». En avril 2019, un accord sur le dialogue social a été entériné avec à la clé une amélioration du pouvoir d'achat des fonctionnaires et employés du secteur privé.

La croissance économique devrait sensiblement reculer à 2,7 % en 2019, sous l'effet d'un environnement extérieur défavorable. Elle est portée surtout par les secteurs hors agriculture et par la demande intérieure. Après deux très bonnes campagnes céréalières, l'insuffisance et la mauvaise répartition de la pluviométrie ont fait reculer la production de céréales de près de 50 % en 2018/2019. Toutefois, selon le ministère de l'Agriculture, la valeur ajoutée agricole serait quasi - stable avec de bonnes performances enregistrées dans d'autres filières, en particulier les agrumes, les olives et les cultures industrielles.

Le Maroc confirme sa position de hub logistique avec la fin du chantier Tanger Med II, qui permet au site portuaire de tripler ses capacités en les portant à 9 millions de conteneurs par an. Fruit d'un partenariat public-privé (PPP), l'investissement a été de 9 milliards de dollars (Md USD)\* dont 5 Md du privé. Le dynamisme de la région de Tanger, où se trouve aussi la plateforme industrielle de Tanger Med Zone (TMZ) et Tanger Free Zone (TFZ), sera renforcé avec la construction de la Cité Mohammed VI Tanger Tech, pour laquelle un MoU a été signé par la Société d'aménagement de Tanger Tech (SATT) et l'entreprise chinoise China Construction Communication Company.

Le secteur automobile, premier poste d'exportation du pays, s'est enrichi d'un nouveau constructeur. Après Renault, PSA a inauguré sa nouvelle usine à Kenitra (557 M EUR), qui produira 100 000 véhicules en 2019 et le double fin 2020. Dans le sillage des constructeurs, les équipementiers investissent, dont Valeo 130 M USD dans une nouvelle usine à Tanger.

Le secteur du tourisme confirme sa relance : 12,3 millions de touristes en 2018 (+8,3 %) et 13 Md USD de recette

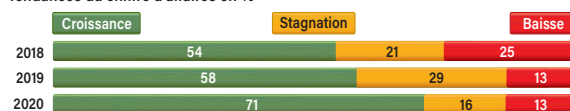
## Environnement des affaires

Note globale moyenne : 3,1 sur 5 ▼

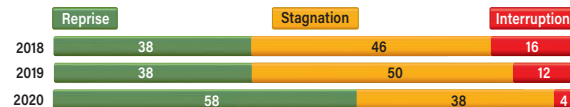
Points forts	Var/2018	Points faibles	Var/2018
Distribution électrique	▲	Développement durable	▼
Réseau téléphonique	▶	Niveau de corruption	▶
Réseau aérien, portuaire et maritime	▲	Système judiciaire	▼

## Bilan des entreprises

Tendances du chiffre d'affaires en %



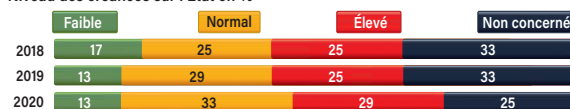
Tendances des investissements en %



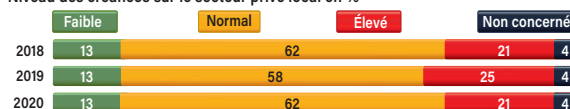
Rentabilité en %



Niveau des créances sur l'État en %



Niveau des créances sur le secteur privé local en %



(+6 %). Le nombre de nuitées a aussi progressé de 8 % avec deux pôles touristiques majeurs, Marrakech et Agadir (60 % de l'offre). La France est le premier marché émetteur (20 %), devant le Royaume-Uni et l'Allemagne (chacun 8 %). L'évolution positive se poursuit sur le 1<sup>er</sup> semestre 2019, avec 5,4 millions de touristes (+6,6 %). En revanche, les revenus des Marocains de l'étranger (RME) sont en léger retrait en 2018, à près de 6 Md USD, et la tendance se poursuit en 2019, signe d'une conjoncture mondiale moins favorable.

\*Au 08/11/2019 : 1 USD = 9,6 MAD; 1 EUR = 10,6 MAD.



# Mauritanie

**Président :** Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani. **Premier Ministre :** Ismail Ould Bedda Ould Cheikh Sidiya. **Population (millions) :** 4,3. **Superficie (km<sup>2</sup>) :** 1 030 700. **PIB/hab. 2018 (USD) :** 1 219. **Croissance du PIB réel 2018 (%) :** 3,7. **Inflation 2018 (%) :** 3,1. **Classement IDH 2018 (sur 189) :** 159. **Classement Doing Business 2020 (sur 190) :** 152

La Mauritanie a connu sa première alternance démocratique entre deux présidents élus. L'ancien général Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, 62 ans, dauphin de l'ex-président Mohamed Ould Abdel Aziz, a été élu au premier tour de l'élection présidentielle du 22 juin avec 52 % des suffrages. Ses priorités affichées sont la sécurité et la réduction des inégalités.

**Une conjoncture favorable.** La croissance économique s'est accélérée et devrait atteindre 6,9 % en 2019, avec un environnement macroéconomique stable. La croissance est tirée par la reprise du secteur extractif et une évolution plus favorable des cours du minerai de fer et de l'or, mais aussi par la demande intérieure et les autres secteurs de l'économie, comme la pêche, l'agriculture, les travaux publics, les télécommunications et autres services.

**L'inflation est contenue à 3 %**, la situation budgétaire est renforcée avec un excédant (1,5 % du PIB en 2018), les réserves internationales couvrent plus de 5 mois d'importation et le ratio de la dette publique extérieure, qui a reculé en 2018 pour la première fois depuis 2011, pour atteindre 69,3 % du PIB s'abaissera à nouveau en 2019 (67,3 %).

**Les industries extractives** ont fortement contribué à la reprise de la croissance, en hausse de plus de 20 %. En mai 2019, l'australien BCM International et la SNIM ont signé un accord de *joint-venture* pour l'exploitation du projet minier de F'Derick, avec 174 millions de dollars (M USD) d'investissements à la clé pour exploiter le gisement de fer estimé à 30 millions de tonnes (Mt). Le partenariat australien détiendra 80 % du capital.

**Avec la reprise des cours mondiaux de l'or**, Kinross Gold Corp, qui exploite la mine d'or de Tasiast, a indiqué qu'elle investira 150 M USD pour porter sa capacité à 24 000 t par jour d'ici à 2023, soit un doublement par rapport à aujourd'hui.

**La production d'uranium devrait commencer en 2020-2021.** Les premiers échantillons d'oxyde d'uranium (U308) du projet Tiris, dans la région du Tiris Zemmour, ont été extraits par la société Aura Energy. Le coût du projet, dont les premiers travaux ont débuté en 2019, serait de 62,9 M USD pour une livraison de 12,4 millions de livres d'U308 sur une période de 15 ans. L'entrée en production est prévue en 2020/2021.

**Dans le domaine des hydrocarbures**, outre l'exploitation, d'ici à deux ans, du gisement gazier prometteur de Grand Tortue découvert au large de la Mauritanie et du Sénégal, Kosmos Energy a annoncé en octobre l'une des plus importantes découvertes de gaz naturel de ces dernières années

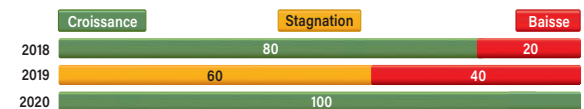
## Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,3 sur 5 ▶

Points forts	Var/2018	Points faibles	Var/2018
Sécurité des personnes	▲	Réseau ferré	▼
Coût de la main-d'œuvre	▲	Système de formation	▶
Transport maritime	▶	Système judiciaire et équité	▶
		Développement durable	▶

## Bilan des entreprises

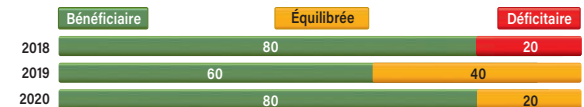
Tendances du chiffre d'affaires en %



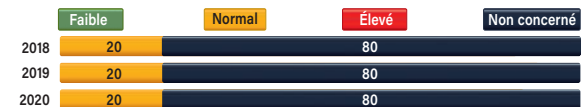
Tendances des investissements en %



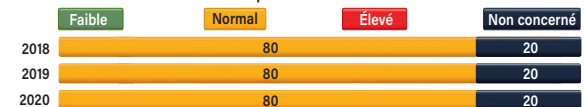
Rentabilité en %



Niveau des créances sur l'État en %



Niveau des créances sur le secteur privé local en %



dans le puits d'exploration Orca-1, de la région de BirAllah, à proximité de la zone maritime où se trouve le projet Grand Tortue Ahmeyim. L'opérateur envisage d'extraire 1 416 de m<sup>3</sup> de gaz.

\*Au 08/11/2019, 1 USD = 37,1 MRU (ouguiyas mauritaniens) ;  
1 EUR = 41 MRU. 1 MRU = 10 MRO



## Tunisie

**Président :** Kaïs Saïed. **Premier Ministre:** Youssef Chahed. **Population (millions):** 11,7. **Superficie (km<sup>2</sup>):** 162 155. **PIB/hab. 2018 (USD) :** 3 347. **Croissance du PIB réel 2018 (%) :** 2,5. **Inflation 2018 (%) :** 6,6. **Classement IDH 2018 (sur 189) :** 95. **Classement Doing Business 2020 (sur 190) :** 78

L'année 2019 a été riche sur le plan politique. Les élections législatives, qui se sont déroulées le 6 octobre, ont vu le parti d'inspiration islamiste Ennahda arriver en tête (52 sièges sur 217) mais sans majorité, suivi par le Cœur de la Tunisie, formation dirigée par l'homme d'affaires Nabil Karoui (38 sièges). Ainsi le Parlement est morcelé ce qui exigera des alliances. **Quelques jours après**, le 13 octobre, se tenait le second tour de l'élection présidentielle où s'affrontaient Nabil Karoui, libéré de prison le 9 octobre, et Kaïs Saïed, juriste et conservateur sans aucun parti politique. Ce dernier est arrivé largement en tête avec 72,71 % des voix avec un taux de participation de 55 %. Il succède à Béji Caïd Essebsi, décédé le 25 juillet. Il devait nommer un nouveau Premier ministre en remplacement de Youssef Chahed avant fin 2019.

### L'économie se stabilise, les IDE repartent

La croissance ne parvient pas à décoller et devrait même ralentir pour ne s'élever qu'à 1,5 % en 2019, en raison notamment de la faiblesse de la demande extérieure, du fléchissement de la production d'énergie et de la baisse de l'indice de la production industrielle. Une croissance insuffisante pour réduire le taux de chômage élevé, de l'ordre de 15 % en moyenne. Il grimpe à 28 % pour les diplômés et 23 % pour les femmes.

Sur le plan macroéconomique, l'économie se stabilise mais les fragilités demeurent importantes. L'inflation reste élevée (6,6 %), le déficit budgétaire s'est réduit (3,9 %).

En revanche, les déséquilibres extérieurs demeurent importants. Sur le 1<sup>er</sup> semestre 2019, le déficit commercial s'est creusé de près de 20 % à -9,8 milliards de dinars (Md TND) et la balance des paiements courants s'est soldée par un déficit de près de 6,2 Md TND (5,3 % du PIB). Néanmoins, si le mouvement est encore timide, les investissements directs étrangers (IDE) progressent de 16,6 % au 1<sup>er</sup> semestre, pour atteindre 1,251 Md TND. Le déficit courant, qui a atteint un record à 11,2 % du PIB en 2018 devrait se maintenir à deux chiffres en 2019.

La Tunisie continue à bénéficier du soutien des bailleurs de fonds et elle est parvenue à lever 700 M EUR d'emprunt obligataire en juillet sur les marchés internationaux.

### Une campagne agricole exceptionnelle

Le secteur agricole et de la pêche demeure important. Sa contribution au PIB est d'environ 10 %, près de 14 % si on intègre l'industrie agroalimentaire, avec une tendance à la hausse après le creux de 2008 avec une croissance moyenne de 2,8 % par an de 2011 à 2017. Elle reste tributaire

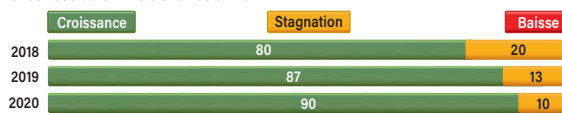
## Environnement des affaires

Note globale moyenne : 3,6 sur 5 ▲

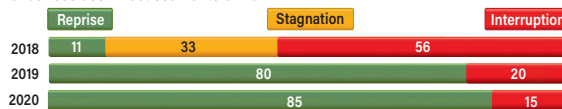
Points forts	Var/2018	Points faibles	Var/2018
Réseau internet et téléphonique	▲	Réseau ferré et portuaire	▼
Réseau routier	▲	Protection de l'environnement	▶
Coût et stabilité de la main-d'œuvre	▶	Douanes (tarifs, fraudes, procédures)	▼

## Bilan des entreprises

Tendances du chiffre d'affaires en %



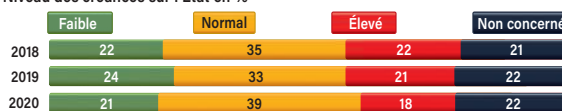
Tendances des investissements en %



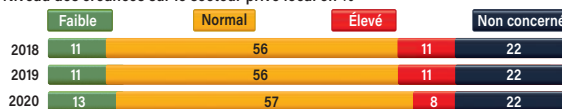
Rentabilité en %



Niveau des créances sur l'État en %



Niveau des créances sur le secteur privé local en %



des conditions climatiques. Elle emploie environ 14 % de la population active mais la création nette d'emploi est négative. La balance commerciale agricole est déficitaire.

La campagne agricole s'annonce exceptionnelle avec des records attendus sur les trois principales cultures du pays : céréales, olives et dattes. La production de grenades, de raisins de table et des produits de la mer est également bonne. La récolte céréalière a atteint un record en 2018/2019 avec près de 24 M de quintaux contre 14,1 M en 2017/2018.

**Ainsi la facture des importations** devrait se réduire d'environ 200 M TND, la consommation intérieure se situant à près de 30 M de quintaux de céréales.

**Après une très mauvaise campagne 2018/2019**, la production d'huile d'olive devrait atteindre un record à 350 000 tonnes (t) en 2019/2020, soit plus du double de la saison écoulée (140 000 t). La Tunisie, qui exporte près de 80 % de sa production principalement vers l'Europe, pourrait avec 200 000 à 250 000 t, regagner son rang de deuxième exportateur mondial, après l'Espagne.

**Les oliveraies couvrent plus d'un tiers** des superficies agricoles (1,9 M ha). Le premier Centre international de formation en matière d'olives et d'huile d'olive a été inauguré cette année au siège de l'Office national de l'huile (ONH). C'est le premier centre de formation dédié à l'olive dans le bassin sud de la Méditerranée.

**Autre produit phare à l'exportation, les dattes.** Sur la campagne 2018/2019, les exportations ont baissé de près de 8 % pour atteindre 120 000 t mais en valeur, elles progressent de 13 %.

Sur le premier semestre 2019, les exportations des produits de la mer (crabe, conserves de thon, daurade, etc.) ont progressé de 42,9 % en valeur à 298,1 M TND et de 32,6 % en volume à 16 671 t.

**L'agriculture biologique** est en plein essor, et devient un créneau à fort potentiel notamment pour le marché européen. Les superficies en bio ont progressé de 54 % en trois ans pour atteindre plus de 335 556 ha en 2018. La Tunisie est ainsi le premier pays exportateur de produits biologiques en Afrique – notamment pour l'huile d'olive et les dattes – en Afrique et se situe au 23<sup>e</sup> rang au niveau mondial.

Le secteur se structure avec la création de l'Union nationale des opérateurs de la filière Bio, une organisation syndicale professionnelle regroupant les agriculteurs, les transformateurs et les distributeurs de produits agricoles naturels ou transformés.

### **Relance du secteur des hydrocarbures**

**La Tunisie ambitionne de relancer l'exploration** et la production d'hydrocarbures, en perte de vitesse, pour répondre au déficit énergétique croissant et réduire ses importations et ainsi le déficit de sa balance commerciale. Le code des hydrocarbures est en cours de révision pour le rendre plus incitatif.

En juin 2018, six permis de prospection ont été octroyés aux sociétés Panoceanic Energy Ltd (Norvège), Hunt Overseas Oil (États-Unis) et Upland Ressources Ltd (Grande-

Bretagne), dont trois concernent pour la première fois l'*offshore* dans le nord du pays.

**L'entrée en production** en novembre 2019 du champ gazier Nawara devrait changer la donne. Les estimations sont de 2,7 M m<sup>3</sup>/jour, ce qui permettra d'augmenter d'environ 50 % la production de gaz du pays. Le projet Nawara comporte trois composantes : une unité de prétraitement à Nawara (CPF), un gazoduc de 370 km pour l'exportation du gaz pré-traité jusqu'à Gabès, et enfin une unité de traitement de gaz à Gabès. Le coût total de ce projet d'investissement mixte entre l'Entreprise tunisienne d'activités pétrolières (ETAP), partenaire à 50 %, et la société autrichienne OMV, est estimé à plus d'1 Md USD.

**En parallèle, la Tunisie prend le chemin des énergies renouvelables**, qui représentent aujourd'hui une part très faible de son mix énergétique (3 %). La première centrale photovoltaïque de Tozeur dans le sud d'une capacité de 10 MW est opérationnelle depuis août 2019 tandis que les travaux du deuxième parc Tozeur 2 ont démarré. Une dizaine de stations solaires de plus petite taille sont en cours.

La Tunisie vise à atteindre 4,7 GW de capacité d'énergie renouvelable d'ici 2030 et répondre ainsi à 30 % des besoins de la population.

### **Phosphate en crise, tourisme en fête**

**L'horizon est plus sombre pour le phosphate.** Ce secteur est en crise et la société étatique la Compagnie des Phosphates de Gafsa (CPG) au bord de la faillite. Elle aurait perdu près d'1 Md USD par an depuis 2011, ployant sous une masse salariale disproportionnée et subissant de fortes perturbations causées par des mouvements de protestations. La production est en chute libre : de 8 Mt en 2010, elle est tombée à 3,3 Mt en 2018 et s'élève à 2,7 Mt sur les neuf premiers mois de 2019.

**En revanche, le secteur du tourisme confirme sa reprise** après des années difficiles. Les entrées touristiques ont progressé de 18 % en 2018 à 8,3 millions de visiteurs et les recettes ont grimpé de 45 % à 4,093 Md TND. Les touristes maghrébins représentent aujourd'hui 68 % des entrées.

L'embellie s'est poursuivie en 2019 avec 7,2 millions de visiteurs à la fin septembre, soit 14,8 % de plus que sur la même période en 2018. Sur l'ensemble de l'année, la Tunisie compte atteindre 9 millions de visiteurs. La faillite du voyageur britannique Thomas Cook pourrait toutefois contrarier cette ambition.

*\* Au 08/11/2019 : 1 USD = 2,8 TND (dinars tunisiens) ;  
1 EUR = 3,1 TND.*



## Bénin

**Président :** Patrice Talon. **Population (millions)<sup>1</sup> :** 11,8. **Superficie (km<sup>2</sup>)<sup>1</sup> :** 112 622. **PIB/hab. 2018 (USD)<sup>1</sup> :** 902. **Croissance du PIB réel 2018 (%)<sup>2</sup> :** 6,7. **Inflation 2018 (%)<sup>2</sup> :** 0,8. **Classement IDH 2018 (sur 189)<sup>3</sup> :** 163. **Classement Doing Business 2020 (sur 190)<sup>1</sup> :** 149

La croissance économique portée par l'agriculture, le BTP et les activités portuaires demeure vigoureuse, avec 6,6 % attendus en 2019. Le déficit budgétaire a été ramené en dessous de 3 % du PIB (2,3 % en 2019), l'inflation est proche de zéro et la dette publique diminue (40 % du PIB). La restructuration de la dette en 2018 et l'émission d'euro-obligations en avril 2019 – pour 328 milliards F CFA (Md F CFA)\* – ont permis d'améliorer les finances publiques.

La fermeture de la frontière avec le Nigeria décrétée depuis la mi-août par les autorités nigérianes pour endiguer l'afflux des marchandises de réexportation en provenance du port de Cotonou, a toutefois changé la donne économique. Les flux informels représenteraient environ 20 % du PIB tandis que 80 % des importations béninoises sont destinées au Nigeria, selon la Banque mondiale, avec des produits phares tels que le riz et les véhicules d'occasion. Cette situation pesera négativement sur l'économie, d'autant qu'elle devrait se prolonger au moins jusqu'à fin janvier 2020.

Les autres secteurs clés se portent bien. Le coton, première source de devises du pays, poursuit sa progression : la production devrait atteindre un nouveau record en 2019/2020 à 800 000 tonnes (t), soit une hausse de 18 % sur 2018/2019. L'ananas pain de sucre, le gari Sohui de Savalou et l'huile d'arachide d'Agonlin ont été consacrés « Indications géographiques protégées », ce qui devrait doper leur développement.

Dans l'agro-industrie, l'Américain AGCO, va investir dans un parc agricole de 5 000 ha. Les deux usines de décorticage de riz de Malanville et de Glazoué, ont été cédées à Sobreti SA pour les réhabiliter.

Dans l'énergie, la gestion déléguée de la Société béninoise d'énergie électrique (SBEE) a été attribuée au Canadien Manitoba Hydro International. La centrale thermique de Maria Gléta (127 MW), à Abomey-Calavi, est entrée en service en août. Le gouvernement vise l'autosuffisance en 2021, avec une deuxième centrale thermique à Maria Gléta (120 MW) et plusieurs centrales solaires.

Le port autonome de Cotonou, dont la gestion déléguée a été confiée pour trois ans au Belge Port of Antwerp International, poursuit sa reprise : 10,3 Mt de trafic en 2018 (+10 %) et 1,4 Md F CFA de chiffre d'affaires (+16 %). Cette dynamique se poursuivait au 1er semestre 2019, du moins avant les mesures de fermeture du Nigeria : 6 Mt de trafic (+3 % sur le 1<sup>er</sup> semestre 2018). L'accord bilatéral conclu en janvier 2019 avec le Niger pour la construction d'un oléoduc devrait également doper l'activité.

Sur le plan politique, la Constitution a été révisée avec

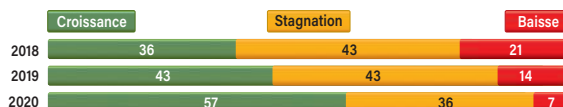
## Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,7 sur 5 ▲

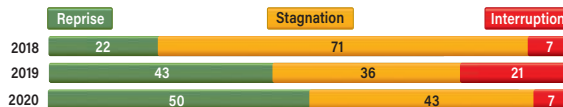
Points forts	Var/2018	Points faibles	Var/2018
Coût de la main-d'œuvre	▶	Impact secteur informel	▶
Sécurité des personnes	▶	Système de santé	▶
Taux d'absentéisme	▲	Niveau de corruption	▼
Droit de travail	▲		

## Bilan des entreprises

Tendances du chiffre d'affaires en %



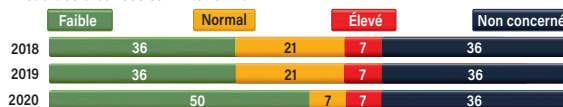
Tendances des investissements en %



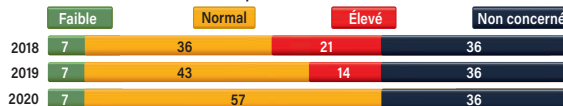
Rentabilité en %



Niveau des créances sur l'État en %



Niveau des créances sur le secteur privé local en %



comme principales réformes : la limitation du nombre de mandats présidentiels à deux, et à trois pour les mandats législatifs ; la création d'un poste de vice-président élu lors de l'élection présidentielle et l'abolition de la peine de mort. Les élections législatives d'avril 2019, marquées par un taux de participation faible (27 %), des violences et l'absence de l'opposition, ont donné 47 sièges à l'Union progressiste et 36 au Bloc républicain qui soutiennent le président en place. Des élections communales et locales sont prévues en juin 2020.

\*Au 14/11/2019 : 1 USD = 595,948 F CFA ;

1 EUR = 655,957 F CFA



# Burkina Faso

**Président :** Roch Marc Christian Kaboré. **Premier Ministre :** Christophe Dabiré. **Population (millions) :** 20,3. **Superficie (km<sup>2</sup>) :** 274 500. **PIB réel/hab. 2018 (USD) :** 731. **Croissance du PIB réel 2018 (%) :** 6,8. **Inflation 2018 (%) :** 2. **Classement IDH 2018 (sur 189) :** 183. **Classement Doing Business 2020 (sur 190) :** 151

La croissance ralentit mais reste vigoureuse, avec 6 % en 2019 après 6,8 % en 2018. Les équilibres macroéconomiques sont tenus. Ainsi, le déficit budgétaire devrait être contenu à 3 % du PIB en 2019. En dépit du bond des dépenses sécuritaires, l'inflation reste faible à 1,1 %, et la dette publique se maintient à 42 % du PIB.

Toutefois le pays est confronté à une crise sécuritaire et humanitaire sans précédent. Depuis quatre ans, plus de 600 militaires et civils ont été tués dans les exactions des groupes armés djihadistes et près d'un demi-million de personnes ont été déplacées. Un contexte difficile qui fragilise la situation économique et fait craindre un repli des investisseurs étrangers. L'agriculture et l'élevage sont aussi touchés, en particulier dans le nord du pays, où la production agricole a baissé jusqu'à 70 %.

Après une mauvaise campagne agricole 2017/2018, l'année s'annonce meilleure avec une production céréalière à plus de 5 millions de tonnes (Mt) en hausse de 27 %. L'insécurité alimentaire est cependant croissante dans le Sahel, le centre-nord, et l'Est. La production cotonnière est en baisse cette année avec 436 000 t, soit -29 % par rapport à 2017/2018. Conditions climatiques défavorables, insécurité, attaques parasitaires ou encore boycott des producteurs contribuent à cette baisse. Pour redresser cette filière clé, un Comité de suivi de la relance de la production cotonnière a été mis en place. Plusieurs mesures ont été prises, dont l'apurement de 11 milliards de F CFA (Md F CFA) d'arriérés auprès des producteurs. En parallèle, le gouvernement cherche à développer la transformation. Des sociétés turques, chinoises et japonaises ont marqué leur intérêt.

Le développement du secteur minier se poursuit. Les douze mines d'or en activité ont produit 52,7 t d'or en 2018, une hausse de 14 % sur 2017. À cela s'ajoute l'extraction artisanale estimée autour de 10 t. Le secteur a généré 1600 Md F CFA de revenus, soit plus de 70 % des recettes d'exportation du pays et il contribue à plus de 10 % du PIB. La dynamique se poursuivra en 2019 avec l'entrée en production des mines de Wahgnion par le Canadien Teranga Gold (plus de 37 t de réserves), de Sanbrado par l'Australien West African Ressources (7,2 t/an) et les travaux de la mine à ciel ouvert à Bomoboré (réserves de 31 t), du Canadien Orezone. L'État a repris la main sur la mine de Tambao, dotée de réserves parmi les plus importantes au monde de manganèse (100 Mt), mais à l'arrêt depuis plusieurs années en raison des procédures judiciaires avec Pan African Minerals. Un repreneur est activement recherché.

De grands projets d'infrastructures ont été réalisés ou lancés. Dans le secteur routier (route Ouagadougou-Fada-Ngourma,

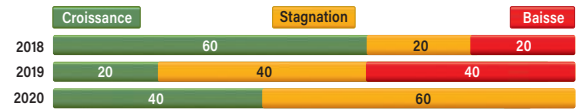
## Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,1 sur 5 ▼

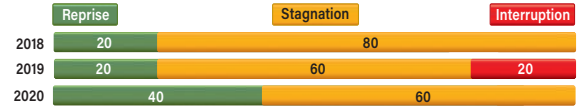
Points forts	Var/2018	Points faibles	Var/2018
Coût de la main-d'œuvre	▶	Système de santé	▼
Transports routiers	▲	Impact du secteur informel	▼
Taux d'absentéisme	▶	Niveau de corruption	▼
		Coût et accès aux crédits	▶

## Bilan des entreprises

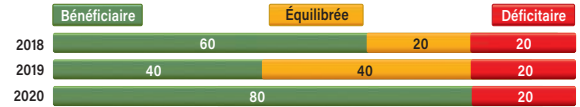
Tendances du chiffre d'affaires en %



Tendances des investissements en %



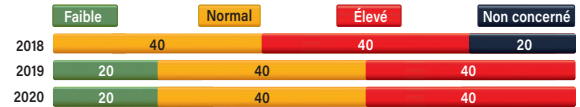
Rentabilité en %



Niveau des créances sur l'État en %



Niveau des créances sur le secteur privé local en %



autoroute de contournement de la capitale, autoroute Ouga-Abidjan, route Koupéla-Bittou - Ciankansé, route Dédougou - Tougan), et dans le ferroviaire, l'interconnexion avec le Ghana. En outre, la Bank of China Limited Shenzhen Branch financera 2001 km de fibre optique à travers tout le territoire.

Sur le plan politique doivent se dérouler en 2020 des élections législatives et présidentielle. Comme s'y était engagé le président Kaboré, la diaspora pourra voter. La nouvelle Constitution, qui devait être adoptée en mars 2019 par référendum, a été reportée.

\*Au 14/11/2019 : 1 USD = 595,948 F CFA ; 1 EUR = 655,957 F CFA



## Cabo Verde

**Président :** Jorge Carlos Fonseca. **Premier Ministre :** José Ulisses Correia e Silva. **Population :** 539 576. **Superficie (km<sup>2</sup>) :** 4 033. **PIB/hab. 2018 (USD) :** 3 654. **Croissance du PIB réel 2018 (%) :** 5,1. **Inflation 2018 (%) :** 1,3. **Classement IDH 2018 (sur 189) :** 125. **Classement Doing Business 2020 (sur 190) :** 137

Les indicateurs de l'économie du Cap vert sont plutôt positifs. La croissance, anticipée à 5 % en 2019, est soutenue par la consommation privée et les exportations de biens et services. Le tourisme, les produits de la pêche et les fonds de la diaspora sont les principales ressources de cet archipel de 10 îles.

Le pays continue d'améliorer sa situation macroéconomique avec un déficit budgétaire ramené à 2,2 % du PIB, une inflation faible (1,2 %) et une reconstitution des réserves de change à plus de 5 mois d'importation. En revanche, la dette publique reste très élevée (118 % du PIB).

Cette dette reflète le poids des entreprises publiques que le gouvernement s'attache à restructurer. Ainsi, en difficulté depuis plusieurs années, la compagnie nationale aérienne Cabo Verde Airlines (TACV) a cédé 51 % de son capital à la filiale du groupe islandais Icelandair, Lofleidir Icelnadic, pour 1,3 million d'euros (M EUR)\*. Cette privatisation devrait se poursuivre avec 39 % des parts mises sur le marché et 10 % réservés aux salariés. Si en mai 2019, la Banque centrale avait approuvé la cession de 27,44 % du capital de la Caixa Economica de Cabo Verde détenu par Geocapital à Inter-

national Holding Cabo Verde (IHCV), le gouvernement est revenu sur cette décision et a finalement décidé d'acquiescer ces parts.

Le secteur des télécommunications devrait s'améliorer avec un investissement de 60 M EUR (soutenu par un prêt de 25 M EUR de la BEI) de Cabo Verde Telecom pour connecter le pays au réseau sous-marin de fibre optique EllaLink, déployer la 4G, élargir l'accès à Internet et alimenter le réseau de télécommunications à l'énergie solaire.

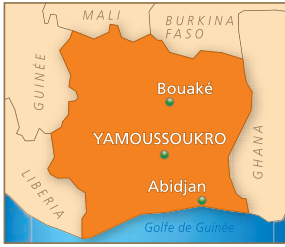
La production d'énergie renouvelable a augmenté pour atteindre 20 % de la production en 2018 (18 % éoliens et 2 % solaires). D'ici 2030, cette part pourrait grimper à 50 % grâce à un programme d'investissement de 400 M EUR.

Le tourisme poursuit sa croissance, à un rythme de l'ordre de 10 % par an. En 2018, l'archipel a accueilli plus de 700 000 visiteurs, dont un quart en provenance du Royaume-Uni. Sur le 1<sup>er</sup> semestre, leur nombre progresse de près de 8 %, à un peu plus de 400 000.

\*Au 14/11/2019 : 1 USD = 100,1 CVE (escudos cap-verdiens) ; 1 EUR = 110,2 CVE.

Praia.





# Côte d'Ivoire

**Président :** Alassane Ouattara. **Vice-Président :** Daniel Kablan Duncan. **Population (millions) :** 26,3. **Superficie (km<sup>2</sup>) :** 322 463. **PIB/hab. 2018 (USD) :** 1 715. **Croissance du PIB réel 2018 (%) :** 7,8. **Inflation 2018 (%) :** 0,7. **Classement IDH 2018 (sur 189) :** 170. **Classement Doing Business 2020 (sur 190) :** 110

Locomotive de l'Afrique de l'Ouest, la Côte d'Ivoire est toujours aussi dynamique avec un taux de croissance de 7,5 % attendu en 2019 dans un cadre macroéconomique sain : inflation à 1 %, déficit budgétaire à 3 % du PIB, dette publique à 52,3 % et déficit du solde extérieur courant à 3,8 %. Une croissance tirée par les investissements, la demande intérieure, des exportations agricoles dynamiques.

**Mais cette croissance est insuffisamment inclusive**, avec un taux de pauvreté de 47 % de la population et des disparités régionales. À l'approche de l'élection présidentielle d'octobre 2020, le gouvernement a donc lancé un vaste programme social de 1000 milliards F CFA (Md FCFA)\* sur 2019 et 2020. Il prévoit notamment la mise en place progressive de la couverture maladie universelle, l'élargissement de la base des bénéficiaires des filets sociaux, l'accès à l'eau potable, des logements sociaux, l'amélioration de l'employabilité.

**Le secteur agricole**, fer de lance des exportations, reste dynamique. Sur le marché du cacao une petite révolution s'opère : la Côte d'Ivoire et le Ghana, qui représentent à eux deux 60 % de la production mondiale, coopèrent désormais et sont parvenus à imposer, non sans difficultés, une prime de 400 USD/tonne (t) appelée « différentiel de revenu vital (DRV) » pour 2020/21. Celle-ci garantit aux producteurs un prix cible de 70 % de 2 600 USD/t. Par ailleurs, alors que la production devrait être plafonnée à 2 Mt, les capacités de transformation s'accroissent avec des annonces d'investissement pour l'usine Micao de Gargill (110 M EUR), de Barry Callebaut (49,2 M EUR), d'Ivory Cocoa Products (32 000 t.).

**La production de coton** progresse avec 460 000 t en 2018/19 (+12 %) et est attendue à 500 000 t 2019/20. Même évolution pour le caoutchouc, qui devrait atteindre 1 Mt, soit +25 %. La production de cajou, 800 000 t en 2019, est de plus en plus transformée (+43 % en 2018).

**La modernisation du Port autonome d'Abidjan (PAA)**, 1<sup>er</sup> port ouest-africain, se poursuit au pas de charge avec ses partenaires chinois, avec plus de 1000 Md F CFA d'investissements. L'élargissement et l'approfondissement du canal de Vridi ont été achevés en février 2019, permettant d'accueillir des navires de 250 m de long avec un tirant d'eau de 16 m. Le second terminal à conteneurs attribué à Bolloré et à son partenaire APM Terminals devrait être mis en service en 2020. L'appel d'offres pour le terminal céréalier a été lancé.

**La relance du tourisme** est à l'ordre du jour avec la mise en œuvre du programme « Sublime Côte d'Ivoire », d'un coût de 3 200 Md F CFA, dont la moitié environ attendue du privé.

**Dans l'énergie**, le pays devrait voir sa puissance électrique doubler d'ici à fin 2020, à 4 000 MW. Parmi les projets, citons

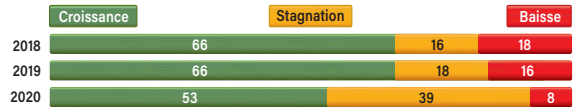
## Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,5 sur 5 ▶

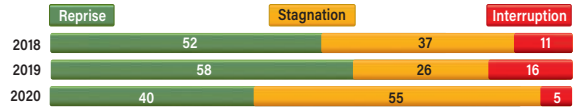
Points forts	Var/2018	Points faibles	Var/2018
Coût de la main-d'œuvre	▲	Niveau de corruption	▶
Sécurité des personnes	▲	Protection de l'environnement	▶
Droit du travail	▶	Impact du secteur informel	▲
Réseau portuaire	▶		
Fiabilité des partenaires	▲		

## Bilan des entreprises

Tendances du chiffre d'affaires en %



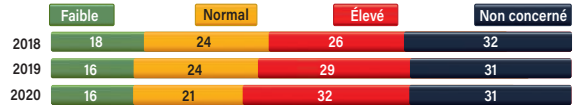
Tendances des investissements en %



Rentabilité en %



Niveau des créances sur l'État en %



Niveau des créances sur le secteur privé local en %



l'extension de la centrale Azito Energie (225,8 Md F CFA, 253 MW) mais aussi deux centrales solaires en PPP dans le nord à Korhogo et des centrales à biomasse développées par SIFCA avec EDF. Dans les télécommunications, Orange compte investir 180 Md F CFA pour développer notamment la couverture 4G et l'extension de son offre aux services bancaires et énergétiques.

\*Au 14/11/2019 : 1 USD = 595,948 F CFA ;  
1 EUR = 655,957 F CFA.



## Gambie

**Président :** Adama Barrow. **Vice-Présidente :** Isatou Touray. **Population (millions) :** 2,1. **Superficie (km<sup>2</sup>) :** 11 295. **PIB/hab. 2018 (USD) :** 712. **Croissance du PIB réel 2018 (%) :** 6,5. **Inflation 2018 (%) :** 6,5. **Classement IDH 2018 (sur 189) :** 174. **Classement Doing Business 2020 (sur 190) :** 155

**La reprise du tourisme**, du commerce et de la construction a permis à la Gambie d'enregistrer un taux de croissance de 6,5 % en 2018 et 2019. Cela devrait contribuer à une réduction d'environ 2 % du déficit budgétaire (3,4 % du PIB) en 2019. Toutefois, l'inflation demeure élevée (6,9 %), les réserves de change limitées à 3,4 mois d'importation\*, et la dette bien qu'en légère baisse, reste élevée (80,9 % du PIB). **Un accord avec le FMI** est toujours en attente, l'institution internationale demandant des garanties sur l'allègement de la dette par les créanciers, la poursuite de la prudence budgétaire et l'engagement de réformer les entreprises d'État. **Le tourisme a été au cœur de la reprise** de l'économie gambienne ces deux dernières années. Les arrivées ont progressé de 26 % entre 2017 et 2018. Or, la faillite Thomas Cook, au moment où démarre la saison touristique 2019/2020, pourrait avoir des répercussions importantes, environ 40 % des touristes transitant jusque-là par le voyagiste britannique.

**Dans les télécommunications**, Sonatel indique avoir conclu un accord pour l'acquisition de 91,6 % de XOOM Wireless, détenteur d'une licence de fournisseur d'accès

internet (FAI) en Gambie. Un secteur que le gouvernement compte restructurer avec la cession des actions de l'État dans Gamcel, la branche mobile de l'opérateur historique Gamtel.

**Parmi les autres faits marquants**, le britannique BP a signé avec le gouvernement un accord d'exploration couvrant le bloc *offshore* A1, retiré à African Petroleum. Très attendu, le pont sur le fleuve Gambie, reliant le pays au Sénégal et long de 1,8 km (75 M EUR d'investissement) est ouvert permettant de désenclaver la région de la Casamance et de dynamiser les échanges économiques entre la Gambie et les autres pays ouest-africains.

**Sur le plan politique**, les années du régime de Yahya Jammeh (1994-2017) commencent à être soldées. Le rapport de la Commission Janneh a révélé que l'ancien président avait détourné 362 M USD des caisses de l'État. Un fonds fiduciaire, alimenté par les avoirs et biens saisis, a été créé pour accorder des réparations aux victimes du dictateur.

\*Au 14/11/2019 : 1 USD = 51,2 GMD (dalasis gambiens) ;  
1 EUR = 56,4 GMD

Banjul.



© Damian-Adobe stock



# Ghana

**Président :** Nana Akufo-Addo. **Vice-Président :** Dr Mahamudu Bawumia. **Population (millions) :** 28,2. **Superficie (km<sup>2</sup>) :** 238 537. **PIB/hab. 2018 (USD) :** 2 202. **Croissance du PIB réel 2018 (%) :** 6,3. **Inflation 2018 (%) :** 9,8. **Classement IDH 2018 (sur 189) :** 140. **Classement Doing Business 2020 (sur 190) :** 118

L'économie du Ghana est dynamique avec une croissance 7,5 % en 2019, en partie portée par le secteur des hydrocarbures (+6 % hors pétrole). Toutefois, un ralentissement est attendu en 2020, à 5,5 %. Le pays présente quelques signes de faiblesse : le déficit budgétaire est élevé (7,1 % du PIB), l'inflation reste importante (9,3 %), le cédé a perdu près de 10 % de sa valeur\* depuis le début de l'année 2019, et la dette publique, dont près de 50 % sont libellés en dollar, s'est accrue (63,5 % du PIB).

Cette hausse de l'endettement s'explique en partie par les difficultés du secteur de l'énergie et par la restructuration bancaire. Dans l'énergie, l'État paye aux producteurs indépendants l'électricité non consommée et des surcapacités ont émergé générant un important déficit (estimé à -1,3 Md USD). En outre, le gouvernement a annulé le contrat de concession de 20 ans de l'Electricity Company of Ghana (ECG) avec le Philippin Meralco, se privant de l'accès au financement de 190 M USD du Millenium Challenge Corporation (MCC). Quant à l'assainissement du secteur financier, commencé avec le secteur bancaire, il s'est poursuivi avec la suspension de 53 gestionnaires de fonds et la révocation des licences de 23 institutions financières et de 347 institutions de micro finance.

Ayant renoncé à conclure un nouvel accord avec le FMI, le gouvernement a procédé en mars à une émission de 3 Md d'euro-obligation. Le pays devrait encore recourir au marché financier international en 2020, à hauteur aussi de 3 MD USD. Les craintes d'un nouveau dérapage budgétaire en 2020 avec les élections sont sensibles : le projet de budget 2020 prévoit une hausse de 21 % des dépenses.

Afin de sécuriser les redevances issues des ressources du sous-sol du pays, une loi pour la création d'un Fonds d'investissement dédié aux prises de participation dans les projets miniers a été votée en septembre. Les autorités ghanéennes ambitionnent de l'introduire à la Bourse de Londres et d'Accra.

En dépit d'une politique de diversification agricole, menée notamment dans le cadre des programmes « One district one factory » et « Planting for food and jobs », le secteur repose toujours sur le cacao. Un prêt de 600 M USD a été conclu entre le Cocobod et un consortium bancaire composé de la Banque africaine de développement, du Crédit Suisse et de la Banque industrielle et commerciale de Chine, pour développer l'ensemble de la chaîne de valeur de cette filière, de la culture à la transformation. La priorité est le remplacement des arbres âgés et ceux touchés par la maladie du *Swollen Shoot*, soit environ 40 % des plantations.

## Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,6 sur 5 ▲

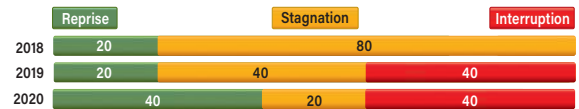
Points forts	Var/2018	Points faibles	Var/2018
Taux d'absentéisme	▲	Coût de l'électricité	▶
Sécurité des personnes	▲	Réseau ferré	▲
Droit du travail	▲	Corruption	▶
Réseau aérien	▶	Impact du secteur informel	▼

## Bilan des entreprises

Tendances du chiffre d'affaires en %



Tendances des investissements en %



Rentabilité en %



Niveau des créances sur l'État en %



Niveau des créances sur le secteur privé local en %



La coopération avec la Côte d'Ivoire en matière de prix du cacao donne des résultats. Les deux pays sont parvenus à imposer une prime de 400 USD/tonne (t) sur les ventes de 2020/2021, ce qui garantit aux cacaoculteurs le prix cible de 70 % de 2 600 USD/t prévu par les deux pays.

Plusieurs nouveaux projets d'investissement industriels sont à signaler. Dans l'agro-industrie, citons une usine de transformation de cacao à Sefwi Wiawso par le chinois Genertex (100 M USD), une usine de traitement de palmiers

## Ghana

à huile à Dabose par Sofcin (20 M USD), des investissements dans le coton de RMG Concept et Wienco, l'usine d'engrais de Glofert (4,5 M USD), qui permettra au pays de devenir autosuffisant. Dans l'automobile, l'usine d'assemblage de Volkswagen (capacité de départ de 5 000 véhicules par an) devait être opérationnelle fin 2019 tandis que Toyota devrait ouvrir une unité en 2020.

**Dans les hydrocarbures**, le gouvernement envisage de réviser son code pétrolier pour stimuler la production. Après un déclin attendu, celle-ci pourrait plus que doubler d'ici 2023, à 420 000 b/j avec notamment les nouvelles découvertes du Norvégien Aker, sur le bloc Deepwater Tano Cape Three Point, mais aussi les développements des opérateurs déjà présents comme ExxonMobil, Tullow Oil, Kosmos Energy ou encore Springfield Exploration and Production. Dans le secteur minier, le Ghana a supplanté l'Afrique du Sud en tant que premier producteur d'or d'Afrique en produisant 136,2 t en 2018.

**Dans les infrastructures de transport**, les projets se mul-

**tiplient** avec la construction du port maritime de Keta et les travaux du quai multifonctionnel sur le terminal atlantique du port de Takoradi (475 M USD) ; l'achèvement de la première phase d'agrandissement du port de Tema et la construction d'un port intérieur à Boankra ; la validation de l'étude de préféabilité de l'interconnexion ferroviaire entre le Ghana et le Burkina Faso ; construction de la ligne ferroviaire Tema-Mpakadan (400 M USD), dont la livraison est attendue pour juin 2020. Signalons aussi l'avancée du projet du métro aérien Accra SkyTrain avec un accord de concession de 2,6 Md USD signé avec le consortium sud-africain African Investment (AI) SkyTrain.

**L'élection présidentielle** se déroulera en novembre 2020. John Mahama, ancien président du Ghana, a été désigné candidat du principal parti d'opposition, le Congrès national démocratique (NDC).

*\*Au 18/11/2019 : 1 USD = 5,5 GHS (Cedis ghanéens) ;  
1 EUR = 6,1 GHS*





# Guinée Bissau

**Président :** José Mario Vaz. **Population (millions) :** 1,844. **Superficie (km<sup>2</sup>) :** 36 125. **PIB/hab. 2018 (USD) :** 778. **Croissance du PIB réel 2018 (%) :** 3,8. **Inflation 2018 (%) :** 1,4. **Classement IDH 2018 (sur 189) :** 177. **Classement Doing Business 2020 (sur 190) :** 174

**La crise politique perdure** en Guinée Bissau, créant un climat d'instabilité défavorable à l'activité économique et à la confiance des investisseurs. Dernier soubresaut en date, la révocation du Premier ministre Aristides Gomes, soutenu par la communauté internationale, quelques semaines avant le premier tour de l'élection présidentielle le 24 novembre. Une situation condamnée par la Cedeao. Les crises se répètent entre le président José Mario Vaz et le parti majoritaire, le Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert (PAIGC). Les élections législatives de mars 2019 se sont soldées par une victoire relative de ce dernier, mais sans majorité.

**La croissance économique** devrait néanmoins progresser à 4,6 % en 2019, grâce notamment à la noix de cajou, principale ressource du pays et représentant plus de 70 % des recettes d'exportation. Mais la situation budgétaire demeure sous tension avec un déficit estimé à 3 % du PIB en 2019. Le FMI dénonce des problèmes profondément ancrés de gouvernance défailante et de corruption.

**Dans le secteur primaire**, la campagne de noix de cajou 2019 table sur un objectif de plus de 200 000 tonnes (t) de cajou exportées (+38 %) avec des taxes à l'exportation réduites. Un nouvel accord de pêche d'une durée de deux ans a été signé en janvier 2019 entre la Guinée Bissau et le Sénégal : 300 licences sont octroyées aux pêcheurs artisanaux sénégalais et 10 à la pêche industrielle au thon.

**Parmi les autres faits marquants**, China National Offshore Oil Corp (CNOOC) a pris une participation majoritaire (55,55 %) dans les projets d'explorations pétrolières de l'australien FAR Ltd, à savoir les licences Sinapa et Esperanca au large de la Guinée-Bissau. L'aéroport Osvaldo Viera de Bissau va bénéficier d'un plan de rénovation financé par la BOAD à hauteur de 18 Md F CFA. La BOAD devrait aussi financer une centrale électrique (20 MW) pour approvisionner en énergie la banlieue de la capitale.

\*Au 14/11/2019 : 1 USD = 595,948 F CFA ;  
1 EUR = 655,957 F CFA



## LIBRE-ÉCHANGE EN AFRIQUE : QUELS ENJEUX ?

Vendredi 07 Février de 8h30 à 18h30  
CCI Paris Île-de-France 75008 Paris

### Informations & inscriptions :

[www.lemoci.com/evenements](http://www.lemoci.com/evenements)

Tél. : 01 49 70 12 05 - [evenements@lemoci.com](mailto:evenements@lemoci.com)

**LE MOCI**  
Moniteur du Commerce International depuis 1883  
**ÉVÉNEMENTS**

**CIAN**  
Conseil français  
des investisseurs en Afrique

**CCI PARIS ÎLE-DE-FRANCE**



## Guinée (Conakry)

**Président :** Alpha Condé. **Premier Ministre :** Ibrahima Kassory Fofana. **Population (millions) :** 13,6. **Superficie (km<sup>2</sup>) :** 245 857. **PIB/hab. 2018 (USD) :** 885. **Croissance du PIB réel 2018 (%) :** 5,8. **Inflation 2018 (%) :** 9,8. **Classement IDH 2018 (sur 189) :** 175. **Classement Doing Business 2020 (sur 190) :** 156

La croissance reste robuste à 5,9 % après deux années à plus de 10 %, en phase de rattrapage après la crise liée à l'épidémie d'Ebola, elle est impulsée par l'industrie minière et les investissements directs étrangers (IDE). Le déficit budgétaire devrait s'accroître en 2019 mais reste contenu (2,2 % du PIB), l'inflation reste élevée (8,9 %) tandis que le déficit du solde extérieur courant devrait s'accroître (20,7 % du PIB).

Dans le secteur minier, la bauxite est en plein essor, tirée par la demande chinoise, dont la Guinée fournit plus de la moitié des importations. La production a triplé entre 2016 et 2018 pour atteindre 60 Mt extraites par la Société minière de Boké (SMB-Winning), la Compagnie des bauxites de Guinée (CBG) et la Compagnie des bauxites de Kindia (CBK). Le mouvement devrait se poursuivre avec l'entrée en production en 2022 des gisements de Santou et de Houda, qui seront reliés par une voie ferrée au terminal de Dapilon (135 km, 1,2Md USD). En outre, Guinea Alumina Corporation (GAC), filiale à 100 % d'Emirates Global Aluminium (EGA) a procédé à sa première exportation de bauxite en août vers les Emirats arabes unis. EGA table sur une production de 12 Mt/ an.

Une partie du plus grand gisement de fer africain, les blocs 1 et 2 du mont Simandou, sera exploitée par la société High Power Exploration (HPX), dont le P-dg est le milliardaire Robert Friedland également fondateur et président d'Ivanhoe Mines. Dans le cadre d'une convention signée en septembre avec l'État, HPX doit acquérir une participation de 95 % dans le gisement actuellement détenu par BHP, Newmont Goldcorp et Orano. HPX devra accorder au gouvernement guinéen une participation de 15 % dans le projet par l'intermédiaire de la Société des mines de fer de Guinée (SMFG) ainsi que deux sièges à son conseil d'administration. Les termes financiers de l'accord n'ont pas été divulgués mais le document évoquerait un investissement de 1 milliard de dollars (Md USD) pour HPX. Ce dernier envisage une mine de démarrage de 1 à 5 millions de tonnes (Mt) par an, tandis que des études de faisabilité sont menées pour une opération élargie d'au moins 20 Mt par an. Parallèlement, l'Indien Ashapura Guinea Ressources a été sélectionné pour reprendre la mine de Yomboyéli à Forécariah (réserves estimées à 3 Mt). Il procédera à la réhabilitation du port de Konta. L'investissement total est évalué à 250 M USD.

Dans l'énergie, la Guinée doit mettre les bouchées doubles pour accroître sa production d'électricité qui n'est que de 658 MW, avec un taux d'électrification inférieur à 20 %. Le barrage hydroélectrique Souapiti (450 MW), construit par China Water Electric (1,3 Md USD) devrait entrer en production en 2020. La construction de la centrale hydroélectrique

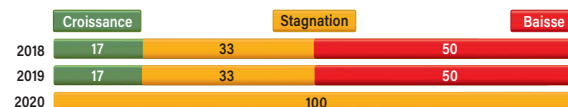
### Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2 sur 5 ▲

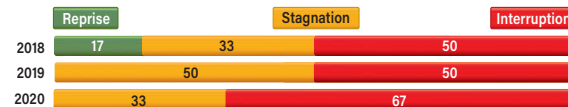
Points forts	Var/2018	Points faibles	Var/2018
Coût des transports maritimes	▲	Système de santé et formation	▲
Télécommunications	▲	Réseau routier et ferré	▲
Coût du fuel	▲	Niveau de corruption	▶
Taux d'absentéisme	▲		

### Bilan des entreprises

Tendances du chiffre d'affaires en %



Tendances des investissements en %



Rentabilité en %



Niveau des créances sur l'État en %



Niveau des créances sur le secteur privé local en %



de Pita, sur le Fétoré, (40 MW, 84 M EUR) devait démarrer fin 2019 pour une mise en service en 2025.

Les tensions politiques et sociales sont vives. Elles se sont cristallisées sur les velléités du président Condé de modifier la Constitution pour être en mesure de briguer un troisième mandat au scrutin d'octobre 2020. Annoncées pour le 28 décembre 2019, les élections législatives ont été reportées sine die. Si aucune solution politique n'est trouvée, la situation pourrait être explosive en cette année électorale.

\*Au 14/11/2019 : 1 USD = 9058,7 francs guinéens (GNF) ;  
1 EUR = 9979,1 GNF



# Liberia

**Président :** George Weah. **Vice-Présidente :** Jewel Howard Taylor.  
**Population (millions) :** 4,6. **Superficie (km<sup>2</sup>) :** 111 370. **PIB/hab. 2018 (USD) :** 674. **Croissance du PIB réel 2018 (%) :** 1,2. **Inflation 2018 (%) :** 23,5.  
**Classement IDH 2018 (sur 189) :** 181. **Classement Doing Business 2020 (sur 190) :** 175

Presque deux ans après l'arrivée du Président George Weah au pouvoir, les résultats du « Pro-Poor Agenda for Prosperity and Development » (PAPD) ne sont guère concluants, alors que les attentes de la population étaient grandes tant la pauvreté est extrême. Le gouvernement dispose de peu de marges de manœuvre mais sa gestion est contestée et la corruption semble toujours présente.

La croissance décline à 0,4 % en 2019 avec une inflation toujours galopante (22,5 %), tandis que le déficit budgétaire atteint -6 % du PIB et le solde extérieur courant -21,2 % du PIB. Ce phénomène est notamment lié à l'importation de machines et biens d'équipement pour la construction d'infrastructures. La politique monétaire de la Banque centrale a été vivement critiquée pour son laxisme et son gouverneur a démissionné en octobre. Le Liberia est parvenu à conclure un accord avec le FMI mais il ne sera soutenu par une facilité de crédit que si des actions significatives dans les domaines fiscal et monétaire sont prises.

Ce contexte intervient alors que la conjoncture économique n'est pas très favorable, marquée par la chute des cours des deux principales matières premières agricoles du

pays : le caoutchouc et l'huile de palme. L'agriculture représentant 34 % du PIB et 60 % des emplois, Firestone Natural Rubber licencie tandis que le géant malaisien Sime Darby, a annoncé son intention de partir dans les prochains mois. Toutefois, Equatorial Palm Oil a démarré ses exportations d'huile de palme. Le gouvernement a aussi injecté 1,7 millions de dollars (M USD)\* en faveur de la Rubber Planters Association of Liberia (RPAL) et les bailleurs de fonds soutiennent plusieurs programmes en faveur de l'agriculture et de la nutrition (Banque mondiale, PAM, FAO).

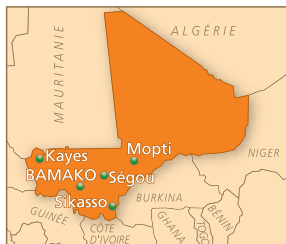
Dans le secteur minier (12 % du PIB), on observe une certaine reprise, avec une hausse de 17 % de la production d'or en 2018 (228 149 onces). Une convention minière de 25 ans a été conclue avec le Britannique Hummingbird Resources pour le développement du projet aurifère de Dugbe (4,2 M d'onces de réserves estimées) et l'expansion souterraine de la mine d'or New Liberty par le Canadien Avesoro Resources est à l'étude (114 500 onces/an).

\*Au 18/11/2019 : 1 USD = 196,8 LRD (dollars libériens) ;  
1 EUR = 218,2 LRD

Monrovia.



© Forsten Puschke-Adobe stock



## Mali

**Président :** Ibrahim Boubacar Keïta. **Premier Ministre :** Boubou Cissé. **Population (millions) :** 19. **Superficie (km<sup>2</sup>) :** 1 241 231. **PIB/hab. 2018 (USD) :** 901. **Croissance du PIB réel 2018 (%) :** 4,7. **Inflation 2018 (%) :** 1,7. **Classement IDH 2018 (sur 189) :** 182. **Classement Doing Business 2020 (sur 190) :** 148

La situation sécuritaire demeure très difficile avec des attaques djihadistes fréquentes et meurtrières mais aussi des violences intercommunautaires. La croissance est toutefois robuste et devrait atteindre 5 % en 2019. En outre, le pays est parvenu à réduire son déficit budgétaire à 3 % du PIB tandis que la dette publique est relativement faible (37,6 % du PIB). Mais, les dépenses de sécurité sont en forte hausse, compromettant les ressources pour l'investissement et le social. **L'agriculture enregistre néanmoins de bonnes performances.** Après une production céréalière de 10,45 millions de tonnes (Mt) en 2018/19, elle devrait atteindre un nouveau record de 11 Mt en 2019/20. Le Mali conforte sa place de premier producteur africain de coton avec 728 000 t produites en 2018/19, et 800 000 t attendues pour 2019/20 avec une hausse des superficies et des rendements.

**Dans l'agro-industrie,** le fonds d'investissement Moringa a réalisé deux prises de participation, l'une dans la Société des boissons et eaux minérales du Mali (Sobema) et l'autre dans la Compagnie malienne de fruits (ComaFruits). Pour sa part, Mali Shi a bénéficié d'un prêt de 2,5 millions d'euros (M EUR)\* de la SFI (Société financière internationale) pour construire la première usine moderne de transformation du karité en beurre.

**Un nouveau code minier** a été adopté en août 2019 avec le souci d'augmenter la contribution du secteur minier à l'économie. Ainsi, les sociétés minières ne seront plus exonérées de TVA pendant la production. La période de stabilité fiscale et douanière a été réduite de 30 à 10 ans. Pour améliorer la transparence, toutes les conventions minières conclues doivent être publiées sur le site Internet du ministère chargé des Mines et l'attribution des titres miniers se fera par appel d'offres. En outre, la création d'un fonds minier est prévue.

**Troisième producteur d'or d'Afrique,** le Mali a produit 60,8 t en 2018 (+23 %), avec 13 mines actives. Il faut ajouter environ 6 t en provenance du secteur artisanal. Le Canadien B2Gold a annoncé investir 50 M USD dans la mine de Fekola, pour moderniser ses moyens de production et augmenter son rendement. Il construira aussi une centrale solaire de 30 MW. La première pierre de l'École africaine des mines du Mali (EAMM) a été posée (15,4 Md F CFA d'investissement) avec une rentrée scolaire prévue pour 2022/2023.

**Dans les infrastructures,** la construction d'un nouvel aéroport à Kidal, dans le nord-ouest du pays, a démarré pour un investissement de 3,5 M EUR mobilisés en grande partie auprès de la mission de l'ONU au Mali. Plusieurs projets de centrales solaires ont été signés (à Ségou de 33 MW, à Koutiala de 25 MW). Le gouvernement envisage aussi de

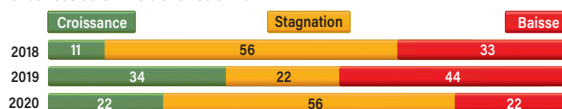
## Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2 sur 5 ▼

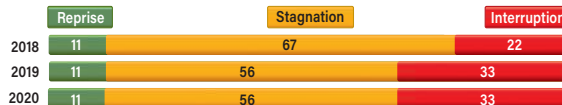
Points forts	Var/2018	Points faibles	Var/2018
Coût de la main-d'œuvre	▶	Réseau ferré et routier	▶
Télécommunications	▶	Niveau de corruption	▶
Qualité de l'encadrement	▶	Impact du secteur informel	▼
		Système de formation	▼

## Bilan des entreprises

Tendances du chiffre d'affaires en %



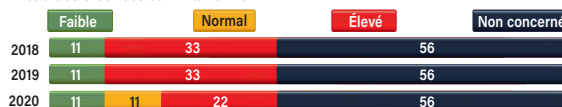
Tendances des investissements en %



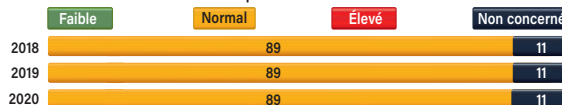
Rentabilité en %



Niveau des créances sur l'État en %



Niveau des créances sur le secteur privé local en %



relancer le chemin de fer avec notamment la remise à niveau de la voie ferrée Bamako-Diboli et la réhabilitation de dix-neuf gares.

**Sur le plan politique,** le mandat des députés a été une nouvelle fois prorogé au 2 mai 2020. Les élections législatives prévues initialement en novembre-décembre 2018 ont été reportées en raison de la situation sécuritaire. Le référendum sur la nouvelle Constitution devrait se tenir en 2020.

\*Au 14/11/2019 : 1 USD = 595,948 F CFA ;  
1 EUR = 655,957 F CFA



SYNDICAT DES ÉNERGIES  
RENOUVELABLES

Les acteurs de l'avenir énergétique



## LES ACTEURS DES ÉNERGIES RENOUVELABLES AU SERVICE DE :

- ▶ LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE
- ▶ LA SÉCURITÉ D'APPROVISIONNEMENT  
ET L'INDÉPENDANCE ÉNERGÉTIQUE
- ▶ LA RÉDUCTION DES ÉMISSIONS DE CO<sub>2</sub>
- ▶ L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

## RETROUVEZ NOUS SUR NOS PROCHAINS ÉVÉNEMENTS :

21<sup>ÈME</sup> COLLOQUE ANNUEL DU SER  
**6 FÉVRIER 2020**  
Maison de l'UNESCO - Paris

6<sup>ÈME</sup> COLLOQUE NATIONAL PHOTOVOLTAÏQUE  
**AVRIL 2020**  
Paris

3<sup>ÈMES</sup> JOURNÉES PORTES OUVERTES DES ENR  
**5-6 JUIN 2020**  
Partout en France

7<sup>ÈMES</sup> ASSISES NATIONALES DES ENR  
**9 JUIN 2020**  
Pays de la Loire



**400**  
ADHÉRENTS



**10 MILLIARDS**  
D'EUROS DE CA



**100 000**  
EMPLOIS



13-15 rue de la Baume  
75008 Paris  
Tél : 01 48 78 05 60  
contact@enr.fr

[www.enr.fr](http://www.enr.fr)

[www.ser-evenements.com](http://www.ser-evenements.com)



ser\_enr



Syndicat des énergies renouvelables



## Niger

**Président** : Mahamadou Issoufou. **Premier Ministre** : Brigi Rafini. **Population (millions)** : 22,4. **Superficie (km<sup>2</sup>)** : 1 267 000. **PIB/hab. 2018 (USD)** : 412. **Croissance du PIB réel 2018 (%)** : 6,5. **Inflation 2018 (%)** : 2,7. **Classement IDH 2018 (sur 189)** : 189. **Classement Doing Business 2020 (sur 190)** : 132

La croissance économique s'est accélérée au Niger en 2018 et devrait atteindre 6,9 % en 2019 portée par l'agriculture, les projets d'infrastructures et les services. Le déficit budgétaire diminue pour se situer à 4,2 % du PIB en 2019 tandis que la dette publique représente 55,8 % du PIB et le déficit du solde extérieur courant grimpe à 20 % du PIB.

La fermeture de la frontière avec le Nigeria, qui concerne également le Bénin, touche surtout le sud du Niger dans la région de Maradi qui vit de l'agriculture et du commerce. La pauvreté est toujours importante dans le pays, touchant plus de 9 millions de personnes. L'insécurité alimentaire frappe près d'un tiers de la population.

La campagne agro-sylvo-pastorale 2018 a été bonne, avec un excédent céréalier de plus de 700 000 tonnes (t). Toutefois, l'agriculture reste très dépendante des conditions climatiques et est très fortement impactée par le changement climatique.

Dans le secteur minier, l'uranium a perdu de son lustre. Après l'abandon de l'exploitation d'un des gisements uranifères les plus importants au monde, la mine à ciel ouvert d'Imouraren, le français Orano (ex-Areva) se désengage de ses deux mines en fin de vie et en difficultés financières, les coûts de production étant supérieurs au prix spot de l'uranium, plombé depuis la catastrophe nucléaire de Fukushima en 2011. La Cominak arrêtera sa production en mars 2021 tandis que la Somair a pour l'instant réduit la voilure.

Néanmoins, Goviex Niger holdings, filiale du Canadien Goviex, a démarré la construction de son complexe industriel uranifère de Madaouéla, dans la région d'Agadez. Il devrait y construire avec le Niger, d'ici à deux ans, une usine de traitement d'uranium pour un investissement de 300 millions de dollars (M USD).

En revanche, dans les hydrocarbures, un grand pas a été franchi avec la décision de construire un oléoduc long de 1 982 km reliant le Niger au port de Sémè-Podji au Bénin (4 Md USD d'investissement). Les travaux réalisés par China National Petroleum Corporation (CNPC) et African Oil Pipeline Company (WAPCO-Niger) doivent démarrer en janvier 2020. L'oléoduc devrait permettre de quintupler les capacités d'exportation du pays, à 110 000 b/j à l'horizon 2022. Le Niger deviendra alors un producteur significatif de pétrole, ce qui devrait propulser la croissance à 12 % en 2022 et générer environ 400 Md F CFA de recettes fiscales, 68 % des exportations et contribuer à 24 % du PIB.

Dans les télécommunications, l'opérateur Orange, confronté à un contentieux fiscal d'envergure, a cédé sa filiale à son actionnaire minoritaire la société Zamani Com SAS associé au Malien Moctar Thiam.

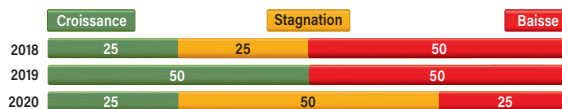
## Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,2 sur 5 ▲

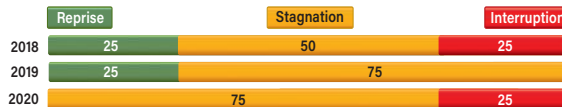
Points forts	Var/2018	Points faibles	Var/2018
Respect de l'humain	▲	Système de santé et formation	▶
Droit du travail	▲	Coût et distribution d'électricité	▶
Coût de la main-d'œuvre	▶		

## Bilan des entreprises

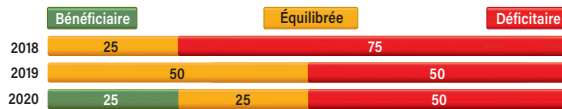
Tendances du chiffre d'affaires en %



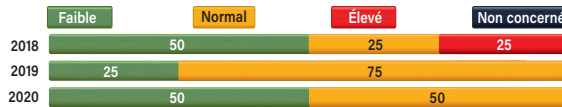
Tendances des investissements en %



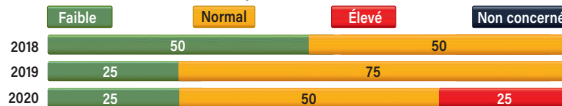
Rentabilité en %



Niveau des créances sur l'État en %



Niveau des créances sur le secteur privé local en %



Dans l'industrie, signalons la fermeture des Brasseries et boissons gazeuses du Niger (Braniger), filiale du groupe français Castel, de l'usine du néerlandais-britannique Unilever, ainsi que le retrait du distributeur belge Equipements & Services Niamey. Cela confirme l'environnement difficile dans lequel les entreprises évoluent.

Sur le plan politique, l'année 2020 sera riche en actualité au 2<sup>e</sup> semestre, avec la présidentielle, dont le premier tour et les législatives, auront lieu le 27 décembre 2020. Les élections municipales et régionales se tiendront le 1<sup>er</sup> novembre 2020.

\*Au 14/11/2019 : 1 USD = 595,948 F CFA ; 1 EUR = 655,957 F CFA



# Nigeria

**Président :** Muhammadu Buhari. **Vice-Président :** Yemi Osinbajo.  
**Population (millions) :** 201. **Superficie (km<sup>2</sup>) :** 923 768. **PIB/hab. 2018 (USD) :** 2 028. **Croissance du PIB réel 2018 (%) :** 1,9. **Inflation 2018 (%) :** 12,1. **Classement IDH 2018 (sur 189) :** 157. **Classement Doing Business 2020 (sur 190) :** 131

Le président Muhammadu Buhari a été réélu en février 2019 pour un second mandat avec 56 % des suffrages. Ses priorités sont la sécurité, la diversification de l'économie et la lutte contre la corruption.

Le Nigeria est sorti de la récession grâce à la remontée des cours du pétrole, mais la croissance est encore molle à 2,3 % en 2019 et 2,5 % anticipée en 2020. L'inflation est élevée (11,3 %), de même que le chômage (23 %). En outre, le déficit budgétaire s'accroît à 5 % du PIB en 2019 mais la dette, même si elle progresse (29,8 % du PIB), demeure mesurée. D'abord réfractaire au projet de Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECA), le Nigeria a finalement signé l'accord en juillet.

La loi sur le pétrole *Deep Offshore and Inland Basin Production Sharing Contract Act*, datant de 1993, a été amendée afin d'assurer un meilleur partage entre l'État et les compagnies étrangères. Selon le président nigérian, cette mesure pourrait rapporter au moins 500 millions de dollars (M USD)\* de recettes supplémentaires dès 2020. Par ailleurs, le Nigeria s'acquittera des dettes contractées auprès des compagnies pétrolières locales (422 M USD) au titre des subventions sur le carburant.

L'agriculture peine à décoller, malgré la relance des cultures comme le riz, le coton, l'huile de palme, le karité, le sésame et le cacao. Le régime douanier est pourtant protectionniste allant jusqu'à la fermeture depuis août dernier de ses frontières afin de lutter contre la contrebande de riz. Les attaques dans le nord-est du pays ainsi que les conflits parfois meurtriers entre éleveurs et agriculteurs, contribuent à limiter la production. À noter que Dangote Flour Mills a été cédé au Singapourien Olam pour 330 M USD et que Coca-Cola a acquis CHIT Ltd.

Dans les télécommunications, la filiale nigériane de MTM, 1<sup>er</sup> opérateur mobile en Afrique, avec une capitalisation de 5,8 Md USD, ainsi que d'Airtel Africa, filiale du groupe indien Bharti Airtel (4,4 Md USD) sont entrées à la Bourse de Lagos. MTM a soldé son contentieux avec la Banque centrale nigériane en s'acquittant de 53 M USD, mais il reste un différé fiscal de 2 Md USD. Dans le même secteur, la Banque d'import-export indienne a accordé une facilité de crédit de 10 M USD à l'État pour le déploiement de relais télécoms à énergie solaire dans les zones rurales. Un accord a aussi été signé entre le nigérian MainOne et Facebook pour la construction de l'infrastructure urbaine de fibre optique en accès libre dans les États d'Edo et d'Ogun.

Dans le e-commerce, la première société africaine de e-commerce Jumia, fondée en 2012 à Lagos, a été introduite à la Bourse de New York en avril 2019 et a levé 200 M USD le premier jour de sa cotation.

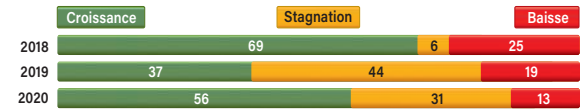
## Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,3 sur 5 ▲

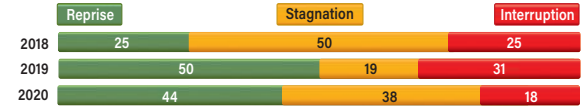
Points forts	Var/2018	Points faibles	Var/2018
Taux d'absentéisme	▲	Niveau de corruption	▼
Droit du travail	▲	Protection de l'environnement	▶
Coût de la main-d'œuvre	▶	Système de santé	▶
Télécommunications	▶		

## Bilan des entreprises

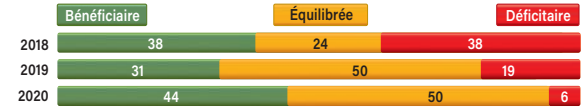
Tendances du chiffre d'affaires en %



Tendances des investissements en %



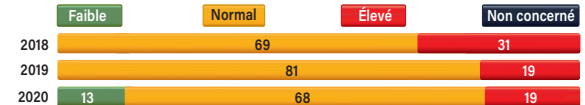
Rentabilité en %



Niveau des créances sur l'État en %



Niveau des créances sur le secteur privé local en %



Dans les infrastructures, le Nigeria a obtenu plusieurs financements chinois, dont 629 M USD de la China Development Bank pour le port en eau profonde de Lekki (estimé à 1,6 Md) ainsi qu'un contrat de 3,9 Md USD entre la China Railway Construction Company International et l'État fédéral pour la ligne ferroviaire Abuja-Itakpe-Warri et la construction d'un port à Warri (État du Delta). La China Civil Engineering Construction Corporation (CCECC) a construit la première usine de montage de locomotives.

\*Au 18/11/2019 : 1 USD = 362 nairas (NGN) ;  
1 EUR = 401,4 NGN



## Sénégal

**Président :** Macky Sall. **Population (millions) :** 15,4. **Superficie (km<sup>2</sup>) :** 196 722. **PIB/hab 2018 (USD) :** 1 522. **Croissance du PIB réel 2018 (%) :** 6,7. **Inflation 2018 (%) :** 0,5. **Classement IDH 2018 (sur 189) :** 164. **Classement Doing Business 2020 (sur 190) :** 123

Le président Macky Sall a été réélu pour un mandat de cinq ans, dès le premier tour de l'élection présidentielle en février 2019, avec 58,3 % des voix et une forte participation. Le poste de Premier ministre a été supprimé, renforçant le caractère présidentiel du régime sénégalais.

**Sur le plan économique,** la croissance est toujours dynamique, au-dessus de 6 %, portée par les investissements grâce notamment au lancement du deuxième Plan Sénégal Émergent (PSE II) pour 2019-2025 soutenu par les bailleurs de fonds, mais aussi à la croissance de l'agriculture (riz, arachide, horticulture) et de la pêche (16 % du PIB et 50 % des emplois). Les investissements portés par le PSE et les réformes visent à améliorer le climat des affaires et stimuler l'investissement privé. La croissance sera dopée à terme par le démarrage de la production de pétrole et de gaz en 2022, avec les deux grands gisements en cours de développement (SNE par Woodside Energy et Grande Tortue Ahmeyin par BP). Un nouveau code pétrolier a été adopté par l'Assemblée nationale en janvier, qui préserve mieux les intérêts du pays.

**Sur le plan macroéconomique,** le déficit budgétaire sera ramené à 3 % du PIB en 2019 mais la dette publique devrait progresser à 63,3 % du PIB tandis que le déficit du solde extérieur courant demeurera élevé (-8,5 % du PIB), notamment sous l'effet de l'importation de biens d'équipement générés par la dynamique des investissements.

**Le Sénégal soigne sa diaspora** pour canaliser ses flux (2,691 milliards de dollars en 2018, soit 13,6 % de son PIB) en faveur du développement. La Banque de l'Habitat a lancé ses premières « diasporas bonds » en mai et une plate-forme digitale a été créée pour faciliter ces investissements. Le gouvernement va mettre en place avec le FMI un programme de trois ans soutenu par l'Instrument de Coordination des Politiques Économiques (ICPE), qui contribuera notamment à mettre en place une gouvernance de l'exploitation des hydrocarbures.

**Dans les télécommunications,** l'opérateur français Free a fait sa première incursion en Afrique. Après le rachat de l'opérateur Tigo Sénégal en 2018, Free lance sa première offre avec le Sénégalais Yérém Habib Sow et l'homme d'affaires malgache Hassanein Hiridjee. Il s'agit d'une offre mobile à prix cassés couplée avec un service de transactions financières (Free Mobile). L'objectif : concurrencer l'opérateur, Orange, qui détient plus du marché.

**Les énergies renouvelables sont en plein essor,** le Sénégal ayant pour objectif de porter ses parts à 30 % du mix énergétique. Plusieurs centrales solaires ont été réalisées

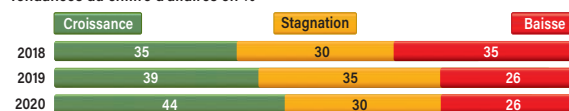
### Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,6 sur 5 ▶

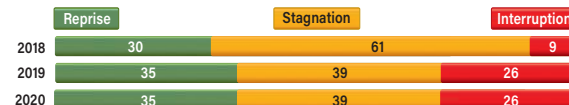
Points forts	Var/2018	Points faibles	Var/2018
Sécurité des personnes	▶	Protection de l'environnement	▼
Transports routiers	▲	Impact du secteur informel	▼
Droit du travail	▲	Coût de l'électricité	▶
Transports maritimes	▶		

### Bilan des entreprises

Tendances du chiffre d'affaires en %



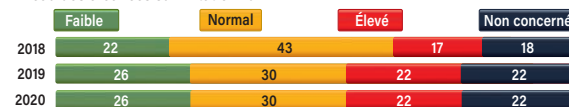
Tendances des investissements en %



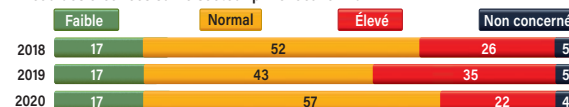
Rentabilité en %



Niveau des créances sur l'État en %



Niveau des créances sur le secteur privé local en %



et d'autres sont en cours. Le parc éolien de Taïba Ndiaye, dans la région de Thiès, sera opérationnel en cours d'année (158,7 MW) et devrait permettre d'augmenter la capacité de production d'électricité du pays de 15 %. Le fabricant français de lampadaires solaires autonomes Fonroche Lighting a décroché un contrat pour l'installation de 50 000 unités dans 26 villes et des communes rurales avec un crédit export de Bpifrance et un prêt direct du trésor français au gouvernement sénégalais.

**Dans les transports,** lancée en mai 2018, la compagnie

aérienne Air Sénégal a ouvert son hub régional à Dakar. Elle dessert 12 destinations avec un objectif de près de 400 000 passagers pour 2019. Le port de Dakar a lancé un vaste plan de modernisation 2019-23, avec, notamment, les travaux de réhabilitation du môle 3 (21 Md F CFA financés par un don de la coopération japonaise via le Jica). Parmi les autres projets, figurent la réhabilitation des voies ferrées dans la zone sud du port et la création d'un

« guichet unique » pour les formalités. Enfin, pour fluidifier le transport entre Dakar et sa banlieue, le projet Bus Rapid Transit (457 M EUR) a été lancé pour une livraison en 2022. Les élections municipales et départementales, par deux fois reportées en 2019, se dérouleront au plus tard en mars 2020.

\*Au 14/11/2019 : 1 USD = 595,948 F CFA ;  
1 EUR = 655,957 F CFA



## Sierra Leone

**Président :** Julius Maada Bio. **Vice-Président :** Dr. Mohamed Juldeh Jalloh.  
**Population (millions) :** 7,7. **Superficie (km<sup>2</sup>) :** 71 740. **PIB/hab. 2018 (USD) :** 523. **Croissance du PIB réel 2018 (%) :** 3,5. **Inflation 2018 (%) :** 16,9.  
**Classement IDH 2018 (sur 189) :** 184. **Classement Doing Business 2020 (sur 190) :** 163

Le pays a connu un rebond de sa croissance à 5 % en 2019, tirée par la reprise de la production et des exportations du secteur minier mais aussi par la construction et l'agriculture (60 % du PIB). Toutefois, la situation macroéconomique reste difficile avec une forte inflation (15,7 %), la dépréciation du taux de change\* et une dette publique à 64,5 % du PIB représentant un risque élevé de surendettement. En revanche, le déficit budgétaire s'améliore à 3,6 % du PIB, en recul par rapport à 2018 (5,8 %).

**Dans le domaine minier** (fer, diamant, or et bauxite), qui représente près de 75 % des exportations du pays, on a assisté à un grand remue-ménage à la suite du vaste processus de révision de la conformité des entreprises minières aux normes locales lancé par le nouveau président Julius Maada Bio, dans l'objectif de mieux prendre en compte les intérêts du pays. Plusieurs licences ont été annulées ou suspendues, dont celles du Chinois Shandong Iron and Steel, opérateur de la mine de fer Tonkolili, et de SL Mining, filiale de l'Américain Gérald, dans la mine de fer de Marampa. La production de celle-ci avait été lancée en début d'année au rythme de 2 millions de tonnes (Mt) de minerais de fer par an (6 Mt dans une deuxième phase) et les exportations avaient démarré en juin.

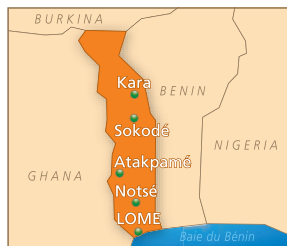
**Dans le secteur agricole**, le riz, premier poste d'importation

du pays (105 M USD en 2018, soit environ 10 % des importations totales), a bénéficié d'un financement de 30 M USD de l'Inde et de 275 M USD de l'entreprise turque Sala, pour le développement de la riziculture à Torma Bum, dans le sud du pays. De son côté, l'entreprise japonaise Itochu Corp investira 40 M USD avec le soutien de la Société financière internationale (SFI) dans le district de Bo pour mettre en place une plantation d'ananas et une usine de transformation. La société d'investissement social AgDevCo a aussi annoncé des facilités de crédit de 3M USD à Tradin Organic pour l'achat de cacao bio auprès de 20 000 planteurs, cacao qui sera ensuite transformé aux Pays-Bas.

Dans le domaine des infrastructures, un accord a été signé avec la Chine pour la construction d'un port de pêche et d'infrastructures (29,8 M USD). Le projet d'extension du barrage hydraulique Bumbana II (88 MW, qui s'ajouteront aux 55 MW existants) a bénéficié d'un financement de 4,9 m USD de la Banque de développement d'Afrique du Sud (DBSA). À noter que seulement 20 % de la population a accès à l'électricité. La seconde phase du projet de fibre optique réalisé par Huawei a bénéficié d'un prêt de 30 M USD de la China Exim Bank.

\*Au 18/11/2019 : 1 USD = 9644 SSL (Leone de Sierra Leone) ; 1 EUR = 10676,8 SSL

## Togo



**Président :** Faure Essozimna Gnassingbé. **Premier Ministre :** Selom Komi Klassou. **Population (millions) :** 8,2. **Superficie (km<sup>2</sup>) :** 56 785. **PIB/hab. 2018 (USD) :** 672. **Croissance du PIB réel 2018 (%) :** 4,9. **Inflation 2018 (%) :** 0,9. **Classement IDH 2018 (sur 189) :** 165. **Classement Doing Business 2020 (sur 190) :** 97

**L'économie togolaise se redresse.** Après les mouvements sociaux de 2017/2018, la croissance est repartie à la hausse. Attendue à 5,3 % en 2019, elle est tirée par un rebond de l'investissement public et le dynamisme de la consommation et des services. Le déficit budgétaire s'est accru cette année à 2,7 % du PIB mais reste contenu dans les normes de l'UEMOA, l'inflation est faible (1,4 %).

Toutefois, le déficit du solde extérieur courant s'accroît à 3,6 % du PIB et la dette, en diminution, demeure élevée à 72,6 % du PIB. Des discussions sont en cours avec les créanciers pour son reprofilage, afin de rentrer dans les critères de convergence de l'UEMOA (70 % du PIB en 2020). Dans ce cadre, le remboursement de 225 milliards F CFA (Md F CFA)\* d'arriérés accumulés en dette intérieure, soit environ 10 % de l'encours total de la dette publique, serait étalé sur les dix prochaines années.

**Les efforts menés pour améliorer l'attractivité** du pays portent leurs fruits. Le Togo figure dans le top 10 mondial des pays les plus réformateurs sur le plan économique dans la dernière édition du Doing Business de la Banque mondiale, et ce pour la deuxième année consécutive. Il a fait un bond de 40 places, se situant ainsi en tête de l'Afrique de l'Ouest pour le climat des affaires et au 9<sup>e</sup> rang des pays africains.

Parmi ces réformes, le renforcement du cadre réglementaire, l'allègement des procédures de création d'entreprises (ramenées à moins de 24 heures), le raccordement à l'électricité, l'amélioration de l'obtention de prêts, le transfert de propriété. Cette amélioration du climat des affaires devrait stimuler l'investissement privé.

### Les priorités du Plan national de développement

Pour parvenir à l'émergence, la feuille de route du gouvernement est le Plan national de développement (2018-2022) dont la phase de mise en œuvre a démarré en mars 2019. D'un coût 4622 Md F CFA (7,047 Md EUR), dont environ 65 % attendus par le secteur privé, le plan s'articule autour de trois axes principaux :

- un hub logistique d'excellence (portuaire et aérien) et un centre d'affaires de premier ordre,
- des pôles de transformation (agricoles, manufacturier, secteur extractif),
- la consolidation du développement social.

Le premier Business Forum entre le Togo et l'Union européenne s'est déroulé en juin 2019 pour « vendre » les projets les plus emblématiques : le parc logistique multi-services de 50 ha à Adakpamé pour désengorger le port de

### Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,6 sur 5 ▶

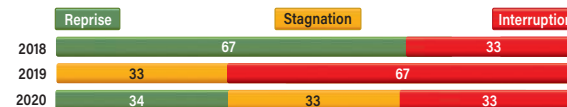
Points forts	Var/2018	Points faibles	Var/2018
Réseau ferré et routier	▶	Coût de l'électricité	▶
Coût de la main-d'œuvre	▲	Impact du secteur informel	▶
Transports maritimes	▲		
Sécurité des personnes	▶		

### Bilan des entreprises

Tendances du chiffre d'affaires en %



Tendances des investissements en %



Rentabilité en %



Niveau des créances sur l'État en %



Niveau des créances sur le secteur privé local en %



Lomé, le dédoublement du corridor Lomé-Cinkassé, le port sec de Cinkassé, les agropoles à Kara et Vo-Zio, les Zones économiques spéciales (ZES), le parc industriel d'Adétikopé, le dédoublement de la RN1 entre Davié et Atakpamé, etc.

### Redresser les productions agricoles et minières

L'agriculture (coton, cacao), qui contribue à 30 % du PIB et à plus de 60 % des emplois, figure en bonne place dans les priorités du gouvernement. Pour la développer, le Togo mise sur les agropoles, une dizaine dont la 1<sup>re</sup> se situera à Kara. Afin de faciliter le financement du secteur, le Mécanisme

innovant et incitatif de finance agricole sur le partage des risques (MIFA) est renforcé et transformé en société anonyme avec un capital de 10 Md F CFA détenu à 49 % par l'État et le solde par le secteur privé. Il a bénéficié d'un financement de 30 M EUR du Fida sur six ans. Parmi les acquis de 2019 citons la mise en activité de la société Jus Delice SA et l'inauguration du nouveau port de pêche de Gbètsogbé.

**Le secteur minier** est un autre domaine prioritaire du PND, avec la mise en chantier d'une nouvelle politique ainsi qu'une révision du code minier.

À la fin de l'année 2020, le Togo sera un producteur de manganèse. Le permis d'exploitation du gisement de manganèse de Nayega, dans le nord du pays, a été octroyé à la Société générale des mines (SGM), la filiale togolaise du groupe britannique Keras Resources. Avec des réserves estimées à 8,5 millions de tonnes (Mt) pour une durée de vie d'environ 11 ans, la mine devrait générer 15,75 M USD de recettes publiques par an et créer 250 emplois selon le ministère togolais des Mines. L'investissement s'élèvera à 12,49 M USD.

Un autre investissement majeur a été acquis dans le phosphate, par un partenariat scellé avec le groupe nigérian Dangote pour la valorisation du phosphate en engrais. D'un coût de 2 Md USD, le projet vise à produire plus d'un million de tonnes d'engrais dérivés de phosphate. Il devrait démarrer fin 2019.

Le groupe Dangote a également annoncé la construction d'une cimenterie d'une capacité de 1,5 Mt par an.

### Nouveaux investissements et privatisations

**Le consortium Agou Holding**, composé du conglomérat malgache Axian Group et de la société de capital investissement Emerging Capital Partners, a acquis 51 % du capital de la société de télécommunications du Togo, Togocom, née de la fusion entre Togo Télécom et Togo Cellulaire, pour une valeur de plus 210 Md F CFA. Agou Holding envisage d'investir 245 M EUR dans la société au cours des sept prochaines années afin d'améliorer la connectivité internationale et d'étendre les réseaux haut débit de fibre et de téléphonie mobile de Togocom.

**Cette privatisation s'inscrit** dans la volonté du gouvernement de faire de Togo un hub technologique et de service d'ici à 2030. Dans le domaine des centres d'appels, après l'installation d'Adkontakt Togo, c'est au tour de la société Majorel, née du rapprochement entre le marocain Sahma et l'allemand Bertelsmann, de mettre en place un centre de relation client à Lomé.

**Dans le secteur financier**, le gouvernement devrait encore privatiser les deux banques publiques, la Banque togolaise pour le commerce et l'industrie (BTCI) et l'Union togolaise de banques (UTB), une mesure vivement conseillée par le FMI. L'avis international de pré-qualification pour sélectionner une liste restreinte d'investisseurs a été lancé en septembre.

### Des investissements dans les infrastructures

**Au niveau des infrastructures**, le port de Lomé attire les investissements. La filiale de MSC, Terminal Investment Ltd (TIL), a annoncé un engagement de 500 M EUR sur les dix prochaines années pour porter sa capacité à 4 millions de conteneurs par an. En outre, le PND prévoit la construction d'une plateforme logistique multiservice à Adakpamé pour désengorger le port.

Le trafic global du port de Lomé a atteint 22,3 Mt en 2018, en hausse de 15 % par rapport à 2017, une progression essentiellement imputable au dynamisme du transbordement.

**Dans le secteur de l'énergie**, l'objectif d'atteindre 75 % d'électrification en 2025 est en bonne voie, le taux d'électrification ayant fait un bond en passant de 38 % en 2017 à 45 % en 2018.

Parmi les nombreux projets, citons la mise en route de la centrale de Blitta (33 MW) prévue pour mai 2020 et l'étude en cours pour deux autres centrales de 33 MW chacune. Dans les énergies renouvelables, un projet d'électrification rurale par des kits solaires Ciso est mis en œuvre par le groupe britannique BBoXX et l'opérateur ouest-africain Soleva. L'installation de 300 mini-centrales solaires a par ailleurs été programmée.

### Un scrutin clé en février 2019

**Sur le plan politique**, après plusieurs mois de vives tensions marquées par des manifestations à partir d'août 2017 fortement réprimées, le calme est revenu avec l'instauration d'un dialogue politique. Les tensions sont réapparues lors des élections législatives de décembre 2018 : la principale coalition d'opposition, la C14, a refusé d'y participer, invoquant notamment son désaccord sur la question de la limitation de la durée du mandat.

Le nouveau Parlement est largement dominé par le parti au pouvoir, l'Union pour la république (UNIR), qui détient 59 sièges sur 91. L'année a aussi été marquée par la tenue en juin des premières élections locales en 32 ans. Là encore l'URI est en tête avec 878 sièges sur 1490.

En mai 2019, une nouvelle Constitution a été adoptée et fixe désormais à deux le nombre de mandats de cinq ans pour le Président de la République. Ce dernier doit être élu à l'issue d'un scrutin uninominal majoritaire à deux tours et à la majorité absolue des suffrages exprimés. Mais comme la loi n'est pas rétroactive, le Président en exercice peut se présenter pour un quatrième mandat.

À l'heure où nous bouclons cet article (mi-novembre 2019), Faure Essozimna Gnassingbé ne s'est pas prononcé sur sa candidature alors qu'une dizaine de candidats se sont déclarés, dont des ténors de l'opposition et des indépendants. L'élection présidentielle doit se dérouler entre le 19 février et le 5 mars 2020. Pour la première fois, les Togolais de la diaspora pourront voter, une des revendications de l'opposition.

\*Au 14/11/2019 : 1 USD = 595,948 F CFA ;

1 EUR = 655,957 F CFA



## Cameroun

**Président :** Paul Biya. **Premier Ministre :** Joseph Dion Ngute. **Population (millions)<sup>1</sup> :** 25,2. **Superficie (km<sup>2</sup>)<sup>1</sup> :** 475 440. **PIB/hab 2018 (USD)<sup>1</sup> :** 1 526. **Croissance du PIB réel 2018 (%)<sup>2</sup> :** 4,1. **Inflation 2018 (%)<sup>2</sup> :** 1,1. **Classement IDH 2018 (sur 189)<sup>3</sup> :** 151. **Classement Doing Business 2020 (sur 190)<sup>1</sup> :** 167

Le Cameroun fait preuve d'une grande stabilité économique, malgré un contexte politique marqué par des tensions internes : la croissance de son économie flirte avec les 4 % depuis le début de la décennie et l'inflation oscille entre 1 et 2 %. Cette tendance s'est poursuivie en 2019 avec une croissance attendue à 4 %, qui pourrait accélérer en 2020 à 4,2 %, et une hausse du coût de la vie de 2,1 % cette année et 2,2 % en 2020. Les nombreux projets d'infrastructures en cours ont contribué à soutenir la conjoncture.

En juillet 2019, le FMI a décaissé une cinquième tranche de 76,2 millions de dollars (M USD) dans le cadre de l'accord triennal conclu en juin 2017 (pour un montant total de 666,9 M USD). L'institution a salué la réduction de son déficit budgétaire mais elle met en garde contre le risque lié à l'accumulation persistante des arriérés extérieurs et particulièrement vis-à-vis de la Chine.

Les transferts de la diaspora représentent toujours une ressource majeure : 305 M EUR en 2018. L'environnement des affaires reste toutefois perçu comme peu incitatif : le pays, déjà mal placé dans ce palmarès international, a perdu une place au classement Doing Business 2020, au 167e rang. Gagné par la fièvre protectionniste, le ministère camerounais du Commerce a menacé de suspendre l'importation de 50 produits. Il s'agit des filières peinture, métallurgie, cimenterie, emballages industriels, cosmétiques, agroalimentaire, huiles végétales, dérivés d'huile de palme et industrie brassicole.

### Un manque de compétitivité

Au-delà de la conjoncture, pour certains experts, notamment du CIAN (Conseil français des investisseurs en Afrique), l'économie camerounaise reste la plus résiliente de l'Afrique centrale par sa relative diversification ; cependant elle est vulnérable du fait de la faiblesse de sa base de croissance et de sa forte exposition aux variations des cours mondiaux des matières premières.

La réalisation de projets de chaînes de valeurs dans les filières agrosylvopastorales et halieutique pourrait contribuer à renforcer sa stabilité économique. Ce renforcement requiert une amélioration de la compétitivité de l'économie, notamment par un plus grand soutien à la facilitation des transports, au développement du secteur privé et du commerce régional vu la position géographique du pays.

### Un contexte politique difficile

Le cap économique a été maintenu en 2019 par le gouvernement de Joseph Dion Ngute, qui a pris ses nouvelles

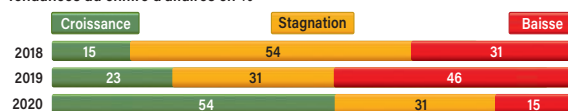
### Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,5 sur 5 ▶

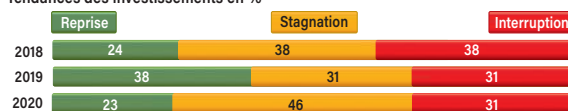
Points forts	Var/2018	Points faibles	Var/2018
Qualité et coût de la main d'œuvre	▶	Niveau de corruption	▶
Taux d'absentéisme	▲	Protection de l'environnement	▶
Qualité du secteur bancaire	▶	Impact du secteur informel	▼
Droit du travail	▼		

### Bilan des entreprises

Tendances du chiffre d'affaires en %



Tendances des investissements en %



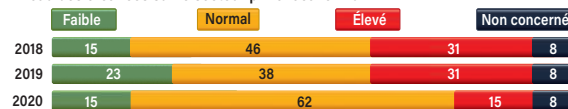
Rentabilité en %



Niveau des créances sur l'État en %



Niveau des créances sur le secteur privé local en %



fonctions de Premier ministre le 4 janvier 2019, malgré les tensions politiques qui ont suivi le scrutin présidentiel. La réélection, le 7 octobre 2018, avec 71 % des suffrages, du président Paul Biya, 86 ans, pour un septième mandat a en effet suscité du mécontentement.

Dénonçant les fraudes massives, mais aussi les gaspillages liés à l'annulation de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) ainsi que les massacres dans les régions anglophones, le principal opposant de Paul Biya, l'ancien ministre délégué

à la Justice Maurice Kamto (MRC), a été arrêté fin janvier avec 200 autres personnes pour avoir lancé un Plan national de résistance et organisé des « marches blanches » le 26 janvier 2019.

Cette mesure a soulevé un tollé national et international. Le ténor du barreau français Éric Dupont-Moretti et d'autres ont déposé des plaintes auprès du groupe de travail sur la détention arbitraire des Nations Unies. En avril 2019, le Parlement européen a adopté une résolution dénonçant « les menaces sur la sécurité qui pèsent sur la liberté d'expression ». De son côté, fin octobre, le président américain Donald Trump a suspendu le Cameroun, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020, du bénéfice de l'African Growth and Opportunity Act (Agoa). En cause là encore, les violations importantes et répétées des droits humains.

Afin d'apaiser la situation, le président Paul Biya a annoncé la tenue d'élections législatives début 2020 et libéré Maurice Kamto et une centaine de ses partisans. Mais l'opposant qui doit répondre de huit chefs d'inculpation dont « insurrection » et « hostilité contre la patrie », sera néanmoins jugé par un tribunal militaire, ce qui peut lui valoir la peine capitale.

À cela s'ajoute l'instabilité dans le nord du pays, toujours en proie aux attaques du groupe armé djihadiste Boko Haram. Selon la Banque mondiale, cette situation a fait plus de 500 000 déplacés depuis septembre 2017, près de 400 victimes civiles et 200 morts parmi les forces de l'ordre. Les dépenses sécuritaires pèsent lourdement sur le budget camerounais, sans compter le coût de la reconstruction, estimé à 6 Md USD. La France a octroyé 45 M EUR pour contribuer à redresser cette région, avec des projets de voirie, d'adduction d'eau potable et d'assainissement.

### **Le gaz prend le relais du pétrole**

**Si ce contexte politique reste un motif d'incertitude,** des perspectives positives se profilent pour le secteur des hydrocarbures grâce à la remontée des cours du brut et, surtout, à la montée en puissance de la production de gaz naturel liquéfié (GNL).

Selon les prévisions gouvernementales, la production pétrolière continue à décliner avec 24,5 millions de barils (Mb) en 2019 contre 26 Mb en 2018. Toutefois les recettes se sont redressées : elles étaient attendues à 450 Md F CFA en 2019, en hausse de 24,3 %, grâce à une remontée du cours du baril. Pour stimuler le secteur, le code pétrolier de 1999 a été réformé, avec des mesures de simplification et d'incitation.

Prenant le relais de cette exploitation pétrolière en déclin, la production de GNL augmente avec notamment le démarrage des activités de l'usine flottante de liquéfaction, Hilli Episeyo, propriété de Golar LNG (enregistrée aux Bermudes), au large de Kribi. Mise en service en mai 2018, elle a une durée d'exploitation de huit ans. La SNH et le Franco-britannique Perenco lui fournissent le gaz naturel. Elle produirait annuellement 1,2 Mt de GNL destiné au marché

international, 30 000 t de GPL au marché national et 1,8 Mt de condensats.

L'incendie, le 31 mai, à la Société nationale de raffinage (Sonara) a endommagé 4 de ses 13 unités de production, consommant plus 10 000 m<sup>3</sup> de pétrole brut. Ce sont des entreprises russes qui pourraient la reconstruire d'ici 2021.

**Dans le secteur minier,** parmi les faits saillants, on relève le démarrage de l'exploration sur les licences de cobalt/nickel d'African Battery Metals (323 Mt de réserves estimées), tandis que l'Australien Canyon Resources a estimé prometteuses ses trois licences sur les gisements de bauxite de Minim Martap et de Ngaoundal, dans l'Adamaoua.

### **De grands projets dans les infrastructures**

**De grands projets d'infrastructures dans l'énergie et les transports** sont en cours pour permettre au Cameroun de combler le retard accumulé dans ce domaine. Ils ont contribué à soutenir l'économie en stimulant l'activité dans la construction, l'industrie, le logement et les services. Outre l'extension du port en eau profonde de Kribi, on peut citer le lancement de la construction du barrage hydroélectrique de Nachtigal (420 MW).

Ce projet porté par un consortium associant le Français EDF, Nachtigal Hydro Power Company, et la SFI (1,2 Md EUR d'investissement, 420 MW) sur la rivière Sanaga, représente 1,2 Md EUR d'investissement et son démarrage est programmé pour 2023. Son financement (1,44 Md USD) a été mobilisé auprès de banques publiques et privées, internationales et camerounaises, dont 1 Md sous forme de dettes. À noter que ce projet a reçu le « PFI Awards 2018 » dans la catégorie « Global Multilateral Deal of the Year ».

La mise en service d'autres barrages hydroélectriques améliorera l'approvisionnement en électricité du pays. Attendue depuis 2017, la mise sous tension de Memve'éélé (211 MW) a été réalisée en avril 2019. Pour le barrage de Lom-Pangar, une centrale hydroélectrique de 30 MW est en construction qui sera reliée à l'usine thermique de Bertoua par une ligne de 90 kV qui devrait être opérationnelle en mai 2021.

**Dans les infrastructures portuaires,** le Cameroun a demandé en octobre 2019 la suspension de l'attribution du contrat du port à conteneurs de Douala au groupe suisse TIL en attendant les conclusions définitives du tribunal administratif, saisi par Bolloré qui exploitait le terminal depuis 15 ans via le consortium Bolloré-APM Terminal.

### **De nombreux chantiers d'infrastructures**

**Dans le domaine routier, plusieurs projets sont également en cours.** Le chantier du pont de 400 m traversant à Nachtigal le fleuve Sanaga (18,7 M) EUR et piloté par le Français Razel sur un financement AFD, était achevé à 77 % en novembre. Symboliquement, il a été ouvert aux piétons le 15 novembre avant une ouverture aux voitures en février 2020. Ce pont permettra de réduire de 200 km la distance entre Yaoundé et Ngaoundéré.

En novembre 2019, l'axe routier Ketta-N'Tam (312 km) qui

## Cameroun

relie le Congo au Cameroun avec son poste de contrôle unique frontalier était achevé. La réfection du tronçon Bigambo-Grand Zambi (106 km) sur la route Olama-Kribi, a reçu un financement fin octobre d'Abu Dhabi pour le développement, et du Fonds koweïtien pour le développement économique arabe (15,9 Md F CFA).

Toujours dans les transports, la construction d'un troisième pont sur le fleuve Wouri et celle de l'autoroute Douala-Limbe ont été validées. Le projet de la RN 11 (357 km) qui relie le Nord-Ouest du Cameroun au Nigeria, a été relancé avec un prêt de la BAD de 18 M EUR.

Dans le ferroviaire, l'Américain Wabtec a vendu quatre locomotives diesel-électriques à la Cameroon Railways (13 M USD) tandis que le Canadien Bombardier, avec son partenaire belgo-turc Iristone/ILCI, serait sur le point de lancer le projet de tramway de Douala.

Parmi les autres investissements marquant à signaler en 2019, citons dans les télécommunications, Camtel qui a choisi le Russe Ininet Wireless pour son réseau sans fil, tandis qu'Orange Cameroun a lancé Orange Money Cameroun pour développer son offre financière. Le groupe hôtelier Onomo ouvre un hôtel à Douala (15 Md F CFA).

Le secteur des matériaux de construction est également dynamique. Le Chinois Gaoda va construire une usine de production de matériaux de construction (4,5 Md FCFA). La Cimenterie industrielle de Kribi et China National Building Material construisent une cimenterie

(500 000 t/an) à Kribi, de même qu'Engineering Construction (500 000 t).

### Un secteur agricole dynamique

**Les exportations de bananes** ont baissé de 25 % sur la période de janvier à septembre 2019 par rapport à la même période en 2018, à 155 435 t contre 203 721 t, selon l'Assobacam. Une chute qui s'explique par l'impact de la crise politique dans la région anglophone.

En revanche, la production de cacao, malgré l'insécurité dans le Sud-Ouest, a augmenté de 4,2 % en 2018/2019, à plus de 264 000 t de fèves. Dans le sucre, la Sosucam (Somdiaa, 70 % du marché) a annoncé une production record de 124 500 t en 2018-2019.

**La filière bois** est de plus en plus surveillée, notamment avec le Système normalisé d'observation indépendante externe (Snoie) certifié ISO 9001-2015 financé par l'Union européenne (UE), la FAO, la DFID britannique et Rainforest Foundation. Quinze entreprises forestières ont été suspendues en novembre pour exploitation illégale. Dans l'agro-industrie, notons que la filiale du brasseur SABC, la Socaver, a investi 8 M EUR dans la production d'emballages plastiques tandis que Carrefour, associée à CFAO Retail, a inauguré un nouveau centre commercial à Ekié.

*\*Au 21/11/2019 : 1 USD = 591,5 F CFA ;  
1 EUR = 655,957 F CFA*

# Chaque jour, la SOMDIAA cultive son savoir-faire agro-alimentaire

SUCRE - FARINES - ALIMENTATION ANIMALE - ELEVAGE

## En Afrique pour l'Afrique

### Une présence durable sur un continent d'avenir

Expert en nouvelles techniques agricoles et agro-alimentaires en Afrique, le Groupe SOMDIAA produit et vend des denrées agricoles et des produits alimentaires de base exclusivement sur les marchés africains.

Acteur économique responsable, le Groupe SOMDIAA s'est engagé dans une Politique de Développement Durable construite autour de ses enjeux environnementaux, sociaux et sociétaux.

Au-delà de ces engagements stratégiques, la SOMDIAA a développé un réseau de fondations(\*) visant à l'autonomisation des populations par le biais d'appuis aux initiatives durables de développement local.



CAMEROUN
CENTRAFRIQUE
CONGO
CÔTE D'IVOIRE
GABON
TCHAD
TOGO
ÎLE DE LA RÉUNION



[www.somdiaa.com](http://www.somdiaa.com)

39 rue Jean-Jacques Rousseau - bp 2122 - 75001 Paris  
Tél : 01 40 39 55 00 - Fax : 01 40 39 55 01

(\*) [www.fondations-somdiaa.com](http://www.fondations-somdiaa.com)

**SOMDIAA**



## Congo

**Président :** Denis Sassou Nguesso. **Premier Ministre :** Clément Mouamba. **Population (millions) :** 5,2. **Superficie (km<sup>2</sup>) :** 342 000. **PIB/hab 2018 (USD) :** 2 147. **Croissance du PIB réel 2018 (%) :** 1,6. **Inflation 2018 (%) :** 1,2. **Classement IDH 2018 (sur 189) :** 137. **Classement Doing Business 2020 (sur 190) :** 180

Avec la remontée des cours du pétrole (68 USD/b en 2018, contre 43 USD en 2016) et l'accroissement de sa production, l'économie du Congo poursuit son redressement. La mise en production d'une nouvelle centrale (170 MW) à Pointe Noire a permis d'améliorer la production électrique et de rendre ainsi le secteur manufacturier plus compétitif. Toutefois, le FMI a revu à la baisse en novembre sa prévision de croissance pour 2019, de 4 à 2 %, en raison de l'augmentation plus faible que prévu de la production de brut. L'inflation est restée faible, à 1,5 % en 2018 et 1,8 % en 2019. Le mauvais classement du Congo dans le *Doing Business 2020* de la Banque mondiale est demeuré inchangé.

**Sur le plan des finances publiques, la situation s'éclaircit.** Après deux ans de négociations difficiles en raison de la dette cachée auprès des sociétés de *trading* suisses Glencore et Trafigura, le FMI a annoncé le 11 juillet 2019 un prêt de 448,6 millions de dollars (M USD)\* sur trois ans, avec un décaissement immédiat de 44,9 M USD. Le verrou de la dette envers la Chine (estimée à plus de 2 Md USD) avait sauté en mai, lorsque Brazzaville et Pékin se sont entendus sur un rééchelonnement, condition pour un accord avec le FMI.

**Le FMI a également conditionné son aide à une amélioration de la gouvernance et exigé en novembre que les trois rapports soumis au Parlement depuis mai 2019 sur l'utilisation des ressources pétrolières soient rendus public, une première !** Le pays doit encore négocier une solution avec Glencore et Trafigura pour régler le problème de ses arriérés et il est aussi toujours en litige avec l'entreprise de construction Commisimpex, qui lui réclame 1,2 Md USD d'impayés (15 % du PIB). Une Haute autorité de lutte contre la corruption et la Commission nationale de transparence ont été créées, mais en novembre 2019, les décrets d'application se faisaient attendre.

**Le secteur pétrolier est en forme malgré l'épuisement de certains puits.** La production a progressé de 15,7 % en 2019, à 140 Mb, un niveau qui serait maintenu en 2020 avant de baisser à 118 Mb en 2023, selon le FMI. Cette bonne performance est liée aux nouveaux forages, notamment dans les champs de Moho-Nord (Total), de Néné-Banga (ENI) et de Banga-Kayo (Wing Wah), ainsi qu'à la reprise de production de Nsoko (Total). Le Russe Loukouï a acheté en septembre la participation de 25 % de New Age dans le permis de Marine XII (28 000 bj, 1,7 M m<sup>3</sup> de gaz, réserves 1,3 Mdb), pour 800 M USD. Les autres actionnaires sont ENI (65 %, jugé en Italie pour corruption présumée au Congo) et l'État.

**Autre signe positif, la croissance dans les secteurs non-pétroliers serait positive (une première depuis 2015), mais inférieure à 1 %, tirée notamment par l'agriculture, la sylviculture et**

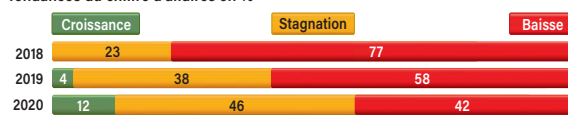
## Environnement des affaires

Note globale moyenne : 1,9 sur 5 ▼

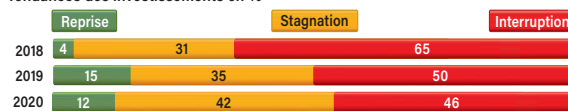
Points forts	Var/2018	Points faibles	Var/2018
Sécurité des personnes	▲	Niveau de corruption	▼
Réseau téléphonique et internet	▶	Impact du secteur informel	▶
Réseau portuaire	▶	Transports routiers	▶
		Environnement fiscal	▶

## Bilan des entreprises

Tendances du chiffre d'affaires en %



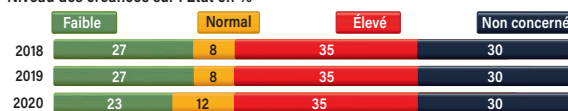
Tendances des investissements en %



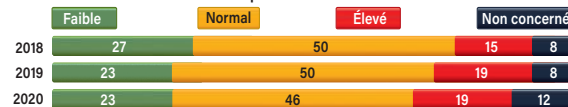
Rentabilité en %



Niveau des créances sur l'État en %



Niveau des créances sur le secteur privé local en %



les infrastructures de transport. Les travaux de la route Ketta-N'Tam (312 km) vers le Cameroun sont achevés. Au port de Brazzaville, quatre nouvelles grues sont entrées en service (10 M EUR). Le projet de tramway à Brazzaville est en discussion avec des partenaires allemands tandis que les travaux de construction du pont entre Brazzaville et Kinshasa pourraient être lancés en août 2020 (550 M USD). China Railways 20 a relancé le projet de centrale hydroélectrique de Sounda (600 MW). Parmi les autres faits marquants, Vivendi a inauguré la première salle de cinéma de son projet CanalOlympia à Brazzaville.

\*Au 21/11/2019 : 1 USD = 591,5 F CFA ; 1 EUR = 655,957 F CFA



# Gabon

**Président :** Ali Bongo Ondimba. **Premier Ministre :** Julien Nkoghe Bekalé. **Population (millions) :** 1,9. **Superficie (km<sup>2</sup>) :** 267 667. **PIB/hab. 2018 (USD) :** 8 029. **Croissance du PIB réel 2018 (%) :** 0,8. **Inflation 2018 (%) :** 4,8. **Classement IDH 2018 (sur 189) :** 110. **Classement Doing Business 2020 (sur 190) :** 169

L'économie gabonaise se porte mieux, à l'instar de la santé de son président Ali Bongo. La croissance serait de 2,9 % en 2019 et accélérerait à 3,4 % en 2020, avec une inflation à 3 %, stable sur les deux années. L'intégralité des arriérés extérieurs aurait été soldée mais la dette intérieure reste à régler.

Un nouveau code des hydrocarbures est entré en vigueur le 16 juillet 2019, modifiant l'impôt sur les sociétés pétrolières et la redevance minière. Il intègre les biocarburants et renforce le régime juridique de la valorisation du gaz. La participation obligatoire de l'État dans un projet pétrolier a été ramenée à 10 % contre 20 % auparavant. L'objectif de cette réforme est de stimuler l'exploration car le déclin pétrolier se précise : la production est passée de 83,839 millions de barils (Mb) en 2016, à 76,674 Mb en 2017 et 70,417 Mb en 2018 ; les volumes exportés ont baissé de 9,44 Mt en 2017 à 8,7 Mt en 2018. Sur les 9 premiers mois de 2019, la production de brut de Total Gabon a ainsi baissé de 12 %, à 32 300 bj. Le groupe concentre ses investissements, soit 90 millions de dollars (M USD)\* sur le redéveloppement du champ de Torpille, ainsi que sur Grondin.

Cependant, le Gabon a signé 7 nouveaux contrats d'exploration/exploitation/partage de production dans la province de l'Ogoué-Maritime, avec notamment Assala Upstream Gabon, Assala Gabon, Perenco Oil & Gas Gabon, Sinopec Overseas & Gas. Petronas s'est vu attribuer deux contrats sur Ytù et Meboun. L'Américain Vaalco a fait une découverte dans le champ d'Etame.

Le secteur minier est en forme. La production de manganèse de la Comilog (Eramet) atteindrait 5 Mt en 2019 (4,5 Mt en 2018) tandis que NoGa Mining vise les 2 Mt (après 1,4 Mt en 2018) et le Chinois CICMHZ 500 000 t. Eramet veut lever 640 M EUR pour développer ses activités et passer à 7 Mt d'ici 2023. Parmi les autres faits marquants : Jilin Mining Ressources et la Société équatoriale des mines (SEM) ont signé un contrat de partage de production aurifère. Alpha Centauri Mining (Émirats/GB) a lancé une chaîne de production d'or à Ndjole ; l'Australien Genmin exploitera en 2020 le gisement de fer de Baniaka.

Plusieurs projets d'investissement avancent dans l'énergie et les infrastructures. La construction de la centrale solaire de Doubou (20 MW) menée par le Turc Desiba se poursuit. Le Français Meridiam a pris en charge la route Transgabonaise (600 Md F CFA, 780 km) et a signé un contrat de concession de la centrale hydroélectrique de Kinguélé Aval (165 M USD, 35 MW, 13 % de l'électricité consommée à Libreville). Trans-Urb, créée en juin 2019, a signé un accord de coopération technique avec la RATP parisienne. PIDG a lancé une mobilisation par emprunt de 305 M EUR pour refinancer le port d'Owendo, donné en concession sur 30 ans à GSEZ Ports (Olam 40,5 %, État 38,5 % et Africa Finance Corporation 21 %). Enfin, le laboratoire

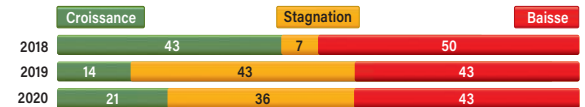
## Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,2 sur 5 ▲

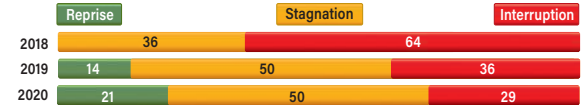
Points forts	Var/2018	Points faibles	Var/2018
Sécurité des personnes	▲	Incitation à l'investissement	▶
Taux d'absentéisme	▲	Niveau de corruption	▶
Télécommunications	▶	Droit foncier	▶
Réseau portuaire	▶		

## Bilan des entreprises

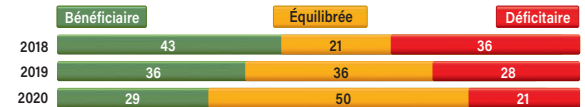
Tendances du chiffre d'affaires en %



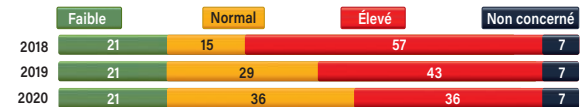
Tendances des investissements en %



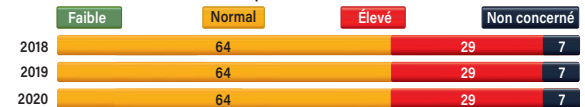
Rentabilité en %



Niveau des créances sur l'État en %



Niveau des créances sur le secteur privé local en %



Biogaran (médicaments génériques) s'implante au Gabon. L'année politique a commencé dans la confusion avec une tentative de coup d'État le 7 janvier, en l'absence du chef de l'État pour raison de santé, et la mise en place, le 12 janvier, d'un nouveau gouvernement avec à sa tête le Premier ministre Julien Nkoghe Bekale. Le 23 mars, le Président Ali Bongo est rentré au pays qu'il avait quitté en octobre 2018 pour le Maroc, à la suite d'un accident vasculaire cérébral. Un 2<sup>e</sup> remaniement est intervenu le 10 juin, puis un autre le 7 novembre : Brice Laccruche Alihanga, directeur de cabinet d'Ali Bongo, a été limogé.

\*Au 21/11/2019 : 1 USD = 591,5 F CFA ; 1 EUR = 655,957 F CFA



## Guinée Équatoriale

**Président :** Teodoro Obiang Nguema Mbasogo • **Vice-Président :** Teodoro Nguema Obiang Mangue • **Population (millions) :** 1,3 • **Superficie (km<sup>2</sup>) :** 28 051 • **PIB/hab. 2018 (USD) :** 10 174 • **Croissance du PIB réel 2018 (%) :** -5,7 • **Inflation 2018 (%) :** 1,3 • **Classement IDH 2018 (sur 189) :** 141 • **Classement Doing Business 2020 (sur 190) :** 179

La Guinée équatoriale demeure dans une situation économique critique. Durant toute la décennie, le pays aura enregistré une croissance négative, attendue encore à -4,6 % en 2019 et -5 % en 2020. Son inflation (0,9 % en 2019) est attendue à 1,7 % en 2020. Le pays perd un rang dans le Doing Business 2020, relégué à la 179<sup>e</sup> place. En avril 2019, le ministre des Finances, Lucas Abaga Nchama, a été limogé pour « irrégularités commises ».

La production pétrolière a baissé de moitié entre 2014 et 2018 car la plupart des gisements en production arrivent à maturité. Mobil Guinée Équatoriale (MEGI, Exxon Mobil), le plus gros acteur, a produit 27 000 b/j en 2018 contre 34 000 en 2015. Le gouvernement s'impatiente, estimant que les compagnies ne jouent pas le jeu.

En février 2019, Malabo a menacé de ne pas accorder de licences aux compagnies étrangères si, collectivement, elles ne s'engageaient pas à investir au moins 2 milliards de dollars (Md USD)\*. Mais en septembre, le gouvernement a lancé un appel d'offres pour 27 licences de pétrole et de gaz, dont 25 d'exploration, qui devaient être attribués fin 2019.

Alors que le gisement d'Alba est en déclin, le gouvernement porte toute son attention sur Alen. En avril, des accords sur la monétisation du gaz ont été signés avec Atlas Oranto Petroleum, Noble Energy, Marathon Oil, Glencore et Guvnor pour centraliser leur production de gaz en Guinée équatoriale et dans tout le Golfe de Guinée, dans le complexe pétrochimique de Punta Europa, sur l'île de Bioko. Il serait ensuite acheminé vers le port d'Adonikien, pour être stocké puis injecté dans des moteurs de regazéification de GNL et distribuer aux centrales électriques.

**Premier terminal de stockage** et de regazéification de GNL du continent, le complexe pétrochimique de Punta Europa est doté d'une usine d'une capacité stockage de 14 000 m<sup>3</sup> (12 réservoirs construits par l'Américain Corban Energy)

### Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,1 sur 5 ▼

Points forts	Var/2018	Points faibles	Var/2018
Distribution électrique	▲	Système de formation	▼
Réseau routier	▼	Impact du secteur informel	▶
Eau et assainissement	▲		

construite par la société locale Elite Construcciones Corban Energy. Cette dernière a travaillé en partenariat avec les entreprises allemandes Noorwerk et ESC. En outre, une station de chargement de camions et 12 km de conduites de gaz et de diesel sont construites afin de pouvoir approvisionner diverses industries...

En novembre, dans le cadre d'une campagne de forages qui devrait se poursuivre jusqu'en 2020, l'Américain Kosmos Energy (avec Trident et le gouvernement) a découvert un important gisement dans le bloc offshore S (S-5). En août, c'était Noble Energy qui découvrait une réserve de pétrole brut dans le bloc offshore 1 (Aseng 6P). C'est Saipem qui construira le pipeline de 70 km (950 millions de pieds cubes de gaz par jour) reliant les champs exploités par Noble Energy au complexe pétrochimique décrit ci-dessus. Le premier gaz devrait être livré au cours du premier trimestre de 2021. À noter que le projet d'interconnexion électrique entre le Gabon et la Guinée équatoriale a pris du retard mais demeure d'actualité.

**Sur le plan politique**, l'année prochaine, le président Teodoro Obiang Nguema Mbasogo fêtera ses 40 ans au pouvoir...

\*Au 21/11/2019 : 1 USD = 591,5 F CFA ;  
1 EUR = 655,957 F CFA



# République Centrafricaine

**Président:** Faustin Archange Touadéra. **Premier Ministre:** Firmin Ngrebada. **Population (millions) :** 4,9. **Superficie (km<sup>2</sup>) :** 623 000. **PIB/hab. 2018 (USD) :** 510. **Croissance du PIB réel 2018 (%) :** 4,3. **Inflation 2018 (%) :** 1,6. **Classement IDH 2018 (sur 189) :** 188. **Classement Doing Business 2020 (sur 190) :** 184

L'accord de paix signé entre le gouvernement centrafricain et quatorze groupes armés en février 2019 a considérablement réduit les violences et contribué à une relance de l'économie. L'espoir que la lente reprise amorcée après une période de crises récurrentes depuis fin 2012 se renforce. La croissance devrait atteindre 4,5 % en 2019 avec la reprise des activités minières et forestières ainsi que la relance de la construction.

Les indicateurs macroéconomiques s'améliorent. Le déficit budgétaire reste contenu en dessous des 3 % du PIB (2,6 %). L'inflation s'élève à 3 % ; le déficit du solde extérieur courant se réduit grâce au soutien budgétaire des bailleurs de fonds (4,1 % du PIB) et le poids de la dette diminue également à 44,5 % du PIB.

Dans le secteur agricole, l'insécurité persistante perturbe considérablement l'élevage, la pêche et les activités agricoles dans les régions de l'est et du sud-est. Toutefois, selon la FAO, grâce à une meilleure répartition saisonnière des pluies, un accès amélioré aux intrants et à l'aide humanitaire, la production céréalière devrait doubler à 200 000 tonnes (t) en 2019, tout en restant très en dessous de la moyenne d'avant la crise. En revanche, les cultures de rente, comme le café, le coton ou l'huile de palme, ne parviennent pas à redécoller. La sécurité alimentaire demeure précaire avec environ 1,8 million de personnes en situation d'insécurité alimentaire grave.

Le bois, une des principales ressources du pays, poursuit sa reprise. La production de grumes a progressé de près de 16 % en 2018, pour atteindre 727 000 m<sup>3</sup>, selon les chiffres de l'Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT). Les exportations ont bondi de 27 %, à 418 000 m<sup>3</sup>.

Autre ressource du pays, les diamants. La production est faible, s'élevant à 13 571,7 carats en 2018, quatre fois moins qu'en 2017 ou elle dépassait 47 000 carats, selon les chiffres du Processus de Kimberley. En revanche, le volume des exportations a presque doublé passant de 47 636,70 carats à 91 814,87 carats en 2018, dont 61 559,41 carats provenant des stocks. En valeur, elles ont progressé de près de 56 %, à 10,1 millions de dollars (M USD)\*. Afin de limiter le commerce informel, une réforme du secteur a été entreprise. Un décret présidentiel publié en septembre 2019 oblige les sociétés d'achat existantes à exporter au moins pour 3 M USD de diamant par trimestre. Après la période d'essai (qui se terminait le 31 décembre 2019), les maisons qui auront respecté toutes les conditions pourront conclure des contrats avec le gouvernement.

Toujours dans le secteur minier, une commission d'enquête parlementaire a dressé un diagnostic sévère sur la gestion

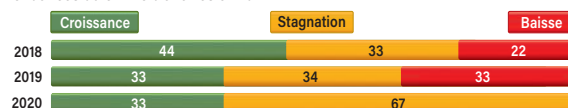
## Environnement des affaires

Note globale moyenne : 1,9 sur 5 ▶

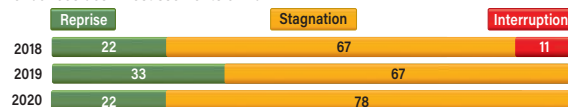
Points forts	Var/2018	Points faibles	Var/2018
Coût de la main-d'œuvre	▶	Réseau routier	▶
Droit du travail	▲	Système de santé	▼
Fiabilité des partenaires	▲	Protection de l'environnement	▲

## Bilan des entreprises

Tendances du chiffre d'affaires en %



Tendances des investissements en %



Rentabilité en %



Niveau des créances sur l'État en %



Niveau des créances sur le secteur privé local en %



par des sociétés chinoises de quatre mines d'or à Bozoum, dans le nord du pays, réclamant leur fermeture.

La situation sécuritaire de la RCA reste très précaire et la situation humanitaire catastrophique. L'accord de paix a été violé à plusieurs reprises. Le Conseil de sécurité a prorogé d'un an, jusqu'au 15 novembre 2020, le mandat de la Mission des Nations Unies en République centrafricaine (MINUSCA), avec pour tâches, notamment, d'aider les autorités à organiser les élections présidentielles, législatives et locales prévues en 2020 et 2021.

\*Au 21/11/2019 : 1 USD = 591,5 F CFA ; 1 EUR = 655,957 F CFA



## RD Congo

**Président :** Félix Tshisekedi. **Premier Ministre :** Sylvestre Ilunga Illunkamba. **Population (millions) :** 84. **Superficie (km<sup>2</sup>) :** 2 345 000. **PIB/hab. 2018 (USD) :** 562. **Croissance du PIB réel 2018 (%) :** 5,8. **Inflation 2018 (%) :** 29,3. **Classement IDH 2018 (sur 189) :** 176. **Classement Doing Business 2020 (sur 190) :** 183

L'économie de la République démocratique du Congo (RD Congo), largement tributaire du secteur extractif (99 % des recettes d'exportations, 34 % des recettes de l'État), donne des signes de ralentissement dans le contexte post-électoral qui a marqué l'année 2019. La croissance économique glisserait à 4,3 % puis 3,9 % en 2020 avec un taux d'inflation brutalement ramené à 5,5 % et 5 % en 2020. Le climat des affaires doit s'améliorer comme en témoigne son mauvais classement dans le *Doing Business 2020* de la Banque mondiale.

Sur le plan politique, l'année 2019 a été marquée par un événement historique : à l'issue d'élections générales qui se sont tenues le 30 décembre 2018 après trois reports et deux ans de retard, le pouvoir a été transféré de façon légale et, de surcroît, à l'opposition. Lors de la présidentielle, Félix Tshisekedi l'a ainsi emporté avec 38,57 % des voix sur Emmanuel Ramazani Shadary (23,84 %), dauphin de Joseph Kabila, et un autre opposant, Martin Fayulu (34,8 %). Lors des législatives, la coalition pro-Kabila, le Front Commun pour le Congo (FCC), a toutefois remporté la majorité avec 341 sièges sur 500 et 20 provinces sur 24, imposant une cohabitation.

La formation du nouveau gouvernement a donné lieu à de longues négociations entre les deux camps : trois mois pour la nomination du Premier ministre, Sylvestre Ilunga Illunkamba, cinq mois pour composer un nouveau gouvernement. Annoncé le 26 août, il comprend 66 membres (42 issus du FCC).

**Le secteur minier (25 % du PIB) reste le principal moteur des investissements.** De nouvelles découvertes sur le gisement de cuivre de Kamo-Kakula (Ivanhoe Mines/Zijin Mining/Crystal River/gouvernement) en feraient la deuxième plus grande mine cuprifère au monde (740 000 t, 1,1 Md USD)\*. En juin, la route reliant cette mine à l'aéroport de Kolwezi était achevée, et en novembre, 15 % supplémentaires ont été cédés au gouvernement portant sa part à 20 %. L'entrée en production est prévue en 2021. De son côté, la mine d'or de Kibali (Barrick) est de plus en plus prometteuse, avec 750 000 onces attendues en 2019.

**Dans le secteur énergétique,** on note l'émergence d'une nouvelle génération d'entrepreneurs congolais, dont certains issus de la diaspora, qui investissent dans des projets de production d'hydroélectricité. Citons notamment Great Lake Energy (Yves Kabongo) avec une centrale hydroélectrique à Kuidi, sur le fleuve Congo (900 MW, 2,7 Md USD), Kipay Investments (Éric Monga, président de la Fédération des entreprises) avec une centrale sur la rivière Lufira à Sombwe (150 MW, 1 Md USD) ; Tembo Power (John Kanyoni) pour trois complexes hydro-électriques à Dikolongo-Kamatanga, Kawa et Kambudji (70 MW, 225 M USD). Le Chinois Power Construction construira

## Environnement des affaires

Note globale moyenne : 1,6 sur 5 ▼

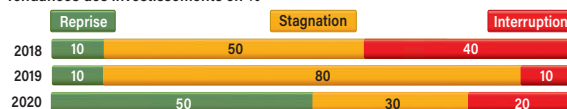
Points forts	Var/2018	Points faibles	Var/2018
Coût de la main-d'œuvre	▶	Impact du secteur informel	▶
Coût du fuel	▶	Niveau de corruption	▼
Taux d'absentéisme	▲	Protection de l'environnement	▼

## Bilan des entreprises

Tendances du chiffre d'affaires en %



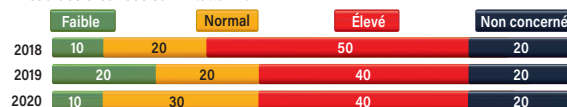
Tendances des investissements en %



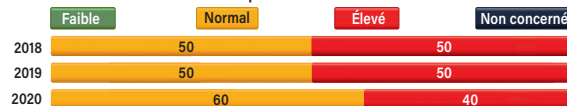
Rentabilité en %



Niveau des créances sur l'État en %



Niveau des créances sur le secteur privé local en %



deux centrales (1 050 MW) sur les fleuves Congo et Lufira. **Dans les infrastructures,** le nouveau gouvernement veut relancer le grand projet de Banana. Cette ville à l'embouchure du fleuve Congo, deviendrait un grand centre de négoce avec la construction d'un port en eaux profondes ainsi que des voies de dessertes routières et ferroviaires sur Matadi. Par ailleurs, les travaux (550 M USD) du pont-route/rail reliant Kinshasa et Brazzaville ont été lancés tandis que la Russie investit 500 M USD pour rénover le chemin de fer congolais.

\*Au 25/11/2019, 1 USD = 1664,7 francs congolais (CDF) ;  
1 EUR = 1833,4 CDF



# Sao Tomé-et-Principe

**Président :** Evaristo Carvalho. **Vice-président :** Patrice Emery Trovoada.  
**Population :** 220 000. **Superficie (km<sup>2</sup>) :** 1 001. **PIB/hab. 2018 (USD) :** 2 001. **Croissance du PIB réel 2018 (%) :** 2,7 %. **Inflation 2018 (%) :** 7,9 %.  
**Classement IDH 2018 (sur 189) :** 143. **Classement Doing Business 2020 (sur 190) :** 170

**Petit État insulaire à faibles ressources** très dépendant des importations et de l'aide internationale, Sao Tomé et Principe, a maintenu un taux de croissance relativement faible (2,7 % en 2019) avec des pénuries de carburant et d'électricité pesant sur l'économie.

L'inflation demeure élevée (8,8 %). Le déficit budgétaire n'est que de 1,7 % du PIB mais le déficit du solde extérieur s'accroît à 11,5 % du PIB. Le niveau d'endettement est pré-occupant (77,2 % du PIB) sans compter les dettes « cachées » qui auraient été contractées par le gouvernement de Patrice Trovoada en 2018 pour un total estimé à 70 millions de dollars (M USD)\*.

**Le pays a conclu un nouvel accord avec le FMI** d'une durée de 40 mois, avec une facilité de 18,2 M USD. Au cœur du programme, l'équilibre des ressources avec l'introduction de la TVA (1<sup>er</sup> mars 2020) et le redressement des sociétés stratégiques, en particulier dans le secteur de l'énergie. Le seul producteur et distributeur d'énergie de l'archipel, EMAE, est en quasi-faillite avec une dette de 140 M USD à la société nationale ENCO (achats de carburant pour alimenter les centrales thermiques impayées), à laquelle s'ajoute une dette d'environ 80 M USD auprès d'autres

fournisseurs et une dette bancaire de 3M USD. L'appui du FMI est complété par un programme d'aide de 10 M USD de la Banque mondiale destiné à protéger les ménages les plus pauvres.

**Afin de combler le déficit en infrastructures**, sont en cours d'examen avec la coopération chinoise la modernisation et l'agrandissement de l'aéroport international de Sao Tomé et la construction d'un port en eau profonde. Pour favoriser les échanges, la Chambre de commerce Sao Tomé et Principe/Chine a été lancée en juillet.

**Dans le domaine des hydrocarbures**, le groupe Shell, avec Kosmos Energy et Galp Energia, a signé en novembre un accord de prospection et d'exploration dans la zone économique exclusive. S'ajoutent, un accord de partage de production avec Total E&P et Sonangol pour le bloc 1, et un accord d'exploration pétrolière conjointe dans une zone maritime commune avec la Guinée Équatoriale.

**En matière de tourisme**, l'archipel a accueilli plus de 30 000 visiteurs en 2018, en hausse de 7 % sur 2017.

*\*Au 21/11/2019 : 1 USD = 22,1 STN (nouveaux dobras de Sao Tomé) ; 1 EUR = 24,5 STN.*

LE MOCI

Moniteur du Commerce International depuis 1889

# Guide de l'export en 10 étapes

## à l'usage des entrepreneurs

**10<sup>e</sup> édition 2020**

**Guide de l'export en 10 étapes**

à l'usage des entrepreneurs

**NOUVEAU**  
Les nouveaux pros

Stratégie, analyse de marché, communication, prospection, préparer l'expédition, préparer le contrat, expédier, s'implanter, recréer

© 2020 - Revue LE MOCI - 100 pages

Numéro 2072 - Novembre 2019 - Plus d'informations : [www.lemoci.com](http://www.lemoci.com)



## Soudan

**Président :** Abdel Fattah Abdelrahmane al Burhan. **Premier Ministre :** Abdallah Hamdok. **Population (millions) :** 43,2. **Superficie (km<sup>2</sup>) :** 1 883 000. **PIB/hab. 2018 (USD) :** 977. **Croissance du PIB réel 2018 (%) :** -2,2. **Inflation 2018 (%) :** 63,3. **Classement IDH 2018 (sur 189) :** 167. **Classement Doing Business 2020 (sur 190) :** 177

C'est une année historique qu'a vécue le Soudan. Après quatre mois de manifestations sans précédent, le président Omar el-Bechir a été destitué le 11 avril par l'armée, mettant fin à 30 ans d'un pouvoir sans partage. Un Conseil militaire de transition (CMT) a été mis en place et un accord conclu en août entre le CMT et la coalition des Forces de la Déclaration de la liberté et du changement (FDLC), qui regroupe l'opposition et la société civile. L'accord met en place un Conseil souverain où les civils sont majoritaires ouvrant la voie à une transition démocratique de trois ans qui doit conduire à des élections générales en 2022.

Les priorités du Premier ministre Abdallah Hamdok sont le redressement économique et la conclusion d'un accord de paix avec l'ensemble des groupes rebelles d'ici six mois. La situation économique, à l'origine des manifestations avec le triplement du prix du pain, est très critique. Le pays

est en récession (-2,6 % en 2019), l'inflation galope (50,4 %), les déficits s'accumulent...

Le retrait par les États-Unis du Soudan de la liste des États soutenant le terrorisme est toutefois une condition sine qua non pour normaliser les relations avec les institutions financières, en particulier le FMI et la Banque mondiale, et lever la méfiance des investisseurs et des banques. Le Premier ministre estime à 3 milliards d'euros (Md EUR) la somme nécessaire pour couvrir les besoins immédiats du pays et stabiliser le budget. Il plaide aussi pour qu'une partie de la dette (73 % du PIB) bénéficie d'un allègement. Une aide financière a déjà été apportée par l'Arabie Saoudite et les Émirats Arabes Unis.

\*Au 22/11/2019 : 1 USD = 45,1 SDG (livres soudanaises) ;  
1 EUR = 49,8 SDG



## Sud Soudan

**Président :** Salva Kiir Mayardit. **Premier Vice-président :** Taban Deng Gai. **Population (millions) :** 13. **Superficie (km<sup>2</sup>) :** 644 329. **PIB/hab. 2018 (USD) :** 238,5. **Croissance du PIB réel 2018 (%) :** -1,1. **Inflation 2018 (%) :** 83,5. **Classement IDH 2018 (sur 189) :** 187. **Classement Doing Business 2020 (sur 190) :** 185

L'accord de paix signé en septembre 2018 entre le gouvernement et les rebelles a permis une relance de l'économie du Soudan du Sud. La montée en puissance de la production pétrolière, dont l'économie est dépendante à 90 %, a été déterminante. De 350 000 b/j début 2019, elle devrait à nouveau être multipliée par trois avec la réouverture des champs de pétrole précédemment fermés et la réhabilitation des champs en exploitation.

L'économie a renoué avec la croissance, avec un taux de 8,9 % en 2019. L'inflation, toujours à deux chiffres (24,5 %), a été réduite. Le pays dégage un excédent tant budgétaire (2,4 % du PIB) et que du solde extérieur courant (2,3 % du PIB) et la dette publique a été ramenée à 34,4 % du PIB\*.

La situation humanitaire demeure cependant critique avec environ 4 millions de personnes déplacées et une insécurité

alimentaire aiguë, près de 7 millions de personnes (plus de la moitié de la population) ayant besoin d'une aide humanitaire. Environ 82 % de la population se situe en dessous du seuil de pauvreté.

Au niveau politique, c'est l'impasse, les négociations menées depuis des mois entre le chef rebelle sud-soudanais Riek Machar et le président du pays, Salva Kiir, pour la formation d'un gouvernement transitoire d'union nationale, n'ayant toujours pas débouché sur un accord. Un délai supplémentaire de 100 jours, à compter du 12 novembre 2019, a été donné pour le former. Les points d'achoppement entre les deux camps sont la formation d'une armée unifiée et la question du nombre d'États régionaux, ainsi que leurs frontières.

\*Au 22/11/2019 : 1 USD = 130,2 SSP (livres sud-soudanaises) ; 1 EUR = 144,1 SSP



SOMMET  
**Afrique-France**  
Ville Durable  
Bordeaux, 4-6 juin 2020

# UN SOMMET INÉDIT QUI ASSOCIE L'ACTION DES ACTEURS ÉCONOMIQUES À LA VISION POLITIQUE

Un salon professionnel de **3 JOURS**

« LA CITÉ DES SOLUTIONS »

**50 000 m<sup>2</sup>** d'exposition

**+500 entreprises** françaises & africaines

**15 000 acteurs** de la ville et territoires durables

**54 chefs d'état** ou de gouvernement invités

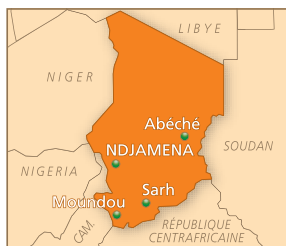
**1 000 entrepreneurs africains**

**250 conférences**

**BORDEAUX**

**4, 5 ET 6 JUIN 2020**

[sommetafriquefrance2020.org](http://sommetafriquefrance2020.org)



## Tchad

**Président :** Idriss Déby. **Population (millions) :** 14,9. **Superficie (km<sup>2</sup>) :** 1 284 000. **PIB/hab. 2018 (USD) :** 730. **Croissance du PIB réel 2018 (%) :** 2,4. **Inflation 2018 (%) :** 3. **Classement IDH 2018 (sur 189) :** 186. **Classement Doing Business 2020 (Sur 190) :** 182

L'économie du Tchad se redresse timidement et se consolide après la crise économique et financière liées à l'effondrement de ses recettes pétrolières. Son taux de croissance est attendu à 2,3 % en 2019 et devrait accélérer à 5,4 % en 2020. Depuis juin 2017, le pays bénéficie d'un programme de financement du FMI. Les deux premières revues ayant été approuvées en avril et juillet 2018, les comptes publics et extérieurs devraient encore s'assainir en 2019 et 2020. L'inflation est contenue à 3 %. En revanche le déficit du solde extérieur courant s'accroît (6,4 % du PIB) mais la dette publique diminue à 44,7 % du PIB en partie grâce à l'accord conclu en 2018 avec Glencore pour restructurer un prêt de 1,466 milliard de dollars (Md USD)\*.

En matière de gestion de cette manne pétrolière, l'Assemblée nationale a adopté la loi sur le mécanisme de lissage des prix et de la production pétrolière qui vise à protéger le pays en cas de fortes baisses des prix et de la production. La mise en exploitation du champ pétrolier de Daniela opéré par la China National Petroleum Company International Chad (15 000 b/j) devrait contribuer à la hausse de la production en 2019. En revanche, deux opérateurs importants dans le bassin de Doba, Exxon Mobil et Glencore, ont indiqué qu'ils voulaient céder leurs actifs.

Le secteur agricole connaît également une embellie. Ressource importante, le coton remonte sérieusement la pente avec un net rebond de la production estimée à 175 000 tonnes (t) en 2019/2020, après 15 300 t en 2018/2019. Depuis mi-2018, la Coton Tchad Société Nouvelle est aux mains du Singapourien Olam et un accord avec le gouvernement a permis de régler des impayés de plus de 6 Md F CFA auprès des producteurs. La production de sucre a légèrement progressé en 2018 à 36 000 t (+2,9 %) en 2018/2019.

Le développement des énergies renouvelables est en cours. Le projet de centrale solaire à Djermaya (32 MW) a bénéficié d'un prêt de 8 M EUR de la BAD et sera mis en œuvre dans le cadre d'un partenariat public-privé (PPP) avec le consortium composé de Aldwich International Limited/Anergie, Smart Energies et Infraco. Des négociations sont en cours aussi entre le Tchad et l'émirati Amea Power pour la construction d'une centrale solaire (120 MW) près de N'Djaména.

Dans les télécommunications, Tigo Tchad a été cédé à Maroc Télécom par le groupe luxembourgeois Millicom International Celular (MIC). La gestion du réseau de fibre optique (800 km) N'Djaména-Adré a été confiée à la société tchado-soudanaise Sudtchad. Dans l'hôtellerie, le groupe Hilton a fermé en novembre son hôtel 5 étoiles à N'Djaména,

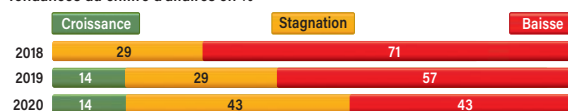
## Environnement des affaires

Note globale moyenne : 1,6 sur 5 ▼ ▲

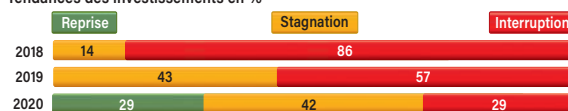
Points forts	Var/2018	Points faibles	Var/2018
Coût de la main-d'œuvre	▲	Réseau ferré et routier	▶
Fiabilité des partenaires	▶	Douanes	▶
		Impact du secteur informel	▲

## Bilan des entreprises

Tendances du chiffre d'affaires en %



Tendances des investissements en %



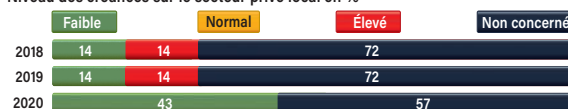
Rentabilité en %



Niveau des créances sur l'État en %



Niveau des créances sur le secteur privé local en %



moins de quatre ans après son ouverture, suite à un litige financier avec l'investisseur, le groupe SGI Holding.

La situation sécuritaire du Tchad demeure tendue, avec les menaces de Boko Haram dans le sud-ouest du pays mais aussi les conflits entre éleveurs et agriculteurs dans l'Est ; l'armée française est intervenue en février pour contrer une rébellion dans le Nord. À noter que les relations diplomatiques entre le Tchad et Israël ont officiellement repris après 47 ans d'interruption.

\*Au 21/11/2019 : 1 USD = 591,5 F CFA ;  
1 EUR = 655,957 F CFA

# Les packs d'abonnement PME

- LE MAGAZINE EN LIGNE - LA LETTRE CONFIDENTIELLE  
- L'ALERTE CONFIDENTIELLE - LE TOUT WEB



Offres exceptionnelles d'abonnement numérique au MOCI  
pour **tous les salariés de votre société**

Jusqu'à 10 salariés



**250 € / an**

Soit 10 abonnements numériques  
pour le prix d'un

Jusqu'à 50 salariés



**500 € / an**

Soit 50 abonnements numériques  
pour le prix de deux

## Abonnez-vous vite !

Bulletin à renvoyer dans une enveloppe affranchie à l'adresse suivante : Le MOCI- Service Abonnements, 29 rue de Clichy - 75009 Paris  
Tél. : 01.49.70.12.20 Mail : abonnement@lemoci.com

- OUI ! Je m'abonne au MOCI digital (offre 1-10 salariés) :** 12 numéros + 1 hors-série Afrique + l'accès illimité au site du MOCI + la Lettre Confidentielle + l'Alerte Confidentielle **pour 1 an pour 250 €.**
- OUI ! Je m'abonne au MOCI digital (offre 11-50 salariés) :** 12 numéros + 1 hors-série Afrique + l'accès illimité au site du MOCI + la Lettre Confidentielle + l'Alerte Confidentielle **pour 1 an pour 500 €.**

**Je peux m'abonner en quelques clics sur : [www.lemoci.com](http://www.lemoci.com)**

### Mes coordonnées

Mme  M.

Nom .....

Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

**En cas de besoin, le Service Clients peut me joindre par :**

Email : .....

Téléphone : .....

### JE CHOISIS DE RÉGLER

**À réception de facture** (uniquement pour les sociétés)

Par **chèque bancaire ou postal**  
joint à la commande à l'ordre de Le MOCI

Par **carte bancaire**  
(remplir les informations d'identification de CB ci-dessous)

N°

Notez les 3 chiffres au verso de votre carte bancaire

Date d'expiration /

Date et signature obligatoires

Offres valables jusqu'au 31/12/2020 et réservées aux non abonnés en France Métropolitaine. Les conditions générales de vente et d'utilisation du site Le MOCI sont disponibles sur <https://www.lemoci.com/cgu-cgv/> ou sur simple demande par courrier. En souscrivant à l'offre d'abonnement, vous acceptez nos conditions générales de vente. Le MOCI collecte et traite vos données personnelles à des fins d'inscription et de gestion de votre commande. Toutes les données demandées sont indispensables pour remplir les finalités décrites ci-dessus. Conformément à la réglementation en vigueur, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification, d'approbation, de limitation, de suspension et de portabilité de vos données. Pour exercer vos droits et/ou obtenir plus d'informations sur notre politique de confidentialité, vous pouvez vous adresser à [abonnement@lemoci.com](mailto:abonnement@lemoci.com) ou au Service Abonnements - 29 rue de Clichy - 75009 PARIS. Si vous ne souhaitez pas recevoir d'offres commerciales de notre part pour nos produits ou offres analogues, merci de cocher cette case.



## Afrique du Sud

**Président :** Cyril Ramaphosa. **Vice-président :** David Mabuza. **Population (millions) :** 59. **Superficie (km<sup>2</sup>) :** 1 219 912. **PIB/hab. 2018 (USD courant)<sup>1</sup> :** 6 374. **Croissance du PIB réel 2018 (%)<sup>2</sup> :** 0,8. **Inflation 2018 (%)<sup>2</sup> :** 5,3. **Classement IDH 2018 (sur 189)<sup>3</sup> :** 113. **Classement Doing Business 2020 (sur 190)<sup>1</sup> :** 84

L'économie sud-africaine est toujours en sous-régime. Mi-octobre 2019, le FMI a revu à la baisse ses prévisions de croissance sur 2019, de 1,2 % estimé en avril à 0,7 %. L'inflation ralentirait à 4,4 % mais le taux de chômage atteint 29 %. Le ratio service de la dette/exportations est passé de 13 % en 2017 à 20 % en 2018 et la dette publique frôlerait les 60 % du PIB, son plus haut historique. Le 1<sup>er</sup> janvier, est entré en vigueur un salaire minimum de 20 rands l'heure, soit environ 1,2 EUR\*.

**Au-delà de la conjoncture,** l'économie reste gravement entravée par les délestages de l'entreprise publique d'électricité Eskom, sans directeur général depuis mai 2019 et au bord de la faillite. Sa dette atteint 26 M EUR (15 % de la dette nationale), à laquelle s'ajoutent 20,7 Md EUR de perte nette sur l'exercice clos en mars 2019. En juillet, le gouvernement lui a octroyé 4,1 Md USD et a annoncé 15,7 Md USD sur dix ans. En octobre, il a présenté un plan d'action à l'horizon 2030 dont le principal objectif est de réduire à 60 % le charbon (77 % actuellement), et de porter à 18 % l'éolien, 8 % l'hydroélectricité, 7 % le solaire, 4,5 % le nucléaire.

**Le gouvernement doit redresser d'autres entreprises publiques.** Déficitaires depuis 2011 (-868 M USD), South African Airways a reçu 372 M EUR du gouvernement et négocierait avec d'éventuels repreneurs, dont Ethiopian Airlines. Pour Passenger Railway Agency (PRASA), le gouvernement a créé en juillet une cellule de crise et annoncé que 8 % des dépenses budgétaires seront dédiées chaque année au secteur ferroviaire (de 3,8 Md EUR en 2019 à 4,4 Md EUR en 2021-2022).

**Parmi les autres faits marquants,** Bahreïn BFG a inauguré à Ekurhuleni son usine (3 M EUR) de composants en fibre de verre pour les nouveaux trains de PRASA, construits par le consortium Gibela (Alstom 61 %). Transnet a choisi le Sud-africain Southern Palace pour construire le nouveau terminal portuaire (607 ha) de Tambo Springs, près de Johannesburg, dans le cadre d'une concession de 20 ans. Dans le secteur minier, les mauvaises nouvelles s'accumulent avec des licenciements massifs chez Sibanye-Stillwater et Arcelor-Mittal et la chute de 60 % de la production de diamants de De Beers. Enfin, signalons la découverte par Total (45 %), Qatar Petroleum (25 %) et le canadien CNR (20 %) de gaz à condensats en eaux profondes à Brulpadda (Bloc 11B/12B).

**Sur le plan politique,** l'année 2019 a été marquée par les élections générales en mai. À l'Assemblée nationale, l'ANC a obtenu 57,7 %, son plus mauvais score depuis la fin de l'apartheid en 1994. Mais le principal parti d'opposition, la

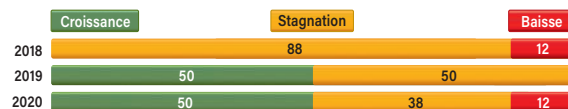
### Environnement des affaires

Note globale moyenne : 3 sur 5 ▶

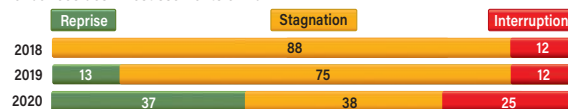
Points forts	Var/2018	Points faibles	Var/2018
Respect de l'humain	▲	Sécurité des personnes	▼
Fiabilité des partenaires	▲	Niveau de corruption	▼
Réseau routier et aérien	▶	Efficacité de l'administration	▶
Réseau téléphonique et internet	▶		

### Bilan des entreprises

Tendances du chiffre d'affaires en %



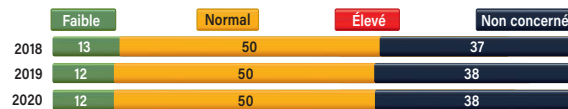
Tendances des investissements en %



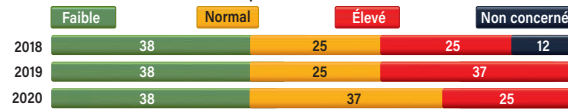
Rentabilité en %



Niveau des créances sur l'État en %



Niveau des créances sur le secteur privé local en %



Democratic Alliance (DA) a aussi baissé à 20,77 %. La DA traverse des turbulences marquées par la démission, le 21 octobre, du maire de Johannesburg, Herman Mashaba, suivi le 23 octobre du président du DA, Mmusi Mainame, soupçonné de corruption. Le président Cyril Ramaphosa (66 ans, ANC), au pouvoir depuis février 2018, a été reconduit pour cinq ans. Au niveau local, 8 des 9 assemblées provinciales ont été remportées par l'ANC, le Freedom Party conservant le Western Cape avec 55,45 % (59,38 % précédemment).

\*Au 19/11/2019 : 1 USD = 14,7 ZAR (rands sud-africains) ; 1 EUR = 16,3 ZAR.



# Angola

**Président :** João Lourenço. **Vice-président :** Bornito de Sousa Baltazar Diogo. **Population (millions) :** 30,8. **Superficie (km<sup>2</sup>) :** 1 246 700. **PIB/hab. 2018 (USD courant) :** 3 432. **Croissance du PIB réel 2018 (%) :** -1,7. **Inflation 2018 (%) :** 19,6. **Classement IDH 2018 (sur 189) :** 147. **Classement Doing Business 2020 (sur 190) :** 177

L'Angola se redresse très lentement avec une production pétrolière en baisse et la sécheresse qui a touché plus de 1,4 million de personnes en 2019. Sa croissance serait encore négative en 2019, à -0,3 %. Le taux d'inflation se contracte (17,2 %), de même que l'endettement avec un ratio service/exportations ramené à 22 % en 2018. Conséquence de la baisse des recettes pétrolières (80 % de la valeur des exportations), les réserves de change ne représentaient plus que 28 % du stock de sa dette en 2018. Le pays, qui a perdu 4 places dans le *Doing Business 2020*, est toutefois soutenu par les institutions internationales. En mars, le FMI a accordé 3,7 milliards de dollars (Md USD)\* sur trois ans. La Banque mondiale a ouvert un bureau.

Le président João Lourenço poursuit sa politique de prise en main du pays, misant sur l'ouverture de l'économie. En août, il a annoncé la privatisation d'ici 2022 de 195 entreprises, dont le puissant groupe pétrolier Sonangol (qui possède une cinquantaine de filiales comme la société de télécoms Unitel, le groupe énergétique portugais Galp, la SIR en Côte d'Ivoire...), le diamantifère Endiama, la compagnie aérienne TAAG ou encore 28 % de Puma Energy (Angola-Trafigura). La restructuration d'Angola Telecom est achevée en vue de sa privatisation (45 % d'ici 2021). Des mesures ont été prises en direction des investisseurs étrangers : assouplissement des règles de transfert (possibles via les banques commerciales) et levée de l'obligation de s'associer avec des entreprises nationales.

S'agissant de Sonangol, les réformes s'enchaînent depuis octobre 2018. Au 1<sup>er</sup> janvier 2019, suivant la décision de l'OPEP, Luanda a réduit sa production de 47 000 bj. En février, l'Agence nationale du pétrole, du gaz et des biocombustibles (ANPG), a été créée pour dissocier les fonctions d'opérateur et de concessionnaire de blocs, ce qui privera la Sonangol de recettes. L'ANPG doit mettre aux enchères 10 blocs *offshore* dans des zones inexplorées et d'ici 2025, 55 nouveaux blocs *offshore* et *onshore*. Sonangol a signé avec United Shine pour construire une deuxième raffinerie (60 000 bj) à Cabinda tandis que l'italien ENI doit quadrupler sa production d'essence d'ici deux ans et demi.

Les investissements reprennent dans les infrastructures. Le contrat de concession sur 20 ans de Soportos-Transporte e Descarga sur les terminaux portuaires de Luanda et Lobito a été résilié et un appel d'offres serait lancé. Le chemin de fer de Benguela a été livré par la China Railway en octobre après 19 ans de travaux (1,8 Md USD; 1344 km de Lobito à Lua; 67 stations). La construction d'un nouvel aéroport par des acteurs chinois, interrompue en 2017,

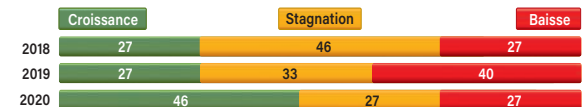
## Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,3 sur 5 ▲

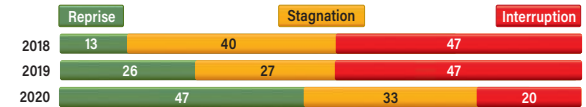
Points forts	Var/2018	Points faibles	Var/2018
Droit du travail	▲	Système de formation	▶
Douanes	▶	Impact du secteur informel	▼
Réseau aérien local	▼	Système de santé	▼

## Bilan des entreprises

Tendances du chiffre d'affaires en %



Tendances des investissements en %



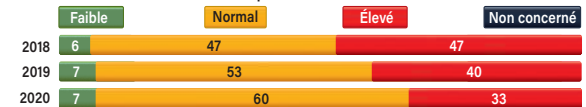
Rentabilité en %



Niveau des créances sur l'État en %



Niveau des créances sur le secteur privé local en %



devraient reprendre. Les deux dernières turbines de la centrale hydroélectrique de Laúca (1998 MW) ont été livrées. Cette reprise touche d'autres secteurs. L'Angolais Telstar a remporté (106 M EUR) la 4<sup>e</sup> licence de téléphonie mobile. Le Russe Uralchem construira une usine d'engrais (1,2 Md USD, 1,2 Mt d'urée). L'AFD et la Banque mondiale ont accordé un prêt de 230 M USD pour relancer l'agriculture commerciale. Dans le secteur financier, Citibank a réouvert son agence.

\*Au 19/11/2019 : 1 USD = 461,6 AOA (kwanzas angolais) ; 1 EUR = 511,5 AOA



## Botswana

**Président** : Mokgweetsi Masisi. **Vice-président** : Slumber Tsogwane. **Population (millions)** : 2,2. **Superficie (km<sup>2</sup>)** : 567. **PIB/hab. 2018 (USD courant)** : 8 258. **Croissance du PIB réel 2018 (%)** : 4,6. **Inflation 2018 (%)** : 3,2. **Classement IDH 2018 (sur 189)** : 101. **Classement Doing Business 2020 (sur 190)** : 87

La croissance au Botswana a ralenti à 3,5 % mais serait de 4,3 % en 2020 grâce, notamment, aux services et aux investissements dans les infrastructures. L'inflation est stable à 3 % et l'endettement faible (ratio service/exportations 2,4 %). La balance commerciale s'est dégradée avec une baisse de 16 % des ventes de diamants au deuxième trimestre. Mais l'économie poursuit sa diversification avec la montée en puissance du secteur bancaire et du tourisme. Le pays bénéficie d'un des meilleurs classements Doing Business des pays subsahariens.

La contribution des mines au PIB a baissé mais demeure importante à 20 % environ. Le diamant en est le produit phare. En mars 2019, Debswana a lancé son méga projet Cut-9 de 2 milliards de dollars (Md USD) pour prolonger la vie de sa mine de Jwaneng jusqu'en 2035 et en extraire 53 millions de carats (contre 44 millions) alors que la profondeur de Cut-8 à Makwe Mining a été portée à 650 m contre 400 avant. D'autre part, Okavango Diamond a extrait d'Orapa un diamant bleu de 20,46 carats, un record mondial, et à Karowe, le Canadien Lucara Diamond a récupéré 22 diamants de plus de 100 carats dont 8 de plus de 200

carats. Botswana Diamonds, Vutomi et Eurafrikan Diamond ont eu un permis pour Marsfontein. Dans le cuivre, l'Américain Khoemacau Copper Mining développe une mine de cuivre (3,6 Mt estimées en 2021). Sandfire Resources développe sa mine T3 d'argent et de cuivre (70 000 t en 2020) et une raffinerie.

Le pays continue de développer ses infrastructures. Botswana Power va connecter la Copper Belt, aujourd'hui alimentée par la Namibie, au réseau national d'ici 2020 dans le cadre de son North West Transmission Grid Connection Project. Botswana Railways construit 520 km pour améliorer les connexions avec l'Afrique du Sud et la Zambie.

Sur le plan politique, le Parti démocratique du Botswana (BDP) a remporté les élections générales du 23 octobre 2019. Le BDP avait un temps été fragilisé par une guerre fratricide entre Ian Khama et Mokgweetsi Masisi, le premier ayant cédé début 2018 le pouvoir au second, son ancien vice-président, mais l'ayant accusé depuis de dérive autoritaire.

\*Au 19 /11/ 2019 : 1 USD = 10,8 BWP (pulas) ;  
1 EUR = 12 BWP.

**LE MOCI**

France/Europe

## Guide 2019 de l'accompagnement à l'export pour les PME et ETI

Numéro 2065 - Avril 2019

**LE MOCI**

Moniteur du Commerce International depuis 1883

France/Europe

**Guide 2019 de l'accompagnement à l'export pour les PME et ETI**

**Dossier spécial Roumanie**

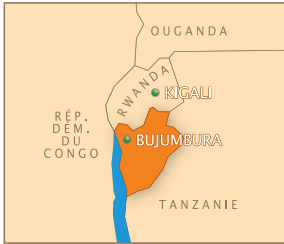
Un pays prometteur en quête d'un second souffle

Publiplus Distribution

E-commerce avec la Chine : une opportunité pour les PME

© 2019 - MOCI - Avril 2019 - 2065 - 100 pages

Plus d'informations : [www.lemoci.com](http://www.lemoci.com)



# Burundi

**Président :** Pierre Nkurunziza. **Premier Vice-Président :** Gaston Sindimwo.  
**Population (millions) :** 11,2. **Superficie (km<sup>2</sup>) :** 27 834. **PIB/hab. 2018 (USD courant) :** 275. **Croissance du PIB réel 2018 (%) :** 0,1.  
**Inflation 2018 (%) :** 1,2. **Classement IDH 2018 (sur 189) :** 185. **Classement Doing Business 2020 (sur 190) :** 166

L'économie burundaise se redresse lentement avec une croissance redevenue légèrement positive, à 0,4 % en 2019 et 0,5 % en 2020. En revanche, l'inflation est repartie, à 7,3 % et serait de 9 % en 2020. L'investissement a progressé de 11,7 % en 2018 mais ralentirait à 5,3 % en 2019, selon la Banque mondiale.

Dans l'agriculture de rente, la renationalisation de la filière café est à l'étude étant donné sa faible performance. La production a été de 12 900 tonnes (t) en 2018/2019 (+14 % sur 2017/2018) mais pourrait ne pas dépasser 12 000 t en 2019-20. Uniquement producteur de thé noir (20 % des recettes d'exportation), le pays se diversifie dans le thé vert depuis deux ans, avec une usine à Buhoro. Dans le secteur vivrier, le Projet d'intensification de la production agricole et de réduction de la vulnérabilité, d'un montant de 101 millions de dollars (M USD)\*, a bénéficié d'une contribution de 35 M USD du FIDA. Il concerne le bétail (à viande et laitier), la pêche, l'aviculture, la riziculture et l'apiculture.

Le secteur minier monte en puissance et devrait être, au deuxième trimestre 2019, la première source de devises, devant les produits agricoles : les exportations d'or, d'étain, de tungstène, de tantalite et de terres rares devrait générer 12,4 M USD de recettes. En juin, après leur différend commercial avec la Chine, les États-Unis ont déclaré vouloir s'approvisionner en terres rares auprès du Burundi, ce qui suscite beaucoup d'espoirs à Bujumbura. Le Britannique Rainbow Rare Earths, seul producteur de terres rares en Afrique a exporté ses premières tonnes (t) en 2018 de sa mine de Gakara (135 km<sup>2</sup>, est. 1,2 Mt de minerai).

Dans les télécommunications, en octobre, Tanzania Telecommunications a signé avec Burundi Backbone Systems pour lui fournir durant 6 ans de la connectivité à haut débit (6 M USD) ; un accord conclu quelques jours après que la Tanzanie a demandé à l'opérateur vietnamien Viettel d'arrêter son interconnexion fibre avec le Burundi. Le taux de pénétration d'Internet est faible, 10 %.

Dans les infrastructures, le projet de modernisation du port de Bujumbura, sur le lac Tanganyika, a été relancé avec un prêt du Japon de 28 M USD.

Sur le plan politique et diplomatique, un accord est intervenu en août avec la Tanzanie pour rapatrier, à compter du 1<sup>er</sup> octobre, les réfugiés burundais, tandis qu'en février, des discussions étaient engagées avec l'Ouganda et annoncées avec le Rwanda sur le même sujet. La Chine a livré en février le nouveau palais présidentiel. Les élections se tiendront en 2020. Rappelons que depuis 2015, les principaux bailleurs de fonds internationaux, dont l'Union européenne (UE), ont sus-

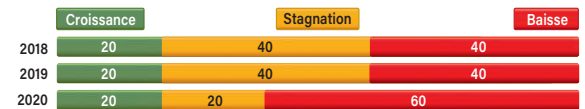
## Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,3 sur 5 ▲

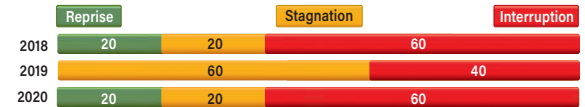
Points forts	Var/2018	Points faibles	Var/2018
Coût de la main-d'œuvre	▲	Niveau de corruption	▶
Sécurité des personnes	▲	Fiabilité des partenaires	▶
Télécommunications	▲	Protection de l'environnement	▼

## Bilan des entreprises

Tendances du chiffre d'affaires en %



Tendances des investissements en %



Rentabilité en %



Niveau des créances sur l'État en %



Niveau des créances sur le secteur privé local en %



pendu leurs aides budgétaires directes et en avril, la France a gelé les avoirs de plusieurs responsables burundais déjà sanctionnés par l'UE, accusés d'atteintes à la démocratie ou de violences en 2015. Un blocage qui a eu de lourdes conséquences financières : en 2019, le Burundi doit financer son budget à hauteur de 83 %, au lieu de 50 % il y a 10 ans, et a dû augmenter les prix des produits de première nécessité, comme le carburant, le sucre, le riz et les haricots.

\*Au 19/11/2019 : 1 USD = 1870,1 BIF (francs burundais) ;  
 1 EUR = 2072,4 BIF.



## Comores

**Président :** Azali Assoumani. **Population :** 832 320. **Superficie (km<sup>2</sup>) :** 1 862. **PIB/hab. 2018 (USD courant) :** 1 445. **Croissance du PIB réel 2018 (%) :** 3. **Inflation 2018 (%) :** 3. **Classement IDH 2018 (sur 189) :** 165. **Classement Doing Business 2020 (sur 190) :** 161

Initialement prévue en 2021, l'élection présidentielle aux Comores s'est tenue le 24 mars 2019. Le président Azali Assoumani a été réélu dès le premier tour avec 60,77 % des suffrages, suscitant contestations et violences. Un chef de l'opposition, le commandant Faissoil Abdou Salama, a été tué et une tentative de coup d'État a eu lieu en avril par un des principaux rivaux du président, le colonel Soilihi Mohamed. Ce dernier a été arrêté puis relâché le 8 avril après avoir reconnu la réélection du président sortant. Les élections législatives devraient se tenir en janvier 2020.

Dans ce contexte, l'économie souffre, alors qu'elle a subi des dégâts lors du passage du cyclone Kenneth fin avril (destructions et besoins en aide humanitaire estimés à 12,5 % du PIB). La croissance, initialement attendue à 3 % en 2019, ne devrait pas dépasser 1,3 % en 2019 mais pourrait rebondir à 4,2 % en 2020. L'inflation est à 3,2 %. Les flux financiers de la diaspora ont augmenté de 24,5 % en 2018, à 142 millions d'euros (M EUR)\* : ils représentent 14 % du PIB, alors que les transferts publics ont reculé de 52,2 % en 2018. Le président Azali Assoumani veut lever 3 Md EUR auprès des bailleurs de fonds, dont 2 % d'investisseurs pri-

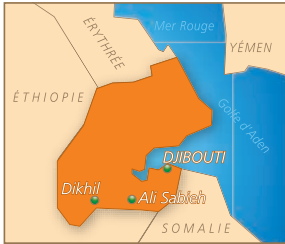
vés, pour faire des Comores un « hub » financier et un pays touristique. C'était son principal objectif pour la conférence des bailleurs de fonds du 3 décembre 2019 à Paris.

Des projets avancent néanmoins. La BAD a accordé 8,6 M EUR pour poursuivre le développement du secteur énergétique, lancé en 2014 et le pétrolier britannique Tullow Oil et Discover Exploration ont démarré des relevés sismiques 3D sur les blocs 35, 36 et 37 (16 000 km<sup>2</sup>). Dans le secteur des télécoms : la SFI a accordé 13 M EUR à Telecom Comores ; le quatrième câble sous-marin de fibre optique, Fly Lion 3 (12,3 M EUR) a été réceptionné ; une Agence nationale de développement numérique se crée. Enfin, les travaux du complexe hôtelier à Galawa-Maloudja ont démarré.

Dans l'agriculture (30 % du PIB), les nouvelles sont bonnes pour les produits d'exportation : en 2018, la production d'ylang-ylang a reculé de 10,9 % mais ses recettes ont triplé de 3,6 à 9,5 M EUR, celle du clou de girofle a augmenté de 11 % mais ses recettes ont baissé de 26,3 % (14 M EUR), et la production de vanille a bondi de 20 % et ses recettes de 50,6 % (11 M EUR).

\*Au 19/11/2019 : 1 USD = 443,9 KMF ; 1 EUR = 491,9 KMF.





# Djibouti

**Président :** Ismaïl Omar Guelleh. **Premier Ministre :** Abdoukader Kamil Mohamed. **Population :** 958 920. **Superficie (km<sup>2</sup>) :** 23 200. **PIB/hab. 2018 (USD courant) :** 2 050. **Croissance du PIB réel 2018 (%) :** 6. **Inflation 2018 (%) :** 2. **Classement IDH 2018 (sur 189) :** 172. **Classement Doing Business 2020 (sur 190) :** 112

L'économie djiboutienne affiche des indicateurs positifs. La croissance à Djibouti en 2019 grimperait à 7,2 % (6 % selon le FMI) et 7,5 % en 2020 selon la Banque mondiale, stimulée par la dynamique du transit de marchandises d'Éthiopie. L'inflation est de 2,2 %. La fin des grands travaux (chemin de fer et aqueduc) a fait chuter le déficit fiscal de 15,7 % du PIB en 2015 à 2,5 % en 2018. Mais les dépenses financées localement pâtissent de la contraction du budget, liée aux importantes exemptions fiscales accordées aux entreprises et au coût croissant du service de la dette découlant des énormes investissements d'infrastructure : la dette publique et garantie par l'État est passée de 34 % du PIB en 2013 à 71 % en 2018 ; 60 % de la dette est due à la Chine.

À cet égard, en visite à Pékin en avril 2019, Ismaïl Omar Guelleh a renégocié les conditions de financement (sur 25 ans) du chemin de fer Djibouti-Addis Abeba.

L'autre grand partenaire de Djibouti est l'Éthiopie, qui est le premier client des infrastructures portuaires du pays. Plusieurs projets régionaux connectent leurs réseaux : deux projets ferroviaires (une ligne reliant les deux capitales et une autre entre Tadjourah et la ville éthiopienne de Mekele), un corridor routier entre la route à péage (220 km) Dire-Dawa-Dewele et le port de Djibouti, deux lignes d'interconnexion électrique et une fibre optique de communication ferroviaire le long du chemin de fer qui relie Addis-Abeba à Djibouti, un projet d'adduction d'eau potable. En février, les deux pays ont décidé de construire un gazoduc (700 km, 12 Md m<sup>3</sup>/an) pour exporter le gaz éthiopien du bassin d'Ogaden, ainsi qu'une usine de liquéfaction du gaz (3 Mt/a).

**Le port demeure le fer de lance économique du pays.** Sur les sept premiers mois de 2019, le volume au terminal conteneur a augmenté de 8,3 %, à 520 000 TEU, tandis que le volume de cargo vrac a bondi de 17,7 %, à 3,5 Mt. Notons que le 4 avril, la Cour d'arbitrage à Londres a condamné le gouvernement djiboutien à verser 385 millions de dollars (M USD) à DP World dans le litige sur la rupture du contrat de concession sur 50 ans sur Doraleh Container Terminal, en 2018. C'est en définitive le fonds souverain d'Oman qui participera à hauteur de 15 % au capital du nouveau terminal (654 M EUR).

**D'autres investissements sont à signaler :** le Japon a accordé 33,7 M EUR pour renforcer la capacité de transport maritime entre Djibouti et Tadjourah avec un ferry et des installations d'accostage ; un tronçon sous-marin de fibre optique reliera le Kenya à Djibouti (59 M EUR) et sera une extension du câble sous-marin Djibouti Africa Regional Express (DARE), dont les travaux de sonde sous-marine

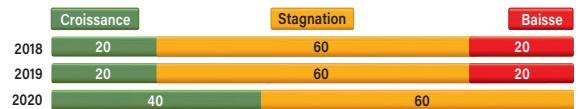
## Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,3 sur 5 ▼

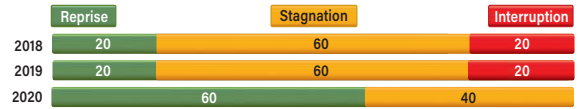
Points forts	Var/2018	Points faibles	Var/2018
Sécurité des personnes	▲	Système de formation	▼
Transports maritimes	▲	Coût de l'électricité	▲
Fiabilité des partenaires	▶	Protection de l'environnement	▼

## Bilan des entreprises

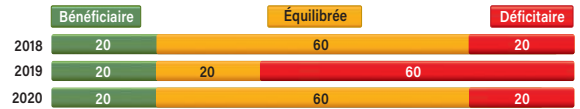
Tendances du chiffre d'affaires en %



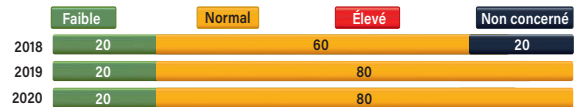
Tendances des investissements en %



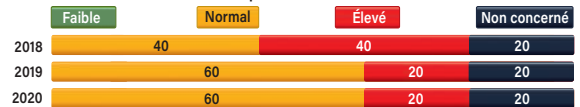
Rentabilité en %



Niveau des créances sur l'État en %



Niveau des créances sur le secteur privé local en %



et de tracé sont achevés (DARE1, 4 747 km, 36 Tbps).

**La France relance la relation bilatérale :** le président Macron s'est rendu à Djibouti en mars 2019 avec une importante délégation. Le Français Engie construira la première centrale solaire photovoltaïque (30 MW) dans la région de Grand Bara tandis que Weco-Weco (Terra Nostra) et Telsam construiront à Bab El Mandeb un centre de données. Rappelons que 1 450 militaires français sont toujours basés à Djibouti.

\*Au 19/11/2019 : 1 USD = 177,7 DJF (francs djiboutiens) ;  
1 EUR = 197 DJF



## Érythrée

**Président :** Isaias Afwerki. **Population (millions) :** 3,2. **Superficie (km<sup>2</sup>) :** 117 600. **PIB/hab. 2018 (USD) :** 900. **Croissance du PIB réel 2018 (%) :** 4,2. **Inflation 2018 (%) :** -14,4. **Classement IDH 2018 (sur 189) :** 179. **Classement Doing Business 2020 (sur 190) :** 189

L'économie érythréenne connaît une évolution en dents de scie. Le taux de croissance est ainsi passé de -9,6 % en 2017 à cause de la sécheresse, à +12,2 % en 2018. Une stabilisation se dessine avec une croissance attendue à 3,1 % en 2019 et 3,9 % en 2020, selon le FMI. Le taux d'inflation demeure négatif à -27,6 % et serait nul en 2020. Plus de 1,5 million d'Érythréens vivent à l'étranger, fuyant l'une des dictatures les plus violentes au monde. À fin octobre, l'Érythrée était le seul pays en Afrique à ne pas avoir rejoint la Zone de libre-échange continentale africaine (Zleca).

Depuis l'accord de paix conclu en septembre 2018 avec l'Éthiopie, après 20 ans de conflits, l'Érythrée veut relancer son économie. L'Australien Danakali peut y contribuer avec son projet de potasse de Colluli, dont les réserves sont estimées à 1,1 milliard de tonnes (Mdt), à développer avec l'entreprise minière étatique et sur financement de l'Afreximbank et de l'Africa Finance Corporation. Le géant

mondial des engrais EuroChem se serait engagé à acheter 87 % de la production durant 10 ans. La mine aurait une durée de vie de 200 ans. Dans une première phase, 472 000 t de sulfate de potasse seraient produites puis 944 000 t dans une seconde phase. L'Éthiopie a annoncé son intention de construire une ligne de chemin de fer (736 km) reliant Massawa à Addis Abeba, sur financement notamment italien. **Mais malgré l'accord de paix**, la situation demeure confuse avec les pays voisins. Deux points de passage ont été ouverts à la frontière éthiopienne laissant passer près de 30 000 Érythréens jusqu'en 28 décembre 2018, puis ont été fermés. En janvier 2019, un troisième poste frontière a été inauguré non loin de la frontière soudanaise qui a également été fermée quelques semaines plus tard par les autorités érythréennes, laissant les populations perplexes.

\*Au 19/11/2019 : 1 USD = 15 ERN (nakfas érythréens) ;  
1 EUR = 16,6 ERN

### LE MOCI

Magazine du Commerce International depuis 1983

## Gérer les risques d'im

La boîte à outils •

Choisissez votre

Magazine Papier



Gérer les risques d'impayés : 25 €

Lecture en ligne



Gérer les risques d'impayés à l'export Magazine Numérique : 17,50 €





# eSwatini

**Roi :** Mswati III. **Premier Ministre :** Mandvulo Ambrose Dlamini. **Population (million) :** 1,13. **Superficie (km<sup>2</sup>) :** 17 363. **PIB/hab. 2018 (USD) :** 4 140. **Croissance du PIB réel 2018 (%) :** 0,4. **Inflation 2018 (%) :** 4,8. **Classement IDH 2018 (sur 189) :** 144. **Classement Doing Business 2020 (sur 190) :** 121

**L'économie de l'ex. Swaziland cherche un second souffle.** Après un léger mieux en 2018, la croissance en eSwatini est retombée à 1,3 % en 2019 (voire 1 % selon le FMI en novembre) et serait attendue à 0,5 % en 2020. L'inflation est à 2,8 % mais repartirait à 4 % en 2020. Le pays a glissé de 4 places dans Doing Business 2020.

Des dépenses gouvernementales croissantes depuis 2016 et des recettes de la SACU (Southern African Customs Union) en baisse ont augmenté le déficit public : la dette intérieure est passée de 3 % du PIB en 2016 à 10,3 % en juillet 2019. Les réserves en devises ne représentaient que deux mois d'importations en mars 2019. En novembre, un scandale à propos de l'achat par le roi de nouvelles voitures pour 15 millions d'euros (M EUR)\* a mis en difficulté le régime alors que le nouveau gouvernement formé fin 2018 tentait de prendre ses marques.

**Dans l'énergie,** 13 producteurs indépendants, dont Engie et EDF Renewable, ont été présélectionnés en novembre pour

construire des centrales solaires et de biomasse (80 MW) tandis que le Sud-africain Conco construit une centrale solaire (10 MW, 16 M USD). La puissance actuelle du pays est de 60 MW, produites par 4 centrales, et ne couvre que 17 % de la consommation.

**Le Projet d'inclusion financière et de développement des pôles de compétitivité (38,5 M USD)** a été lancé : le FIDA injectera 9 M USD dans l'agriculture. De son côté, avec son outil de partage des risques Ariz, Proparco a permis à Nedbank eSwatini de financer deux coopératives agricoles. Les importations de viande d'Afrique du Sud ont été suspendues deux fois en 2019, en raison d'une épidémie de fièvre aphteuse. La production de sucre a été record en 2018/2019, à 746 981 t, en hausse de 14,9 %, la récolte de canne à sucre atteignant 6,198 Mt.

\*Au 19/11/2019 : 1 USD = 14,7 SZL (Lilangenis du Swaziland) ;  
1 EUR = 16,3 SZL

## payés à l'export 2<sup>e</sup> édition 2019

110 fiches pays sur les pratiques locales

format de lecture



Achetez le Guide sur **lemoci.com**  
Rubrique **Nos Parutions**

ou via le lien :

<http://www.lemoci.com/guides>



## Éthiopie

**Présidente :** Sahle-Work Zewde. **Premier Ministre :** Abiy Ahmed. **Population (millions) :** 109,2. **Superficie (km<sup>2</sup>) :** 1 100 000. **PIB/hab. 2018 (USD courant) :** 772. **Croissance du PIB réel 2018 (%) :** 7,7. **Inflation 2018 (%) :** 13,8. **Classement IDH 2018 (sur 189) :** 173. **Classement Doing Business 2020 (sur 190) :** 159

La croissance économique de l'Éthiopie, bien que toujours vive, décélère : elle est passée de 7,7 % en 2018 à 7,4 % en 2019 et 7,2 % en 2020, selon le FMI. L'inflation reste à deux chiffres, attendue à 14,6 % en 2019 et 12,7 % en 2020. En 2018, le pays a attiré un record de 6,5 milliards de dollars (Md USD)\* d'investissements directs étrangers (IDE) nouveaux – n° 1 des destinations en Afrique de l'Est et 5<sup>e</sup> du continent –, surtout dans le textile et les services financiers.

L'agenda réformateur du Premier ministre Abiy Ahmed, en fonction depuis avril 2018, est fortement perturbé par des tensions ethniques persistantes. L'ethnie Oromo accuse de trahison le Premier ministre, lui-même Oromo, qui a reçu en octobre le Prix Nobel de la paix pour avoir mis fin au conflit avec l'Érythrée. Il poursuit néanmoins sa lutte contre la corruption et pour la détente avec l'opposition et les régions. Ces dernières montent en puissance dans leurs revendications, créant des défis de taille pour le parti au pouvoir, Ethiopian People's Revolutionary Democratic Front (EPRDF), fragile coalition de quatre partis ethniques. Des élections doivent se tenir en 2020.

**En attendant, les restructurations vont bon train.** Le dossier du conglomérat militaro-industriel Metec (98 filiales) est encore largement ouvert : son conseil d'administration a été renouvelé en juin et il est question de le scinder en une entité militaire relevant du ministère de la Défenses et de regrouper le reste sous la National Industrial Engineering Corporation. Le gouvernement lui a retiré des contrats de sucre, d'engrais, et celui des turbines pour le barrage Grand Renaissance.

En juin 2019, une loi a lancé la privatisation partielle d'Ehio Telecom (CA 1,1 Md EUR) et fin octobre, de nouvelles licences de télécommunications ont été lancées. Ethiopian Sugar Corp, très endettée (2 Md EUR) serait aussi privatisée. Le secteur financier s'ouvre aux entreprises étrangères.

**Dans les infrastructures,** les travaux de l'autoroute Dire Dawa - Dewele (220 km), à la frontière, ont été achevés.

**Parmi les autres faits marquants,** dans les mines, les recettes d'exportation d'or ont fondu (32 M USD en 2019 contre 445 M en 2014) après la suspension en 2018 de la licence de Midroc Gold sur la mine de Lega Dembi pour des raisons environnementales.

Dans l'énergie, le Saoudien ACWA Power construira à Dicheto et à Gad deux centrales photovoltaïques (125 MW) en 2020 avec un accord d'achat sur 20 ans. Un accord a été signé avec la Russie pour l'usage pacifique de technologie nucléaire ; le Russe Gazprom explore la région Afar pour des hydrocarbures et a demandé une licence pour l'exploration aurifère. En mars 2019, le parc industriel de Debre Birhan,

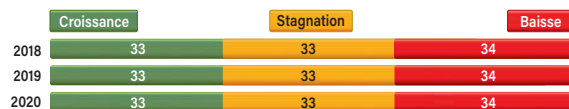
### Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,3 sur 5 ▼

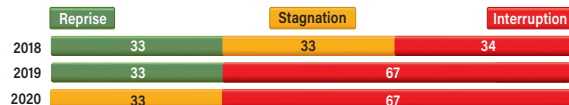
Points forts	Var/2018	Points faibles	Var/2018
Coût de la main-d'œuvre	▲	Environnement fiscal	▶
Coût de l'énergie (élec., fuel)	▲	Système de santé	▼
Transports routiers	▲	Impact du secteur informel	▶
Sécurité des personnes	▶	Système de formation	▶

### Bilan des entreprises

Tendances du chiffre d'affaires en %



Tendances des investissements en %



Rentabilité en %



Niveau des créances sur l'État en %



Niveau des créances sur le secteur privé local en %



construit par la Chine, a été inauguré (71 M USD, 75 ha) et un deuxième serait construit à Adama (300 M USD). La construction par le Chinois Poly-CGL du pipeline (760 km) reliant le champ pétrolier d'Ogaden au port de Djibouti devait démarrer avant fin 2019.

La France a relancé cette année sa relation bilatérale avec une visite du président Emmanuel Macron en mars 2019, accompagné d'une importante délégation d'entreprises.

\*Au 19/11/2019 : 1 USD = 29,3 ETB (ethiopian birr) ;  
1 EUR = 32,5 ETB



# Kenya

**Président :** Uhuru Kenyatta. **Vice-président :** William Ruto. **Population (millions) :** 51,4. **Superficie (km<sup>2</sup>) :** 569. **PIB/hab. 2018 (USD courant) :** 1 710. **Croissance du PIB réel 2018 (%) :** 6. **Inflation 2018 (%) :** 4,7. **Classement IDH 2018 (sur 189) :** 142. **Classement Doing Business 2020 (sur 190) :** 56

La croissance économique du Kenya fléchit mais demeure robuste, attendue à 5,6 % en 2019 et 6 % en 2020, selon le FMI. L'inflation a atteint 5,6 % et serait de 5,3 % en 2020. Le pays a gagné cinq places en un an dans le *Doing Business 2020*, un signal positif pour les investisseurs. Mais son endettement s'accroît : son service représentant 23 % de ses exportations en 2018 (15 % en 2017) et sa dette publique représente 55 % du PIB contre 42 % en 2013, notamment à cause des projets ferroviaires et routiers. En octobre, le gouvernement a dû relever le plafond d'endettement de 6 à 9 trillions de shillings (KES), soit environ 87 milliards d'USD (Md USD)\*.

Le secteur agricole souffre de la sécheresse, un fléau récurrent au Kenya : après 2017/2018, elle a de nouveau sévi au premier trimestre 2019. L'agriculture, les forêts et la pêche, qui représentent le tiers du PIB, n'ont progressé que de 5,3 % en début d'année, contre 7,5 % début 2018, ce qui a pénalisé l'agro-industrie. L'élevage est impacté par la sécheresse mais aussi par l'urbanisation croissante qui réduit les pâturages : les éleveurs Massai se tournent en nombre croissant vers l'agriculture, ce qui constitue un véritable tournant sociétal. Plus de 5 000 fermiers aujourd'hui sont d'anciens éleveurs.

Dans l'énergie, le pays demeure un « performer ». En juillet, le plus important site éolien de l'Afrique a vu le jour, avec 365 turbines sur les bords du lac Turkana (775 M USD), ce qui augmentera de 13 % l'approvisionnement électrique national. Plus de 70 % de l'énergie du pays est de source renouvelable et l'objectif est d'atteindre 100 % d'ici 2020. Les interconnexions des réseaux électriques de l'Afrique de l'Est et australe sont prévues d'ici 2 à 3 ans.

Dans les infrastructures, la ligne ferroviaire Nairobi-Naivasha (au Nord du pays) a été inaugurée en octobre. Construite par la Chine, son montant élevé (1,5 Md USD) vient s'ajouter à celui de la ligne Nairobi - port de Mombasa, également financée par la Chine (3,2 Md USD). Cette dernière, ouverte en 2017, est pour le moment sous-utilisée. En avril, la Chine a refusé de financer les 3,7 Md USD nécessaires pour étendre cette nouvelle ligne jusqu'à Malaba, à la frontière ougandaise. Le gouvernement devra se contenter de la rénover (210 M USD).

La production pétrolière a commencé : en août 2019, les premiers 250 000 barils étaient exportés par camion du site de Turkana (Tullow Oil/Total/Africa Oil ; 2 Md USD ; 560 Mb réserve), pour être livrés à ChemChina ; l'exploitation commerciale est prévue pour 2022 (100 000 b/j). Une loi répartit les revenus pétroliers entre l'État (75 %), les gouvernements locaux

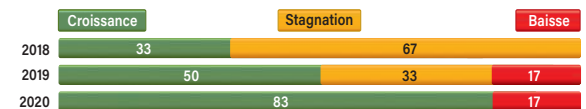
## Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,7 sur 5 ▶

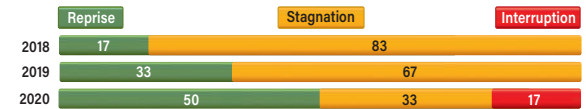
Points forts	Var/2018	Points faibles	Var/2018
Coût de la main-d'œuvre	▲	Niveau de corruption	▶
Télécommunications	▲	Système judiciaire	▶
Réseau aérien local	▶	Douanes	▶

## Bilan des entreprises

Tendances du chiffre d'affaires en %



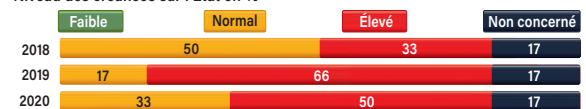
Tendances des investissements en %



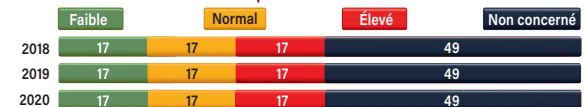
Rentabilité en %



Niveau des créances sur l'État en %



Niveau des créances sur le secteur privé local en %



(20 %), les communautés locales (5 %) et les compagnies. Dans les services, en mai, cinq banques (KCB Bank Kenya, Commercial Bank of Africa, Cooperative Bank of Kenya, Diamond Trust et NIC) ont lancé des services de prêts par téléphone mobile concurrençant les opérateurs comme Safaricom avec son M-Pesa. Le tourisme se porte bien alors que le pays cible de plus en plus les marchés asiatiques : sans renouveler l'exploit de 2018 (+37 % à 2,03 millions), il obtiendrait une hausse de 5 % des arrivées en 2019.

\*Au 19/11/2019 : 1 USD = 101,7 KES (kenyan shilling) ;  
1 EUR = 112,7 KES



## Lesotho

**Roi :** Letsie III. **Premier Ministre :** Thomas Thabane. **Population (millions) :** 2,2. **Superficie (km<sup>2</sup>) :** 30 355. **PIB/hab. 2018 (USD courant) :** 1 324. **Croissance du PIB réel 2018 (%) :** 1,5. **Inflation 2018 (%) :** 4,7. **Classement IDH 2018 (sur 189) :** 159. **Classement Doing Business 2020 (sur 190) :** 122

La croissance au Lesotho a connu une embellie inespérée en 2018 (+2,8 %) avant de ralentir à nouveau à 1,2 % en 2019 et de se transformer en récession à -0,2 % en 2020. L'inflation friserait les 6 % en 2019. Le royaume a chuté de 16 places dans le Doing Business 2020, au 122e rang.

La filière de la laine mohair (un cinquième de l'approvisionnement mondial ; CA 67 millions USD)\* est en pleine révolution. Après que le monopole de la commercialisation a été attribué en septembre 2018 au Lesotho Wool Centre (LWC) de l'homme d'affaires chinois Guohui Shi, ce dernier n'a pas payé les quelque 48 000 éleveurs du pays. La crise a duré près d'un an et a trouvé une issue en octobre : le gouvernement a mis fin au monopole du LWC mais refuse de revenir à un système de vente par l'Afrique du Sud. Il a créé une autorité indépendante chargée de réformer et réguler l'industrie ainsi que le Maluti Wool and Mohair Centre. La première vente aux enchères s'est tenue le 7 octobre avec

une première expédition le 17 octobre. Des niveaux record de prix ont été atteints.

Dans l'énergie, en octobre, la station hydroélectrique de Muela a cessé de produire pour cause d'entretien durant deux mois, obligeant le pays à importer son électricité d'Afrique du Sud, ce qui l'a exposé aux coupures d'Eskom.

L'industrie du diamant, déjà mise à mal par un marché mondial morose, en a souffert. Au troisième trimestre, les revenus de Gem Diamonds ont ainsi chuté de 15 % par rapport au second, à 36,3 M USD. Firestone Diamonds, qui avait déjà décidé au premier trimestre de mettre fin aux plans d'expansion de sa mine de Liqhobong à cause de son endettement (10,2 M USD), a dû louer des générateurs et licencier 563 de ses 643 salariés. Pourtant, Liqhobong monte en puissance (456 680 carats en 2019, contre 379 716 en 2018).

\*Au 19/11/2019 : 1 USD = 14,7 LSL (lotis du Lesotho) ;  
1 EUR = 16,3 LSL

Barrage de Katse  
au Lesotho.





# Madagascar

**Président :** Andry Rajoelina. **Premier Ministre :** Christian Ntsay. **Population (millions) :** 26,3. **Superficie (km<sup>2</sup>) :** 587 000. **PIB/hab. 2018 (USD courant) :** 461. **Croissance du PIB réel 2018 (%) :** 5,2. **Inflation 2018 (%) :** 7,3. **Classement IDH 2018 (sur 189) :** 161. **Classement Doing Business 2020 (sur 190) :** 161

L'année 2019 a commencé sur une note d'optimisme dans l'apaisement de la situation politique, avec l'investiture le 19 janvier, dans le calme et en présence de ses prédécesseurs, du nouveau président Andry Rajoelina, 44 ans, surnommé « TGV ». Ce dernier avait remporté 55,66 % des voix au second tour du scrutin présidentiel du 19 décembre face à Marc Ravalomanana, avec un taux de participation de 48 %.

**Andry Rajoelina est un homme politique** bien connu des Malgaches. Elu maire d'Antananarivo en 2007, il a organisé deux ans plus tard des manifestations massives qui, avec l'aide de l'armée, ont conduit au départ de l'ancien président Marc Ravalomanana. Andry Rajoelina est alors arrivé au pouvoir en tant que président de la Haute autorité de transition, mais la communauté internationale l'a contraint à négocier avec le président déchu. Les accords de Maputo ont débouché sur des élections en 2013 dont il a été exclu. Hery Rajaonarimampianina a été élu et Andry Rajoelina s'est installé en France en attendant les élections fin 2018, qu'il a donc remportées. La plateforme de partis le soutenant, l'IRD, a décroché 84 sièges sur 151.

**Sur le plan économique,** le nouveau président affiche une volonté de redresser et de moderniser le pays : il a lancé l'Initiative pour l'émergence de Madagascar, veut promouvoir le secteur privé, et la Banque mondiale le soutient avec un programme de 392 millions de dollars (M USD)\*. Les défis sont immenses : le pays souffre d'un sous-développement extrême, d'un manque d'infrastructures, de la mauvaise gestion du secteur public et d'une faible capacité à mettre en œuvre les projets. La croissance économique est stable à 5,2 % et 5,3 % attendu en 2020. L'inflation devrait atteindre 6,3% en 2020

**Dans le secteur minier,** début novembre, le projet de sables minéraux à Ranobe de l'Australien Base Toliara a été suspendu quelques semaines avant la construction des infrastructures de son usine d'extraction d'ilménite et de zircon, illustrant l'opacité des procédures d'octroi de permis. En revanche, NextSource Materials (Canada) poursuit son projet de graphite de Molo et Tirupati Graphite lève 3 M USD pour développer les mines de Vatomina (objectif 9 000 t/an) et Sahamamy (objectif 21 000 t/an).

**Dans l'énergie,** les délestages ont été nombreux (taux d'accès à l'électricité estimé à à peine 15,2 %). Un accord a été signé avec le Français Tryba Energy pour un premier lot de trois centrales solaires de 5 MW chacune avec pour objectif 50 MW. Le gouvernement a aussi signé avec Neho (Eiffage, Themis, Eranove) la construction de la centrale hydroélectrique de Sahofika (puissance installée de 200 MW puis 300 MW ; entrée en service 2024 ; 900 M USD). Dans le secteur de l'eau, le gouvernement a repris en main la compagnie nationale

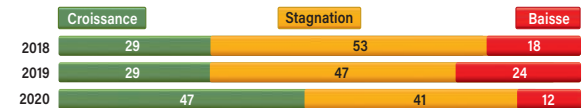
## Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2 sur 5 ▼

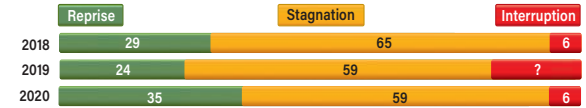
Points forts	Var/2018	Points faibles	Var/2018
Coût de la main-d'œuvre	▲	Système de santé	▶
Télécommunications	▼	Impact du secteur informel	▶
Droit du travail	▲	Niveau de corruption	▲
		Coût de l'électricité	▶

## Bilan des entreprises

Tendances du chiffre d'affaires en %



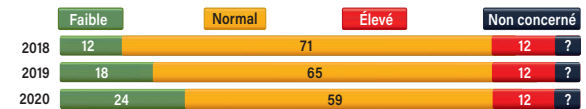
Tendances des investissements en %



Rentabilité en %



Niveau des créances sur l'État en %



Niveau des créances sur le secteur privé local en %



Jirama : le président et le directeur général ont été limogés. La première phase des travaux d'extension du port de Toamasina (Penta-Daiho, financement JICA, 421 M USD) serait achevée en 2020.

**Dans le secteur agricole,** où Madagascar possède des atouts et un potentiel de transformation locale pour certains produits de niche (girofle, litchi, vanille, fèves de cacao, café vert et huiles essentielles...) la croissance a ralenti à 2,5 % en 2019 à la suite de la baisse des exportations.

\*Au 19/11/2019 : 1 USD = 3743 MGA (Ariary malgaches) ;  
1 EUR = 4167,6 MGA



## Malawi

**Président :** Peter Mutharika. **Vice-Président :** Everton Chimulirenji.  
**Population (millions) :** 18. **Superficie (km<sup>2</sup>) :** 118 484. **PIB/hab. 2018 (USD courant) :** 389. **Croissance du PIB réel 2018 (%) :** 3,2. **Inflation 2018 (%) :** 9,2. **Classement IDH 2018 (sur 189) :** 171. **Classement Doing Business 2020 (sur 190) :** 109

**Malgré les turbulences climatiques et politiques** qui ont frappé le Malawi en 2019, la croissance atteindrait 4,5 % et 5,1 % en 2020, avec un taux d'inflation ramené à 8,8 %. Une dernière tranche de 56 millions de dollars (M USD)\* du prêt du FMI de 2018 (112 M USD) est à décaisser.

**Concernant les catastrophes naturelles**, l'année a commencé par des pluies meurtrières en janvier. Puis mi-mars, la tempête tropicale liée au cyclone Idai a fait des milliers de déplacés et de nombreux dégâts. En septembre, c'était la sécheresse et fin octobre, une vague de chaleur.

**Sur le plan politique**, le président Peter Mutharika (78 ans) a été réélu le 27 mai (38,57 %) devant Lazarus Chakwera (MCP, 35,41 %) avec 160 000 voix seulement d'écart. Le Parti démocratique progressiste (DPP) du président a remporté 62 des 193 sièges et le MCP 55 sièges. Ces résultats ont suscité des manifestations massives qui se poursuivaient en fin d'année.

**Dans le secteur agricole**, la production de maïs a été de 3,3 millions de tonnes (Mt) en 2018/2019 (+27 %) mais chuterait de 20 % en 2019/2020. La filière tabac faiblit et

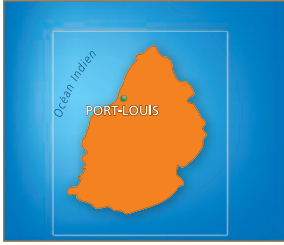
le gouvernement mise sur le coton (24 000 t en 2019) dans le cadre d'une Stratégie de développement (MCDS) 2019-2020/2023-2024.

**Dans les mines**, Mkango Resources poursuit son projet d'uranium à Thambani et de terres rares à Songwe Hill ; elle a un nouveau permis de prospection à Mchinji (870 km<sup>2</sup>, 3 ans). Force Commodities vendra à Transamine Trading (Suisse) le plomb et l'argent de Tshipala ; Sovereign Metals avance sur son projet de graphite Malingunde. Dans l'énergie, une centrale hydroélectrique (258 MW) sur le fleuve Shire est en projet sur financement SFI ; Electricity Generation construira une centrale solaire (10 MW) à Nanjoka et Quantel Renewable Energy une autre (50 MW) à Bwengu ; la Banque mondiale alloue 150 M USD pour l'accès à l'électricité.

**Dans les infrastructures logistiques**, la Tanzanie a lancé une étude de faisabilité pour un port sec à Mbeya, à 560 km de Lilongwe et la BAD alloue 37 M USD pour la phase V du corridor routier de Nacala.

\*Au 19/11/2019 : 1 USD = 731,3 MWK (kwachas malawiens) ;  
1 EUR = 810,4 MWK





# Maurice

**Président par intérim :** Paramasivum Pillay Vyapoory. **Premier Ministre :** Pravind Kumar Jugnauth. **Population (millions) :** 1,3. **Superficie (km<sup>2</sup>) :** 1 865. **PIB/hab. 2018 (USD courant) :** 11 238. **Croissance du PIB réel 2018 (%) :** 3,8. **Inflation 2018 (%) :** 3,7. **Classement IDH 2018 (sur 189) :** 65. **Classement Doing Business 2020 (sur 190) :** 13

Le pays a terminé l'année 2019 sur une stabilisation de la situation politique avec la tenue d'élections législatives début novembre qui ont vu s'affronter, pour la première fois depuis 1976, trois blocs différents : l'Alliance Morisien de Pravind Jugnauth, Premier ministre sortant, l'Alliance nationale de Navim Ramgoolam et le Mouvement militant mauricien (MMM) de Paul Bérenger. Elles ont été remportées par le bloc de Pravind Jugnauth (57 ans), qui a été reconduit dans ses fonctions.

L'économie mauricienne est stable, avec une croissance attendue de 3,7 % en 2019 et 3,8 % en 2020, alors que l'inflation a ralenti à 0,2 % et remonterait à 2,3 % en 2020. Le taux de chômage est de 6,9 %. Les services restent dynamiques et la demande intérieure est forte. Déjà la mieux classée du continent, Maurice a gagné 7 places au *Doing Business 2020* ! La Chine a signé en octobre avec le pays son premier accord de libre-échange avec l'Afrique.

Les réformes du régime *offshore* se sont poursuivies, conduisant l'Union européenne (UE) à retirer en octobre Maurice de sa liste grise des paradis fiscaux, comme l'avait déjà fait l'OCDE. Rappelons qu'en 2017, Maurice a signé la Convention multilatérale pour la mise en œuvre des mesures de base d'imposition et le transfert de bénéfices (BEPS) de l'OCDE et adopté en 2018 le *Finance Act*, modifiant le régime *offshore* « Global Business » en étendant certains des avantages fiscaux des sociétés *offshore* aux entreprises locales (dont l'exonération fiscale à hauteur de 80 %). Cela ne l'a pas mis à l'abri du battage médiatique autour des révélations d'abus fiscaux en juillet par le consortium international de journalistes d'investigations (ICIJ), les « Mauritius Leaks », qui ont occulté ces réformes.

Les signaux sont bons dans les autres secteurs clés. Le tourisme (14 % du PIB) progresserait de 3,6 % en 2019, à 1,4 million visiteurs, et le gouvernement investit dans un terminal de croisière pouvant accueillir jusqu'à 60 000 passagers d'ici 2021. La production de sucre (2 % du PIB, 16 % des exports) serait en hausse, à 325 000 tonnes (t). Dans le cadre de l'accord commercial avec la Chine, Maurice y exportera 50 000 t de sucre spécial, diversifiant ainsi ses débouchés (deux tiers des exportations de sucres, soit 100 000 t, étaient jusqu'à présent adressés à l'UE).

Dans les infrastructures, la première tranche du Metro Express Port-Louis - Rose Hill (13 km), réalisée par l'Indien Larson & Toubro pour un montant de 468 millions d'euros (M EUR)\*, a été inaugurée ; la deuxième phase, d'ici 2021, connectera Curepipe, Vacoas, Quatre-Bornes, Rose Hill et Port-Louis. Mauritius Ports Authority a signé avec Abu

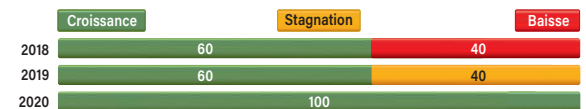
## Environnement des affaires

Note globale moyenne : 3,8 sur 5 ▲

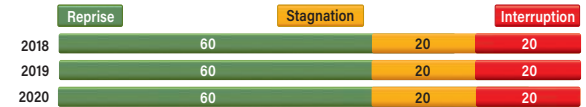
Points forts	Var/2018	Points faibles	Var/2018
Droit du travail	▲	Système judiciaire	▶
Coût des transports routiers	▶	Protection de l'environnement	▲
Télécommunications	▶		

## Bilan des entreprises

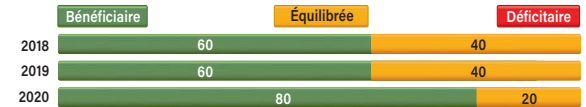
Tendances du chiffre d'affaires en %



Tendances des investissements en %



Rentabilité en %



Niveau des créances sur l'État en %



Niveau des créances sur le secteur privé local en %



Dhabi Ports un accord de coopération. Les projets foisonnent : une nouvelle piste d'atterrissage à Plaine-Corail, à Rodrigues (100 M EUR; AFD/UE) ainsi que des travaux de dragage à Port Mathurin ; un radar météo, le plus performant d'Afrique, a été installé en avril (Japon, 13,7 M EUR) ; dans les télécommunications, Mauritius Telecom a inauguré sa fibre optique sous-marine MARS (44 M USD) reliant Maurice et Rodrigues (550 km) et en août son service de paiement mobile (my.t money).

\*Au 19/11/2019 : 1 USD = 36,4 MUR (roupies mauriciennes) ; 1 EUR = 40,4 MUR



## Mozambique

**Président :** Filipe Jacinto Nyusi. **Premier Ministre :** Carlos Agostinho do Rosario. **Population (millions) :** 29,7. **Superficie (km<sup>2</sup>) :** 801. **PIB/hab. 2018 (USD courant) :** 490. **Croissance du PIB réel 2018 (%) :** 3,3. **Inflation 2018 (%) :** 3,9. **Classement IDH 2018 (sur 189) :** 180. **Classement Doing Business 2020 (sur 190) :** 138

Le Mozambique a été lourdement meurtri par les cyclones en 2019 : Idai a touché Beira et sa région en mars, avec des dégâts estimés à 1,5 milliard de dollars (Md USD)\*, équivalent à 10 % du PIB, et Kenneth la province de Cabo Delgado en avril. La croissance économique a chuté à 1,8 %, mais elle pourrait rebondir à 6 % en 2020. Le poids de la dette se réduit : le ratio service/exportations est passé de 25 % en 2017 à 13 % en 2018, avec comme premier créancier la Chine. **Le gaz reste l'enjeu du moment**, avec la perspective de l'exploitation de l'immense bassin gazier du Rovuma (réserves estimées : 5 000 Md m<sup>3</sup>), qui doit faire du Mozambique le n° 4 mondial du GNL. Près de 50 Md USD (4 fois le PIB) vont être investis par des groupes pétroliers et gaziers, dont Total, ENI et ExxonMobil. La création d'un fonds souverain est envisagée pour gérer les revenus.

S'agissant de Mozambique LNG, le plus grand projet gazier d'Afrique (20 Md USD ; 12,88 Mt/an à partir de 2024), portant sur les champs Golfinho et Atum (Offshore Area 1) et la construction de deux trains de liquéfaction (d'ici 2024), les acteurs se mettent en ordre de bataille. La société nationale ENH Rovuma Área a levé 1,5 Md pour financer ses 15 % du projet, tandis que Total a repris (3,9 Md USD) à Anadarko ses 26,5 % et devient opérateur du projet. Les autres acteurs sont Mitsui E&P Mozambique Area1 (20 %), ONGC Videsh (10 %), Beas Rovuma Energy Mozambique (10 %), BPRL Ventures Mozambique (10 %) et PTTEP Mozambique Area 1, (8,5 %). De son côté, Rovuma LNG (Exxon/ENI/CNPC/Galp/Kogas/ENH) a bouclé le montage financier (30 Md USD) pour la zone 4 avec sa plateforme de liquéfaction flottante Coral South : elle sera construite par le consortium JGC/Fluor/TechnipFMC (13 Md USD). L'entrée en production est prévue en 2025 (23,6 Md USD ; 3,4 Mt/an puis 15,2).

**Dans les mines**, le secteur du graphite est dynamique : Syrah Resources a levé 38,5 M USD pour le graphite de Balama (100 000 t en 2018) ; le Chinois Jinan Hi-Tech va acquérir 34 % de Triton Minerals (19,5 M USD) qui exploite le graphite d'Ancuabe ; l'Américain Urbix interviendra sur le graphite de Montepuez.

**Dans l'énergie**, les projets foisonnent : la construction de la centrale hydroélectrique de Mphanda Nkuwa est sur les rails (2,3 Md USD, 1500 MW) ; deux centrales solaires (80 MW) seront construites à Nampula et Niassa ; l'Indien Larsen and Toubro (77 M USD) et l'Espagnol Elecnor (64 M USD) réaliseront la première phase de la ligne haute tension (367 km, 400 kV) entre Chimuará et Alto Molocue ; la construction (550 M USD) de la ligne à haute tension entre la centrale à gaz de Temane (400 MW) et Maputo (560 km ; 3 nouvelles

### Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,5 sur 5 ▲

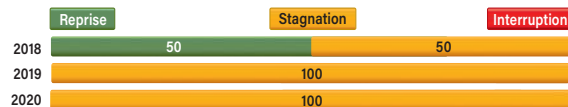
Points forts	Var/2018	Points faibles	Var/2018
Transports aériens et maritimes	▲	Système de santé	▼
Coût de la main-d'œuvre	▶	Niveau de corruption	▼
Droit du travail	▲	Protection de l'environnement	▶
		Impact du secteur informel	▶

### Bilan des entreprises

Tendances du chiffre d'affaires en %



Tendances des investissements en %



Rentabilité en %



Niveau des créances sur l'État en %



Niveau des créances sur le secteur privé local en %



sous-stations ; Sasol) démarrerait en juin 2020 ; Fenix International (Engie) entre sur le marché solaire.

**Parmi les autres faits marquants :** Mozambique Telecom, né en janvier 2019 de la fusion de Telecomunicações de Moçambique (Tdm) et Moçambique Celular (MCel), lance la 4G avec Huawei.

**Sur le plan politique**, le président Filipe Nyusi a été réélu pour 5 ans en octobre 2019, avec 73 % des voix contre 22 % pour Ossufo Momade, la participation ayant été de 50 %.

\*Au 19/11/2019 : 1 USD = 63,4 metical mozambicain (MZN) ; 1 EUR = 70,3 MZN.



# Namibie

**Président :** Hage Geingob. **Premier Ministre :** Saara Kuugongelwa-Amadhila. **Population (millions) :** 2,5. **Superficie (km<sup>2</sup>) :** 825 418. **PIB/hab. réel 2018 (USD) :** 5 931. **Croissance du PIB réel 2018 (%) :** -0,1. **Inflation 2018 (%) :** 4,3. **Classement IDH 2018 (sur 189) :** 129. **Classement Doing Business 2020 (sur 190) :** 104

**L'économie namibienne** a souffert de la sécheresse, affichant un taux de croissance à nouveau négatif de -0,2 % en 2019. Elle pourrait rebondir à 1,6 % en 2020 si la météo est favorable. L'inflation est stable, à 4,8 %. Les recettes de la SACU (Southern Africa Customs Union) ont baissé. Le pays a toutefois gagné 3 places dans le classement Doing Business 2020.

**L'état de catastrophe naturelle** a été déclaré en mai face à la pire sécheresse en 60 ans, qui a affecté plusieurs secteurs clés de l'économie namibienne. Un millier d'animaux sauvages a été vendu pour lever 1,1 million de dollars (1 M USD)\* afin de gérer les parcs, essentiels au tourisme en plein essor : le nombre de visiteurs a atteint le chiffre record de 1,5 million en 2018. La production céréalière a chuté de moitié et le gouvernement a débloqué 35 M USD d'aide pour les agriculteurs.

**Dans le secteur minier**, Debeers (De Beers/Namibie) investit 468 M USD dans le plus grand navire d'extraction de diamants ; sa production augmenterait de 35 % (+500 000 carats/an). Namdeb a vendu sa mine de diamants Elizabeth Bay à Lewcor (8,5 M USD) ; Rio Tinto a cédé 68,62 % de sa mine d'uranium Rössing à China National

Uranium (106,5 M USD). Le Canadien Trigon Metals a levé 1,36 M USD pour développer le cuivre à Kombat et coopère avec le Chinois Xinhai Mining Technology. AfriTin Mining a démarré sa production d'étain à Uis et y a aussi trouvé du tantale et du lithium. Desert Lion Energy a conclu un accord de prélèvement non contraignant avec BASF pour de l'hydroxyde de lithium. Enfin, ExxonMobil augmente de 28 000 km<sup>2</sup> sa zone d'exploration en hydrocarbures.

**Dans les infrastructures**, l'agrandissement du terminal à conteneurs (40 ha, 280 M USD, de 350 000 à 750 000 conteneurs/an) du port de Walvis Bay a été inauguré, construit par la Chine entièrement sur des terres récupérées sur la mer. Dans l'énergie, plusieurs centrales solaires se développent : à Omburu (20 MW, 34 M USD, 2020) exploitée par NamPower ; à Gobabis/Rehoboth (20 MW) ; à Arandis (TeraSun Energy, 63 M USD, 50 MW). Celle de Groot Glass (287 M USD, 80 MW) alimentera surtout ses usines de verre. **Enfin dans les services**, Capricorn Investment, propriétaire de Bank Windhoek, a acheté (17 M USD) 30 % de la société de télécommunications Paratus Africa.

\*Au 19/11/2019 : 1 USD = 14,7 dollars namibiens (NAD) ;  
1 EUR = 16,3 NAD

Windhoek.





## Ouganda

**Président** : Yoweri Kaguta Museveni. **Premier Ministre** : Ruhakana Rugunda. **Population (millions)** : 42,8. **Superficie (km<sup>2</sup>)** : 241 040. **PIB/hab. 2018 (USD)** : 643. **Croissance PIB réel 2018 (%)** : 6,1. **Inflation 2018 (%)** : 2,6. **Classement IDH 2018 (sur 189)** : 162. **Classement Doing Business 2020 (sur 190)** : 116

L'économie de l'Ouganda affiche un beau dynamisme avec 6,2 % de croissance en 2019 et 2020 et une inflation maîtrisée à 3,2 % et 3,8 %. Le pays a grimpé de 11 places dans le classement Doing Business 2020. Les indicateurs sont bons : le stock de dette publique augmente mais dans des niveaux pour le moment soutenables (46 % du PIB en 2019, 50,7 % en 2021/2022) ; le ratio service de la dette/exportations atteint 12 % en 2018. Les indicateurs économiques ont été recalculés et le PIB a été réévalué à 33 milliards de dollars (Md USD)\* (+11,6 %) vs 29,7 Md USD auparavant, ce qui permet au pays, entre autres, d'emprunter davantage pour financer ses investissements, notamment ses infrastructures.

À cet égard, notons que certains grands projets, notamment financés par des prêts chinois, ont pris du retard et ne sont pas achevés alors que l'État doit déjà commencer à les rembourser. C'est le cas notamment de l'Entebbe-Kampala Expressway. Cette autoroute financée depuis 2012 par l'Exim Bank chinoise, n'a été ouverte à la circulation qu'en juin 2018, les premiers remboursements intervenant dès juillet 2019 alors que les postes de péage n'étaient pas encore en place.

**Dans les transports**, accord a été trouvé avec la RD Congo pour rénover trois axes routiers (1182 km) de Goli à Bunia, de Mpondwe à Beni, de Bunagana à Goma, ainsi que le renouveau en cours d'Uganda Airlines, avec deux CRJ900 reçus en octobre et deux Airbus A330-800 attendus en 2020. Dans l'énergie, les projets pétroliers (Total, CNOOC, Tullow Oil ; 1,4 à 1,7 Md de barils de réserves) sont dans l'impasse : Tullow Oil, qui devait transférer à Total et CNOOC 21 % de ses 33,3 % dans le bloc Kingfisher, ne s'est pas entendu avec le gouvernement sur les conditions fiscales de la transaction. Ceci a conduit à la suspension, en septembre, de la construction du East African Crude Oil Pipeline (EACOP) de 1445 km devant relier le site de production d'Armour au port tanzanien de Tanga. L'entrée en production ne se fera pas avant 2022-2023. En outre, Total a été assigné en octobre par des ONG pour son projet de forer 419 puits de pétrole dans le parc naturel des chutes de Murchison ; en août, le gouvernement avait, d'ailleurs, rejeté un projet de centrale hydroélectrique sur les chutes.

### Environnement des affaires

Note globale moyenne : 3,2 sur 5 ▲

Points forts	Var/2018	Points faibles	Var/2018
Sécurité des personnes	▲	Niveau de corruption	▶
Taux d'absentéisme	▲	Protection de l'environnement	▶
Réseau routier	▼	Réseau ferré	▶
Réseau internet	▼		

### D'autres projets hydroélectriques avancent néanmoins.

Le gouvernement devait réceptionner en décembre 2019 le barrage hydroélectrique de Karuma (1,7 Md USD, 600 MW, Synohydro) après celui d'Isimba en 2018. Ceci fera bondir de 55,5 % la capacité de génération d'électricité, à 1825 MW. En outre, cinq autres centrales hydroélectriques, dont Bujagali (250 MW, Blackstone/Aga Khan), devaient être achevées d'ici la fin de l'année.

**Parmi les autres faits marquants**, les exportations d'or (premier produit d'exportation devant le café depuis 2018) ont triplé, à 1,1 Md USD sur l'exercice fiscal 2018/2019 s'achevant en juin (343,3 M USD sur l'exercice précédent). Quant au café, les expéditions pourraient augmenter de 16 % en 2019/2020, à 5,1 millions de sacs de 60 kg ; les vergers sont renouvelés, les surfaces ont augmenté et la météo a été favorable. Dans le thé, Kayonza Tea Factory a conclu un prêt de 3,15 M USD avec Oikocredit.

**Sur le plan politique**, les tensions régionales se sont attisées avec pour toile de fond les élections présidentielles en février 2021. Yoweri Museveni, au pouvoir depuis trois décennies, est candidat pour un sixième mandat. En mars, le Rwanda a fermé ses frontières, les deux pays s'accusant mutuellement de soutenir leurs opposants politiques ; mais un pacte de paix a été signé en août, rétablissant les liens. En revanche, les relations avec la Tanzanie sont au beau fixe : le projet Vision 2040 du président Museveni (largement financé par la Chine pour 6,7 Md USD) prévoit de connecter Kampala à Dar es-Salaam et de développer leurs infrastructures transfrontalières, notamment énergétiques.

\*Au 19/11/2019 : 1 USD = 3689,7 UGX (shillings ougandais) ;  
1 EUR = 4089 UGX



# Rwanda

**Président :** Paul Kagamé. **Premier Ministre :** Edouard Ngirente. **Population (millions) :** 12,3. **Superficie (km<sup>2</sup>) :** 26 338. **PIB/hab. 2018 (USD) :** 773. **Croissance du PIB réel 2018 (%) :** 8,6. **Inflation 2018 (%) :** 1,4. **Classement IDH 2018 (sur 189) :** 158. **Classement Doing Business 2020 (sur 190) :** 38

**L'économie rwandaise reste très dynamique.** La croissance ralentirait à 7,8 % en 2019 mais repasserait à 8,1 % en 2020. Toutefois, les 10,3 % de croissance enregistrés, à la surprise générale, au premier semestre 2019, grâce aux services et au BTP, pourraient conduire à réviser ces chiffres à la hausse. La baisse des taux d'intérêt en mai a stimulé la consommation, l'inflation passant à 3,5 % (5 % en 2020). Le pays a gagné trois places au classement Doing Business 2020.

**Les investissements dans l'énergie** restent soutenus avec pour objectif d'atteindre une production électrique de 521 MW en 2024 (221 MW actuellement). La Banque mondiale a décaissé sa troisième tranche de financement de 125 millions de dollars (M USD) (sur 375 M USD au total), Sinohydro investit 214 M USD dans la centrale hydroélectrique de Nyabarongo II (43,5 MW), Symbion Power 200 M USD dans Kivu-56 (56 MW) et NOTS 70 M USD dans la production d'équipements électriques solaires pour les ménages. Ces trois dernières années, le Rwanda a enregistré 1 Md USD d'investissement dans l'électricité ; le taux d'accès des Rwandais a bondi de 1 % en 1994 à 51 % aujourd'hui. Le lac Kivu est en pleine ébullition ! Gasmeth Energy va extraire, traiter et comprimer en bouteille le gaz du lac (400 M USD, 5 ans), Shema Power Lake Kivu (ex. Symbion Energy) construira une centrale électrique au méthane (55 MW, 25 ans) et la Société Pétrolière installe 8 nouveaux sites de stockage (20 m<sup>3</sup> chacun) et remplissage de cylindres (1 000 bouteilles/jour) de GPL, doublant la capacité du pays de 160 m<sup>3</sup> à 320 m<sup>3</sup>.

**Dans le secteur agricole**, les exportations (30 % PIB) ont baissé de 10 % en 2018/2019, à 465 M USD à cause du recul des filières lait (-56 %), thé (-5 %, 30 000 t) et café (-1 %). Néanmoins les investissements dans le thé continuent avec 88 000 nouveaux théiers qui devaient être

plantés et l'inauguration de la Rugabano Tea Factory de l'Indien Luxmi Tea (4 M USD, 1000 t/an) dans la province de l'Ouest. L'horticulture (10 % du PIB agricole) a rapporté 25 M USD en 2018 et les exportations de produits d'élevage (4 % du PIB) ont augmenté de 15 % en 2018, à 334 M USD. Parmi les autres faits marquants de l'année 2019, la mise en place d'un vol cargo direct hebdomadaire vers l'Europe pour faciliter les exportations horticoles. La première phase du Projet d'irrigation des bassins-versants à Kayonza (KIIWP1) a démarré (24,7 M USD). Le satellite RWASAT-1 (Japon/Rwanda) a été lancé pour surveiller les ressources en eau, les catastrophes naturelles, l'agriculture et la météorologie ; deux projets d'adduction d'eau dans la Province du Sud ont été lancés (Fonds Opep, 19,5 M USD).

**Dans l'industrie**, Jiangyin BaoRui Textile et Appareil Manufacturing fabriqueront tissus et vêtements tandis que le chinois Pink Mango investit dans une usine textile. Volkswagen et Siemens ont lancé un projet-pilote de voitures électriques. Mara Group a inauguré la première usine de fabrication de smartphones 100 % africains. Enfin, le Rwanda a signé un accord sur 5 ans avec Motorola Solutions pour renforcer les TIC et Kaspersky Lab s'installe à Kigali. En matière d'infrastructure, dans le budget 2019/2020, 220 M USD iront aux infrastructures de transports. Le premier port intérieur a été inauguré à Masaka (Dubai Ports World ; 35 M USD 1<sup>re</sup> phase ; concession 25 ans) ainsi que la première raffinerie d'or (Hilly Metals/Aldira, 5 M USD, 6 t/mois).

**Dans les services**, le nombre de touristes a augmenté de 42 % en 2018 (1,7 million, 13 % du PIB) et Rwandair lance ses premiers vols vers la Chine.

*\*Au 19/11/2019 : 1 USD = 929,7 francs rwandais (RWF) ; 1 EUR = 1030,2 RWF*



## Somalie

**Président :** Mohamed Abdullahi Mohamed. **Premier Ministre :** Hassan Ali Khayre. **Population (millions) :** 15. **Superficie (km<sup>2</sup>) :** 637 657. **PIB/hab. 2018 (USD) :** 315. **Croissance du PIB réel 2018 (%) :** 3,1. **Inflation 2018 (%) :** 5,3. **Classement IDH 2018 (sur 189) :** n.c. **Classement Doing Business 2020 (sur 190) :** 190

La croissance en Somalie baisserait à 2,9 % en 2019 avec une inflation à 4 % à cause du renchérissement des produits alimentaires lié à l'importante sécheresse en début d'année. La situation sécuritaire demeure compliquée et le climat des affaires est le pire au monde, selon *Doing Business 2020*.

Les pluies habituelles entre mars et mai n'étaient pas au rendez-vous et sur une population de 15 millions d'habitants, 2 millions ont été frappés par la faim en mai ; 44 000 Somaliens vivant dans des zones rurales ont fui vers la ville et 2,6 millions sont déplacés. L'ONU a estimé à 710 millions de dollars (M USD)\* l'aide d'urgence nécessaire.

Un nouveau code pétrolier voté en mai établit un registre des droits existants et met à jour les accords de partage de production. Le pays devait lancer en décembre un premier round de licences pétrolières et gazières sur 15 blocs dans une zone non litigieuse avec le Kenya (réserve 15 Mdb). Le Qatar va construire un nouveau port à Hobyô (70 M EUR).

La BAD alloue 17 M USD aux routes et 29 M USD à des projets de développement.

Les différends politiques ont encore été nombreux. Si la Somalie et le Kenya ont décidé en novembre de « normaliser » leurs relations, la démarcation des vastes secteurs maritimes riches en pétrole et gaz n'est pas tranchée. Avec le Somaliland, la signature en juillet d'un accord de gestion de l'espace aérien commun entre la Somalie, l'Organisation de l'aviation civile internationale et l'International Air Transport Association, sans consulter le Somaliland, a conduit ce dernier à déposer une plainte auprès de l'ONU. En outre, Mogadiscio a rompu ses relations diplomatiques avec la Guinée car une délégation du Somaliland a été reçue par Conakry. En revanche, 28 ans après avoir quitté le pays, les États-Unis ont rouvert leur ambassade.

\*Au 19/11/2019 : 1 USD = 579,6 shillings somaliens (SOS) ;  
1 EUR = 642,2 SOS

## LE MOCI

# Guide 2019 de la logistique & du transport à l'international

Numéro 2064 - Mars 2019

Plus d'informations : [www.lemoci.com](http://www.lemoci.com)

LE MOCI  
Moniteur du Commerce International depuis 1883  
Guide Moci 2019  
De la logistique & du transport  
à l'international  
Les grandes tendances 2019 de l'offre aux chargeurs  
Le guide pratique à l'usage des entrepreneurs (10<sup>e</sup> édition)



# Tanzanie

**Président :** John Pombe Magufuli. **Premier ministre :** Kassim Majaliwa Majaliwa. **Population (millions) :** 56,3. **Superficie (km<sup>2</sup>) :** 945 087. **PIB/hab. 2018 (USD) :** 1 050. **Croissance du PIB réel 2018 (%) :** 6,6. **Inflation 2018 (%) :** 3,5. **Classement IDH 2018 (sur 189) :** 154. **Classement Doing Business 2020 (sur 190) :** 141

Les indicateurs de l'économie tanzanienne sont bien orientés. Sa croissance, bien que ralentie, serait de 5,2 % en 2019 et 5,7 % en 2020 et son inflation à 3,6 % et 4,2 % respectivement. Le pays a gagné trois places au *Doing Business 2020*. **L'investissement public** dans les infrastructures (+30 % dans le budget 2018/2019) tire cette croissance. L'accent est mis sur l'énergie. Les travaux de construction – très controversés – du barrage hydroélectrique dans le parc national des Gorges de Stiegler (classé Unesco) sur le fleuve Rufiji (2 115 MW, 1 350 km<sup>2</sup>) ont démarré en juillet, menés par les Égyptiens Arab Contractors et Elsewedy Electric ; l'investissement total est de 3,6 milliards de dollars (Md USD)\*. Par ailleurs, le projet de centrale éolienne de Miombo Hewani a accéléré avec l'entrée du Japonais Eurus Energy au capital (10 M USD, 25 %) de Windlab Africa (3 phases de 100 MW chacune, 250 M USD). La centrale éolienne d'Emerging Markets Power à Nala Ward va de l'avant (100 MW, 130 M USD). Kibo Energy a obtenu le feu vert pour la centrale à charbon (1 000 MW) de Mbeya et la ligne de transmission Tabora-Katavi se construit (130 MW, 58,6 M USD).

**Dans les infrastructures**, l'extension des ports de Dar es Salaam et de Mtwara (59 M USD, Chine) serait achevée en mars 2020 ; un port à sec à Mbeya est à l'étude, mais le projet du port de Bagamoyo, démarré en 2015, est suspendu. La Chine construit un pont sur le lac Victoria (265 M USD, 3,2 km), reliant Kigongo et Busisi. La première tranche du réseau ferroviaire Dar es Salaam-Morogoro (300 km, 1,9 Md USD, Yapi Merkezi/Mota-Engil Africa) se poursuit. Un aéroport à Dodoma se construit (BAD, 455 M USD).

**Dans les télécommunications**, Tigo et Zantel, filiales du luxembourgeois Millicom International Cellular, ont fusionné, devenant n° 2 des opérateurs téléphoniques. La première phase d'interconnexion par fibre optique de la Tanzanie à la SADC effectuée par Tanzania Telecommunication est achevée.

**Dans le secteur minier**, sur les 12 mois à fin août 2019, les exportations d'or ont progressé de 25 % à 1,91 Md USD. Le bras de fer entre le gouvernement et le producteur d'or Acacia Mining s'est poursuivi. Pour débloquer la situation, Barrick, actionnaire principal d'Acacia, a acheté les 36 % restants du capital et s'est entendu en octobre avec le gouvernement pour lui verser les 300 M USD d'arriérés fiscaux et lui céder 16 % du capital de la nouvelle société nommée Twiga Minerals.

**A la suite de la sécheresse**, les recettes d'exportations agricoles (30 % PIB) ont chuté de 50 % en 2018/2019, à 554 M USD, en raison des mauvais résultats des filières thé, girofle et cajou. Le gouvernement devait verser en fin d'année la

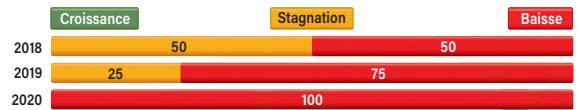
## Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,1 sur 5 ▲

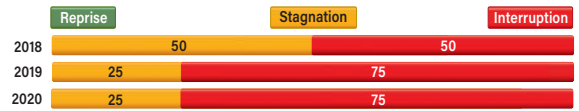
Points forts	Var/2018	Points faibles	Var/2018
Sécurité des personnes	▲	Système de santé	▼
Télécommunications	▼	Tarif des douanes	▶
		Environnement fiscal	▼

## Bilan des entreprises

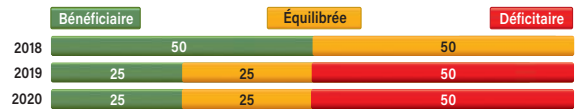
Tendances du chiffre d'affaires en %



Tendances des investissements en %



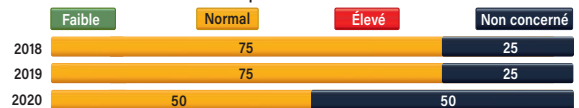
Rentabilité en %



Niveau des créances sur l'État en %



Niveau des créances sur le secteur privé local en %



dernière tranche (25 M USD) du montant (314 M USD) de l'achat de 220 000 t de noix de cajou décidé en novembre 2018 pour soutenir les prix tout en annonçant se retirer de la commercialisation des noix en 2019/2020. Les exportations de café ont été de 68 000 t et sont attendues à 50 000 t en 2019/2020. Un entrepôt de thé agréé par l'Association du commerce du thé d'Afrique de l'Est (EATTA) a été installé à Dar es Salaam.

**Dans les services**, les revenus touristiques de la Tanzanie ont progressé de 7,13 % en 2018, à 2,43 Md USD.

\*Au 19/11/2019 : 1 USD = 2 303,8 TZS (shillings tanzaniens) ; 1 EUR = 2 551,3 TZS



## Zambie

**Président :** Edgar Chagwa Lungu. **Vice-Président :** Inonge Wina.  
**Population (millions) :** 17,3. **Superficie (km<sup>2</sup>) :** 740 724. **PIB/hab. 2018 (USD) :** 1 539. **Croissance du PIB réel 2018 (%) :** 3,5. **Inflation 2018 (%) :** 7.  
**Classement IDH 2018 (sur 189) :** 144. **Classement Doing Business 2020 (sur 190) :** 85

La croissance de la Zambie est ralentie, à 2 % en 2019 et 1,7 % attendu en 2020. L'inflation grimperait à 9 % puis 10 % respectivement, la Bank of Zambia resserrant en mai sa politique monétaire. Le pays a gagné 2 places dans le classement Doing Business 2020.

**L'importance des investissements publics** ces dernières années pour développer les infrastructures a provoqué d'importants déficits publics, financés par des prêts non-concessionnels. Le ratio service de la dette/exportations est passé de 9 à 15 % entre 2017 et 2018. Pour le FMI, la situation d'endettement est insoutenable ; la Chine a annulé 22 millions de dollars (M USD)\* de dettes et a accordé 30 M USD en don. En juillet, les réserves en devises sont tombées à 1,7 mois d'importation. Ce même mois, le ministre des Finances, Margaret Mwanakatwe, a été limogé sans motif annoncé, remplacé par Bwalya Ng'andu, vice-gouverneur de la Banque centrale.

Les arriérés intérieurs impactent lourdement l'économie : l'État doit 215 M USD aux seules entreprises minières comme Glencore, Vedanta, First Quantum, qui affichent leur mécontentement face au nouveau régime fiscal imposé en début d'année. S'agissant des mines, la production de cuivre a baissé de 4 %, à 393 419 tonnes (t), au premier semestre 2019 par rapport la même période de 2018.

**La sécheresse a eu des effets négatifs** sur l'agriculture (croissance négative en 2017/2018 avec la plus basse récolte de maïs en une décennie, à 2 Mt) et sur la production hydroélectrique.

**Le secteur énergétique s'en ressent.** Le déficit énergétique en novembre était de 750 MW. Lusaka a dû importer 300 MW d'Afrique du Sud à partir d'octobre. La réhabilitation du barrage de Kariba (1830 MW), sur le Zambèze entre la Zambie et le Zimbabwe, est toujours à l'ordre du jour, malgré la décision en mars de réduire de moitié sa production car le niveau d'eau avait baissé de 43 %. Les travaux (294 M USD) ont démarré en 2018 et s'achèveraient en 2023 ; les Français GE Hydro et Freyssinet Internatio-

nal ont remporté le contrat de réhabilitation du déversoir (53,6 M USD). Quant au barrage de Batoka (également sur le Zambèze), sa construction a été allouée à General Electric et PowerChina (2400 MW, 4 Md USD).

**Pour autant, de nombreux projets sont en cours dans les énergies renouvelables.** La KfW a accordé 46 M USD pour rénover la centrale hydroélectrique de Chishimba et porter sa capacité à 15 MW (6 MW actuellement). Le premier mini-barrage de la Rural Electrification Authority, à Kasanjiku (640 KW, 8,66 M USD), a été achevé. Le Japonais Univergy Solar investit 200 M USD dans deux centrales solaires (l'une au nord de 135 MW et l'autre de 65 MW dans la Copperbelt) et Toyota Tsusho/Elsewedy dans deux autres (50 MW chacune) à Sesheke et Mongu. Enel Green Power a démarré l'exploitation de sa première centrale solaire à Ngonye (40 MW, 40 M USD). Notons que le gouvernement a renoncé à sa centrale sur le fleuve Luangwa, très contestée par le WWF.

**Dans les infrastructures,** un port sec sera construit à Kapiri Mposhi par Africa Inland Container Depot, détenu à 15 % par l'État et 85 % par Tazara (Tanzania-Zambia Railway Authority), cette dernière devant par ailleurs être recapitalisée. La Zambie et le Botswana vont construire la voie ferroviaire Moseitse-Kazungula-Livingstone (430 km) juste après la mise en service du pont de Kazungula en 2020. Enfin, Zambia Telecommunications veut couvrir tout le territoire et prévoyait de déployer 700 tours télécoms en 2019. **Dans l'agro-industrie,** le chinois Chenguang Biotech a acheté (10 M USD) l'exploitation agricole de Sinazongwe appartenant à Zambeef Products et Consolidated Farming (Sable Group) et veut investir 200 M USD dans la transformation d'huile de palme à Luapula. Pour enrayer la hausse des prix, le gouvernement a plafonné le prix du maïs en août.

\*Au 19/11/2019 : 1 USD = 14 ZMW (kwachas zambiens) ;  
1 EUR = 15,5 ZMW



# Zimbabwe

**Président :** Emmerson Mnangagwa. **Premier vice-président :** Constantino Chiwenga. **Population (millions) :** 14,4. **Superficie (km<sup>2</sup>) :** 399 757. **PIB/hab. réel 2018 (USD) :** 2 147. **Croissance du PIB réel 2018 (%) :** 3,4. **Inflation 2018 (%) :** 10,6. **Classement IDH 2018 (189) :** 156. **Classement Doing Business 2020 (sur 190) :** 140

**Le pays est en quête de stabilisation.** En 2019, la croissance économique au Zimbabwe a été négative, à -7,1 %, sous une fièvre inflationniste de 161,8 %. Cette contre-performance suscite des interrogations car le pays était plutôt sur une lancée positive avec la démission de Robert Mugabe après plus de 30 ans au pouvoir, et l'élection en juillet 2018 d'Emmerson Mnangagwa. Le FMI lui-même prévoit que l'économie se ressaisira dès 2020, avec un taux de croissance anticipé à 2,7 %. L'inflation ne serait « que » de 49,7 %.

Ce quasi-miracle est étayé par un climat d'investissement qui s'améliorerait, même si le pays part de très loin : le pays a gagné 15 places dans le Doing Business 2020, du 155<sup>e</sup> au 140<sup>e</sup> rang. Ce climat volatile attise les renvois de responsabilité, comme en témoignent les relations à couteaux tirés entre Harare et Washington, alors que l'administration américaine a reconduit en mars 2019 les sanctions sur le Zimbabwe pour un an.

Un retour en arrière s'impose pour comprendre la situation actuelle du pays.

## La mort de Robert Mugabe

C'est un coup de force militaire qui a précipité la décision de Robert Mugabe, 93 ans, d'envoyer le 21 novembre 2017 sa lettre de démission, mettant fin, de facto, à la procédure de destitution qui avait été lancée contre lui. Il présidait le pays depuis 1987.

Son vice-président (UNAZ-FP), Emmerson Mnangagwa, 75 ans, a alors été nommé président par intérim. Il a été par la suite confirmé à son poste par des élections présidentielles et législatives le 30 juillet 2018, mais de justesse avec 50,8 % des suffrages face au candidat du Mouvement du changement démocratique (MDC), Nelson Chamisa, à la tête de son parti depuis le décès le 14 février de Morgan Tsvanirai qui l'avait fondé en 1999.

La page d'histoire a été définitivement tournée notamment avec la mort de Robert Mugabe, 95 ans, le 6 septembre 2019 à Singapour, où il était hospitalisé depuis avril. Une mort physique à peine deux ans après sa mort politique.

## Le chaos des finances publiques

Le contexte politique a eu un impact direct sur la situation économique et financière. Les dépenses liées à la tenue des élections et la hausse de 17,5 % des salaires des fonctionnaires (31 % des dépenses gouvernementales) ont fait culbuter une économie et des finances publiques déjà malades. Voulant être « open to business », le gouvernement a mis en place une politique d'austérité budgétaire,

le nouveau chef de l'État espérant faire revenir bailleurs et investisseurs.

Mais il a dû faire face à une gigantesque crise de liquidités, qui explique l'évolution en forme de montagnes russes des principaux indicateurs économiques.

Rappelons qu'en 2009, Harare avait décidé de supprimer le dollar zimbabwéen et d'utiliser des devises, essentiellement le dollar américain mais aussi le rand sud-africain. Or il s'était avéré difficile à l'époque de faire rentrer des devises, le pays étant sous sanctions de l'Union européenne (UE) et des États-Unis (en mars 2019, Donald Trump les a reconduites pour un an), et le dialogue étant coupé avec les institutions de Bretton Woods. En 2016, des billets obligataires avaient été émis, les « zimbollars », sur la base de 1 à 1. Mais la défiance à leur égard a entraîné l'essor d'un marché noir des devises. Pragmatique, le gouvernement avait autorisé, fin 2018, l'ouverture de comptes bancaires différents pour les dollars américains et les « zimbollars ».

En février 2019, le gouvernement a introduit une nouvelle monnaie transitoire, la RTGS, abandonnant le taux de change de 1 pour 1 et restreignant l'utilisation du dollar américain aux seuls paiements vers l'étranger. Une étape supplémentaire a été franchie en juin suivant, deux mois après un accord de programme avec le FMI, avec la réintroduction du dollar zimbabwéen (ZWD)\* comme seule monnaie. En novembre, de nouveaux billets pour 31 millions ZWD (M ZWD), soit environ 1,9 M USD, ont été mis sur le marché et un milliard supplémentaire (63 M USD) devait suivre.

La pénurie de devises reste toutefois un problème récurrent qui freine les échanges commerciaux extérieurs du pays et mettra du temps à se résoudre.

## L'heure est à la rigueur

Ce contexte explique la très forte inflation et la rigueur imposée aux Zimbabwéens. Mi-octobre, le prix du pain a bondi de 60 %, le prix du kilowattheure de 320 %, les Postes et télécoms (Potraz) de 95 %, faisant bouler de neige sur les tarifs des opérateurs téléphoniques. La compagnie de transmission et de distribution électrique (ZETDC) a fait la chasse aux mauvais payeurs car elle doit recouvrer 77 M USD d'impayés.

Les consommateurs ont aussi été mis à l'épreuve avec de très importants délestages encore fin 2019 par manque d'eau au barrage de Kariba (voir fiche Zambie) et avec la panne de sous-stations de la centrale thermique de Hwange (920 MW) fin août. Le déficit énergétique est très important : il manque 1 000 MW au pays, cette pénurie

## Zimbabwe

étant à peine compensée par l'importation de 400 MW d'Afrique du Sud et du Mozambique et de 200 MW du Pool énergétique d'Afrique australe.

Dans l'administration, la biométrie a été introduite pour lutter contre les fonctionnaires « fantômes ». Signe du marasme économique, les ventes de bières de Delta (AB InBev) ont chuté de 48 % sur le premier semestre 2019.

### Une agriculture soumise aux aléas climatiques

Le secteur agricole est encore trop soumis aux aléas de la météo. Après le passage du cyclone Idai en mars qui a causé des dommages estimés à 768 M USD et une insécurité alimentaire, le pays a connu en septembre sa pire sécheresse en 20 ans ; l'état d'urgence a été déclaré et un appel lancé à la communauté internationale pour 464 M USD d'aide.

Liées aux importantes coupures d'électricité, les superficies irriguées n'ont été que de 28 000 ha contre les 75 000 projetés. La production de maïs chuterait de moitié en 2019/2020, obligeant à importer 800 000 tonnes (t), celle de blé ne serait que de 60 000 t (160 000 t en 2018/2019) et celle de coton serait au plus bas en deux ans, à 68 000 t (142 000 t en 2018/2019, 352 000 t en 2012).

Le tabac devrait battre son record de 2018, à 259 500 kg (252 600 kg) en 2018, mais les recettes chuteraient de plus de 28 %, à 530 M USD, tirées vers le bas par la chute du cours mondial du tabac. Seul secteur en pleine forme, les recettes d'exportations horticoles ont atteint 112 M USD en 2018, le double de 2017.

En juin, le gouvernement a commencé à compenser les fermiers expropriés : 8 700 USD ont été accordés à chacun des 28 agriculteurs sur les 731 fermiers qui se sont inscrits pour bénéficier de l'opération.

### Le retour des investissements étrangers

Malgré ce contexte difficile, le Zimbabwe recommence à attirer les investissements étrangers.

Dans le secteur minier, le gouvernement a annoncé vouloir quadrupler ses recettes d'exportations, à 12 Md USD et va s'assurer que tous les permis sont exploités. Les projets foisonnent.

Le Russe Alrosa a créé une coentreprise avec Zimbabwe

Consolidated Diamond (ZCDC, 70/30) pour développer des gisements diamantifères. Le Mauricien Sotic a acheté 74,73 % d'Asa Resource dans Bindura Nickel, n° 1 au Zimbabwe. Le Russo-zimbabwéen Great Dyke Investments (Afromet/Landela Mining) démarrerait début 2020 son projet de platine à Darwendale (280 000 onces puis 860 000 onces). Bravura explorera 3 000 ha du Mashonaland pour du platine (50 M USD) ; un nouvel accord de gestion a été conclu avec Premier African Minerals pour reprendre la production de tungstène (6 M USD). Enfin, dans les hydrocarbures, l'Australien Invictus Energy a fait de nouvelles découvertes de gaz à Mzarabani et Msasa (9 Tcf).

La diversification des sources d'énergie prend tournure. Fin septembre, Zimbabwe Energy Regulatory Authority a donné son feu vert à 39 projets solaires (2,3 Md USD, 1 152 MW). Des projets de construction de centrales à charbon (2 400 MW d'ici 2023) sont également évoqués. Dans l'hydroélectricité, la rénovation (294 M USD, démarrée en 2018) du barrage de Kariba (1 830 MW, Zimbabwe/Zambie) est toujours d'actualité : la réhabilitation du déversoir a été attribuée à GE Hydro France et Freyssinet International (53,6 M USD).

Dans les transports, l'accord avec le Sud-africain Transnet et Diaspora Infrastructure Development pour recapitaliser la société de chemin de fer zimbabwéenne (NRZ) a été annulé ; le russe United Wagon fournira 100 nouveaux wagons à la NRZ. Par ailleurs, le gouvernement a alloué 13 M USD pour la phase 2 de l'aéroport de Bulawayo et 220 M USD pour reconstruire les routes endommagées par le cyclone Idai.

Dans l'industrie, le Russe Uralchem négocierait pour entrer au capital de Chemplex, le plus gros producteur d'engrais phosphatés du Zimbabwe.

Enfin, le gouvernement s'active pour trouver des solutions pour pallier le manque de devises : un accord a été signé avec le suisse Novartis pour l'importation de produits pharmaceutiques à moindre prix. Et dans l'aérien, le gouvernement cherche une solution avec l'IATA pour débloquer 196 M USD de billets vendus au Zimbabwe mais dont les fonds sont bloqués, faute de devises.

\*Au 19/11/2019 : 1 USD = 361,9 ZWD (dollars du Zimbabwe) ;  
1 EUR = 400,9 ZWD



# CIAN

Conseil français  
des investisseurs en Afrique



## 2019

R A P P O R T D ' A C T I V I T É

# Le CIAN

En savoir plus sur le cian : [www.cian-afrique.org](http://www.cian-afrique.org)

## UNE EXPÉRIENCE

Créé en 1979, le **CIAN**, association loi 1901, est une organisation patronale privée française qui rassemble les entreprises industrielles et de services, grands groupes ou PME-PMI, investies sur le continent africain.

Le **CIAN** compte près de 180 entreprises membres (soit 500 000 collaborateurs, 10 000 établissements sur le continent) qui réalisent ensemble 80 % du volume d'affaires français en Afrique.

Le **CIAN** a pour mission la promotion et la défense des intérêts de ses sociétés adhérentes. Grâce à un réseau de correspondants influents et une expertise africaine reconnue, il leur apporte un soutien et des solutions pragmatiques aux difficultés liées à leur développement sur le continent.

Le **CIAN** est ainsi un acteur incontournable du dispositif français en Afrique.

## UNE ORGANISATION

Le **CIAN** a trois rôles majeurs. Il est d'abord un lieu d'échanges entre ses adhérents. Il anime ce vaste réseau de professionnels en leur proposant des rencontres multiples et des mises en contact personnalisées. Il est ensuite un lieu d'expertise et de partages d'expériences et de bonnes pratiques entre adhérents. Pour cela, il anime plusieurs Commissions techniques sur des sujets transversaux et communs aux entreprises opérant en Afrique (compliance, digital, juridique et fiscal, RH, sûreté, RSE, santé). Il met à disposition de ses adhérents des experts géographiques par région.

Enfin, le **CIAN** est une force d'influence auprès des acteurs publics et privés du développement en France, en Afrique ou à l'international. Il intervient dans de nombreuses instances en faveur de l'amélioration du climat des affaires et du développement du secteur privé.

## UN RÉSEAU

Le **CIAN** entretient des relations étroites avec les pouvoirs publics et organismes économiques et professionnels représentatifs en France, en Europe et en Afrique. Il préside l'EBCAM (European Business Council for Africa and the Mediterranean) et travaille en collaboration avec les principaux organismes internationaux.

Depuis sa création, le **CIAN** encourage ses adhérents, dans le cadre de leurs responsabilités sociétales, à œuvrer pour un développement durable de l'Afrique.

Ses membres adhèrent ainsi à la Charte du **CIAN** sur la responsabilité sociétale et environnementale et à sa Déclaration sur la prévention de la corruption. Ils sont à l'origine d'initiatives structurantes pour le continent (RH Excellence Afrique pour la formation, l'OHADA pour le droit, programme Santé Entreprise Afrique...).

## LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

**Président** : Alexandre Vilgrain, président directeur général du Groupe SOMDIAA

**Président délégué** : Etienne Giros, ancien directeur Afrique du Groupe BOLLORÉ

**Vice-président** : Michel Roussin, ancien ministre

**Secrétaire général et trésorier** : Stephen Decam, ancien directeur général délégué de CFAO

### Administrateurs :

- Philippe Belin, président directeur général du Groupe MARCK
- Richard Bielle, président du directoire de CFAO
- Jean-Marc Budin, senior vice-président MO, Afrique, Inde de THALES INTERNATIONAL
- Pierre Castel, président directeur général du groupe CASTEL BGI
- Hugues Degouy, secrétaire général Afrique et Océan Indien d'IMPERIAL TOBACCO
- Jérôme Fabre, président de la COMPAGNIE FRUITIERE
- Laurent Goutard, directeur Afrique, Méditerranée et Outre-Mer, Banque de détail de la SOCIETE GENERALE
- Jean-Michel Guélaud, président de SOGEA SATOM
- Henri Hourcade, directeur général Afrique d'AIR FRANCE
- Philippe Labonne, président de BOLLORÉ PORTS, directeur général adjoint de BOLLORÉ TRANSPORT & LOGISTICS

- Tarafa Marouane, président du directoire de la COMPAGNIE OPTORG
- Philippe Martinez, vice-président Afrique d'AIR LIQUIDE
- Bruno Mettling, président d'ORANGE MIDDLE EAST & AFRICA
- Serge Michailof, consultant international, ancien directeur de la Banque mondiale et de l'AFD
- Patrick Pitton, directeur Afrique subsaharienne de la BNP PARIBAS
- Gérard Pruneau, secrétaire général direction Afrique de TOTAL OUTRE-MER
- Pierre Régent, directeur des relations institutionnelles Groupe ACCORHOTELS
- Francis Rougier, président directeur général de ROUGIER SA
- Christophe Ruffat, directeur général Afrique et MO de L'OREAL
- Alain Taieb, président du conseil de surveillance du Groupe MOBILITAS

### COMITÉ D'HONNEUR

**Président** : Gérard Pelisson, co-fondateur du Groupe ACCOR

### Membres :

- Pierre Arnaud, ancien vice-président de la COMPAGNIE FRUITIERE
- Anthony Bouthelier, ancien président délégué du CIAN
- Claude de Peyron, ancien directeur général Afrique de THALÈS INTERNATIONAL

## Éditorial

## S'adapter au changement



La croissance africaine a continué de se maintenir à un niveau satisfaisant en 2019. Elle devrait s'établir dans une fourchette située entre +3 % et +4 %. Néanmoins, la reprise est plus lente que prévu. Très vigoureuse dans les pays pauvres en ressources naturelles, qui ont enregistré une croissance de 6 % pour 24 pays, elle est plus faible dans ceux qui sont riches en matières premières, 2,5 % pour 21 pays.

D'une manière générale, les économies africaines restent confrontées aux incertitudes persistantes de l'économie mondiale, aux problèmes politiques et sécuritaires internes, au défi démographique et aux réformes intérieures qui marquent le pas. S'y ajoute en conséquence une augmentation de la dette publique.

Cet environnement a encouragé le CIAN à encore renforcer son action de promotion de l'Afrique et du rôle des entreprises. Reconnu comme représentant le secteur privé français en Afrique, nous avons continué de développer un dialogue utile avec les acteurs publics : gouvernements, bailleurs de fonds, institutions internationales, devant lesquels nous avons plaidé pour l'amélioration du climat des affaires, le renforcement du dialogue

public-privé, la lutte contre les distorsions de concurrence et la simplification des contraintes administratives.

Citons la révision des accords de Cotonou sur les relations entre l'Union européenne et les pays ACP, l'élaboration des standards de l'OCDE sur le climat des affaires ou les efforts de renforcement de l'intégration régionale africaine... Autant de sujets sur lesquels le CIAN a porté les positions du secteur privé.

Son action publique n'a pas empêché le CIAN d'offrir son expertise à ses membres. Près de quarante événements ont été proposés aux adhérents en 2019. En ce qui concerne les programmes sur le terrain, RH Excellence Afrique (formation professionnelle) a renouvelé ses équipes à Abidjan, et le programme a pris de l'ampleur en Côte d'Ivoire, mais aussi au Sénégal, au Cameroun et au Burkina Faso. Dans le domaine de la santé, le programme Santé Entreprise Afrique (SEA) a démarré sous forme de test grandeur nature en Côte d'Ivoire, avec le soutien de l'Etat français. SEA a été un des projets du secteur privé mis en avant lors de la conférence de reconstitution des fonds du Fonds mondial à Lyon en octobre, sous la présidence du président Macron.

Le contexte qui nous attend en 2020 sera très probablement mouvant, marqué par les enjeux sécuritaires et politiques, mais aussi par la concurrence des nouvelles puissances sur le continent, et les probables évolutions du franc CFA. Mais la modernisation du continent se poursuivra, fondée sur le dynamisme de jeunes entrepreneurs et la diffusion du numérique. Alors que se profilent le sommet Afrique-France de Bordeaux en juin prochain et la Saison culturelle Africa2020 au second semestre, il est encore plus urgent de contribuer à une présence accrue des entreprises françaises en Afrique.

*Étienne Giros, Président délégué*

## COMMISSION ETHIQUE ET CONFORMITÉ

# Maîtriser le devoir de vigilance dans ses dimensions d'éthique et de conformité

Le CIAN innove en 2019 avec la création d'une nouvelle Commission Ethique et Conformité présidée par Frédéric Paradis. Une première année déjà riche en conférences.

De 2002 à 2018, Philippe Montigny a animé la commission Anti-Corruption du CIAN qui avait notamment produit la charte « Déclaration sur la prévention de la Corruption », révisée en 2015 et le guide « Comment résister aux sollicitations indues », qui ont été très utiles à nos entreprises. Ayant cédé le cabinet Ethic Intelligence qu'il avait créé, il a passé début 2019 le flambeau à Frédéric Paradis, directeur Juridique et Compliance Officer du groupe Marck. Celui-ci a lancé la nouvelle Commission Ethique et Conformité pour correspondre à l'évolution des attentes et de l'environnement légal. « C'était ma volonté en arrivant de traiter de l'éthique au sens large et pas uniquement de l'anti-corruption. Le Comité directeur du CIAN a proposé d'utiliser les termes français 'éthique et conformité' plutôt que le terme anglo-saxon 'compliance' », explique Frédéric Paradis.

Le nouveau président entend informer les adhérents du CIAN sur les nouveautés

en matière d'éthique et de conformité en France et dans le monde avec un focus sur l'Afrique, et partager les bonnes pratiques. Il a recensé en début d'année les préoccupations des adhérents avec un questionnaire. Elles portent essentiellement sur le rôle et le contrôle des intermédiaires (sous-traitant, fournisseur, prestataire de services, etc.), sur la réalisation des « due diligence », mais aussi sur le risque de se voir sanctionner au titre de pratiques communément admises dans le passé et qui n'auraient pas été suffisamment réformées. Concrètement, la Commission a tenu cinq réunions en 2019 avec pour point d'orgue la rencontre avec le député Raphaël Gauthier qui a commenté son rapport sur l'extra-territorialité du droit américain et l'exposé du directeur de Tracfin sur le fonctionnement de cet organisme de lutte contre la fraude et le blanchiment. Deux autres rencontres ont traité, l'une des intermédiaires et l'autre de l'état du droit et de la jurisprudence en Afrique en matière d'éthique et de conformité, avec

l'intervention de Pierre Laporte du cabinet Gouvernances.

« Il faut savoir qu'il ne se passe pas une journée sans que la presse, notamment africaine, ne fasse état de poursuites en Afrique contre un ancien dirigeant politique ou d'entreprise pour des faits de corruption ou de blanchiment. Ceci témoigne de la révolution en cours sur le continent même si dans certains pays il est encore difficile d'obtenir des décisions de justice indépendantes », souligne Frédéric Paradis. « Mais c'est un signe fort en matière de politique intérieure en Afrique mais aussi à l'égard des investisseurs et bailleurs. »

Enfin, un premier groupe de travail s'est attelé à actualiser le guide de recommandations paru il y a dix ans afin de sortir un nouvel opus en 2020. Un autre groupe de travail est lancé pour travailler sur un autre ouvrage du CIAN qui portera sur les intermédiaires : comment les trouver, les sélectionner, les contrôler, comment gérer la relation dans la durée et comment les rémunérer.

## COMMISSION SÛRETÉ

# Impliquer toutes les fonctions de l'entreprise sur les enjeux de sécurité

La question de la Sûreté s'invite souvent dans les décisions de prospection ou d'investissement en Afrique. C'est pourquoi, cette année la Commission Sûreté a eu la volonté d'ouvrir le débat avec différentes fonctions dans l'entreprise.

« Nous avons innové cette année en mettant en place une conférence mixte du CIAN regroupant les Commissions Sûreté, Santé, Juridique et Fiscale. Il y a eu plus d'une centaine de participants ; c'était court mais intense ! », se réjouit Arnaud Kremer, président de la Commission Sûreté et, par ailleurs, président

d'Iremos. Habituellement, explique-t-il, les réunions des commissions attirent les responsables concernés par la thématique : la Commission Sûreté réunit les directeurs sûreté des entreprises membres du CIAN, la Commission Santé les médecins du travail ou les directions RH, la Commission Juridique et Fiscale les directeurs fiscaux,

les juristes et leurs conseils.

« Or, là, pour la première fois, nous avons rassemblé en un seul lieu, des responsables d'horizons différents qui ont ainsi pu appréhender d'autres réalités. En ce qui concerne ma thématique, cela a permis de faire prendre conscience à des médecins du travail, à des responsables RH, à des

juristes, l'importance de la préparation, de la formation et de l'organisation lorsque l'on va dans des régions plus sensibles que d'autres », ajoute le spécialiste, qui a d'ailleurs conçu avec le président de la Commission Santé un passeport Sécurité CIAN, utile à tous les voyageurs.

Sur la thématique sûreté, trois points ont été abordés lors de cette Commission mixte : l'obligation (légale) de l'employeur d'informer et de protéger ses collaborateurs ; la cybermenace ; l'importance de l'intelligence économique pour bien connaître son interlocuteur qu'il soit un partenaire, un client, ou un intermédiaire. Le deuxième point fort de la Commission en 2019 a été la réunion sur la gestion de crise avec l'intervention de Laurent Mereyde, responsable sûreté du groupe Colas. « C'est bien beau d'avoir une organisation, des services juridiques, etc. Mais,

à un moment ou un autre, quelle que soit l'entreprise, sa taille, son activité, sa localisation, elle peut être impactée par une crise, un conflit social, un risque cyber, sanitaire, terroriste... Même si l'on est un bon dirigeant, on n'est pas forcément un bon gestionnaire de crise. » Laurent Mereyde a présenté l'organisation adoptée par son groupe, la manière dont il a formé son personnel et ses dirigeants, en France et à l'étranger, à répondre de façon pragmatique et sereine à un événement exceptionnel.

A contrario, certaines échéances, facteurs d'instabilité, sont connues à l'avance. « Il y aura 18 élections législatives et présidentielles en Afrique en 2020. Nous travaillons déjà sur l'anticipation à la gestion de crise liée au processus électoral, nous organiserons des veilles et des focus pour les membres du CIAN. » La thématique de la

logistique en Afrique et de la sûreté sera aussi abordée en 2020 ainsi que les partages d'expertise. « Nous avons des adhérents qui sont des experts en bien des domaines et il serait intéressant de les amener à partager leur savoir. »



## COMMISSION JURIDIQUE ET FISCALE

# Analyser les évolutions légales et s'informer

La Commission juridique et fiscale a tenu plusieurs réunions cette année avec la préoccupation constante de décrypter les évolutions juridiques et fiscales en Afrique mais aussi de présenter les instruments pour accompagner les entreprises.

« La fiscalité est toujours une préoccupation majeure des entreprises », indique Jean Jacques Lecat, président de la Commission et avocat. En début d'année, Deana d'Almeida, du cabinet CMS Francis Lefebvre a dressé un panorama complet des modifications fiscales en 2019. Elle a également commenté le durcissement généralisé des conditions de déduction des intérêts de comptes courants d'associés. En fin d'année, Grégoire Rota Graziosi, un économiste qui a travaillé pour le FMI, a exposé les principes de politique fiscale qui gouvernent les réformes menées par l'institution monétaire et Grégoire Heber-Suffrin a parlé de leur mise en œuvre dans les législations des différents pays.

Pour la conférence inter-commission intitulée « Dérisquer l'Afrique », la commission s'est interrogée sur les risques d'investissement et les meilleurs instruments pour les affronter. Ruben Nizard, économiste Afrique de la COFACE a exposé la

méthodologie d'évaluation du risque pays et France Arnaud du cabinet de courtage SOLMONDO a détaillé les solutions d'assurance. Jean Jacques Lecat a conclu sur les instruments juridiques de protection des investissements.

« Nous avons proposé cette année une conférence sur les commandes publiques qui a permis d'aborder les questions relatives à la superposition des règles nationales et de celles des organisations internationales » poursuit Jean Jacques Lecat. Richard Touroude, directeur des Affaires Internationales de la Fédération nationale des Travaux publics, a exposé le développement de la concurrence chinoise tandis que Boris Martor, avocat, a expliqué l'actualité des réglementations PPP et Frédéric Paradis, président de la commission Ethique et Conformité du CIAN, les bonnes pratiques.

En novembre, une réunion exceptionnelle a été organisée avec l'association Juriconnexion dans le cadre solennel de la

Grand'Chambre de la Cour de cassation sur les sources et moyens permettant d'accéder à la connaissance des droits africains.

Au cours de la matinée, animée par Jean Jacques LECAT, le professeur Joseph Djogbenou, Président de la Cour constitutionnelle du Bénin et ancien Ministre de la Justice a présenté les avancées de l'OHADA, les progrès de la numérisation des textes ont été examinés par Grégoire Heber-Suffrin. Maître Mamadou Konate avocat et ancien garde des Sceaux du Mali a exposé les lacunes des décisions de justice et Fabien Waechter, président de Lexbase a fait part des outils de numérisation de ces décisions. Sadri Saieb, de l'Institut suisse de droit comparé, Claudia Holland, du Max Planck Institute et Aziber Seid Algadi, rédacteur en chef de Lexbase Afrique, ont parlé des ressources documentaires et de la doctrine.

## COMMISSION RSE &amp; ODD

## Au-delà de la RSE, intégrer les Objectifs de Développement Durable (ODD)

La Commission RSE devient la Commission RSE-ODD. Ses travaux visent à éclairer les enjeux des Objectifs de Développement Durable à l'aune de l'Afrique et à proposer des réponses, notamment en examinant les engagements pris par les entreprises du CIAN.

« Cette année, la Commission RSE & ODD du CIAN s'est attachée à évoquer les grands enjeux auxquels l'Afrique est confrontée et sur lesquels les entreprises françaises peuvent contribuer positivement, notamment dans la gestion des problématiques spécifiques au continent », indique Pierre Samuel Guedj, président de la Commission et co-fondateur du cabinet Affectio Mutandi.

Cette dynamique s'inscrit dans la droite ligne des 17 Objectifs de Développement Durable (ODD) établis par les Nations Unies en 2015 et contenus au sein de l'Agenda 2030. Ils définissent les cibles à atteindre à l'horizon 2030 et visent à éradiquer la pauvreté sous toutes ses formes, à protéger la planète et à garantir la prospérité pour tous. La Commission a notamment réuni les groupes

Total et Bolloré pour évoquer les enjeux du *local content* mais également de l'*extra local content*, soit comment articuler les obligations réglementaires de collaboration avec les entreprises locales et sa stratégie RSE.

Ensuite, la Commission a tenu une session sur la ville durable, autour de Stéphanie Rivoal, ambassadrice et secrétaire générale du Sommet Afrique-France qui se déroulera en juin 2020. Les groupes Suez et OCP, la Mairie de Bamako et l'initiative Digital Africa ont témoigné des enjeux et de l'apport possible des acteurs français.

Lors d'une autre séance consacrée au climat, la contribution des entreprises françaises à la résolution des enjeux du changement climatique a été évoquée en réunissant autour de Ronan Dantec, sénateur et président de Climate Chance,

différents acteurs particulièrement mobilisés en Afrique, comme Veolia et Schneider Electric.

Enfin, une session sur l'*impact investment* et les projets à impact a mis en valeur la nouvelle approche des entreprises. Il s'agit non seulement de gérer les risques ESG (Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance) mais aussi d'aller plus loin en cherchant à optimiser ses impacts positifs. Dans ce cadre, la Commission a réuni un panel d'acteurs engagés aussi divers que BPIFrance, Engie, Orange et la Société Générale.

Pour 2020, la Commission réfléchit à la production d'un e-learning sur les droits humains en Afrique destiné à tous les collaborateurs des entreprises du CIAN. Les adhérents sont invités à apporter leur contribution à ce projet.

## COMMISSION RESSOURCES HUMAINES

## Partager les pratiques de politique RH en Afrique

Dernière venue au sein du CIAN, la Commission Ressources Humaines a pris le relais de la Commission sociale. Elle a démarré ses activités au deuxième semestre 2019.

« Les attentes des membres du CIAN sont de mesurer la température sur les évolutions des politiques salariales, de la législation du travail, de savoir comment les autres traitent de la problématique 'expatrié versus emploi national' », souligne Igor Rochette, président de la Commission et directeur de Michael Page Afrique. « La question est aussi posée du rôle de la diaspora et de son retour sur le continent », précisant : « Il y a clairement une envie de retour. Après

cela reste très lié à la capacité du pays à proposer des conditions de vie et sécuritaires qui sont relativement attrayantes. Cela marche très bien au Maroc, en Côte d'Ivoire, au Sénégal mais c'est plus compliqué dans d'autres pays comme le Gabon, le Congo Brazzaville, le Mali ou le Burkina ».

La Commission s'attache à proposer des échanges entre les entreprises afin d'exposer les différentes pratiques. Le premier thème abordé a été celui du travail

en site isolé. Cette pratique est courante en Afrique où il existe de nombreux sites industriels isolés que cela soit pour les mines, l'agriculture, la foresterie ou encore le secteur pétrolier avec un ensemble d'implications à la fois logistiques, salariales, de gestion du personnel ou des opérations à distance, de sécurité, etc.

En 2020, sont déjà prévues une séquence sur le travail des seniors très appréciés en Afrique et l'autre sur les conditions de l'expatriation.

## PROGRAMME REA

# Améliorer la formation professionnelle

Le programme RH Excellence Afrique (REA) dispose d'une équipe renouvelée en 2019 avec à sa tête une nouvelle directrice, Marie-France Durandière, qui veut amplifier l'impact du programme.

Rappelons que le programme RH Excellence Afrique se déploie sur quatre pays : le Burkina Faso, le Cameroun, la Côte d'Ivoire et le Sénégal. Il vise à accompagner les établissements de formation professionnelle dans une démarche d'excellence afin qu'ils prennent mieux en compte dans leur cursus les besoins des entreprises. Ainsi les élèves formés entrent plus facilement dans l'emploi.

Il est mis en œuvre par l'association RH Excellence Afrique, basée à Abidjan, qui est assistée du cabinet Codifor. Les dirigeants des entreprises locales contribuent en évaluant les formations délivrées au regard de leurs exigences professionnelles.

## Une équipe dynamique

Au cours du premier semestre de l'année, le programme REA a vu son management changer. Jean-Christophe Leneutre devient le nouvel expert détaché par le cabinet Codifor et Marie-France Durandière, la nouvelle directrice du programme. Les objectifs de la nouvelle équipe sont clairs : faire un état des lieux des activités tant sur le plan opérationnel qu'administratif ; capitaliser sur le travail de l'équipe précédente et donner une nouvelle impulsion à la communication pour plus de crédibilité et visibilité au programme.

## Les certifications

Fin 2018, le programme REA comptait 11 filières certifiées sur les 4 pays. L'année 2019 a enregistré 9 nouvelles filières certifiées par rapport à 2018. À cela s'ajoutent 4 audits de reconduction de certification, ce qui donne un total de 13 filières auditées et certifiées sur l'année 2019. Ainsi, fin 2019, RH Excellence Afrique aura délivré 20 certifications métiers dans 15 établissements.

## Une nouvelle politique de communication

En 2019, l'association s'est rapprochée des centres de décision en emménageant dans de nouveaux locaux au Plateau, centre des affaires d'Abidjan. Cela s'est traduit par une amplification des rencontres avec les entreprises et les partenaires publics, avec la création du **Club entreprise REA** et l'instauration d'un programme de **Rencontres REA**, réunissant instances publiques et responsables du secteur privé. Deux nouvelles conventions de partenariat ont été signées : l'une avec l'Union des Grandes Entreprises Industrielles de Côte d'Ivoire (UGE CI), organisation patronale regroupant les plus grandes sociétés industrielles de Côte d'Ivoire ; l'autre avec le Centre ivoirien pour le développement de la formation professionnelle (CIDFOR).

L'association a aussi procédé à la refonte intégrale de son site internet, [fr.rea-afrique.org](http://fr.rea-afrique.org), pour mieux mettre en valeur le travail accompli et les établissements distingués. S'intéressant à la promotion de la formation professionnelle, en très forte évolution dans les pays qu'elle couvre, l'association a aussi mis en place une revue de presse qu'elle diffuse régulièrement à ses partenaires.

## Et demain

Les prochains mois pour REA préparent d'une activité tout aussi intense. Pour 2020, l'objectif est de 16 nouvelles filières certifiées et 5 audits de reconduction de certification.

RH Excellence Afrique continue de susciter un fort intérêt des acteurs publics-privés car elle propose une démarche qualité inédite orientée vers l'emploi. « Il existe d'autres systèmes

de certification portant généralement sur le contenu des formations, mais aucun ne propose la même dimension de connexion avec le monde de l'entreprise », commente Marie-France Durandière.

Le second enjeu de réflexion et de développement pour REA en 2020 sera de construire un modèle économique basé sur son expertise. C'est une priorité pour pérenniser le programme dans toutes ses dimensions. « Dans un environnement socio culturel davantage oral qu'écrit, force est de constater, aux regards des retours des chefs d'établissement, que la démarche proposée par RH Excellence Afrique leur permet une meilleure structuration de leur gestion, un renforcement de la traçabilité, et un nouveau regard sur la finalité des formations. Ainsi, nous constatons que pour les établissements accompagnés, les thématiques liées à l'employabilité des jeunes rentrent ensuite dans les 'normes pédagogiques' », souligne Marie-France Durandière.



## COMMISSION SANTÉ

## Digital et assurance au service de la santé

Les entreprises sont des relais essentiels dans le domaine de la santé en Afrique. Les réunions de la Commission Santé permettent de faire le point sur les dernières avancées.

La commission Santé a organisé trois réunions en 2019. Une réunion avec la commission Digitale a permis de montrer comment le numérique pouvait répondre à des sujets complexes dans le domaine de la santé. Par exemple, le suivi des patients pris en charge par SMS ou les applications existantes pour gérer les stocks de médicaments et de consommables ou bien encore, le paiement des acteurs de prévention.

La seconde séquence s'est tenue conjointement avec les commissions juridique et sécurité, dans le cadre d'une conférence intitulée « Comment dérisquer l'Afrique ». Concernant le

volet Santé, l'Agence française de développement (AFD), la Société Générale et la compagnie africaine d'assurances Sunu ont insisté sur la nécessité de commencer à réfléchir à des solutions pour financer la prévention. Ce n'est certes pas aujourd'hui le cœur de métier des assureurs, qui sont concentrés sur le financement des dépenses médicales, mais une prise de conscience est incontestablement perceptible. Financer la prévention et le dépistage du diabète ou de l'hypertension par exemple, est une solution moins onéreuse que celle de prendre en charge les complications de ces maladies graves.

La dernière réunion de la Commission Santé a porté sur l'utilisation des nouveaux médias pour développer la sensibilisation du grand public en Afrique. « Nous nous sommes notamment intéressés aux nouveaux médias comme les Web TV qui permettent à la fois aux salariés mais aussi aux familles et aux populations locales d'accéder à des contenus simples, vulgarisés sur la santé, les facteurs de risque et les moyens de prévention », déclare Erick Malville. Et parmi ceux-ci, le nouveau média AlloDocteurs Africa, accessible sur téléphone portable et tablette, qui diffuse de l'information santé de qualité, décliné par pays avec des correspondants locaux.

## PROGRAMME SEA

## Informer et dépister

Le Programme Santé Entreprise Afrique, fruit d'un partenariat public-privé a démarré en Côte d'Ivoire avec la réalisation de plusieurs journées au sein des entreprises pour sensibiliser, prévenir, dépister.



En Afrique les entreprises vont souvent au-delà de leurs obligations légales et s'impliquent pour la santé de leurs salariés et des communautés environnantes. Engager des actions de sensibilisation, de prévention et de dépistage semble également être le meilleur moyen de réduire l'absentéisme.

Avec le programme Santé Entreprise Afrique (SEA), lancé l'année dernière par le CIAN, les entreprises peuvent adhérer et bénéficier de journées Santé pour dépister et éventuellement prendre en charge trois maladies transmissibles – le VIH-Sida, le paludisme et la tuberculose – et deux maladies non transmissibles – le diabète et l'hypertension.

Le développement du programme en Côte d'Ivoire a été au cœur de l'agenda 2019. Il a même été présenté comme une initiative exemplaire lors de la Conférence

de reconstitution des ressources du Fonds mondial, en présence du président Macron en octobre à Lyon, car il s'appuie sur la collaboration de quatre partenaires : les entreprises, les autorités sanitaires du pays, les partenaires médicaux et les partenaires financiers.

La Société Générale à Abidjan a été la première à s'impliquer en proposant à ses salariés 24 séances d'information et de dépistage. Quels ont été les premiers enseignements ? « L'approche multi maladies a permis de toucher près de 75 % du personnel. Rappelons que l'inscription à ces journées se fait sur une base volontaire, anonyme et confidentielle. Habituellement, nous constatons entre 25 à 30 % de participants. En offrant un panel plus large de maladies, nous avons rassemblé plus de monde. Le deuxième intérêt est d'ajouter des messages sur le diabète et l'hyperten-

sion, maladies qui ne faisaient pas, jusqu'à présent, l'objet de campagne d'information structurée. Enfin grâce aux soutiens des bailleurs, le coût des journées de dépistage pour les entreprises est inférieur de 50 % », indique Erick Maville, le président de la commission Santé. Une évaluation plus formelle, en mesurant notamment l'impact sur l'absentéisme, sera réalisée l'année prochaine.

Financièrement, le Fonds mondial a renouvelé son soutien au programme et SEA a obtenu cette année un cofinancement d'Expertise France sur deux années. « Ainsi, avec l'apport du CIAN et la participation des entreprises, nous sommes en mesure de consolider ce que nous faisons en Côte d'Ivoire et de déployer le programme au Cameroun » précise Erick Maville. Le démarrage de SEA au Cameroun est prévu dans le courant du 1<sup>er</sup> semestre 2020.

## COMMISSION DIGITALE

# Comprendre comment l'Afrique s'empare du numérique pour aller de l'avant

La Commission digitale suscite toujours beaucoup d'intérêt de la part des membres du CIAN avec une forte participation. Certains secteurs jusqu'à présent sous-représentés dans le digital, typiquement l'agriculture et la santé, sont maintenant investis par les bailleurs de fonds et les grands groupes industriels français.

La vie de la Commission Digitale s'est déroulée cette année autour de quatre conférences, une par trimestre, avec pour thèmes : l'agriculture et le digital en Afrique, la santé en Afrique et le numérique, la *blockchain* et la finance, et enfin l'identité numérique. « Les quatre conférences ont illustré deux tendances. La première est qu'il y a des secteurs, dont l'agriculture et la santé, où le digital prend une vraie dimension en Afrique avec des financements. La deuxième est qu'il existe un certain nombre de technologies comme la biométrie et la 'blockchain', qui gagnent en importance en Afrique ce que je n'aurais vraisemblablement pas dit il y a deux ans », souligne Jean-Michel Huet, président de la Commission. L'agriculture et la santé bénéficient d'un nouvel intérêt des bailleurs de fonds mais aussi des industriels, des banques et assureurs

affirme le président. Toutefois, « l'agriculture est un domaine où la France par son histoire et son économie est un pays leader dans le monde mais dans le croissement de l'agriculture et du digital peu d'entreprises françaises sont aujourd'hui présentes », regrette Jean-Michel Huet. L'identité numérique, ou encore la biométrie, constitue un enjeu majeur car cela revient à se demander qui demain va gérer l'identité numérique et les données associées. Sera-t-elle au service des citoyens africains ou monnayée par Facebook par exemple ? Ceci n'est pas neutre, souligne Jean-Michel Huet. Des leaders français sont présents sur ce secteur, comme Thales-Gemalto ou Idemia et de plus en plus de financements du type de ceux de l'Agence française de développement (AFD) sont engagés. Dernier sujet et non des moindres, la *blockchain*

où l'Afrique réalise des premières mondiales. N'est-ce pas en Sierra Leone que, pour la première fois, cette technologie a été utilisée dans un processus électoral ! De même, le Burkina Faso sera pionnier en gérant à partir de 2020 une partie de ses finances publiques via la *blockchain*. « On remarque que lorsque l'on touche à des sujets autour de la finance, comme le mobile-paiement il y a dix ans, et aujourd'hui la 'blockchain', il y a quelques innovations qui ont lieu en Afrique », souligne le président de la Commission Digitale. Et cela pourrait aller encore plus vite, affirme-t-il, car d'une part, dans certains pays les dirigeants ne sont pas encore au fait de ce qu'apporte le digital et, d'autre part, ce sont aussi des sujets nouveaux pour les bailleurs de fonds à l'exception de la Banque mondiale.

## L'année 2019 en chiffres

- **176** entreprises adhérentes
- **23** réunions des commissions, soit **953** inscrits
- **8** conférences thématiques et rendez-vous proposés avec nos adhérents et partenaires  
Avenir du Franc CFA, enjeux dans la région Sahélo-saharienne, atelier Angola, Burkina Faso, présentation de FranceMédiasMonde...
- **1** Forum Afrique MOCI/CIAN avec **870** dirigeants présents
- **3** déjeuners-débats avec des personnalités qui ont réuni **321** convives
- **1** nouveau baromètre leaders d'opinion, Africaleads©  
Réalisée par le cabinet IMMAR en partenariat avec le CIAN dans 8 pays d'Afrique francophone, cette étude a connu un fort retentissement médiatique. Elle a mis en évidence un déficit d'image de la France mais elle a aussi montré que les entreprises françaises bénéficiaient de positions solides.

## Cahiers du CIAN

Le 3<sup>e</sup> opus est paru en janvier 2019. Il est le fruit d'une enquête terrain menée par Bénédicte Châtel et Anne-Guillaume Gentil pour décrire l'impact des diasporas africaines sur les économies du continent. Outre les transferts de fonds, estimés à 70 milliards de dollars et plus de la moitié des apports en capitaux privés à l'Afrique, les diasporas peuvent aider à relever les nombreux défis du continent. Une condition, cependant : lever les freins de toutes sortes. Signe d'une prise de conscience, cet ouvrage a suscité une abondante couverture presse.

Ed. Eyrolles, 20 euros



## AFRIQUE DU NORD

**Dynamisme du Maroc**

« Dans l'ensemble, les pays de l'Afrique du nord, hors Libye, présentent des perspectives économiques encourageantes quoique disparates. L'énergie reste le facteur dominant dans le développement socio-économique des pays. L'Afrique du nord a fait le choix et le pari du développement important et rapide des énergies renouvelables dans son mix énergétique » souligne Ryadh Boudjemadi, en tant qu'expert Afrique du Nord du CIAN. Le Maroc a réussi sa transformation

et la modernisation de son économie. Cependant des inégalités sociales et territoriales persistent. Si la croissance en 2019 est en léger recul, la dynamique est toujours présente avec notamment le chantier Tanger Med II, l'arrivée de PSA à Kénitra, le secteur du tourisme et ses 12,3 millions de voyageurs en 2018, etc. L'Algérie vit une situation transitoire qui impacte son économie. La croissance est faible en 2019 et les finances publiques accumulent des déficits. Pour y pallier, la

loi de Finances 2020 est marquée par une certaine rigueur budgétaire. Mais, l'ouverture sur la règle des 51/49 pour la prise de participation des étrangers dans les entreprises algériennes, qui a été levée pour les projets « non stratégiques » est un signe positif pour les investissements directs étrangers.

La Tunisie a vécu une année 2019 riche en politique. L'élection du nouveau président devrait redynamiser l'économie qui a un peu de mal à redécoller.

## AFRIQUE CENTRALE

**Forte concentration** des activités dans le secteur extractif

Si l'Afrique centrale a retrouvé depuis 2018 des fondamentaux économiques plus sains, les mesures d'ajustement seront insuffisantes pour résoudre seules faiblesses des économies.

Ce regain d'activité est en grande partie lié au secteur pétrolier, l'objectif de diversification porté par le Programme des réformes économiques et financières (PREF-CEMAC) n'ayant encore guère porté ses fruits. Le commerce régional ne représente que 3 % du total échangé contre 18 % pour le reste de l'Afrique. Avec dix produits d'exportation, le Cameroun est le pays le plus diversifié de la région.

La faiblesse du tissu industriel est la deuxième caractéristique : en 2017, 22 % des exportations de la région sont des articles manufacturés (45,7 % en Afrique subsaharienne, 85,3 % au niveau mondial). Ceci freine la constitution de marges et renforce la dépendance aux cours des matières premières.

Il devient donc urgent de transformer structurellement les économies d'Afrique centrale. Les prix du pétrole ne devraient, a priori, pas retrouver leur niveau d'avant la crise et la production de la CEMAC a baissé de 25 % entre le pic de 2010 et 2017. La région enregistre depuis 2018 une légère hausse avec la mise en exploitation

du champ Moho-Nord au Congo, mais la production de la région devrait baisser de nouveau à partir de 2020. La plupart des pays restent aujourd'hui encore dépendants des bailleurs.

Cela dit, le potentiel de l'Afrique centrale est colossal, abritant l'un des poumons de la planète, disposant de gisements de minerais encore inexploités et d'un potentiel hydroélectrique énorme (653 361 GWh, 58 % du continent) alors que la production actuelle ne dépasse pas 3 % à 4 % de ce potentiel. La principale interrogation réside dans la capacité des États à mener les réformes pour jeter les bases d'un développement plus équilibré.

## AFRIQUE AUSTRALE

**2019** n'a pas été une bonne année

La croissance de la plus grande économie d'Afrique australe est quasi-nulle et ce depuis 5 ans. Compté tenu de la démographie, le revenu réel par habitant reste le même. Les espoirs suscités par le président Cyril Ramaphosa après les années difficiles de Jacob Zuma tardent à se concrétiser. Sa tâche pour redres-

ser le pays est ardue car les partisans de l'ancien président sont puissants au sein du parti au pouvoir, l'ANC. Le plan de relance annoncé en octobre – privatisation, assouplissement des règles sur les PME, éducation – a été globalement bien accueilli, mais la question est de savoir si le président Ramaphosa aura la capa-

cité politique de le mettre en œuvre. Ceci dit, les entreprises françaises demeurent relativement confiantes dans ce pays qui demeure le premier client de la France en Afrique subsaharienne. Le reste de l'Afrique australe est très impacté par la situation sud-africaine et par la stagnation du prix des matières premières.

## AFRIQUE ANGLOPHONE

## Quel sera l'impact d'un libre-échange ?

L'accord sur la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA), signé en juillet, agite d'autant plus les esprits en Afrique anglophone que l'Afrique du Sud est déjà très présente hors de ses frontières. Quant au Nigeria, il a finalement signé ; seul l'Érythrée manque à l'appel. Mais cet accord pose la question du contenu des échanges formels, des normes, des définitions d'origine, etc., souligne l'expert Afrique

anglophone du CIAN, Jacques Manlay. « Car si chaque pays a ses spécificités, que peuvent-ils exporter, avec un avantage compétitif, vers les autres pays africains ? Il y a aussi tout le volet de la liberté de circulation des personnes, des harmonisations des pratiques commerciales, ou encore de la monnaie unique. Beaucoup d'interrogations sur le long terme. » Ceci dit, la Zleca n'est pas encore une préoccupation des entreprises

membres du CIAN. « C'est trop tôt. » Le même raisonnement s'applique aux APE, « un accord à risques pour certains pays africains car il pourrait obérer leur développement naissant dans certains secteurs en l'absence d'une aide locale. » Et l'expert de remarquer l'importance croissante des transferts des diasporas – 25 à 35 milliards USD par an au Nigeria – et l'essor remarquable de l'agriculture.

## AFRIQUE LUSOPHONE

## Ouverture et diversification des économies

« Des changements majeurs sont en cours dans les pays lusophones, ce qui suscite davantage l'intérêt des investisseurs », estime Lydia Picoteiro Bettencourt, l'experte des pays lusophones du CIAN et avocate au cabinet LPB.

Les organisations internationales ne cessent de mettre le projecteur sur ces pays et l'attractivité des secteurs autres que les hydrocarbures, comme les télécoms, les infrastructures, etc. « Les gouvernements s'ouvrent davantage et recherchent des partenaires. Et ils le font en posant leurs condi-

tions : vous souhaitez avoir une licence ou une concession ? D'accord mais en contrepartie, investissez aussi dans tel autre secteur », souligne la spécialiste.

L'Angola a amorcé la privatisation de plus de 195 entreprises dont la tentaculaire Sonangol. « C'est historique ! » Le pays se diversifie et ambitionne le développement de son tourisme, de nouvelles lignes aériennes et de l'agriculture, notamment en nouant d'importants partenariats avec la France.

Une opération d'envergure est aussi lan-

cée au Mozambique dans le gaz naturel liquéfié. Un des plus gros projets d'Afrique.

En Guinée Bissau, la crise politique perdure avec une croissance encore timide. Outre le pétrole, le gouvernement mise toujours sur les noix de cajou.

En revanche, le Cabo Verde continue sa diversification. Il émerge avec un secteur touristique qui progresse de 10 % par an, une production d'énergie renouvelable qui ne cesse de croître et l'émergence de « l'économie bleue ».

### INSTITUTIONS RÉGIONALES AFRICAINES

#### Le CIAN est attentif aux actualités structurantes pour le Continent

Alain Fénéon, avocat, est le délégué du CIAN auprès des institutions panafricaines. Concernant l'OHADA, il note qu'en 2019, le Professeur Emmanuel Sibidi Darankoum a succédé au poste de Secrétaire permanent à Dorothé Cossi Sossa, arrivé au bout de deux mandats. Professeur à l'université de Montréal depuis une dizaine d'années, Emmanuel Sibidi Darankoum a déjà lancé plusieurs projets dont celui d'un Acte uniforme sur le règlement des conflits de lois et de juridictions et la reconnaissance des décisions judiciaires à l'intérieur de l'espace OHADA.

D'autre part, la Conférence inter-africaine des marchés de l'assurance (CIMA), basée à Libreville, a décidé de renforcer la crédibilité des compagnies d'assurance en Afrique en augmentant leur capital minimum obligatoire de 1 milliard de F CFA jusqu'alors, à 3 milliards au 30 juin 2019 et 5 milliards en 2021. « Des quelque 200 compagnies d'assurance en Afrique, on devrait en compter moins d'une centaine d'ici 2021 », commente Alain Fénéon.

Enfin, deux institutions méritent un intérêt renouvelé du CIAN : la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) qui se déclare très ouverte à l'étude de nouveaux

projets ; la Commission des Nations Unies pour le droit du commerce international (CNUDCI), basée à Vienne, qui travaille sur la préparation de modèles de traités bilatéraux « nouvelle génération », comprenant les droits des populations locales, des salariés, de l'environnement, etc. Le CIAN ou l'EBCAM (le secteur privé européen) pourrait se voir confier un statut d'observateur.

La rédaction de nouvelles règles de protection des investisseurs étrangers en Afrique sera aussi à l'agenda de la ZLECA en 2020. Nul doute que le CIAN y sera très attentif.

# L'équipe du CIAN

## BUREAU

**Président délégué :** Étienne Giros  
**Secrétaire général :** Stephen Decam  
**Directrice générale :** Sandrine Sorieul  
**Secrétariat :** Isabelle Kotzuba  
Email : [contact@cian.asso.fr](mailto:contact@cian.asso.fr)  
Tél. : +33 (0)1 45 62 55 76

## RH EXCELLENCE AFRIQUE

**Directrice :** Marie-France Durandière  
Email : [mfdurandiere@rea-afrique.org](mailto:mfdurandiere@rea-afrique.org)

## COMMISSIONS

### Commission Digitale

**Président :** Jean-Michel Huet  
Associé BearingPoint  
Email : [jean-michel.huet@bearingpoint.com](mailto:jean-michel.huet@bearingpoint.com)

### Commission Ethique et Conformité

**Président :** Frédéric Paradis,  
Directeur Juridique Groupe Marck  
Email : [frederic.paradis@groupemarck.fr](mailto:frederic.paradis@groupemarck.fr)

### Commission Institutions européennes

**Président :** Patrick Sevaistre,  
Conseiller du commerce extérieur  
Email : [sevaistre.patrick@gmail.com](mailto:sevaistre.patrick@gmail.com)

### Commission Juridique et Fiscale

**Président :** Jean-Jacques Lecat,  
Avocat à la Cour  
Email : [jj.lecat@jjl-avocat.com](mailto:jj.lecat@jjl-avocat.com)

### Commission RH

**Président :** Igor Rochette  
Directe Michael Page Africa  
Email : [IgorRochette@michaelpage.fr](mailto:IgorRochette@michaelpage.fr)

### Commission RSE & ODD

**Président :** Pierre-Samuel Guedj,  
Président fondateur Affectio Mutandi  
Email : [ps.guedj@affectiomutandi.com](mailto:ps.guedj@affectiomutandi.com)

### Commission Santé

**Président :** Erick Maville,  
Directeur général Santé  
En Entreprises  
Email : [emaville@santeenentreprise.com](mailto:emaville@santeenentreprise.com)

### Commission Sûreté

**Président :** Arnaud Kremer,  
Président fondateur Iremos  
Email : [arnaud.kremer@iremos.fr](mailto:arnaud.kremer@iremos.fr)

## EXPERTS

### Afrique du Nord

Ryadh Boudjemadi  
Vice-président Finance Afrique,  
MO et Est Méd. EDF  
Email : [ryadh.boudjemadi@edf.fr](mailto:ryadh.boudjemadi@edf.fr)

### Afrique de l'Ouest

Jean Mahé  
Email : [jeanmahe2000@yahoo.fr](mailto:jeanmahe2000@yahoo.fr)

### Afrique centrale

Patrick Sevaistre,  
Conseiller du commerce extérieur  
Email : [sevaistre.patrick@gmail.com](mailto:sevaistre.patrick@gmail.com)

### Afrique anglophone

Jacques Manlay,  
Conseiller du commerce extérieur  
Email : [jacques.manlay@orange.fr](mailto:jacques.manlay@orange.fr)

### Afrique australe

Laurent Padoux,  
Membre Comité Appui aux initiatives  
ONG de l'AFD  
Email : [lpadoux@gmail.com](mailto:lpadoux@gmail.com)

### Afrique lusophone

Lydia Picoteiro Bettencourt,  
Avocate, cabinet LPB  
Email : [contact@lpbettencourt-avocats.com](mailto:contact@lpbettencourt-avocats.com)

### Délégué auprès des institutions régionales africaines

Alain Fénéon,  
Avocat, consultant Editions Juris Africa  
Email : [contact@feneon.org](mailto:contact@feneon.org)

POUR EN SAVOIR PLUS ET ADHERER :

[www.cian-afrique.org](http://www.cian-afrique.org)



45, rue de la Chaussée d'Antin - 75009 Paris  
Tél. : +33 (0)1 45 62 55 76 - [contact@cian.asso.fr](mailto:contact@cian.asso.fr)



# Forum Afrique 2020

Le forum dédié aux investissements français en Afrique

**LE MOCI**  
Moniteur du Commerce International depuis 1883  
ÉVÉNEMENTS

**CIAN**  
Conseil français  
des investisseurs en Afrique

**CCI PARIS ILE-DE-FRANCE**

Vendredi 07 Février de 8h30 à 18h30  
CCI Paris Île-de-France 75008 Paris

## LIBRE-ÉCHANGE EN AFRIQUE : QUELS ENJEUX ?

Partenaires Platinum :

 **CASABLANCA FINANCE CITY**  
القطب المالي للدار البيضاء

**orange**<sup>TM</sup>

  
**BGFIBank**

**AIRFRANCE** 

 **ASCOMA**

Partenaires Silver :

**SOMDIAA**

 **TOTAL**

 **cfao**  
WITH AFRICA FOR AFRICA

**MCEI**  
GÉNÉRATEUR D'AVENIR

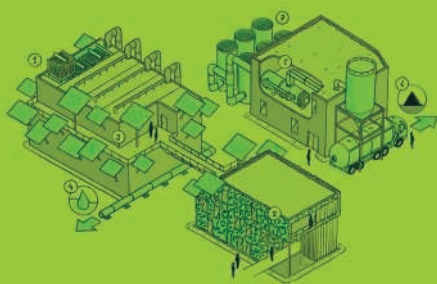
**MAUREL & PROM**

**Informations & inscriptions :** [www.lemoci.com/evenements](http://www.lemoci.com/evenements) - 01 49 70 12 05 - [evenements@lemoci.com](mailto:evenements@lemoci.com)

# on sait construire des usines qui produisent zéro gaz à effet de serre.



## êtes-vous prêts ?



Pour accompagner les territoires dans la lutte contre le changement climatique, SUEZ a conçu la première installation de traitement de l'eau au bilan carbone neutre. Sur l'ensemble de leur process - construction, exploitation - ces infrastructures ne produisent aucune émission de gaz à effet de serre. Une performance rendue possible grâce au déploiement de solutions technologiques innovantes qui vont de l'écoconception des bâtiments au recours à l'énergie solaire en passant par la récupération de la chaleur contenue dans les eaux usées.

retrouvez-nous sur [suez.com](http://suez.com)



prêts pour la révolution de la ressource